

هكذا من أجل

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13307 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERcredi 11 NOVEMBRE 1987

Espoir de paix en Amérique centrale

L'eventualité d'un dialogue entre les Etats-Unis et le Nicaragua, pour le retour de la paix dans la région, ne peut plus être écartée. Dans un discours prononcé à Washington, devant les représentants de l'Organisation des Etats américains (OEA) - où le président Ortega doit prendre la parole mercredi - M. Reagan vient en effet d'affirmer, lundi 9 novembre, que « le secrétaire d'Etat George Shultz sera prêt à une rencontre commune avec les ministres des affaires étrangères des cinq nations d'Amérique centrale, y compris le représentant des sandinistes, lorsque des négociations sérieuses entre ceux-ci et les combattants de la liberté [la Contra] se seront engagées sous la médiation du cardinal Obando y Bravo ».

Impensable il y a seulement quelques mois, cette offre de Washington a été considérablement facilitée par les importantes concessions déjà faites par les autorités de Managua depuis la signature du plan de paix le 7 août dernier à Ciudad Guatemala. La plus spectaculaire aura été l'ouverture d'un dialogue indirect avec la Contra.

Incontestablement, Washington et Managua ont fait un pas l'un vers l'autre, pour le règlement de ce conflit qui secoue l'isthme centro-américain depuis plus de six ans.

Le mysticisme créé par le plan de paix du président nicaraguayen Oscar Arias n'est pas la seule raison d'une telle évolution. Le gouvernement de Managua, qui affronte des difficultés économiques de plus en plus criantes, trouve là une possibilité d'arrêter un conflit aussi meurtrier que coûteux. Il ne fait aucun doute que l'Union soviétique, où se trouvent le dirigeant sandiniste quelques heures avant l'annonce de l'ouverture du dialogue avec la Contra, a poussé Managua dans cette voie. De même est-il impossible pour le président Reagan, dont l'affaiblissement est évident, de poursuivre l'aide aux rebelles anti-sandinistes - que le Congrès ne semble de toute manière pas prêt d'approuver - sans prendre en compte les efforts de paix déployés dans la région.

Malgré cette double contrainte qui force les autorités américaines et nicaraguayennes au dialogue, toutes les ambiguïtés ne sont pas levées. Washington n'envisage une négociation avec Managua que si une réelle discussion politique entre la Contra et les sandinistes est engagée. Ces derniers n'ont pour l'instant proposé que des rencontres indirectes avec les rebelles pour mettre au point les modalités d'un cessez-le-feu. A la veille de sa visite, mercredi, à Washington, le président Ortega réclame, lui, l'ouverture de discussions bilatérales avec les autorités américaines, et non pas simplement une rencontre de tous les pays concernés.

Il reste que le chemin parcouru, un peu plus de trois mois après la signature du plan, est loin d'être négligeable et que, pour la première fois sans doute, l'espoir d'une paix dans la région n'est plus simplement un vœu pieux.

M 0147-11110-4,50 F
3790147004500 11110

Nouvelle et forte chute à la Bourse de Paris

La baisse du dollar affaiblit le franc face au deutschemark

Les marchés financiers internationaux ont été déçus par les maigres résultats de la réunion des gouverneurs des banques centrales à Bâle - qui s'est achevée le lundi 9 novembre - et traumatisés par la poursuite de la baisse du dollar, au plus bas à Francfort et à Tokyo. A Paris, la devise américaine baisse, affaiblissant le franc face au deutschemark.

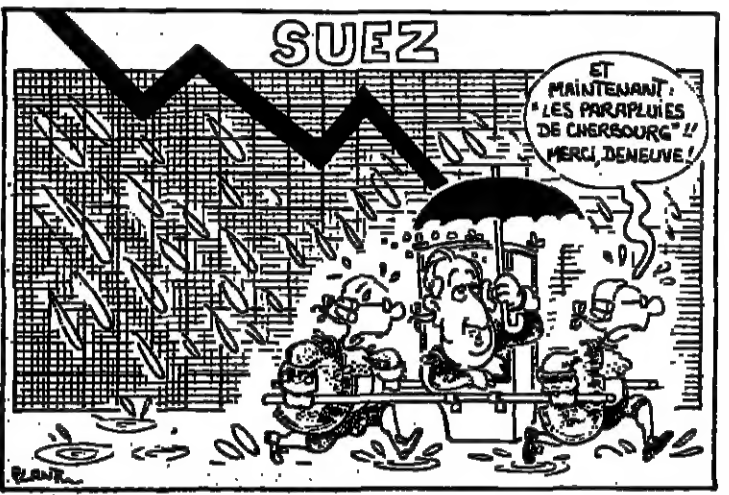
Toutes les Bourses de valeurs sont victimes de l'incertitude générale : à Londres mardi (-3 %) et surtout à Paris, où le recul atteignait 6,7 % en début d'après-midi. La première cotation officielle de Suez avait été marquée, la veille, par un échec. L'inquiétude est nourrie par les difficultés des négociations entre la Maison Blanche et le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire américain.

Comme on pouvait s'y attendre, le ton volontairement neutre du communiqué des gouverneurs des banques centrales, réunis, dimanche 8 et lundi 9 novembre à Bâle, a fortement déçu les milieux financiers internationaux et provoqué, mardi 10 novembre, une nouvelle baisse du dollar, après une pause relative la veille. De nouveaux records ont été enregistrés à Francfort, avec un billet vert tombé à moins de 1,66 deutschemark, et à Tokyo, où le palier des 135 yens a été enfoncé aisément à 134, puis 133,40 yens. A Paris, le dollar a glissé à 5,64 F, moins vite qu'il n'aurait dû en raison d'un nouvel affaiblissement du franc vis-à-vis du mark, dont le cours a repassé la barre des 3,40 F, contre 3,3950 F en début de semaine.

Ce sont, cependant, les Bourses de valeurs qui ont ressenti le plus durement l'absence de décision sur une éventuelle stabilisation du dollar et la lenteur des négociations entre la Maison Blanche et le Congrès américain sur une diminution du déficit budgétaire. Le marché le plus touché a été celui de l'Allemagne fédérale, où le recul du billet vert ne peut manquer d'affecter les résultats des sociétés exportatrices. En outre, les gérants de portefeuilles

étrangers ont continué à se délester de valeurs allemandes, de sorte que l'indice de la Bourse de Francfort a perdu près de 7 % lundi, avec des chutes atteignant 10 % sur de grands titres comme celui de la Deutschebank. A Londres, également, le défaitisme a été de règle lundi (-3,4 %), ainsi qu'à Milan (-3,6 %) et même à Zurich (-6 %). Lundi soir, le nouveau recul de Wall Street (-3 %) a entraîné celui de la Bourse de Tokyo mardi matin (-3,37 %), sans oublier Hong-

kong (-4,5 %) et Sydney (-3,8 %). Quant à Paris, l'immeuble était massacrante, en début de semaine, sous les colonnes du palais Brongniart. Lundi un repli du cours initial de 5 % atteignait 6,7 % en début d'après-midi. L'événement du jour avait été constitué par la cotation du titre de la Compagnie financière de Suez, dont la chute de 17,6 % par rapport au prix d'offre de la privatisation a été très mal reçue à l'étranger, qui a déjà commencé à revendre ce



qu'il a acheté tout récemment, pour limiter les pertes.

Ce qui déprime le plus les marchés, c'est l'incertitude sur les véritables intentions des Etats-Unis, et leur véritable détermination en matière de déficit budgétaire. Dans les milieux financiers, on estime, en tout cas, que les autorités allemandes sont résignées à laisser « filer » le dollar, probablement jusqu'au fameux cours de 1,60 DM évoqué, imprudemment et trop précocement, par M. Jacques Delors. Il y a une douzaine de jours à l'Assemblée européenne de Strasbourg. Les opérateurs ont remarqué le faible volume des interventions de la Bundesbank mardi, sur les marchés des changes, ce qui n'a pas été toutefois le cas de la Banque du Japon, qui aurait acheté 500 à 700 millions de dollars pour freiner la chute du billet vert à Tokyo.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 32.)

De Lénine à Gorbatchev

La révolution septuagénaire

par André Fontaine

L'image d'une révolution doit beaucoup à la saison qui l'a vue éclore. L'été confère au 14 juillet, malgré tout le sang versé, un inaltérable parfum de fête. Chaque commémoration de la révolution d'Octobre nous rappelle qu'elle s'est déroulée en réalité, selon notre calendrier, en novembre, c'est-à-dire dans le mois le plus froid, le plus triste, en un mot le moins révolutionnaire de l'année.

Les dirigeants soviétiques, s'ils veulent éviter de paraître en assistant au défilé, sont bien obligés de s'entourer dans des pelisses de boyards et d'orner leur chef d'un feutre qui n'évoque que de loin la prolétarienne casquette de Lénine.

Il faut dire que, de la guerre, civile et étrangère, à la folie meurtrière de Staline et à la sclérose gerontocratique de ses derniers épigones, le régime qu'elle a engendré a subi toutes les épreuves possibles et imaginables. Sa survie, dans ces conditions, tient du miracle.

La passivité du peuple russe, habitué depuis des siècles à courber la tête devant les tempêtes auxquelles l'ont soumis à répétition la nature et la soif de pouvoir y est sans doute pour quelque chose. Mais aussi son patriotisme, l'abnégation avec laquelle il a su défendre le sol natal, l'orgueil qu'il éprouve à avoir vaincu cette même Allemagne qui avait si longtemps constitué pour lui le modèle d'une société efficace.

Stalingrad a scellé l'alliance de la Russie de toujours et du régime qui lui avait été imposé en 1917 par une toute petite minorité de « bolcheviks » se présentant comme l'« avant-garde » du prolétariat, qui n'allaient pas hésiter quelques mois plus tard à disperser *manus militari*, parce que sa composition ne leur plaisait pas, la Constituante dont ils avaient eux-mêmes organisé l'élection.

Staline, nouvel Ivan le Terrible, personnage tiré tout droit de Shakespeare, qui hantait ses nuits, obéissant par les complots au point de faire couper, à titre de précaution, toute tête qui dépassait un peu, Staline avait été pris complètement au dépourvu en 1941 par une invasion dont il s'était obstinément refusé à voir les innombrables signes avant-coureurs. Mais une fois qu'il eut reconstruit ses esprits il comprit parfaitement que sa seule chance de gagner était d'en appeler à la Russie des profondeurs.

(Lire la suite page 6.)

« Nous ne nourrissons nullement l'illusion qu'ils [les Russes] se battent pour nous [les communistes], devait-il dire à l'envoyé de Roosevelt, Averell Harriman, ils se battent pour la Sainte Russie ». Patrie idéologique, patrie de ces « sans patrie » qu'étaient, dans l'analyse de Marx et Engels, les prolétaires, la Russie redevenait une patrie terrienne, conformément à l'adage romain : *ubi pater, ibi patria*. Où est le père, là est la patrie.

La nature même du régime devait en être transformée. Octobre était fondamentalement internationaliste, littéralement apatride : l'« Union des républiques socialistes soviétiques » est le seul pays au monde dont l'appellation officielle soit pure de toute attache territoriale, pour cette bonne raison qu'elle se voulait ouverte à tous les peuples.

(Lire la suite page 6.)

Les présidents Hussein et Assad au sommet d'Amman

Retrouvailles irako-syriennes

AMMAN de notre envoyée spéciale

Coup de tonnerre annonciateur de bouleversements pour une fois pacifiques ou brève éclaircie due à la nécessité de l'instant et à l'ambiance environnante ? Il est trop tôt pour répondre, mais le roi Hussein de Jordanie a réussi, le lundi soir 9 novembre, l'impossible : faire se réconcilier, au moins pour un moment, les frères ennemis syrien et irakien. Les présidents Hafez el-Assad et Saddam Hussein se sont donné l'accolade devant leurs pairs réunis pour un dîner par le souverain jordanien, mais une accolade longuement préparée. Ce premier pas, dont on ignore encore l'importance en l'absence de détails sur les termes d'un éventuel accord, pourrait mettre fin à huit ans de brouille

entre l'Irak, en guerre avec l'Iran, et la Syrie, principale alliée arabe de Téhéran.

Depuis la matinée de lundi, véritable début de ce sommet extraordinaire, au vrai sens du terme, les dirigeants du monde arabe, sous l'impulsion du souverain jordanien, avaient fait de ce rapprochement leur seule et unique préoccupation, persuadés qu'ils étaient que c'était une condition indispensable pour tenter de mettre fin à la guerre du Golfe.

Les chefs de délégations s'étaient donc enfermés pendant près de quatre heures avec pour seul véritable menu la tentative de réconciliation entre les présidents syrien et irakien. Le sérieux et une « franche explication » avaient, selon le ministre jordanien des affaires étrangères, mar-

qué cette réunion. Le souverain jordanien, véritable artisan de ce succès, avait donné le ton en demandant, en substance, « que chacun vidât son cœur ». Le président Assad avait alors, durant deux heures environ et calmement, exposé la position de son pays, se présentant comme un défenseur de l'arabisme, notamment à l'égard des Etats du Golfe. Dans un discours distribué ensuite par la délégation irakienne, le président Saddam Hussein s'était, lui, attaché sur un ton modéré à l'égard de ses pairs, à souligner que « la menace iranienne contre la nation arabe dépassait dans son ampleur tout ce qui avait préoccupé dans le passé la Ligue arabe ».

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 4.)

L'Europe spatiale

Accord à la conférence de La Haye.

PAGE 11

L'affaire Michel Droit

La Cour de cassation « indignée par la campagne partisane de certains journaux ».

PAGE 17

Les référendums en Italie

Les électeurs se prononcent pour la responsabilité civile des juges et la révision du programme nucléaire.

PAGE 36

M. Léotard isolé

Le secrétaire général du Parti républicain se bat sur trois fronts.

PAGE 8

La destitution de M. Bourguiba

Comment le « Combattant suprême » a été écarté du pouvoir...

Page 3

Education : un plan du PS

Un avenir radieux...

PAGE 13

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE
■ L'anxiété. ■ Les hommes-outils de l'espace. ■ La diroxine innocente. ■ L'histoire de la cartographie aux Archives nationales.

Pages 21 à 23

Le Monde Du VIN

Page 11

Le sommaire complet se trouve page 36

CLAUDE MANCERON

les hommes de la liberté

le sang de la Bastille

1787/1789

ROBERT LAFFONT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,80 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 LL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sk. ; Suisse, 1,60 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Débats

Contre la récession, un « New Deal » européen

L'effondrement du marché boursier traduit l'échec du libéralisme.
Les pays de la CEE doivent, ensemble, relancer la croissance pour l'emploi.

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (*)

SERONS-NOUS capables d'éviter la récession ? Telle est la question qui va désormais dominer le débat politique. C'est sur la clarté de la réponse que devrait se jouer l'élection présidentielle.

Certains avaient pu croire qu'il serait possible de mettre le chômage entre parenthèses dans le débat électoral. Ils se trompaient. L'effondrement boursier aura au moins eu cet effet pédagogique : nous rappeler à l'urgence de la seule question qui compte : celle de l'emploi.

La deuxième leçon que nous donne cet événement majeur, c'est l'échec du libéralisme. La crise actuelle vient de loin : depuis la suspension de la convertibilité en or du dollar par le président Nixon en 1971, aucune règle ne tient plus. Les changes flottants, l'inflation, l'endettement et la monétisation des déficits, ceux du tiers-monde puis ceux des Etats-Unis ont sans cesse permis de repousser les échéances. Les autres pays ont depuis six ans accepté les déficits américains parce qu'ils « tiraient » vers le haut l'économie mondiale, mais la hausse des taux d'intérêt rendue nécessaire pour drainer l'épargne vers les Etats-Unis, la dérégulation financière et le gonflement de la spéculation ont fait alterner les gouvernements : en fait, les accords du Plaza en 1985 et du Louvre en 1987 n'ont fait que dissimuler le refus de revenir à de véritables disciplines.

Tout cela, cependant, six ans, a été couvert du label « libéralisme ». Ils ont l'air malin, aujourd'hui, les adorateurs du veau d'or : doctrinaires du libéralisme qui faisaient de la détaxation fiscale des riches le ressort d'une nouvelle croissance, thuriféraires du marché financier dont l'infinie souplesse était censée amortir tous les chocs, nouveaux économistes à l'écrasante superbe, « golden boys » magiciens de l'argent facile, mais aussi gouvernants aveugles. Reagan le premier bien sûr, mais aussi les responsables des politiques économiques allemandes ou japonaises, qui n'ont cessé d'accumuler depuis des années des excédents profondément perturbateurs. Que dire enfin des émules de M. Reagan en France, MM. Chirac et Balladur, Madelin et Lottard, mais aussi de celui qui a inauguré en 1978 la politique d'un franc artificiellement fort et de taux d'intérêt élevés drainant l'épargne vers les placements financiers plutôt que vers l'industrie, je veux dire M. Barre ?

Entre Bonn et Washington, la France se trouve aujourd'hui exposée en première ligne. Nous comptons les coups quand nous ne les encaissons pas. Le franc souffre et notre croissance est en panne. Qu'est devenu l'héritage du gaullisme en matière monétaire ?

Envoyé, bradé par les accords de la Jamaïque en 1976, entrainé par MM. Giscard d'Estaing et Chirac, et dont j'avais à l'époque combattu la ratification au Parlement. Décidément, ceux qui ont « accompagné le mouvement » qui nous expose aujourd'hui à toutes les secousses sont malvenus pour donner des leçons d'indépendance nationale !

Les socialistes eux-mêmes ne doivent-ils pas faire retour sur

leur propre pratique ? La fascination pour le tabou monétaire — attitude obligée dans l'establishment financier international — l'ouverture sans contrôle des marchés financiers et le développement d'instruments spéculatifs, les longues hésitations à condamner les privatisations parce qu'elles semblaient plaire au pays : tout cela, hier et aujourd'hui, montre qu'il y a toujours un risque pour les socialistes à épouser le vent dominant... surtout lorsqu'il souffle dans le mauvais sens !

Cette leçon, pour désagréable qu'elle soit, peut-elle nous aider à répondre à la question de l'emploi ? Je crois que oui : c'est en tournant le dos aux processus qui ont conduit à l'échec financier que l'on pourra éviter le drame économique.

Pour une initiative européenne de croissance

A l'évidence, les Etats-Unis vont devenir à plus ou moins brève échéance le « poids mort » de l'économie mondiale. Seuls, le Japon et l'Europe pourront prendre le relais comme « locomotives » : cela suppose qu'ils s'engagent, l'un et l'autre, dans des politiques vigoureuses de relance. J'ai suggéré, dès février dernier, à Strasbourg, que la France propose à ses partenaires et d'abord à l'Allemagne une « initiative européenne de croissance ». Celle-ci n'apparaît désormais, pour le monde, pour l'Europe et pour la France d'une urgence nécessaire. Cette initiative pourrait s'organiser autour de quelques idées-forces :

— Mesures importantes de relance d'abord en Allemagne, puis dans les pays qui disposent de marges à cet égard ;

— Lancement de programmes européens cofinancés, scientifiques, technologiques et industriels, mais aussi en direction des pays de la rive sud de la Méditerranée ;

— Elargissement et renforcement du SME, mise à plat des parités qu'imposent les formidables excédents allemands (370 milliards de francs prévus pour 1987), promotion de l'ECU comme monnaie de réserve et baisse concertée des taux d'intérêt ;

— Mise en place, enfin, d'une véritable politique commerciale commune.

Le Japon aurait bien sûr à faire un effort parallèle et d'un ampleur au moins comparable.

Un nouveau New Deal est nécessaire. A partir de l'Europe, cette fois-ci. La relance n'est pas une obligation à laquelle nous devrions nous résigner : ce doit être la chance de l'Europe : celle de faire reculer son chômage, de loin le plus élevé dans le monde, de rattraper son retard technologique, de renforcer ses solidarités et, d'une certaine manière, de réussir son « découplage » économique avec les Etats-Unis.

L'Allemagne est confrontée à un choix décisif : soit construire l'Europe avec la France, soit céder à nouveau au mirage d'une politique de grande puissance

dont en réalité elle n'a plus, à long terme, les moyens. Le président de la République, lors de sa dernière visite en Allemagne fédérale, a montré que la France était prête à infléchir sa doctrine de dissuasion pour tenir compte des intérêts de l'Allemagne.

Encore faut-il que l'Allemagne tienne compte des intérêts de ses partenaires. La France ne peut accepter de voir son industrie continuer à s'effondrer, ses parts de marché se réduire, son investissement et sa production stagner.

Sans croissance, le marché unique de 1992 tournerait au scénario de la catastrophe et ferait le lit des hécatombes de tous ordres.

Répons cette évidence : dans sa forme actuelle, le SME fonctionne comme un garrot pour l'économie française en même temps qu'il joue un rôle d'amortisseur pour le mark. Le SME ne méconnaît qu'une chose : la France n'est pas l'Allemagne. S'il n'est pas possible de le réformer à chaud pour créer une véritable monnaie européenne, alors mieux vaut le quitter provisoirement pour faire repartir l'Europe monétaire, le jour venu, sur des bases solides, et cette fois avec l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie.

En attendant, un tel choix nous conduirait à mettre en œuvre une politique nationale de croissance et de compétitivité : la Suède, après tout, ne se débrouille pas si mal. Surtout, il redonnerait à notre politique économique les moyens et l'autonomie dont, au nom d'une conception libérale — et mystificatrice — de l'Europe, elle a été progressivement dépourvue. Ce ne serait pas un choix de facilité, mais je suis convaincu que le pays peut accepter l'effort si la justice sociale y préside et si on fait appel à son patriotisme : reconquérir l'emploi est possible si l'on sait mobiliser toutes les capacités humaines aujourd'hui enfouies, négligées ou stérilisées.

Confiance dans la France

Ce sursaut de l'initiative à tous les niveaux implique que la France retrouve confiance en elle-même et dans la démocratie : que chacun se prenne par la main et que cessent les jérémiades. Il faut mobiliser la France et lui montrer qu'elle a gardé, si elle le veut, toutes ses chances pour figurer demain parmi les vainqueurs de la guerre économique mondiale et pour être le levier d'une Europe européenne. Encore faut-il se débarrasser de la dogmatique libérale et réapprendre à marier l'initiative publique et l'initiative privée.

Bien sûr, nous ne nous sauverons pas tout seuls : il ne s'agit pas seulement d'accroître à nouveau notre part du gâteau (notre part du marché mondial dépassait 6 %, elle n'atteint plus que 4,9 %). Il faut accroître le gâteau lui-même, c'est-à-dire la production mondiale.

A terme, l'enjeu est, comme l'a suggéré François Mitterrand, celui d'un nouvel ordre mondial international clairement tripartite, articulé entre le yen, le dollar et l'ECU, stabilisé vraisemblablement par une référence

(*) Ancien ministre.

extérieure qui impose ses disciplines à chacun et en particulier aux Etats-Unis. Les idées de M. Baker concernant la constitution d'un panier de référence, constitué de matières premières, parmi lesquelles l'or, montrent que les esprits ne sont plus figés sur de tels sujets.

Une telle réforme ne pourrait ignorer les problèmes des pays en développement, dont la solution commande une reprise durable de la croissance à l'échelle mondiale. Il faudra revenir enfin sur la déréglementation des marchés financiers, sur lesquels les banques et les institutions financières du secteur public doivent retrouver toute leur place. Il s'agit de remettre la sphère financière au pas de l'économie réelle.

Nous sommes à l'heure des choix décisifs : entre l'optimisme de fausses gouvernances qui, de subterfuges en palliatifs, nous poussent vers la catastrophe, et la volonté de prendre les problèmes à bras-le-corps pour remettre l'économie sur ses pieds et réorienter les flux financiers vers l'investissement productif.

Tout cela aussi se jouera en 1988 : un nouveau « New Deal » est nécessaire en Europe pour que la démocratie, encore une fois, fasse ses preuves !

Toujours le gaullisme

par ROLAND NUNGESSER (*)

L'ANNIVERSAIRE de la disparition du général de Gaulle — le 9 novembre 1970 — ne doit pas être seulement l'occasion de rendre hommage à un des plus grands hommes de l'histoire de la France. Il doit surtout susciter une ardeur nouvelle pour assurer la continuité du gaullisme.

Celui-ci n'est pas mort avec de Gaulle, puisque, plus que jamais, on se réfère au général dans tous les pays du monde et que, en France, ses adversaires, jadis les plus acharnés, tentent de récupérer le gaullisme : du Parti communiste, qui admet l'équipement nucléaire de la France après avoir tant attaqué sa politique d'indépendance militaire, ou du Front national, qui ose revendiquer des origines gaullistes par la bouche de M. Sergeant — il fallait le faire ! — jusqu'au président de la République, qui ne cesse de se référer à la Constitution, qu'il n'avait cessé de combattre !

C'est donc que le gaullisme reste un corps de doctrine toujours valable.

Dans une civilisation de masses déshumanisée, où chaque individu se sent de plus en plus isolé, où le mécanisme, loin de libérer l'homme, comme l'espéraient les socialistes du dix-neuvième siècle, semble maintenant l'asservir, la base de toute action politique doit se résumer en une seule phrase,

aujourd'hui gravée dans le granit du mémorial de Colombey : « Il n'y a qu'une grande loi qui vaille, celle de l'homme ».

C'est pourquoi j'ai toujours été tenté de définir le gaullisme comme « l'effort pour adapter la société moderne aux exigences fondamentales de l'humanité ».

La participation est l'application essentielle de ce principe de base. Le général l'a largement appliquée sur le plan politique, depuis le vote des femmes et le rétablissement du référendum jusqu'à l'élection du président de la République au suffrage universel. Il l'a voulu également dans l'Université. Il n'a cessé d'œuvrer pour que la participation se développe dans le cadre de l'entreprise. C'est une œuvre qui reste à poursuivre, car elle seule peut permettre de « désaliéner » l'homme moderne des conditions d'habitat, de travail, de transport, que lui impose la société post-industrielle, en lui restituant ses facultés d'initiative et de responsabilité.

Voilà pourquoi en ce dixième anniversaire de la disparition du général de Gaulle, le gaullisme apparaît plus vivant que jamais, parce qu'il est porteur de solutions d'avenir.

(*) Président du Carrefour du gaullisme, ancien ministre, député RPR du Val-de-Marne, maire de Nogent-sur-Seine.

Au Courrier du Monde

RHÉTORIQUE

L'art à l'école

J'ai lu l'article « L'école s'ouvre aux arts », signé conjointement par MM. Monory et Lottard dans le Monde du 31 octobre. A la veille des débats parlementaires, ils peignent leur foi en leurs projets et en leur budget dans ces morceaux d'anthologie de la littérature politico-administrative dont la recette est enseignée à l'Ecole nationale d'administration : subtil dosage d'allusions, de flatteries, semblant d'ordre dans un fourmillement de données dissociées du réel et — canons de la dissertation obligent — ouverture triomphaliste sur l'an 2000, qui est à la culture ce que 1992 est à l'économie.

Laissons donc MM. Monory et Lottard aux délices de ce « jeu des complémentarités, des interactions entre organismes d'essences différentes », et, plus prosaïquement, posons à leurs services deux questions : à celui des études statistiques : combien de Français et de Françaises ont, jusqu'à ce jour, par le seul enseignement artistique reçu à l'école publique et par les seuls crédits publics, appris à jouer d'un instrument de musique ? Et, au service des comparaisons internationales : quel est le chiffre pour d'autres pays, comme, par exemple, la Grande-Bretagne ou la Hongrie ?

JEAN LLASERA (Ville-d'Avray, Hauts-de-Seine).

PALIER

Nationalité et famille

Un de vos lecteurs s'étonne de ce que « de deux enfants qui naissent dans le même pays, la même ville, le même quartier », etc., l'un doive « quémander solennellement le droit d'être français » alors que l'autre l'a par « un privilège éclatant ».

Je lui ferai remarquer que si je nais à la même heure que mon voisin de palier, il n'en demeure pas moins que je suis le fils de mes parents comme il est l'enfant des siens. C'est une évidence « éclatante », et seule une erreur de la maternité pourrait apparemment modifier cet état.

Que, plus tard, mon pseudo-jumeau trouve que la moquette de mon appartement familial est plus moelleuse que le plancher du sien ou que ma « complémentaire » a un meilleur taux de remboursement et qu'il veuille en profiter à son tour, c'est un désir que je comprends.

Mais s'il veut se faire adopter, je pense que sa famille — et moi-même — avons le droit à la parole : une modification du livret de famille est un acte sérieux, et je ne vois pas pourquoi il serait plus facile de changer de nationalité que de changer de patronyme !

JEAN PARA (Grenoble).

DIALOGUE

« Tuez-les tous » (suite)

Ayant lu votre note suivant la lettre de M. André Bourvet dans le Monde du 14 octobre, je me permets d'apporter les précisions suivantes :

La formule « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens » aurait

été effectivement prononcée par Armand Amelin, lors du sac de Béziers, le 12 juillet 1209.

— Elle a bien été rapportée par le moine Césaire de Heisterbach, dans un recueil d'exempla, anecdotes destinées aux novices dont il avait la charge ainsi qu'aux prédicateurs. Cet ouvrage, le *Dialogue des miracles* (*Dialogus miraculorum*), a été composé non point à la fin du treizième siècle — comme vous l'indiquez — mais entre 1219 et 1223, soit donc seulement un peu plus de dix ans après le sac de Béziers.

— Il est à remarquer par ailleurs que la seconde partie de la réplique (*Novit enim Dominus qui sunt eius*) est une citation biblique (II Tim. 2, 19).

— Césaire de Heisterbach cite cette formule avec prudence. Il a toujours soin de préciser dans son recueil le temps et le lieu de l'anecdote ainsi que la source de son information, car il a le souci d'assurer la plus grande authenticité à ses récits. Or, dans ce cas, Césaire dit clairement : On rapporte que l'abbé a dit : « Tuez-les tous... » («...ferunt dicere») : *Cædite eos. Novit enim Dominus qui sunt eius*.

Il est donc probable que les propos de l'abbé de Cîteaux ont été

déformés et rendus excessifs par son entourage.

JACQUES BERLIOZ, ancien membre de l'Ecole française de Rome.

SOCIALISME

Le sixième tourment de M. Mitterrand

Dans le remarquable article consacré par Jean-Marie Colombani aux « cinq tourments de M. Mitterrand », il me semble qu'il en a oublié un — et non des moindres. Au moins ne l'a-t-il pas mis suffisamment en lumière.

Si la majorité des Français paraît disposée à réélire M. Mitterrand, une majorité tout aussi forte (ce n'est évidemment pas tout à fait la même) ne souhaite pas voir les socialistes revenir au pouvoir. Si bien que l'actuel président de la République serait réélu à coup sûr s'il se présentait à titre personnel, mais c'est beaucoup moins sûr s'il est le candidat officiel du Parti socialiste.

Comment en sortir ?

JACQUES MADAULE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 450572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wonts.

Rédacteur en chef : Daniel Verzet.

Cordateur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS BP 507 09 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 26-15 - Tapez LEMONDE

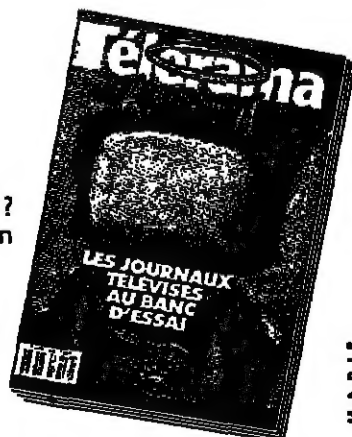
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedprint, 46-46 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.I.C. and additional offices. POSTMASTER : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.O. Box 46-46 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Les nouveaux journaux télévisés au banc d'essai.

Comment une même info est-elle traitée sur les 6 chaînes ? La concurrence privé/public a-t-elle changé l'information télévisée ? Quel est le présentateur préféré des français ? Le plus impartial ? Comment les politiques jugent-ils l'information à la télé ? Pêle-mêle, quelques-unes des questions qui ont orienté la nouvelle grande enquête que Télérama publie dans ses numéros des 11 et 18 novembre.



Une grande enquête de Télérama, l'hebdo culturel chez votre marchand de journaux.

Etranger

• Le Monde • Mercredi 11 novembre 1987 3

TUNISIE : le remplacement de Habib Bourguiba

Le renouveau politique devrait favoriser le redressement économique en cours

TUNIS

de nos correspondants

Les premiers résultats de la libéralisation de l'économie tunisienne engagée voici un an, et qui ira en s'accroissant, sont à plus d'un titre, encourageants. Le « programme de redressement », élaboré durant l'été 1986 et dont l'application a été favorisée par une dévaluation « franche et nette » de 10 % du dinar (en fait, à la suite de divers glissements, la monnaie tunisienne a perdu environ 30 % de sa valeur en deux ans) (1) ainsi que par de bonnes conditions climatiques et un redressement des prix du pétrole, permettra d'atteindre cette année une croissance du PIB de l'ordre de 5,5 % contre une prévision de 4,4 %.

A ces progrès, dus notamment aux performances de l'agriculture (19 millions de quintaux au lieu de 11,5 prévus) et du tourisme, s'ajoute une forte expansion des recettes d'exportation et des transferts de revenus. Les huit premiers mois écoulés, en effet, un accroissement de 38 % des exportations de biens (hors pétrole), de 37 % des recettes touristiques et de 54 % des transferts des travailleurs tunisiens à l'étranger, soit un dépassement des prévisions de quelque 260 millions de dinars.

D'autre part, il est enregistré une augmentation constante des avoirs en devises de la Banque centrale, dont le niveau atteint actuellement 336 millions de dinars, après leur quasi-épuisement à la fin du premier semestre de 1986.

Confiance renouvelée

Mais à côté de ces performances subsistent divers problèmes, et, en particulier, celui des investissements qui n'ont atteint, pendant le premier semestre, que le tiers des prévisions. Les restrictions à l'importation, observées en 1985 et 1986, la réduction des coûts d'investissement, du fait du glissement du dinar et du relèvement des droits de douane sur les équipements, et la hausse des taux d'intérêt, sont les principales raisons avancées par les autorités pour expliquer cet essoufflement.

Mais le climat politique crispé qui avait prévalu pendant un an et les incertitudes qu'il recelait quant à l'avenir, ainsi que le « campagne d'assurances » et de lutte contre la corruption de l'an dernier, qui avait pris le plus souvent des allures de chasse aux sorcières et de règlements de comptes (2) n'y étaient pas étrangers.

Aujourd'hui, l'économie devrait profiter de la confiance renouvelée après l'avènement du président Ben Ali, bien accueilli dans tous les milieux et, particulièrement, dans le monde des affaires, plus que tout autre soulève d'ordre et de sérénité. Rien d'étonnant à ce que les nombreux visiteurs récemment arrivés par le gouvernement tendent à redonner confiance au pays et à dynamiser les investissements.

C'est ainsi qu'il a été décidé une amnistie fiscale générale, qui ira de

pair avec une réforme tendant à la simplification et à l'allégement des taxes d'imposition. Il est, en outre, prévu une réduction de deux points du coût du crédit. Le marché monétaire sera élargi aux autres établissements financiers tels que les sociétés d'assurance, les caisses de sécurité sociale et les sociétés d'investissement.

Enfin, des assouplissements vont être apportés à la réglementation des changes. Les entreprises exportatrices de biens et de services et les particuliers justifiant des recettes provenant de l'étranger pourront ouvrir des comptes en devises et une amnistie sera promulguée en faveur des possesseurs de fonds à l'étranger, qui les rapatrieront avant le 31 décembre 1988.

Le FMI satisfait

Parallèlement, les mesures sociales qui accompagnent ces dispositions paraissent bien modestes. Seul le salaire minimal sera augmenté de 5 % à partir du 1^{er} janvier (105 dinars mensuels) et encore de 5 % durant l'année prochaine. Les primes de rendement des fonctionnaires seront majorées dans la limite de 3 % de l'ensemble des traitements et salaires. Tous les autres salaires, bloqués depuis 1983, seront révisés en fonction de l'inflation et de l'augmentation de la rentabilité et de la production des entreprises. C'est peu, si l'on considère que la hausse du coût de la vie représente au moins le triple des 4 % à 6 % reconnus officiellement chaque année. Mais « nécessité des équilibres », oblige. Et puis, la direction de la centrale syndicale UGTT, désormais toute acquise au pouvoir, non seulement s'en satisfait, mais s'en félicite.

Toutes ces décisions, a déclaré M. Ismail Khaili, ministre du plan et des finances, principal promoteur et animateur de cette politique de libéralisation — dont l'une des priorités est de faire passer la privatisation de certaines entreprises publiques — ont été accueillies avec « beaucoup de satisfaction » par le FMI et la Banque mondiale. Il est vrai que même si elles ne leur ont pas été imposées, ainsi que les cercles officiels l'affirment, ces réformes vont dans la droite ligne de leurs recommandations.

La Tunisie négocie actuellement avec la Banque mondiale divers prêts entrant dans l'enveloppe de 350 millions de dollars qui lui est allouée au titre de l'emprunt 1988 et un second accord, de l'ordre également de 350 millions de dollars, doit être conclu avec le FMI pour aider à « la reconstruction de l'économie tunisienne ».

M. D.

(1) Le dinar tunisien vaut environ 7,50 F.

(2) Le cas de la SOTUSTEC, premier bureau d'études en Afrique, qui a dû fermer ses portes et licencier deux cent vingt-cinq personnes dont quatre-vingt ingénieurs à la suite d'une « affaire » peu convaincante, est exemplaire.

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

Les dirigeants tunisiens peuvent être soulagés. La deuxième phase de l'opération de destitution de M. Bourguiba — celle qui consistait à lui faire quitter sans drame son palais de Carthage — a été menée à bien après plus de deux jours de tergiversations. Lundi 9 novembre, en fin de matinée, un hélicoptère a emporté l'ancien président jusqu'au Mornag, à une vingtaine de kilomètres de Tunis, dans une résidence ayant appartenu à sa deuxième épouse et où il allait à se rendre pour de brefs séjours, au printemps (nos dernières éditions du 10 novembre).

Quelques heures après l'arrivée de M. Bourguiba, seule la présence d'une petite car de police devant l'entrée de la propriété témoignait de l'événement. Aucun barrage de police aux alentours. La circulation était normale à proximité de cette orangeante située près de l'autoroute Tunip-Hammamet, sans le moindre afflux de curieux. Armé à la bretelle, quelques hommes de la gendarmerie et de la garde nationale formaient le seul dispositif apparent autour de l'illustre et encombrant résident.

Il était grand temps que le suspense autour de la destination finale du « Combattant suprême » cesse. Tunis était toujours d'un si grand calme qu'on avait du mal à concevoir l'importance de l'événement de samedi. Mais des rumeurs commencent à circuler.

Certains en arrivèrent à se demander si on ne cachait pas le mort de l'ancien président. De façon beaucoup plus vraisemblable, d'autres assurent que le grand malade avait retrouvé un peu de vigueur pour refuser catégoriquement de se laisser écarter en douceur. Conscient que tout était fini pour lui, il aurait conçu une vengeance bien à lui en agissant de telle sorte qu'un soupçon pesât toujours sur M. Ben Ali, quant à la manière dont il aurait écarté le « Père de la nation ».

La santé de M. Bourguiba

Dès l'annonce de la destitution, le nouveau chef de l'Etat avait insisté sur le fait que son prédécesseur devait être traité avec les honneurs dus à son passé. M. Baccouche, premier ministre, nous assurait que le souhait de M. Ben Ali était de pouvoir visiter un Bourguiba apaisé et serin pour parler avec lui des grandes orientations du pays. Même si, en l'espèce, le trait était un peu forcé, il n'y a pas de raison de douter qu'un mélange de pitié et de pitié « filiale » guidait l'attitude des quelques hommes qui organisaient la destitution. Après tout,

dans d'autres pays, la situation que connaissait la Tunisie aurait pu être débloquée depuis longtemps par quelque moyen expéditif.

Le peuple tunisien se rendait bien compte de la santé de M. Bourguiba. Néanmoins, il aurait été choqué par l'emploi de la force contre lui. Pour beaucoup, le « Combattant suprême » restait le héros de l'indépendance. Les femmes savent qu'elles lui doivent leur émancipation. A partir du moment où M. Ben Ali avait écarté l'idée de recourir à la violence, le refus de M. Bourguiba de se laisser « démissionner » posait un problème. Quitter Shakhassane, au risque de tomber dans un mauvais livret d'opérette.

Un premier émissaire fut envoyé dimanche au palais de Carthage : M. Bédier Zargue el Ayoun, vieil ami du « Combattant suprême », militant destituer de la première heure, qui passe pour le seul homme à ne jamais lui avoir caché la vérité.

Une aide plus inattendue aurait aussi été fournie par une femme : Mme Saïda Sassi, la nièce de l'ancien chef de l'Etat qui lui servait de dame de compagnie depuis son divorce. Loin d'avoir été arrêtée comme on l'avait cru un moment, celle-ci a accompagné M. Bourguiba au Mornag où elle veillera sur lui avec l'aide de tous les médecins qu'il faudra.

Pourquoi cette clemence à l'égard d'une personne qui passait pour une des âmes damnées de l'entourage ? Son jeu aurait été plus compliqué qu'il ne le semblait. Selon une bonne source, elle aurait informé jeudi dernier M. Ben Ali qu'il allait être remplacé au poste de premier ministre par M. Sayah, le mémoriste attitré du « Combattant suprême ». Raison de cette disgrâce : son refus d'obtempérer au désir présidentiel d'organiser un nouveau procès des intégristes.

Dès cet instant, il semble bien que M. Ben Ali et quelques compagnons sûrs décidaient de passer à l'acte. M. Ben Hassen, homme de confiance de M. Bourguiba, est pris de ne plus remettre les pieds au palais. Il comprend que le vent tourne et tente de gagner l'étranger, mais il est retenu à l'aéroport. Il sera parmi les quelques personnes arrêtées à leur domicile dans la nuit de vendredi 6 à samedi 7 novembre.

M. Mansour Skhiri, longtemp directeur du cabinet présidentiel, est révoqué par la police dans une chambre de l'hôtel Sahara Palace à Nests, où il faisait une tournée en tant que ministre de la fonction publique. Il rejoindra ensuite MM. Ben Hassen et Sayah dans une villa du centre de Tunis qui leur sert actuellement de prison. Un détenu, sans lien avec ce trio, a également passé quelques heures dans la villa avant d'être

relâché : M. Bourguiba junior, qui fut lui aussi appréhendé à son domicile à l'aube de samedi.

Trois véhicules blindés ont pris position devant le palais. Le téléphone sonne en pleine nuit chez ceux des membres du gouvernement qui n'étaient pas informés des préparatifs, et il semble bien que ce fut le cas du plus grand nombre... Ils sont invités à se joindre au mouvement sur-le-champ. Un seul refuse, M. Mehiri, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale.

A 8 h 30, le général Ben Ali peut lire à la radio la déclaration que l'on sait. Le téléphone ne sert pas seulement aux lève-tôt qui alertent leurs amis et parents dans une ville stupéfaite. Sur les lignes du réseau officiel, M. Hedi Baccouche appelle quatre ambassadeurs aux alentours de 7 heures. Ce sont, dans l'ordre, ceux d'Algérie, de France, des Etats-Unis et du Maroc.

Au Quai d'Orsay, on parle prudemment samedi matin des « nouvelles autorités » tunisiennes, sans plus de précision. Mais M. Chirac sait déjà à quoi s'en tenir. Il a une conversation téléphonique avec M. Baccouche. Celle-ci sera bientôt suivie d'une autre entre M. Ben Ali et M. Mitterrand. L'opération a été parfaitement réalisée entre « Tunisiens », et il paraît tout à fait incongru d'imaginer qu'il faille pour cela la bénédiction préalable de Washington et de Paris.

Grandes manœuvres politiques

Trois jours après ce coup de théâtre, les grandes manœuvres politiques avaient déjà commencé. Trois mouvements de l'opposition, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le Parti communiste et le Rassemblement socialiste progressiste, ont entamé lundi des concertations qui se poursuivront dans les prochains jours afin de mettre au point une position commune lors des consultations que le gouvernement se propose d'avoir avec eux dans un proche avenir.

Avant cette réunion, M. Abdelhennaf Mourou, secrétaire général du Mouvement de la tendance islamique (MTI), condamné par coutume par la Cour de sûreté de l'Etat à dix ans de travaux forcés, avait téléphoné de l'étranger, où il s'est réfugié depuis dix-huit mois, à M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du MDS, pour lui demander que le MTI ne soit pas exclu de cette concertation.

La réponse n'a pas été négative, mais faudra-t-il encore auparavant, a répondu M. Mestiri, que le mouvement islamique confirme solennellement son rejet de la violence, et notamment la condamnation formelle des récents attentats, son absence de tout

rapport avec l'Iran et son acceptation du libre jeu démocratique. Dès lors, il n'y aurait plus aucun problème.

Au siège du MDS, principal parti de l'opposition, qui a souvent été le cible du pouvoir ces deux dernières années, l'optimisme règne. « C'est un pari que nous faisons en approuvant la destitution de l'ancien président », nous a déclaré M. Ahmed Mestiri. « Bourguiba — que j'ai quelques scrupules à critiquer aujourd'hui, alors que je l'ai contesté quand il était tout-puissant — était devenu un obstacle à toute évolution. Il n'y avait rien d'autre à faire. C'était une issue fatale pour empêcher la Tunisie de s'engager dans une sorte de libération ».

M. Mestiri reconnaît que le nouveau président « est handicapé » par ce qui s'est passé ces dernières mois — « la période la plus sombre de la Tunisie » et à laquelle il a été mêlé en tant que ministre de l'Intérieur. Mais c'est pour ajouter aussitôt : « Toutefois, nous sommes convaincus qu'il a tout fait pour limiter les dégâts, que ce soit lors des derniers procès des syndicalistes, à l'occasion des élections municipales, ou lors de la tenue de la Conférence nationale. Nous sommes convaincus qu'il nous a fait, et surtout nous savons avec certitude qu'il s'est efforcé, avec succès, d'éviter l'irréparable en empêchant la condamnation à mort des chefs politiques islamiques ».

L'optimisme du secrétaire général du MDS, qui a connu Ben Ali, trois ans plus tôt, lorsqu'il était ministre de la Défense — « C'était un jeune officier méticuleux, droit, dont je garde un bon souvenir » — se fonde surtout sur les engagements précis qu'il a pris en faveur d'une démocratisation de la vie politique à la tête de l'Etat. Et puis, remarque-t-il, « on a affaire à un homme sérieux qui sait ce qu'il veut, et qui est capable de réaliser ce qu'il dit et en a les moyens. C'est pourquoi nous avons pris le parti du préjugé favorable ».

Cela dit, pour le secrétaire général du MDS, non seulement une amnistie générale est nécessaire, mais il faut aussi réaliser un consensus national qui doit se traduire dans les modalités et les formes de la représentation populaire. Dès lors, des élections législatives anticipées — la législature ne prendra fin qu'en novembre 1991 — ne s'imposent-elles pas ? « Nous n'en sommes pas encore là », répond M. Mestiri, mais il est bien évident que, puisque M. Ben Ali s'est engagé à pratiquer le multipartisme et à donner la parole au peuple, il faudra y arriver le plus rapidement possible. Par quel autre moyen donner la parole au peuple, sinon par des élections ?

MICHEL DEURÉ
et JEAN DE LA GUERIVÈRE.

EN BREF

● **BANGLADESH** : au moins quatre manifestants tués. — La police a annoncé avoir tué par balles quatre personnes, mardi 10 novembre à Dacca, lors de heurts avec des milliers de manifestants réclamant la démission du gouvernement du président Ershad. Selon l'opposition, le bilan était, en début d'après-midi, de six tués. En dépit d'un interdit gouvernemental (le Monde du 10 novembre), l'opposition avait maintenu son appel en faveur d'un « siège de Dacca ». La police a ouvert le feu lorsque l'usage de matraques et de gaz lacrymogènes s'est révélé inefficace pour contrôler des manifestants qui ont essayé d'envahir le siège du gouvernement. Lundi, l'un des chefs de l'opposition, le Bégum Khalea Zia, avait été légèrement blessé lors de la répression d'une manifestation d'étudiants à Dacca. La police a signalé, en outre, mardi, la mort de deux personnes, tuées par l'explosion accidentelle de bombes qu'elles étaient en train de préparer. — (AFP, Reuters.)

● **CHINE** : protestations de réfugiés tibétains à Paris et à Genève. — Les réfugiés tibétains en France ont écrit aux dirigeants français pour leur demander d'intervenir auprès du président chinois Li Xian-nian, actuellement en visite d'Etat, en faveur du respect des droits de l'homme sur leur territoire. D'autre part, nous indique notre correspondant en Suisse, environ deux mille Tibétains ont manifesté le lundi 9 novembre, à Genève, devant le siège des Nations unies, pour réclamer l'indépendance du Tibet, la fin

du colonialisme chinois, la libération de tous les prisonniers politiques, la restauration de la souveraineté nationale et le départ de l'occupant chinois.

● **CÔTE D'IVOIRE** : « Jeune Afrique » interdit. — Toutes les publications du groupe Jeune Afrique ont été interdites, le lundi 9 novembre, en Côte d'Ivoire, conformément à la demande faite la semaine dernière au gouvernement par le bureau politique du parti unique ivoirien PDCI-RDA. Cette décision — la première de ce genre prise par la Côte d'Ivoire depuis son indépendance, il y a vingt-sept ans — avait été demandée, selon les milieux de l'édition à Abidjan, en raison des allusions faites par Jeune Afrique dans son premier numéro de novembre à une prétendue complicité de la Côte d'Ivoire dans le coup d'Etat au Burkina-Faso. — (AFP.)

● **SINGAPOUR** : explosion de deux bombes. — Deux bombes ont endommagé des immeubles commerciaux aux premières heures de la journée, le mardi 10 novembre à Singapour, a annoncé la police. Une bombe a fait voler en éclats les vitres du bâtiment abritant la société American International Assurance. Quelques heures plus tard, une seconde explosion a détruit un grand massif de fleurs à l'extérieur de la tour Shell, qui abrite des dizaines de bureaux et les locaux d'une agence internationale de presse. On ne signale aucune victime. — (Reuters.)

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES



LE VOL. PARIS PAPEETE ALLER RETOUR A PARTIR DE 6 800 F
166 BD DU MONT-PARNASSE 75014 PARIS 42 73 10 64

NOUVELLES FRONTIERES

Asie

SRI-LANKA

La prise de l'hôpital de Jaffna
par les troupes indiennes

63 morts « dans le feu de l'action », selon un médecin tamoul

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

Appelons-le Prapat, pour les besoins du récit. Médecin, il a quitté la ville de Jaffna le 27 octobre. Il n'a rejoint Colombo que le vendredi 6 novembre, après dix jours de voyage, en raison des innombrables contrôles de l'armée indienne. Prapat, qui est tamoul, sans pour autant militer dans quelque organisation que ce soit, était arrivé trois mois plus tôt à l'hôpital général de Jaffna. Il a donc vécu de près une partie de l'offensive indienne contre la ville transformée en bastion par les Tigres tamouls. Son récit éclaire l'un des épisodes les plus controversés de cette bataille, l'entrée des troupes indiennes dans l'hôpital.

Selon les Tigres séparatistes tamouls, l'hôpital avait été presque complètement détruit par les obus. Des massacres commis par l'armée indienne s'étaient soldés par une centaine de morts, et de nombreuses infirmières avaient été violées et enlevées (le Monde daté 25-26 octobre). Prapat est formel. Les bâtiments n'ont pas été touchés, hormis par les impacts de balles. Il n'y a eu aucun viol et aucun enlèvement. La réalité n'en est pas moins accablante pour l'armée indienne.

L'attaque de l'hôpital s'est déroulée le 21 octobre. Depuis douze jours, les troupes de New-Delhi, retranchées dans le fort de Jaffna, tiraient par intermittence des obus de mortier sur la ville. Ce jour-là, en milieu de journée, les soldats sortent du fort. Les Tigres tamouls se replient vers l'hôpital. Les combats de rues ont lieu autour des bâtiments. Vers 15 heures, la pression indienne devient trop forte. Les combattants tamouls décrochent et évacuent toute la zone. Prapat affirme qu'il n'y a plus, à ce moment-là, aucun militant séparatiste dans l'hôpital. Les soldats — la plupart sont des sikhs — envahissent les locaux où le pa-

tie est à son comble. Dans un couloir, les soldats sont brusquement confrontés à un groupe de civils. Ils ouvrent immédiatement le feu et tuent treize personnes : deux médecins, trois infirmières, une sage-femme et sept membres du personnel. La prise de contrôle de l'hôpital, d'une capacité d'environ mille lits, durera jusqu'au soir.

Tout la journée, Prapat entend des coups de feu. A minuit, le bilan est de cinquante morts supplémentaires. Prapat tient à préciser que tous ne sont pas tombés sous les balles indiennes, certaines victimes étant des blessés graves laissés sans soins. Le lendemain, un autre médecin sera tué, et trois infirmières blessées. Ce seront les dernières victimes de cette attaque. L'après-midi, un médecin indien annonce au personnel que l'armée prend en charge la direction de l'établissement. Les officiers vont tenir un discours extrêmement ferme au personnel. Tout individu qui ne se conformerait pas aux ordres sera immédiatement abattu. Deux médecins indiens vont arriver pour s'occuper exclusivement des soldats blessés.

Lorsque Prapat quitte l'hôpital, le 27 octobre, celui-ci abrite environ 150 patients tamouls. Le personnel se compose de 22 médecins, 1 chirurgien tamoul, 22 aides-soignants, 7 étudiants en médecine, 25 infirmières, 20 garçons de salle et 75 membres du personnel administratif. Il y a, en outre, 5 médecins et 1 chirurgien indiens. L'hôpital est totalement sous contrôle de l'armée indienne.

Prapat dit qu'à son départ, il n'y avait pas de pénurie grave de médicaments. Il est parti parce que, psychologiquement, il était à bout. D'autres médecins et infirmières, indique-t-il, attendent la première occasion pour fuir. Il a voulu que la vérité soit connue. En évoquant ces meurtres de civils commis par des soldats, Prapat dit : « C'était peut-être dans le feu de l'action... »

LAURENT ZECCHINI.

Attentat à Colombo : au moins trente-deux morts

Au moins trente-deux personnes ont été tuées, le lundi 9 novembre, à Colombo, et plus d'une centaine d'autres blessées dans l'explosion d'une bombe de forte puissance, à proximité d'un commissariat de police, situé dans un quartier très fréquenté. Des médecins ont confirmé la mort de trente-deux personnes et ajouté que la plupart des blessés avaient peu de chances de survivre en raison de brûlures graves. Ils ont précisé qu'un nombre des témoins figuraient dix enfants.

Les forces de sécurité étaient alors en état d'alerte maximale dans la capitale. Le Janatha Vimukthi Peramuna (JVP, Front de libération du peuple), un groupe marxiste clandestin, avait, en effet, enjoint le Parlement de ne pas adopter le projet de loi accordant une autonomie limitée aux deux millions de Tamouls du Sri-Lanka, et dont la discussion doit commencer ce mardi. Mais l'attentat pourrait aussi bien être l'œuvre d'une organisation indépendantiste tamoul.

La police a indiqué que l'explosion avait eu lieu à bord d'un autobus dans le quartier de Maradana. La déflagration a été entendue à une douzaine de kilomètres à la ronde. Sur les lieux de l'explosion, selon les témoins, « il y avait plus qu'un amoncellement de débris, un véritable chaos. Les vitres de tous les bâtiments avoisinants avaient volé en éclats et le toit de l'un d'entre eux avait été soufflé. Trois autobus étaient complètement détruits par l'incendie et de nombreuses personnes ont été carbonisées à l'intérieur ». Aussitôt après la catastrophe, des policiers armés et des membres des forces armées ont bouclé le quartier.

● INDE : l'administration directe, reconduite au Parlement indien a voté, le lundi 9 novembre, la reconduction pour six mois de l'administration de l'Etat du Pendjab par le gouvernement central. New-Delhi avait rétorqué, le 11 mai, au gouvernement régional, dirigé par le parti modéré Akali Dal, sa compétence à administrer le Pendjab en raison de son incapacité à mettre un terme à la vague de violence qui affecte cet Etat. Deux dirigeants indépendantistes sikhs, Amrit Singh et Surinder Singh, ont été tués, lundi, alors qu'ils tentaient d'échapper au piège tendu par la police d'Amritsar, la ville sainte des sikhs. — (AFP.)

Le conflit cambodgien

Le prince Sihanouk est attendu en France pour y amorcer des négociations

Le prince Sihanouk est attendu en France, le mercredi 11 novembre, pour un séjour de plusieurs semaines, au cours duquel il devrait rencontrer le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen. Le principe de cette rencontre est acquis, mais la date et les modalités n'en ont pas encore été définies. Phnom-Penh ayant seulement proposé qu'elle ait lieu entre le 12 et 30 décembre, soit après le congrès du PC français, prévu début décembre et auquel M. Hun Sen est invité.

Ce projet de rencontre a été évoqué, mardi soir, par M. François Mitterrand, lors du banquet offert à l'Élysée au président chinois Li Xiannian. Le chef de l'Etat français a notamment souligné que Paris suivait avec intérêt les efforts du prince Sihanouk en faveur d'un règlement du conflit. Les Chinois ont, de leur côté, déjà fait savoir qu'ils ne s'op-

posaient pas à l'initiative de paix du prince.

Cette amorce de négociation du conflit a également fait l'objet, mardi matin, d'une entrevue, au Quai d'Orsay, entre M. Jean-Bernard Raimond et son homologue indonésien, M. Mochtar Kusumasatmadja, qui faisait une brève escale à Paris. Le ministre français des affaires étrangères a salué le « rôle déterminant » de l'Indonésie dans cette affaire. Il a ajouté que si la rencontre Sihanouk-Hun Sen avait lieu, « elle ouvrirait la voie de développements dans lesquels l'Indonésie et l'ASEAN [Association des Nations de l'Asie du Sud-Est] auraient leur rôle à jouer ».

M. Mochtar — qui reste en contact avec les Vietnamiens — a déclaré, de son côté, qu'il ne voyait pas d'objection à ce que cette ren-

contre ait lieu en France. Paris et Jakarta prennent soin de souligner que, dans cette affaire, leurs actions respectives ne sont pas « concurrentes », mais « complémentaires ».

Avec le retour en France du prince Sihanouk — qui y a séjourné à deux reprises depuis septembre, — Paris devient le point de rencontre des parties impliquées, directement ou indirectement, dans le conflit. On n'exclut pas la venue, à l'occasion du congrès du PC français, de M. Nguyen Co Thach, vice-premier ministre et ministre vietnamien des affaires étrangères. Cette visite, si elle se confirme, interviendrait après le « retrait », les 28 et 29 novembre, de quelque vingt mille soldats vietnamiens du Cambodge, annoncé de source bien informée à Hanoï.

J.-C. P.

Hommes d'affaires, voici notre
ordonnance pour régler vos problèmes
de circulation.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

RATP

Proche-Orient

LIBAN

Le travail a repris après une grève de cinq jours

BEYROUTH
correspondance

Les Libanais se sont remis au travail, le lundi 9 novembre, après une grève générale de cinq jours qui a paralysé le pays. L'arrêt de travail avait été décrété par la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL) qui entendait protester contre la terrible dégradation socio-économique qu'illustre la chute vertigineuse de la livre libanaise.

Le dernier jour de grève a été marqué par une manifestation populaire massive. Des dizaines de milliers de personnes venues des quartiers est (chrétien) et ouest (musulman) ont convergé vers le secteur du Musée sur la ligne de démarcation séparant la capitale en deux. La CGTL voulait démontrer que, malgré douze ans de guerre civile, les Libanais demeurent unis. Les retrouvailles ont revêtu par moments le caractère d'une fête populaire. Lundi soir, après avoir obtenu du président de l'Assemblée nationale la promesse que des lois susceptibles de mettre un terme à l'effondrement économique seraient rapidement votées, la CGTL a proclamé la suspension de la grève.

En fait, l'arrêt de travail a surtout servi à exprimer le ras-le-bol d'un pays où le salaire minimum ne représente plus que 115 francs français par mois. L'opinion publique était sceptique quant à l'efficacité de l'action syndicale face au processus de désintégration du Liban, miné par ses querelles intestines et les ingérences étrangères.

ROGER GEHCHAN.

● Roger Augue a été détenu en même temps que l'otage sud-coréen. — L'otage sud-coréen Doe Chae Sung, récemment libéré par ses ravisseurs à Beyrouth, a bien été détenu avec le journaliste français Roger Augue, a affirmé, le lundi 9 novembre, le ministre des affaires étrangères. Selon le porte-parole du Quai d'Orsay, la France a été prévenue aussitôt après la libération de l'otage sud-coréen que celui-ci « avait été détenu à un moment donné » avec le journaliste français Roger Augue.

L'arraisonnement d'un bateau de plaisance

L'identité des huit personnes aux mains d'un groupe palestinien semble établie

Une partie du mystère qui entoure depuis deux jours l'arraisonnement d'un bateau de plaisance, le *Silco*, dans l'est de la Méditerranée, revendiqué le dimanche 8 novembre par le groupe Abou Nidal, commence à se dissiper. Du moins en ce qui concerne l'identité des huit personnes qui se trouvaient à bord, et qui sont maintenant aux mains du Fatah — Conseil révolutionnaire.

Amontant à Beyrouth, cet arraisonnement, un porte-parole palestinien avait parlé d'un navire battant pavillons belge et israélien, occupé, disait-il, par des « doubles » nationaux belgo-israéliens et franco-israéliens. Il apparaît aujourd'hui que le bateau de plaisance en question est un ancien sardinier, datant de 1952 et en si mauvais état que, déjà en 1982, le capitaine du port de Cannes avait refusé de lui délivrer un certificat de navigation, pour des raisons de sécurité.

Accidenté en 1982, il était immatriculé à l'époque à Nice sous le numéro NI-304.910. Mais, le 23 juin 1985, il est acheté par un cuisinier belge exerçant ses talents dans un centre de gérontologie du Beausset, dans le Var : M. Fernand Houtekins. Conscient de son état, ce dernier n'en est pas moins considéré comme un marginal, vivant dans une caravane ; un passionné de mer aussi qui, à la même époque, rencontre une jeune Française, mariée et mère de deux enfants — Marie-Laure et Virginie. — M^{me} Jacqueline Valente, résidant également dans le Var, à Sanary. Et c'est apparemment pendant l'été 1985 que tout se joue, que le couple décide de couper les ponts, puisque ni les parents de M. Houtekins ni ceux de M^{me} Valente, pas plus que le mari de celle-ci, M. Pascal Beutelle, ne reçoivent, après cette date, de leurs nouvelles. Quant au vieux sardinier, construit à Concarneau, une fois passé sous pavillon belge, on perd sa trace après un passage de quelques semaines aux chantiers Fais-Roland, à Saint-Mandrier, où son séjour s'est borné à la garde-manger — pour lequel les propriétaires du chantier attendent d'ailleurs toujours le règlement des frais. Le 18 juillet 1985, il sort des chantiers Fais-Roland.

Le 8 novembre 1987, un porte-parole du groupe terroriste Abou Nidal énumère les noms de « prisonniers » israéliens capturés au large de Gaza : c'est la famille Houtekins ainsi que M^{me} Valente et, semble-t-il, Marie-Laure, six ans, et Virginie, cinq ans. La famille, c'est-à-dire le père de Fernand, M. Emmanuel Houtekins, un mécanicien qui a six ans, habite Lyon, son épouse, M^{me} Godelieve Kets, quarante-huit ans, et leurs deux enfants, Laurent, dix-sept ans, et Valérie, seize ans.

Or, selon leurs parents, tant les Houtekins que M^{me} Valente sont catholiques et ne possèdent qu'une nationalité, la belge pour les premiers et la française pour cette dernière.

Alors, pendant qu'à Beyrouth le Fatah Conseil révolutionnaire affirme poursuivre l'« interrogatoire » des « prisonniers », on continue, tant en Europe qu'en Israël, à se poser des questions sur les conditions de l'arraisonnement du *Silco* et de l'enlèvement de son équipage, six adultes ayant visiblement voulu rompre avec leur passé et partis en compagnie de deux enfants à l'aventure il y a un peu plus de deux ans.

A Jérusalem, les autorités israéliennes sont formelles : ni le bateau ni ses occupants n'ont eu de contacts avec Israël ; aucun n'a de passeport israélien. De plus, l'avis douteux est que le *Silco* ait pu être arraisonné au large de Gaza, comme le soutient le groupe Abou Nidal, ne serait-ce qu'en raison des mesures de sécurité draconiennes en vigueur au large des côtes israéliennes.

Dernier élément : les ravisseurs ont évoqué la possibilité de visites aux prisonniers par le Comité international de la Croix-Rouge. Au CICR, on attendait pourtant toujours, lundi soir, un hypothétique contact.

Au Quai d'Orsay, on indique que le gouvernement français a pris contact avec toutes parties intéressées qui peuvent agir auprès des ravisseurs, en particulier les hauts responsables arabes qui se trouvent à Amman, où se tient le sommet arabe extraordinaire. Paris a également saisi le CICR.

Le sommet arabe d'Amman

Retrouvailles syro-irakiennes

(Suite de la première page.)

Fait surprenant, il n'avait à aucun moment demandé la rupture avec l'Irak et encore moins l'application du pacte arabe de défense commune. Il avait d'ailleurs tenu à préciser qu'il n'était pas là, comme l'en accusent les Iraniens, parce que son pays était en position de faiblesse et que, quoi qu'il arrive, l'Irak ferait toujours face, même seul, à l'agression ». Classant les pays arabes en trois catégories selon leur attitude face à ce conflit, il avait distingué « ceux qui nous ont aidés dans la mesure de leurs moyens, ceux qui se tiennent en spectateurs et ceux qui entretiennent une alliance avec l'Irak », sans toutefois nommer quiconque, en particulier Damas.

A l'issue de cette longue réunion, le roi Hussein, sentant peut-être un déclin possible — car à ce moment on indiquait, de bonne source, que la méfiance restait grande et que le président irakien avait fait savoir qu'il ne croyait pas aux bons sentiments de son « frère encore ennemi » syrien — retenait pour un autre marathon cinq de ses pairs et bien évidemment les présidents Assad et Saddam Hussein.

Quelques heures plus tard, dans la suite du souverain à l'hôtel Plaza, se retrouvaient donc autour du roi Hussein l'émir du Koweït, le président des Emirats arabes unis, les présidents syrien, algérien, irakien, le prince héritier d'Arabie saoudite et le président du Nord-Yémen. La télévision jordanienne immortalisait un bref instant ce moment, et, visiblement, le roi Hussein faisait des efforts pour décompresser une atmosphère encore très compressée.

Que s'est-il passé pendant ces nouvelles quatre heures ? Rien n'a véritablement filtré de ce débat, et l'on ne peut que s'interroger sur le prix payé par chacun. Le président Assad a-t-il obtenu, comme on le dit de source proche des délégations, que l'on repousse l'examen de la question des relations avec l'Égypte ? Peut-être. Officiellement posée par le président irakien lors de son discours, cette demande avait immédiatement provoqué un violent refus de la Libye, un refus de la Syrie et des réserves de l'Algérie.

Quoiqu'il en soit, certains Etats du Golfe ont, d'ores et déjà, fait savoir qu'ils renouvelleraient individuellement leurs liens avec Le Caire.

Le président syrien s'est-il, d'autre part, vu donner quelques garanties sur sa liberté de manœuvre au Liban ou avec l'OLP ? Difficile à dire déjà. Mais le leader de l'OLP, M. Yasser Arafat, a peut-être, pour reprendre les termes d'un haut responsable arabe, « raté un moment historique » boudant le dîner du roi, pour exprimer son mécontentement devant le peu d'égards qui lui sont accordés ici. Le président Assad aurait, en tout cas, reçu des promesses importantes d'aides financières — on parle de 2 milliards de dollars — pour redresser son économie chancelante.

C'est à l'issue de cette réunion en petit comité que le roi a lui-même fait entrer ensemble les deux présidents, irakien et syrien, pour le dîner de retrouvailles. Le souverain hachémite a, pour sa part, été chaleureusement félicité alors par tous les dirigeants arabes présents. Selon un témoin, les présidents syrien et irakien, placés à proximité, ont longuement bavardé, s'échangeant même leurs souvenirs.

Dans l'attente des conditions de ce rapprochement, il est difficile de savoir qu'elle est sa véritable valeur, d'autant que le passé pousse à beaucoup de circonspection. Lundi encore, la presse de Bagdad, comme celle de Damas tirait à boulets rouges, respectivement sur le chef d'Etat syrien et le président irakien. La gravité de la situation dans le monde arabe, et surtout les menaces sur les Etats du Golfe, ont, certes, amené les dirigeants arabes à prendre conscience de la nécessité de s'entendre, au moins sur un consensus minimum.

Lors de la rencontre, sans suite immédiate, des deux chefs d'Etat syrien et irakien dans le désert jordanien, le 27 avril dernier, Bagdad avait insisté pour obtenir de la Syrie sa simple neutralité dans le conflit Irak-Iran. Est-ce qu'a promis aujourd'hui le président Assad en demandant, en contrepartie aux dirigeants arabes, d'ouvrir un véritable dialogue avec Téhéran ? Mais l'irascible imam Khomeiny acceptera-t-il celui-ci, alors que l'Iran ne cesse de proclamer que seule la chute du régime de Saddam Hussein peut conduire à la paix ?

Un succès pour le roi Hussein

Quoi qu'il en soit, ce pas positif constitue un succès important pour le roi Hussein de Jordanie, qui n'a pas ménagé ses efforts, tant pour arriver à réunir ce sommet que pour en faire quelque chose de sérieux et de constructif. On prête au roi, s'adressant à M. Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, cette phrase qui en dit long sur sa détermination à aboutir : « Maintenant qu'ils sont tous là, je les garderai quatre jours, une semaine ou un mois, jusqu'à ce qu'ils se mettent d'accord ».

Ce mardi matin, les vingt et un chefs de délégations vont se retrouver pour un nouveau huis clos, tandis que les ministres des affaires étrangères des huit pays dont les chefs d'Etat ont participé aux retrouvailles syro-irakiennes, plus l'OLP et la Ligue arabe, vont s'atteler à la rédaction des résolutions de ce sommet. Celles-ci seront une indication pour évaluer les éventuelles suites de la « réconciliation » syro-irakienne et des bouleversements qu'elle pourrait entraîner dans le monde arabe.

FRANÇOISE CHEPAUX.

(Publicité)
UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE CHINOIS
EN CHINE dans une grande université
Pékin, Shanghai, Canton...
PLACES LIMITÉES
A partir de février 88, UN SEMESTRE 18.500 F. Logement compris.
CEPES, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.02.18 ou 47.22.94.04.

Amériques

ÉTATS-UNIS : la course à l'investiture présidentielle

Le sénateur Dole, rival du vice-président Bush entre en lice

WASHINGTON
de notre correspondant

Le sénateur Robert Dole, principal adversaire du vice-président George Bush pour l'investiture républicaine à la prochaine présidentielle, a annoncé, lundi 9 novembre, une candidature qui était évidente depuis des mois. Comme il est de tradition, il s'est rendu pour cela dans son fief, une toute petite localité du Kansas, Russell, la ville de son enfance et de ses débuts dans la politique. L'estrade avait été dressée devant le dragage où, jadis, il vendait des sodas, et tout s'est passé dans la meilleure et la plus banale des traditions. On a distribué des casquettes, lancé des ballons et crié : « Dole for president ! », avant que le candidat n'aille renouveler son annonce dans l'Iowa, où auront lieu les premières consultations électorales, là où, en 1980, Robert Dole avait piteusement recueilli à peine 1 % des voix. Cette fois, il ne risque pas la même mésaventure. Les sondages lui accordent entre 20 % et 30 % des suffrages républicains, à bonne distance derrière M. Bush, mais loin devant les quatre autres candidats du Grand Old Party.

Bob Dole est aujourd'hui l'un des hommes politiques les plus connus aux États-Unis. Il va bénéficier de l'âge efficace de sa femme, Elizabeth, qui vient de démissionner pour cela du poste de secrétaire aux transports qu'elle avait occupé pendant des années dans l'administration Reagan. Et sa position de chef de la

minorité républicaine au Sénat lui donne la précieuse opportunité d'être présent tous les jours dans l'actualité et sur les écrans de télévision, un avantage qu'il voudrait conserver le plus longtemps possible, quitte à dépenser une énergie considérable pour concilier ses activités au Congrès et ses déplacements électoraux.

D'énergie, c'est précisément ce dont cet homme de soixante-quatre ans manque le moins. Né dans une famille modeste, affecté comme celle de Ronald Reagan par la grande dépression, il s'est fait lui-même en politique. A force de volonté. A demi-paralysé depuis qu'il a été très gravement blessé en Italie quelques semaines avant la fin de la seconde guerre mondiale, il lui a fallu beaucoup de courage et un an d'hôpital avant de pouvoir retrouver un usage à peu près normal de son corps.

Une certaine amertume

De ce coup du sort, il lui est resté une certaine amertume, qui pourrait expliquer, dit-on parfois, son agressivité, sa volonté de triompher à tout prix. Bob Dole n'est pas un enfant de chœur, et quand la défaite électorale menaçait il n'a pas hésité devant les moyens les plus efficaces. Par exemple une campagne de tracts suggestifs pour dénoncer un concurrent « avorteur » — en fait, un médecin qui était intervenu dans les cas où la santé de la mère l'exigeait. Aujourd'hui, il en

rejette la responsabilité sur ses subordonnés, mais sans vraiment convaincre. Et c'est bien lui qui, en 1976, alors qu'il était candidat à la vice-présidence sur le ticket de Gerald Ford, avait cru utile de dénoncer les « guerres démocratiques » (dans lesquelles les présidents démocrates avaient engagé les États-Unis) : le Vietnam, la guerre de Corée... et les deux conflits mondiaux.

Depuis, il a limé un peu ses crocs, surveillé ses réparties. Il garde la dent dure contre son rival, George Bush, celui qui « a commencé au sommet et n'en a pas bougé ». Mais c'est aujourd'hui une autre image qu'il essaie de cultiver : celle de l'homme politique expérimenté, qui a derrière lui vingt-sept ans de présence ininterrompue au Congrès, cherche des solutions aux vrais problèmes, et d'abord à celui du déficit budgétaire, dont il a fait sa priorité. Il se pose en conciliateur, essaie d'arrondir les angles entre la Maison Blanche et le Congrès, à un moment où cela est particulièrement nécessaire. Il se garde bien de critiquer ouvertement M. Reagan et le réaganisme, mais laisse entendre qu'il faut à présent prendre les difficultés à bras le corps : augmenter les impôts. « Les gens, dit-il, sont prêts à absorber une potion amère, mais personne ne veut leur tenir la cuillère. »

Lui qui, au début des années 60, votait systématiquement contre tous les programmes sociaux, explique, à présent, qu'il faut rendre le Parti républicain

plus accueillant aux Noirs, qu'il ne faut pas oublier les désertés, que l'État a le devoir d'assister les faibles. Conviction sincère ou souci d'occuper un bon créneau électoral ?

Une zone d'ombre

On reproche parfois à Robert Dole de ne pas avoir de conviction bien arrêtée, d'être imprévisible, de prendre la direction du vent. Il y aurait aussi une zone d'ombre chez cet homme au sourire éclatant et aux réflexions caustiques. Parmi les milliers de votes qu'il a émis au Congrès, un certain nombre auraient opportunément servi les intérêts de généreux donateurs de sa campagne électorale. C'est une pratique tout ce qu'il y a de plus banale au Congrès, mais on peut s'attendre que la presse fouille en profondeur de ce côté-là.

En politique étrangère, Robert Dole campe sur des positions clairement conservatrices, soutient les différentes résistances anti-communistes et se méfie beaucoup des accords de désarmement avec les Soviétiques. Mais il lui reste à prouver qu'il a une claire vision du monde, des idées fermes, un projet politique. Car certains soupçonnent cet homme à la profonde voix de bronze de n'être qu'une ambition vide, un politicien adroit qui ne serait pas forcément un président d'envergure.

JAN KRAUZE.

VENEZUELA

Le retour de Carlos Andres Perez

L'ancien président Carlos Andres Perez a été désigné, il y a quelques jours, par le parti gouvernemental, Action démocratique (AD), comme son candidat à l'élection présidentielle de décembre 1988. M. Carlos Andres Perez — Cap, comme l'appellent les Vénézuéliens — l'a emporté très facilement, à l'issue de « primaires » à l'américaine très animées, avec 66 % des suffrages contre 34 % à son rival, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Octavio Lapege, soutenu ouvertement et énergiquement par l'actuel chef d'État, M. Jaime Lusinchi.

La rivalité personnelle entre Cap — au pouvoir de 1974 à 1979 — et M. Jaime Lusinchi et l'après de la campagne pouvaient faire craindre une rupture au sein de l'AD, une formation social-démocrate, membre de l'Internationale socialiste, au sein de laquelle Cap joue d'ailleurs un rôle remarqué et efficace, en particulier sur les problèmes d'Amérique centrale. Mais M. Lapege, beau joueur, a annoncé qu'il soutiendrait loyalement Cap en décembre 1988. Cette victoire d'un dirigeant soutenu par les syndicats, qui n'ont pas oublié les retombées sociales du boom pétrolier pendant sa présidence, devrait permettre à l'Action démocratique de conserver le pouvoir pour la prochaine période présidentielle.

Le parti social-chrétien COPEI, rival traditionnel de l'AD, n'a pas encore choisi son candidat. Des « primaires » doivent avoir lieu le 20 novembre pour départager l'ancien président Rafael Caldera (de 1968 à 1973) et l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Fernandez. Étaient parvenus dans les deux principales formations politiques vénézuéliennes qui pratiquent sans trop de heurts l'alternance démocratique depuis plus de trois décennies. Un bel exemple, rare en Amérique latine, de stabilité politique et de cohabitation acceptées dans le respect des règles démocratiques.

Mais quel que soit le candidat de COPEI, il aura très peu de chances, selon tous les sondages, de vaincre M. Carlos Andres Perez, qui a quitté le pouvoir dans des circonstances politiques et financières, mais a fait depuis deux ans un retour spectaculaire sur la scène politique. Son regain de popularité s'explique aussi par la médiocrité des deux derniers présidents, celle de M. Jaime Lusinchi (AD) et de M. Herrera Campins (COPEI). M. Carlos Andres Perez, âgé de soixante-quatre ans, populiste et dynamique, a déjà annoncé son intention de faire passer la croissance économique du Venezuela avant le remboursement de la dette extérieure.

M. N.

Diplomatie

La visite de M. Felipe Gonzalez à Paris

Une volonté commune de progresser sur la question des ressources de la CEE

C'est dans le cadre des relations « normales, amicales et régulières » qu'entretiennent la France et l'Espagne que M. Felipe Gonzalez rendait lundi 9 novembre à Paris la visite qu'il avait effectuée l'année dernière à Madrid M. Jacques Chirac.

L'Europe a été au centre des conversations qu'a eues M. Gonzalez avec les responsables français : un entretien avec le président de la République, deux entretiens et un déjeuner avec le premier ministre.

Des deux côtés a été exprimée la volonté de « réveiller la conscience européenne » et de faire avancer le problème du financement de la Communauté. MM. Mitterrand et Gonzalez, indiquant-on à l'Elysée, « se sont montrés déterminés à ce que l'on avance suffisamment lors du sommet européen de Copenhague [début décembre] pour que les Douze puissent parvenir à une solution sur ces questions au cours du premier semestre 1988, sous la présidence allemande ».

M. Jacques Chirac a précisé que ses entretiens avec le chef du gouvernement espagnol visaient sur ce sujet à rapprocher des points de vue « pas exactement identiques ». L'Espagne, « à juste titre », a indiqué le premier ministre, souhaite, au nom du principe de « cohésion » dans la Communauté, un effort particulier sur les dépenses non obliga-

toires, notamment l'aide aux pays du sud de l'Europe, tandis que la France, donne, la priorité aux dépenses obligatoires, et notamment à la préservation des acquis de la politique agricole commune. Le premier ministre a insisté sur le fait que l'essentiel était à ses yeux « la volonté politique » des deux pays de voir assurée la situation financière de la CEE non seulement pour 1988, mais pour les cinq prochaines années.

En ce qui concerne les questions de sécurité, la France a réaffirmé son souhait de voir l'Espagne, comme le Portugal, entrer dans l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Le président du gouvernement de Madrid a souligné la « disponibilité » de son pays pour une telle intégration (à laquelle s'oppose pour l'instant la Grande-Bretagne) : il a écarté les réserves qu'avait semblé exprimer certains représentants de son gouvernement en les attribuant à une interprétation erronée de la plate-forme récemment adoptée par l'UEO à La Haye.

M. Felipe Gonzalez a, d'autre part, rendu compte de son récent voyage en Amérique latine. Il a insisté sur la nécessité pour les grandes démocraties et pour l'Europe de « prendre des initiatives » en faveur d'un aménagement des dettes des pays les plus endettés.

M. Reagan se félicite de la reprise des négociations sur les essais nucléaires

Washington. — Le président Ronald Reagan s'est félicité de l'ouverture, lundi 9 décembre, à Genève, de négociations américano-soviétiques sur les essais nucléaires.

Ces négociations — dont le principe avait été acquis lors de la visite du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, à Washington en septembre — doivent porter dans un premier temps sur l'amélioration des mesures de vérification des traités de 1974 et 1976 limitant les essais nucléaires. La première session doit durer deux semaines, et Washington souhaite qu'elles reprennent en janvier.

A Washington, les responsables américains ont indiqué que les négociateurs des deux pays évoqueraient notamment la possibilité d'envoyer des équipes d'inspecteurs conjoints sur leurs sites de tir respectifs pour évaluer l'exactitude des systèmes de vérification différents proposés par les deux pays. Les États-Unis préfèrent le système hydro-dynamique Cortex, tandis que les Soviétiques défendent

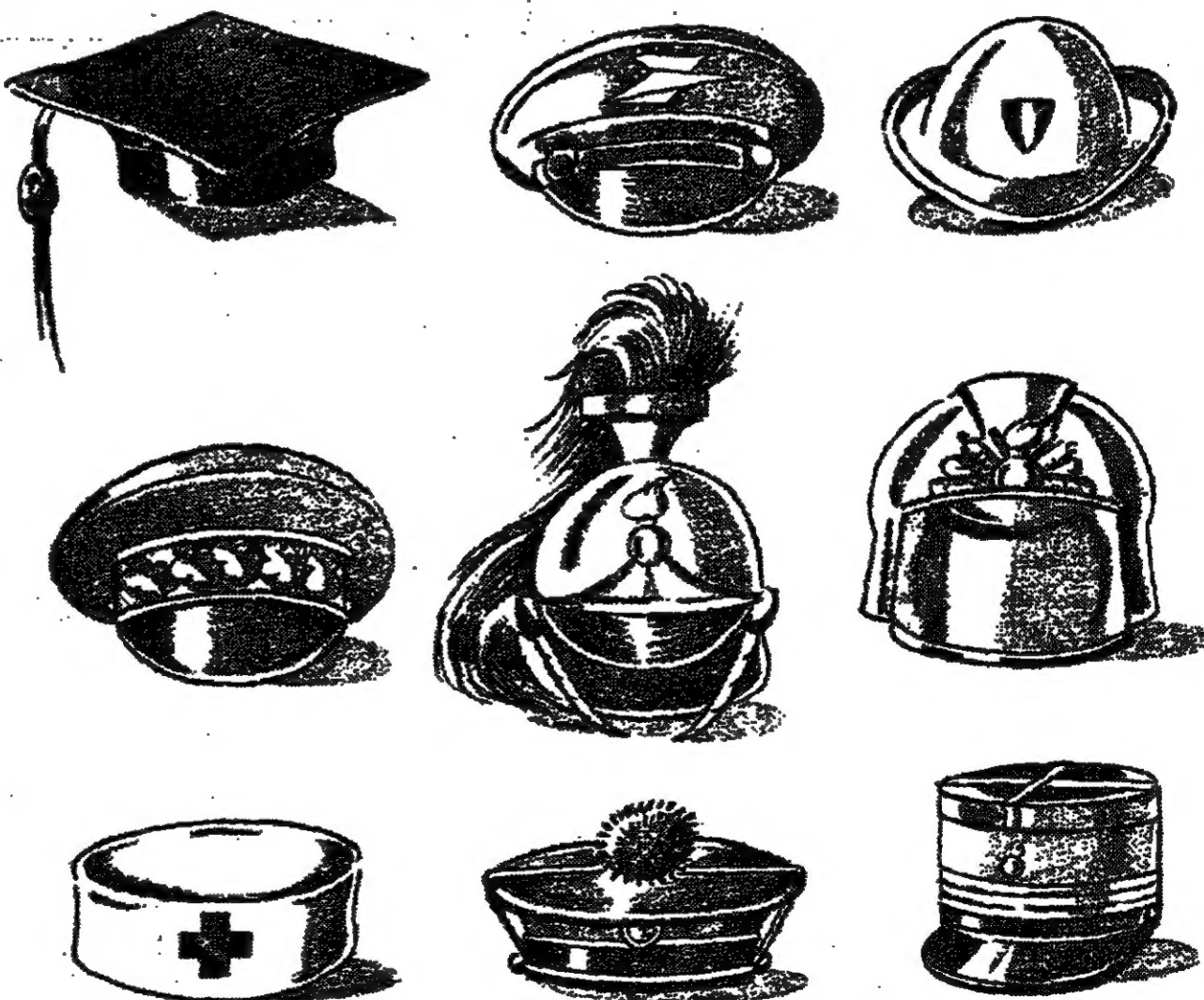
l'utilisation de méthodes de détection sismique.

Mais ces responsables ont indiqué clairement que l'éventualité d'une élimination totale des tests, « objectif ultime » de la négociation, n'était envisageable que dans la perspective de la disparition des armes nucléaires, et hors de question dans « un avenir prévisible ».

Si les deux pays parvenaient à se mettre d'accord sur les méthodes de vérification, M. Reagan soumettra les deux traités, celui dit du seuil (TTBT) — limitant à 150 kilotonnes la puissance des essais nucléaires — et celui sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques (PNET), à la ratification du Sénat américain.

Dans un second temps, a précisé M. Reagan, Washington proposera des négociations « sur les moyens d'appliquer un programme par étapes (...) visant à limiter et, en fin de compte, à éliminer les essais nucléaires ». Il a toutefois ajouté que les États-Unis devront continuer à tester tant que leur sécurité dépendra de leur dissuasion nucléaire. — (AFP.)

Nous avons la même casquette que nos clients...



Nous avons la même casquette que nos clients ! Nous sommes fonctionnaires et vous êtes fonctionnaire. C'est pourquoi la PRÉFON est un organisme sans but lucratif qui ne réalise aucun bénéfice et ne rémunère ni courtiers ni intermédiaires. Les bénéfices financiers réalisés par la gestion des placements sont intégralement redistribués. Les frais de gestion sont très réduits et les cotisa-

tions exceptionnellement avantageuses : vous avez toujours le choix entre plusieurs classes de cotisation et vous pouvez en changer librement chaque année. De nombreux avantages fiscaux vous sont garantis. Profitez et faites profiter votre famille d'une protection privilégiée qui vous est réservée grâce à nos 3 régimes de prévoyance :

PRÉFON-ÉPARGNE - PRÉFON-RETRAITE - PRÉFON-DÈCÈS

PRÉFON

LA PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES

95, rue de Courcelles 75017 Paris - Tél. 42 27 51 84.

Europe

IRLANDE DU NORD : l'attentat d'Enniskillen

L'IRA tente d'expliquer le massacre par une « erreur technique »

LONDRES
de notre correspondant

L'IRA a admis, le lundi 9 novembre, avoir posé la bombe qui a tué onze personnes et en a blessé soixante-trois autres, dimanche matin, lors d'une cérémonie devant le monument aux morts d'Enniskillen, en Irlande du Nord.

Dans un communiqué publié par l'organisation républicaine clandestine, celle-ci affirme cependant que l'armée britannique est indirectement responsable de l'ampleur du massacre, et surtout du fait que les victimes soient toutes civiles.

L'IRA « regrette » dans ce communiqué les « conséquences catastrophiques » de l'attentat. Elle ajoute que « la bombe a explosé sans que nous la déclenchions par signal radio. Il y a actuellement une compétition sans merci entre nos ingénieurs électroniques et ceux de l'armée britannique pour la maîtrise des engins télécommandés ».

L'IRA aurait ainsi prévu d'activer la bombe placée à proximité du monument aux morts lorsque celui-ci serait entouré par des soldats lors de la cérémonie du souvenir honorant les morts tombés lors des deux guerres mondiales et... au cours de la lutte contre l'organisation elle-même. Elle affirme qu'un « radio scanner » de l'armée britannique « balayant » les fréquences habituellement utilisées pour ce type d'engin a provoqué la détonation au moment où seuls des civils se trouvaient devant le monument.

Cela se serait déjà produit à plusieurs reprises dans le passé pour des mines « dormantes » posées par l'organisation.

Le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, M. Tom King, a immédiatement réagi : « Cette déclaration est méprisante », a-t-il affirmé. Le Royal Ulster Constabulary (RUC), la police d'Irlande du Nord, a formellement démenti la présence dimanche dans la région d'Enniskillen d'un « scanner » ou de tout autre appareil susceptible de déclencher un engin télécommandé. L'armée britannique elle-même est restée muette.

Les condoléances du Sinn Féin

L'IRA tient visiblement à se démarquer de ce qui s'est passé à Enniskillen et des images d'horreur abondamment diffusées par la télévision. L'organisation a non seulement exprimé ses « regrets », mais a révélé qu'une enquête interne était en cours visant la branche locale qui a posé la bombe.

Le Sinn Féin, l'aile politique légale, de son côté, condamne publiquement l'attentat. Le président du Sinn Féin, M. Gerry Adams, a présenté ses « condoléances » aux familles des victimes : « Je n'essaie pas de justifier l'explosion de dimanche. Je regrette profondément qu'elle ait eu lieu », a-t-il déclaré. Elu en juin dernier au Parlement de Londres par une circonscription catholique d'Irlande du Nord

(Belfast-Ouest), M. Adams refuse de siéger à Westminster.

L'attitude de l'IRA n'est pas sans précédent. L'organisation avait fourni des excuses après l'attentat contre le grand magasin londonien Harrod's en décembre 1983. La veille choisie lundi est plus détonnante. L'IRA tente de faire porter la responsabilité du carnage sur les spécialistes en ondes courtes de l'armée d'occupation britannique.

Le procédé révèle l'embarras de l'organisation, qui n'a pu se résoudre à se démarquer totalement des poseurs de bombes d'Enniskillen.

Depuis une dizaine d'années, l'IRA visait en effet presque exclusivement des cibles militaires ou policières. Par ce communiqué, elle fait ainsi savoir qu'elle n'a pas changé de stratégie et que le massacre de dimanche est dû, en quelque sorte, à une « erreur technique ».

Émotion considérable dans le Royaume-Uni

L'émotion reste considérable dans le Royaume-Uni. Un témoignage bouleversant a été présenté lundi soir par toutes les chaînes de télévision. Il s'agit du père de la jeune victime, une infirmière de vingt ans. Celui-ci, également blessé, a déclaré : « Je ne veux pas » aux auteurs de l'attentat et avoir même « prié pour eux ».

Cette absence de haine contrastait singulièrement avec les propos tenus lors d'une fête de plus d'un des principaux leaders protestants d'Irlande du Nord, M. Ian Paisley, qui, dans une interview télévisée, appelait quasiment, lundi soir, ses partisans à une action de représailles.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

RFA : le congrès chrétien-démocrate hanté par l'affaire Barschel

Le chancelier Kohl réalise son plus mauvais score

BONN

de notre correspondant

Dans le calendrier politique ouest-allemand, le congrès du Parti chrétien-démocrate, qui s'est tenu le lundi 9 novembre dans la Beethovenhalle de Bonn, aurait dû en toute logique passer inaperçu ; n'être qu'un simple congrès administratif dont le seul propos était de renouveler les instances dirigeantes de la principale formation au pouvoir en République fédérale d'Allemagne. En temps ordinaire, il se serait déroulé comme une fête de famille. Un parti qu'aucune élection décisive ne menace à brève échéance, dont le principal dirigeant est incontesté, et auquel ses alliés libéraux et chrétiens-sociaux bavarois ne peuvent, *adieu* votés, qu'être loyaux. Faute de solution de rechange, aurait pu s'offrir le plaisir d'une grand-messe unanime préparant des lendemains glorieux.

L'histoire, la petite et la moyenne, en a décidé autrement. L'affaire Barschel, la mise en question de la moralité d'un parti qui s'était présenté aux électeurs ouest-allemands comme le paragon de la vertu politique et le fer de lance du « tournant politique et moral » depuis cinq ans, ont jeté une ombre sur un rassemblement qui se voulait bon enfant, dans le style simple et cordial d'une formation qui se veut plus une grande famille qu'une armée d'opinion. Un des membres de cette famille, qui se réclame haut et fort des valeurs chrétiennes, a failli : un ministre président en a fait, victime de sa peur panique de perdre le pouvoir. Uwe Barschel était l'ombre portée sur un congrès qui essayait de toutes

ses forces de rejeter l'opprobre d'une partie de l'opinion allemande.

Déjà, l'avant-veille, lors du congrès régional de la CDU du Schleswig-Holstein, on avait vu M. Gerhard Stoltenberg essayer pathétiquement de dissiper les nuages qui persistent à empoisonner l'atmosphère à Kiel. Le ministre des finances réussit, avec un peu moins de suffrages que la fois précédente, à se faire réélire à la tête d'une fédération éprouvée par le scandale, déchirée entre ceux qui veulent faire de la vérité une arme, même si elle commence par nous blesser, et ceux qui veulent mettre le couvercle sur une affaire sordide au nom de la raison de parti.

Saint Augustin, Kant et Zola

Le chancelier Kohl fut, lui aussi, la victime de ce désarroi chrétien-démocratique. Il a obtenu, pour sa réélection à la tête de la CDU, son plus mauvais score depuis 1973 : sur les 717 députés présents à Bonn, 82 ont voté contre lui, et 55 se sont abstenus. Paradoxalement, M. Stoltenberg obtenait en revanche le plus grand nombre de voix lors de l'élection des adjoints, devançant les vedettes de l'équipe Kohl, M. Rita Süssmuth, ministre de la famille et de la santé, et M. Norbert Blum, ministre du travail.

La malaise dans les couloirs du congrès était patent. Les députés avaient certes été impressionnés par les discours — truffés de citations de philosophes et de moralistes — du chancelier Kohl et du secrétaire général du parti, M. Heiner Gensler, qui ont appelé saint Augustin, Kant et même Émile Zola à la rescousse. Mais ils n'ont pas été éblouis

au point d'oublier les questions qui leur sont posées. « À la base », ont été entendus s'élancer tout les derniers sondages montrent que sa confiance en la classe politique aibit en général et que la méfiance vis-à-vis de la CDU va croissant.

Les bonnes vieilles recettes, qui rassemblent le temps d'un congrès toute une famille politique, ont été utilisées sans complexes : de la mise en cause des lois libérales sur l'immigration de la fin dans le monde et des atteintes aux droits de l'homme aux quatre points cardinaux, en passant par l'attestation des valeurs traditionnelles de fidélité, de bonne éducation, de patriotisme, les dirigeants chrétiens-démocrates ont avec quelque succès tenté de faire oublier à leurs troupes que leur inspiration se trouve plutôt dans Machiavel que dans saint François d'Assise.

LUC ROSENZWEIG.

● Débat de deux personnes liées à l'affaire Barschel. — Deux personnes liées plus ou moins directement à l'affaire Barschel sont mortes ces derniers jours en RFA. M. Hans-Joachim Knack (soixante-cinq ans), secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur du gouvernement régional de Kiel, est décédé brutalement dans son ministère le lundi 9 novembre. Il a succombé à une crise cardiaque. M. Knack devait être prochainement entendu par la commission parlementaire d'enquête mise en place à Kiel pour faire la lumière sur l'affaire Barschel.

Par ailleurs, la police de Düsseldorf (contre de la RFA) a révélé, lundi, qu'un détective privé, Stefan Ruedell (vingt-quatre ans), chargé un temps de filer M. Engholm, s'est donné la mort le 28 octobre dernier. — (AFP.)



(Suite de la première page.)

On ne sait pas assez que le premier attendu mis en avant par le comité central bolchevik pour déclencher l'insurrection était « la révolte dans la flotte allemande » (quelques équipages s'étaient mutinés à Kiel) comme signe extrême de la poussée dans toute l'Europe de la révolution mondiale socialiste. Pour mesurer la portée de ce texte, il faut savoir que Lénine avait déclaré, le 7 mars précédent, devant le congrès de son parti : « C'est une vérité absolue que nous serons condamnés à périr si la révolution n'éclate pas en Allemagne ».

L'homme propose, mais Dieu dispose. La révolution allait bien éclater mais seulement dix-huit mois plus tard, à Berlin, puis à Munich et aussi à Budapest, et elle allait échouer. Jusqu'à sa mort cependant Lénine devait nourrir l'espoir de voir l'avènement de cette « république mondiale des soviets » dont il avait annoncé la naissance inévitable, en mars 1919, devant le huitième congrès. C'est à Staline qu'il allait revenir de bâtir le « socialisme dans un seul pays », inévitable conséquence du double échec de Moscou à exporter la révolution et des grandes puissances occidentales, malgré leur intervention dans la guerre civile, à la détruire dans l'ouest.

De cet Etat prolétarien, isolé du reste du monde par un « cordon sanitaire », l'assaut hitlérien a fait pendant un temps l'allié de cet « impérialisme » bourgeois qui, dans le manichéisme ultrasimpliste de Staline, ne valait pas mieux que le nazisme.

Roosevelt et à un moindre degré Churchill crurent possible, à Yalta, de prolonger dans le temps de paix la coopération du temps de guerre. Mais la méfiance de part et d'autre était trop forte. Et il y avait un énorme paradoxe, de la part des Etats-Unis, sortis de la guerre, selon la phrase de Truman au soir d'Hiroshima, comme « la plus grande puissance de tous les temps » à éviter une Union soviétique exsangue à participer à la consolidation d'un ordre dont ils étaient les principaux bénéficiaires. Elle allait bientôt tout faire pour le remettre en question à son profit : d'où la guerre froide, avec ses phases de tension et de détente et

aussi, localement, de guerres chaudes, et la course, chaque jour plus ruineuse, aux armements de l'Apocalypse.

Cette guerre froide, qui peut le nier, ne méritait pas, sinon à l'incroyable désordre dont nous ne parvenons à nous contenter que parce que nous fermons les yeux sur les monstrueuses injustices dont il est tissé et sur les risques d'explosion — ou d'implosion — qu'il implique. La question que nous devrions nous poser avec insistance est de savoir si, le gorbatchévisme aidant, il existe aujourd'hui une chance d'y mettre fin.

Le sens de l'histoire

Pour Lénine, que l'actuel secrétaire général cite à longueur de journée, la réponse était simple : il y avait deux camps, et l'un des deux, nécessairement, l'emporterait sur l'autre. L'identité du vainqueur ne faisait pas de doute à ses yeux, puisque le communisme allait dans le sens de l'histoire. Staline, à cette pétition de principe, devait apporter un premier correctif : la coexistence entre les deux systèmes est possible, mais seulement un certain temps, pour permettre au socialisme de se renforcer en vue de mieux affronter une guerre qui demeure inévitable.

C'est à Malenkov, repris par Khrouchtchev, qu'il revint d'apporter un second correctif : la guerre n'est pas inévitable, parce que la montée en puissance du camp socialiste est telle qu'il peut l'emporter sans que l'adversaire affaibli recoure aux armes. Mao tempéra contre cette assertion à ses yeux capitaliste. Ce désaccord n'est pas pour rien dans la rupture qui devait intervenir au début des années soixante entre Pékin et Moscou.

Dans la foulée de la détente consécutive au dénouement de la crise des fusées de Cuba, qui avait mené le monde au bord de la guerre, Brejnev proposa à Nixon une sorte de « condominium » : il employa le mot devant lui. Le Watergate eut raison de cette initiative, et aussi le premier choc pétrolier, qui dut redonner confiance, au Kremlin, à ceux qui annonçaient la chute inévitable

De Lénine à Gorbatchev

La révolution septuagénaire

d'un capitalisme dont la vigueur, jusqu'à 1973, avait dû impressionner jusqu'aux plus dogmatiques. Suivirent douze années d'escalade, jalonnées par l'Afghanistan et la Pologne, et culminant dans la bataille des euromissiles.

Enfin Gorbatchev vint, qui tend la main à tout le monde : il oublie les innombrables « jamais » proférés par ses prédécesseurs pour bientôt signer avec le champion, également amnésé,

de la lutte contre « l'empire du mal » un traité qui va débarrasser l'Europe de toutes les fusées d'une portée comprise entre 500 et 5 000 kilomètres. Qui manifeste son désir de réintégrer, de toutes les manières, le système jusqu'à présent bien peu efficace des Nations unies et, ce faisant, de le réviser. La doctrine de la révolution mondiale inéluctable serait-elle en passe de tomber aux

oubliettes ? Il est trop tôt pour répondre, mais on peut tout de même se poser la question.

Le secrétaire général a, en effet, accompli un pas de plus dans l'évolution idéologique signalée plus haut. Dans son discours du 2 novembre, au Kremlin, il a déclaré que l'analyse de la situation mondiale uniquement en termes de « lutte entre deux systèmes sociaux opposés » est désormais « impossible » et que le mouvement communiste doit en tirer les conséquences en prenant en compte le « besoin de renouveau et de changements qualitatifs ».

Si les mots ont un sens, cela signifie que Gorbatchev s'écarte enfin du manichéisme léniniste et qu'il renonce au dogme de la victoire écrite à l'avance du socialisme à la sauce soviétique. Peut-être y songe-t-il depuis longtemps. Pierre Juquin rapporte en effet dans son dernier livre le mot qu'il a eu, lors d'une visite inconnue à Paris, « il y a quelques années », après avoir longtemps contemplé, du parvis du Trocadéro, la réalité d'une grande ville moderne : « Vous avez bien raison, dit-il au jeune militant du PCF qui l'accompagnait, de ne pas vouloir faire comme nous... ».

Marxiste ou pas, tout homme un peu intelligent et honnête ne peut pas ne pas mesurer à quel point le socialisme réel correspond peu au rêve de Marx et Lénine : qui oserait aujourd'hui, au vu du sang versé en Moloch stalinien, parler de « bilan globallement positif » ? Il y a déjà bien longtemps que l'homme de la rue, à Moscou, a résumé par une aimable plaisanterie la différence des deux systèmes : « Qu'est-ce que le capitalisme ? L'exploitation de l'homme par l'homme. Et le socialisme ? L'inverse... ».

En réalité, les deux systèmes sont aujourd'hui en crise et les réussites de celui de l'Est, pour spectaculaires qu'elles soient dans certains secteurs, au premier plan desquels l'espace, sont trop limitées pour faire oublier le prix écrasant dont elles ont été payées. D'autant plus que dans d'autres domaines l'échec est total : qu'on songe à la collectivisation des terres, qui a fait des millions de victimes. Exportatrice de grain avant la révolution, la patrie du socialisme ne peut aujourd'hui

faire la soudure qu'en achetant massivement du blé et du maïs capitalistes... Et l'Afghanistan, et la Pologne, et le Vietnam, et l'Afrique ex-portugaise ? Dans chacun de ces cas le mot de faillite n'est pas trop fort.

L'aveugle et le paralysé

L'espoir, aujourd'hui, est que Gorbatchev a bien fait le bilan de cette révolution qui a soulevé dans le monde tant d'espoir, mais qui illustre pleinement aujourd'hui la réalité de ce que disait Tocqueville : « Deux grands dangers menacent l'existence des religions : le schisme et l'indifférence ». Le schisme est accompli : la Chine ne retournera pas sous la houlette de Moscou. L'indifférence est, avec la force d'inertie dévastatrice de Lénine, l'obsession principale à la « perestroïka », à la reconstruction d'un système délabré.

Dans leur grande majorité, les peuples de l'empire soviétique en ont trop vu et trop entendu pour ne pas accueillir avec le plus grand scepticisme l'annonce de changements, et ils ont trop l'habitude d'une vie médiocre mais protégée pour se jeter au cou de celui qui entend d'abord, cela crève les yeux, remettre le pays au travail. « Entre nous, mademoiselle, disait-il y a quelques années, un industriel français à la jeune femme de l'intourist qui le conduisait, on ne se fatigue pas beaucoup dans les usines soviétiques... » Sa réponse mérite d'être rapportée : « Et si c'était ce la supériorité du socialisme ? Tant de souffrance, tant de libertés prises avec la Liberté pour en arriver là ! ».

On comprend que Gorbatchev rêve d'autre chose. Mais comment faire pénétrer sa volonté mobilisatrice au-delà de l'élite scientifique technologique qui s'enthousiasme pour la conquête de l'espace et pour l'affirmation, partout dans le monde, de la puissance soviétique ? La meilleure carte, la plus efficace, qu'il aurait à jouer ne serait-elle pas plutôt de tout faire pour enterrer la hache de guerre avec l'Occident, réconciliant enfin, après des décennies de querelles où ils se sont épuisés, l'aveugle et le paralysé ?

ANDRÉ FONTAINE.

Le champ d'application de la peine de mort pourrait être réduit

MOSCOU
de notre envoyé spécial

L'URSS va-t-elle abaisser à dix ans la peine maximale de détention pour un condamné et supprimer les peines d'exil intérieur qui s'y ajoutaient généralement ? C'est ce qu'a laissé entendre, lundi 9 novembre, le ministre soviétique de la justice, M. Kravtsov, dans des déclarations à l'agence Tass. Toujours selon lui, on réduirait également, sans la supprimer, le champ d'application de la peine de mort, tout cela dans le cadre d'une révision du code pénal, qui date pour l'essentiel de 1958.

Il ne s'agit pour l'instant encore que d'une suggestion, et celle-ci reste d'autant plus à confirmer que se créait une situation passablement étrange pour le système des peines en URSS : le maximum serait dix ans de prison (contre quinze aujourd'hui et vingt-cinq sous Staline), après quoi il ne resterait plus que la peine capitale... Or celle-ci est applicable à l'heure actuelle à pas moins de dix-huit crimes ou délits, allant du meurtre à l'espionnage ou à la haute trahison en passant par les « crimes économiques particulièrement importants » (plusieurs trafiquants ont été exécutés ces dernières années).

Même si l'on consent à réduire le nombre de ces cas, il n'est pas question d'abolir la peine de mort, laquelle, selon un sondage publié le mois dernier par le mensuel *Justice soviétique*, continue d'avoir les faveurs de plus d'une moitié des juges, procureurs et responsables du système pénitentiaire : 19 % souhaitent même son extension, contre 5,7 % seulement qui sont pour sa suppression. Et il y a de bonnes raisons de penser que la population soviétique dans son ensemble est encore plus anti-abolitionniste que

l'opinion dans plusieurs pays occidentaux.

M. Kravtsov ne se prononce pas sur les délits d'opinion, alors qu'il avait été officiellement question lors des premières indications sur la révision du code pénal en février dernier de modifier les deux principaux articles sur lesquels s'appuie la répression des dissidents depuis plus de vingt ans : l'article 70, qui punit « l'agitation et la propagande antisoviétiques » (de six mois à dix ans de prison, auxquels s'ajoutent jusqu'à présent de deux à cinq ans d'exil intérieur), et l'article 190, qui sanctionne la calomnie, l'insulte au drapeau et la participation à des manifestations « de nature à troubler l'ordre public ».

S'il était encore récemment question de supprimer ce dernier article, qui fait double emploi avec le premier, on voit mal comment le pouvoir pourrait renoncer à l'arsenal très large des moyens que lui donne l'article 70.

MICHEL TATU.

● Vies pour une famille de pentecôtistes. — Une famille de six pentecôtistes, une communauté évangélique, a reçu ses vies de départ pour la RFA, a annoncé, lundi 9 novembre à Francfort, la Société internationale des droits de l'homme. La famille Guennadi Maidanov quitte cette semaine la région de Tchougouïevka, en Sibérie, a-t-on ajouté de même source. C'est la première fois que des membres de la communauté des pentecôtistes qui vit dans cette région de la Sibérie obtiennent l'autorisation d'émigrer. Guennadi Maidanov avait été arrêté en 1985 et condamné à douze mois de camp de travail. Huit autres membres de cette communauté religieuse sont actuellement enfermés dans des camps de travail. — (AFP.)

مكتبة المجلد

Politique

Le Monde • Mercredi 11 novembre 1987 • 7

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

DÉFENSE : quelques pierres dans le jardin de l'Elysée

« Le triple saut en arrière, cela ne réussit pas à tous les coups ! » Tout en admirant l'agilité du ministre de la Défense dans la gestion délicate de ses crédits de fonctionnement, M. Yves Guéna (RPR, Dordogne) n'a pas caché ses craintes quant aux risques de glissement. Le rapporteur spécial de la commission des finances a reconnu que le niveau d'activité et la capacité opérationnelle des forces avaient été préservés. Mais le seul critère de succès, il s'agit d'un rapport : celui établi entre les dépenses de fonctionnement et d'équipement. En Allemagne fédérale et aux États-Unis, ce rapport se situe autour de 53-47 % en faveur des dépenses de fonctionnement. En France, la proportion est inverse. « Notre pays semble bien approcher du pourcentage minimal en dessous duquel le titre III ne peut plus descendre », a insisté M. Guéna, en rappelant que les dépenses de fonctionnement représentaient 47,9 % des crédits contre 49,3 % l'année dernière : « Il ne faut pas descendre en dessous ».

Des dérives de prix

D'autres élus de la majorité et de l'opposition ont manifesté une sensible inquiétude. M. Jean Bricme (UDF, Aveyron) rapporte qu'il a vu, à la fin de l'année, un budget « globalement positif », tout en expliquant que le titre III était « sur le fil du rasoir ». Le député UDF a en outre insisté sur la nécessité de préparer pour demain « une armée de haute technologie ». De son côté, M. Jean Brocard (UDF, Haute-Savoie) a jugé la situation « préoccupante ». Il a souligné que les réductions d'effectifs (mille deux cents postes de militaires de carrière) n'effaçaient pas la marine.

Les députés ont commencé le lundi 9 novembre l'examen du projet de budget du ministère de la Défense. D'un montant de 176,6 milliards de francs, il s'agit du premier budget discuté après l'approbation, en avril dernier, de la loi de programmation militaire 1987-1991 (seuls les communistes avaient voté contre, M^{me} Huguette Bouchardeau, apparentée PS, s'était abstenue).

Les crédits 1988 de M. André Girard enregistrent une augmentation de 4,42 % par rapport à l'année dernière. Ils respectent parfaitement les objectifs fixés par la loi de programmation en matière d'équipements (refonte des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins - SNLE - pour recevoir le missile nucléaire M 4 ; programme des SNLE nouvelle génération ; Mirage 2000 N ; chars AMX 30 B 2, etc.).

Le titre V (équipements) d'un montant de 93,2 milliards de francs (+ 6 %) correspond bien à ce qui avait été fixé en 1987. En revanche, les dépenses de fonctionnement, quoique non programmées, marquent le pas, avec 83,4 milliards de francs. Plus de cinq mille emplois, civils et militaires, seront supprimés. Toutefois, l'entraînement des troupes devrait être préservé : cinquante jours de sortie dans l'année pour l'armée de terre ; cent jours de mer pour les bâtiments de la marine ; cent quatre-vingt heures de vol par pilote dans l'armée de l'air.

Le ministre de la Défense, M. André Girard, devait présenter son budget le mardi 10 novembre. Il devait rappeler que la priorité reste au renforcement du nucléaire stratégique. Le groupe socialiste, qui s'était abstenu sur le budget 1987, mais avait voté la loi de programmation, a annoncé son intention de s'abstenir une nouvelle fois. Cette position médiane, outre qu'elle permet de rassembler les députés socialistes qui restent divisés sur l'attitude à avoir face aux crédits militaires, traduit une certaine défiance à l'égard de M. Girard, suspect de non-orthodoxie par rapport à la pensée mitterrandienne.

M. Gérard Fuchs (PS, Paris) a estimé qu'« en première analyse » le budget 1988 était conforme aux orientations de la loi de programmation. « En première analyse », seulement, car le député rocardien, rapporteur pour avis, a souligné que le gouvernement, en ne tenant pas compte de l'évolution réelle des prix, introduisait un déchet de dérive : « Sur deux années consécutives, le

titre V (équipements) dans son entier est en retard de 2 milliards, dont environ 360 millions pour la section air ». D'autre part, le titre III lui est apparu comme « inquiétant » et susceptible de créer des tensions là où l'insuffisance d'effectifs se fera le plus sentir. « Il est à craindre que les budgets de la défense ne s'éloignent de plus en plus des prévisions de la loi de programmation (...). Compte tenu des dérives de prix déjà enregistrées, des niveaux de croissance envisagés, et du fait que d'autres priorités que la défense devront être satisfaites, il sera très difficile à quelque gouvernement que ce soit de réaliser ces objectifs », a expliqué M. Gérard Fuchs.

L'étonnement de M. Fillon

Le président de la commission de la Défense nationale, M. François Fillon (RPR, Sarthe), a voulu prendre quelque distance avec les analyses trop pessimistes sur les dépenses de fonctionnement.

Il n'a pas contesté le tassement qui inquiète les militaires, mais il a préféré relever les effets « particulièrement bénéfiques » d'une remise en ordre des dépenses ordinaires, qui consiste notamment à transférer au secrétariat général de la Défense nationale (SGDN) et à d'autres ministères des charges qui incombent jusqu'à présent au ministre de la Défense. « Par voie de conséquence, les dépenses de fonctionnement sont diminuées à due concurrence du montant de ces transferts ».

En revanche, comme M. Gérard Fuchs, M. Fillon n'a guère apprécié qu'une des modifications qu'il avait apportées par amendement à la loi-programme ait été en partie tournée.

Cet amendement avait introduit l'obligation de réévaluer les dépenses d'équipement par l'application de l'indice des prix du produit intérieur brut marchand.

La réévaluation est bien intervenue, mais l'indice retenu est celui d'avril dernier et non celui qui figure dans le rapport économique et financier indexé à la loi de finances : « Il en résulte que votre ministère est susceptible de perdre en pouvoir d'achat 1 milliard de francs », a protesté M. Fillon.

Insistant sur les droits du Parlement en matière de Défense nationale, le président RPR de la commission de la Défense s'est fait le relais des aigreurs provoquées à Matignon par l'annonce faite au mois de septembre, en Bavière, par le président de la République de la création d'un conseil de défense franco-allemand. « Je le dis avec toute la défiance qu'impose à cette tribune tout commentaire sur les propos du chef de l'Etat : je m'étonne que, sur le territoire d'une puissance étrangère et sans que le Parlement ou du moins ses principaux responsables aient été informés ou consultés, ait été annoncée (cette) création, qui vraisemblablement exigera la rédaction d'un traité d'entente », a-t-il déclaré.

Autre pierre jetée dans le jardin d'Élysée : celle lancée par M. Arthur Paecht (UDF, Var) contre la décision du président de la République de maintenir le site nucléaire fixe du plateau d'Albion. « Tous les experts contestent maintenant le déploiement choisi par le président de la République », a expliqué M. Paecht, faisant plaisir à M. Girard, qui a bataillé contre cette décision systématique. « Cette décision du déploiement fixe, si elle était maintenue, affaiblirait la dissuasion », a ajouté le député UDF.

La perspective prochaine d'un accord américano-soviétique sur la suppression des missiles à portée intermédiaire stationnés en Europe a également suscité nombre de commentaires. Pour M. Fillon, la succession des « options zéro » doit résister à celle de la France et de l'Allemagne. Pour le député RPR, il faut « rapprocher les états-majors afin qu'ils aboutissent à des doctrines d'emploi communes ». « Il appartient aux Européens de réagir en unissant leur force dans une véritable communauté stratégique. Dans ce domaine la France a un rôle essentiel à jouer », a lancé M. Jacques Bannet (RPR, Hauts-de-Seine).

Le rapporteur pour avis a également insisté sur l'indispensable prise en compte du spatial pour la politique de défense des prochaines décennies. Quant à M. Alain Feyerfette (RPR, Seine-et-Marne), il n'a pas caché son inquiétude face à la stratégie soviétique qui consiste non pas tant à stimuler un découplage entre les États-Unis et l'Europe qu'à provoquer un « découplage des États européens entre eux ». Dans cette optique, le mailleur que l'Union soviétique tente de scier se trouve en RFA. Pour M. Peyrefitte, la situation a au moins le mérite de montrer l'urgence d'une plus grande solidarité de l'Europe.

PIERRE SERVANT.

INTÉRIEUR : la satisfaction de M. Charles Pasqua

L'Assemblée nationale a adopté, le lundi 9 novembre, les crédits du ministère de l'Intérieur. D'un montant de 60 274,3 millions de francs, ils augmentent, à structures budgétaires constantes, de 4 % par rapport à l'an dernier, et représentent 5,01 % de l'ensemble du budget de l'Etat. Les députés du RPR et de l'UDF les ont approuvés, ceux du PS et du PC les ont repoussés, ceux du FN se sont abstenus.

M. Charles Pasqua peut être satisfait : la sécurité est l'un des domaines où l'action du gouvernement Chirac est largement appréciée. Est-ce pour cela qu'il n'a pas jugé indispensable d'assister à la totalité de la longue discussion de son budget au Palais Bourbon ?

Il est vrai qu'entre lui et les députés, tout a été dit. Le droit l'approuve à grands cris. Les communistes lui reprochent, comme l'a dit M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis), d'assigner « aux forces de police une mission de répression sociale et même d'agression contre les élus du suffrage universel », alors qu'ils font remarquer que « chaque policier confiné dans le maintien de l'ordre social est une force de moins dans la lutte contre la délinquance ».

« La diminution de la criminalité a commencé quand nous étions au pouvoir », disent sur tous les tons les socialistes pour tenter de profiter, eux aussi, de l'amélioration de l'état de l'opinion devant les problèmes de sécurité. Ainsi M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime) a expliqué que c'était M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, qui avait fait voter une loi de modernisation de la police, ajoutant que les crédits prévus au budget pour 1988 obligeaient à des « régressions » et donc « n'appliquaient pas » ce plan. Argument rejeté par M. Robert Fauriol, ministre délégué à la sécurité : « Ce plan n'était pas une loi de programme, mais une loi cadre. En conséquence, il n'existait pas de crédits individualisés pour 1988. D'ailleurs, non seulement nous l'appliquons, mais sur bien des points nous faisons plus que ce qui était prévu ».

Tout n'est pas affaire de crédits puisque M. Pasqua assure que, avant 1986, « l'efficacité insuffisante des forces de l'ordre tenait beaucoup à la démission des responsables gouvernementaux face à la violence et au désordre ».

Sécurité civile : renverser la tendance

La protection des citoyens, c'est aussi la sécurité civile. M. Pasqua a voulu en faire une des priorités de son action. A la grande satisfaction de Mme Florence d'Harcourt (UDF, Hauts-de-Seine), qui, depuis des années, défend ce secteur. Rapporteur de la commission de la Défense sur la sécurité civile, elle a dû constater que les ministères mettent bien peu d'empressement pour répondre aux questionnaires officiels, au point que ceux de la santé, des transports et de l'agriculture ne lui ont pas répondu, et que celui des P et T lui a opposé le « secret-défense » !

Renverser la tendance qui faisait de la « sécurité civile » le parent pauvre du budget est l'objectif du ministre de l'Intérieur. Beaucoup a déjà été fait, mais il reconnaît lui-même que la récente tempête en Bretagne et en Normandie et l'incident de Nantes montrent qu'il y a encore beaucoup à faire. Il admet qu'il n'a pas encore eu l'argent nécessaire pour créer une nouvelle unité d'instruction de la sécurité civile pour les risques chimiques et radiologiques, comme il l'a souhaité au printemps 1986. Aussi, comme tous les ministres de l'Intérieur, il espère que les parlementaires feront un geste avec les faibles crédits dont le ministre du budget leur laisse la disponibilité.

Collectivités locales

Le ministère de l'Intérieur est aussi celui qui a la tutelle des collectivités locales, et donc celui qui est chargé de mettre en œuvre la décentralisation. Les critiques de la gauche sont connues. « Vous étranglez financièrement les collectivités », dit M. Jean-Jacques Barthe (PC, Pas-de-Calais). « L'Etat se désengage à l'égard des collectivités et remet en cause la décentralisation », affirme M. Bernard Derroser (PS, Nord), ce que nie M. Yves Galleand, ministre délégué aux collectivités locales : « Ce budget augmente les ressources des collectivités de 4,2 % ».

Plus intéressante est l'analyse faite par M. André Rosati (UDF, Aisne), rapporteur de la commission des finances, et Pascal Clément (UDF, Loire), rapporteur de la commission des lois, car c'est le point de vue des responsables baristes de ce dossier qu'ils expriment. Ainsi pour M. Rosati la « nouvelle étape de la décentralisation » devra faire le nécessaire pour que la commune ne soit plus « la parente pauvre » de ce mouvement. De même il regrette que la région soit devenue « gestionnaire », multipliant ainsi les « hiérarchies ». Mais M. Rosati met aussi en cause l'Etat pour « l'absence de déconcentration » du fait de « la jalousie avec laquelle les administrations centrales préservent leurs attributions ».

Le responsable bariste des collectivités locales s'en prend surtout à la fiscalité locale : « Archaisme, complexe, rigide et injuste, elle est arrivée au point de rupture ». Il remarque ainsi que « les collectivités locales sont obligées d'augmenter l'Etat la moitié de leurs ressources, ce qui limite leur autonomie ». Aussi il propose une grande commission de réflexion sur l'ensemble du dossier, alors que le gouvernement en a créé deux, une pour les taxes foncières et une pour la taxe professionnelle, dont M. Clément dit qu'elle aura à régler « la quadrature du cercle ».

Quand à M. Jean-Jacques Jegou (UDF, Val-de-Marne), lui aussi bariste, il regrette que le projet de budget lie l'évolution de la taxe sur le foncier non bâti à celle de la taxe d'habitation, « ce qui contredit la volonté du gouvernement de rendre les élus locaux libres et responsables ».

Sur ce dossier-là, aussi, les baristes ont une autre politique à proposer.

THIERRY BRÉNIER.

PROPOS ET DÉBATS

M. Fabius : le comportement de M. Hemu

M. Laurent Fabius a affirmé, le lundi 9 novembre sur RTL, que ceux qui voulaient « abriter » le président Mitterrand dans l'affaire Luchaire « en seront pour leurs frais ».

M. Fabius a confirmé que « les instructions formelles » de M. Mitterrand et Mauroy, ainsi que de lui-même, ont « toujours été l'interdiction des ventes d'armes à l'étranger ». « Lorsque j'ai été informé, a-t-il ajouté, qu'un trafic pouvait exister à travers la société Luchaire, j'ai demandé à Paul Quilès (...) d'ouvrir une enquête ». M. Fabius a précisé : « Donc (...) on ne peut pas dire (...) que c'est la France qui a vendu des armes », mais il y a eu « une entreprise qui a trafiqué, qui a vendu des armes en contournement formelle avec les instructions formelles du gouvernement ».

Interrogé sur le comportement de M. Charles Hemu comme ministre de la Défense, M. Fabius a affirmé : « C'est vrai que quand on ajoute l'affaire du Rainbow Warrior et celle-ci, ça fait beaucoup pour un seul département ministériel ».

M. Mermaz : le « déclin » de M. Chirac

M. Louis Mermaz, membre du secrétariat national du PS, chargé des élections, a affirmé, le lundi 9 novembre, lors du « point de presse » hebdomadaire du PS à propos de l'affaire Luchaire : « Une exploitation éhontée (...) douteuse, est une catastrophe pour le clan Chirac (...) ». Peut-être que c'est de cette affaire qu'on dira son déclin définitif (...). Loin de le redresser, ça va le faire plonger ».

M. Mermaz a affirmé que « peu à peu, les affaires se défont » et qu'« on recule à toute vitesse ». Selon lui, « les Français n'aiment pas les rumeurs de boue ». L'ancien président de l'Assemblée nationale a précisé que les livraisons d'abus à l'étranger ont repris en 1981, que M. Jacques Chirac a eu un « comportement politique suicidaire » en affirmant devant le CRIF son refus de toute alliance avec un parti d'extrême droite.

Pour le député de l'Aisne, ces attaques sont dues au fait que « le clan Chirac (...) redoute » que M. Mitterrand ne soit de nouveau candidat. En outre, selon M. Mermaz, il est permis de se demander si l'on n'assiste pas à une « implosion de la majorité » et « même une certaine implosion au sein du clan RPR ».

M. Rocard : vertu

Interrogé, le lundi 9 novembre sur TF 1, M. Michel Rocard a affirmé, à

propos des « affaires » : « Je préfère que l'on cure les maux plus tôt que de les taire ». M. Rocard a cité Montaigne pour affirmer : « Il n'y a pas de démocratie sans vertu. La démocratie est assignée. Il y a toujours eu des hommes d'argent, des hommes d'affaires sales, des hommes de mauvais coups partout. Le problème, c'est que, avec intrinsèques, les hommes politiques intégrés donnent à la justice l'occasion de faire le tri ». A propos de l'affaire Luchaire, M. Rocard a rappelé que c'est M. Mitterrand qui a renoué le triple embargo sur les ventes d'armes (notamment à destination de l'Iran) et que « ayant donné cette consigne, il a sûrement été soucieux qu'elle soit exécutée ».

M. Barre : l'engouement

En visite le lundi 9 novembre dans le Drôme, M. Raymond Barre s'est interrogé sur l'« offensive puissante » qui consiste à faire apparaître M. François Mitterrand « comme le grand sage, le père de la patrie, le grand capitaine, le timonier, seul capable d'affronter les difficultés de l'avenir. Je ne vois pas quelles sont les raisons particulières tirées du passé qui puissent justifier ce subit engouement ».

Evouant ensuite les rapports au sein de la majorité, le député de Lyon a fait cette mise en garde : « Ne reconstruisons pas ce qui s'est fait en 1981 où néanmoins la discipline républicaine ne fut pas respectée entre les deux tours de l'élection présidentielle. L'expérience est là. Demain personne ne prendra le risque de ne pas respecter cette discipline ».

M. Mégret : suicidaire

M. Bruno Mégret, député FN de l'Aisne et directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen, a jugé, le lundi 9 novembre à Nantes, que M. Jacques Chirac a eu un « comportement politique suicidaire » en affirmant devant le CRIF son refus de toute alliance avec un parti d'extrême droite.

Pour M. Mégret, ce comportement est « difficilement compréhensible » et il serait bien de « poser la question à quelqu'un du corps médical ». M. Mégret a précisé que, si le premier ministre persiste dans cette attitude, il « compromet ses chances » pour le second tour de l'élection présidentielle, car il aura besoin des voix du FN. « Il faut », selon M. Mégret, que M. Chirac explique « s'il compte se battre contre la gauche ou contre Jean-Marie Le Pen ».

fil à fil

CHÉMISIER

Adresses détaillées des boutiques sur demande au 42360885

AIX-EN-PROVENCE	COMPIEGNE	OSLO
AIX-LA-CHAPELLE	COPENHAGUE	PARIS
AUTUN	DUBLIN	PAI
AVIGNON	DÜSSELDORF	PÉRIGUEUX
BATH	ESSEX, LONDRES	RENNES
BERLIN	GAND	REIMS
BESANCON	GENÈVE	ROCHELLE
BÉZIERS	ILLAGE	SAINT-GERMAIN
BILBAO	LIÈGE	SAINT-LOUIS
BORDEAUX	LONDRES	STRASBOURG
BOULOGNE	LYON	TORONTO
BRUGES	MAISON	VERSAILLES
BRUXELLES	MASSILLIE	
CHIANTILLI	MINI	
CLERMONT-FERRAND	NEW YORK	
COLOGNE	NICE	

Politique

Les partis politiques dans la pré-campagne présidentielle

Le splendide isolement de M. François Léotard

Un appareil pris sous les tire croisés, des parlementaires inquiets pour leur avenir, des militants abandonnés à eux-mêmes : l'affaire... d'Ornano produit sur le Parti républicain des effets dévastateurs.

Privé du jour au lendemain par M. Léotard du précieux fardeau des élections qu'il avait en charge pour 1988 et estimant n'avoir jamais démenti, M. Michel d'Ornano ne décolère pas et compte bien se lever d'un tel désaveu public. M. François Léotard campe lui aussi sur ses positions, estimant tout à fait naturel qu'un chef de parti prétende conduire les négociations électorales de sa formation. Des deux côtés, on crie donc à la trahison !

En privé, M. Valéry Giscard d'Estaing digère mal « cette grosse bêtise » de M. Léotard. Après la soutien à M. d'Ornano exprimé par une dizaine de députés PR, dont son propre porte-parole, M. Philippe Vasseur, M. Léotard n'a pas hésité à parler de « complot ». Mais bizarrement, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet ne se sont guère précipités pour dénoncer ledit complot. Ce qui n'aurait pu être au départ qu'une simple question de convenance est donc devenu une plaie ouverte dans le Parti républicain.

Placé dans un splendide isolement, M. Léotard doit faire face sur trois fronts. Il a, en effet, bien imprudemment ressuscité le front giscardien. En se privant des services de M. d'Ornano, il a coupé la plus solide passerelle qui le reliait encore à M. Giscard d'Estaing. Chez les amis de l'ancien président, on affirme que l'attitude de M. Léotard participe d'une entreprise calculée pour l'élimination, entamée voici quelques semaines par ce projet de lancer un mouvement de jeunes du PR directement concurrentiel du mouvement « historique » des jeunes giscardiens.

Pour autant, M. d'Ornano n'a pas du tout l'intention de laisser en jachère le terrain parlementaire, d'autant moins que son patron semble être tarasé par de nouvelles ambitions pour l'après-1988. Il continue donc à réunir régulièrement autour de lui une trentaine de députés fidèles. Bref, M. Léotard risque maintenant de vérifier à ses dépens que mieux vaut avoir l'ancien président de la république avec soi que contre soi.

Le front barriste est, lui, ouvert depuis longtemps, précisément depuis que les amis de l'ancien premier ministre ont été éliminés de la direction du parti à l'automne 1984. De ce côté-là aussi, il existe actuellement un certain parfum de revanche qui, en cas de succès de M. Barre à l'élection présidentielle, pourrait fort bien se transformer en boursasque. Estimant à tort ou à raison que, sur le terrain, l'intendance a déjà largement précédé le ralliement officiel de M. Léotard, les barristes ne font plus une affaire de l'attitude du secrétaire général du PR.

Un problème d'autorité

Ce n'est en tout cas pas sans plaisir qu'ils assistent à cette lutte fratricide entre M. Léotard et les giscardiens. Mais, sur consigne directe de M. Barre, ils se sont finalement tus. Pour l'heure, les barristes du PR se contentent de compter les points, ce qui n'est pas, pour eux, la position la plus inconfortable.

Enfin, et c'est peut-être ce qui est le plus inquiétant pour lui, M. Léotard est aussi placé devant ce que l'on peut appeler le front... léotardien formé de tous ceux qui avaient cru découvrir en lui le Kennedy français.

Ceux-là sont déçus et pas nécessairement volontaires pour

la traversée du désert qu'on voudrait leur proposer. Ce malaise trouve son illustration au sein de ce qu'il était convenu de nommer « la bande à Léo ». « Dans le mot bande, il y a le mot débandade », avait un jour ironisé M. Giscard d'Estaing, décidément visionnaire : MM. Hervé de Charette et Jean-Jacques Descamps sont repartis vers l'ancien président ; MM. Philippe de Villiers et André Giraud sont devenus barristes ; MM. Claude Malhuret et Jacques Douffigues sont en train de les suivre.

Reste le noyau dur : MM. Léotard, Madelin et Longuet qui, à la vérité, donnent plus le sentiment de se neutraliser que de faire cause commune pour la victoire des idées libérales. L'éviction de M. d'Ornano a, semble-t-il, été décidée par MM. Léotard et Madelin. M. Longuet n'en fut pas informé. La campagne lancée par le PR « Tous unis au second tour » fut lancée par MM. Madelin et Longuet. M. Léotard n'en était pas prévenu. Preuve que la stratégie pour la campagne présidentielle et les lendemains d'élection fait encore l'objet de bien des discussions et des tiraillements.

Trois fronts pour un secrétaire général, c'est beaucoup dans un parti certainement pas assez solide pour se payer un tel luxe de divisions. « Il est grand temps, prévenait, la semaine dernière, M. de Charette, que barristes, léotardiens et giscardiens se retrouvent ensemble. » Cela devrait se faire ce mardi matin, M. Léotard ayant accepté sur leur insistance de réunir députés et sénateurs du PR pour discuter et s'entendre sur le projet de loi. C'est encore possible, de lever tout ce linge sale en famille. « L'autorité », explique M. d'Ornano, ce ne sont pas les titres qui vous le donnent. On l'a ou on l'a pas. C'est précisément une réponse à cette question que chacun au PR attend, à présent, de M. Léotard.

DANIEL CARTON.

L'état du PS

Quatre atouts, deux handicaps, une incertitude

Six mois avant l'élection présidentielle et, quelques jours avant que ne soit lancée l'affaire Luchaire, le PS disposait de plusieurs atouts dans la perspective de 1988 : la personnalité de M. François Mitterrand, la bonne image des socialistes dans l'opinion, les divisions de la majorité, la déception de l'électorat face à la politique du gouvernement. En négatif, deux handicaps : des propositions pour le moment peu attractives, des ferments de division contenus dans les rivalités que prédisent. L'affaire Luchaire modifie en partie ce paysage.

● La personnalité de M. Mitterrand.

Il est trop tôt pour savoir si le président de la République sortira affaibli ou non de l'affaire Luchaire, d'autant qu'il ne s'est pas encore exprimé. Mais la plupart des socialistes (hormis les rocardiens) mettent l'essentiel de leurs espoirs dans une nouvelle candidature du président sortant.

● L'image du PS.

Les sondages d'opinion créditent constamment le PS d'une image nettement meilleure que celle de ses concurrents, quelle que soit, par ailleurs, la valeur de ses orientations (1). Cela explique que la majorité s'en prenne d'abord à cette image et la vivacité de la réplique du PS, qui ne veut pas laisser entamer un capital précieux.

En attaquant MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, la droite

tente bien sûr de ternir cette image dans deux directions différentes : la morale et la compétence. L'un des effets de l'affaire Luchaire est d'avoir réveillé les souvenirs de l'affaire Greenpeace. A moins que l'opinion ne dissocie totalement le PS des hommes et des gouvernements qu'il a « soutenus » — comme l'a dit lundi M. Jospin sur Europe 1, — les socialistes vont en pâtir. De ce point de vue, M. Fabius n'est sans doute pas le seul socialiste à trouver que, du côté de M. Charles Hernu, « ça fait beaucoup ».

Quant à MM. Mauroy et Fabius, ils sont dans la « seringue » : s'ils maintiennent qu'ils ont tout ignoré de cette affaire jusqu'à ce que M. Fabius demande une enquête, la morale est sauve, mais c'est leur efficacité qui est mise en cause. M. Charles Pasqua peut dès lors brocarder ces anciens chefs de gouvernement, qui n'étaient « en courtant de rien », alors que, depuis mars 1986, les socialistes affichent fièrement la « compétence » acquise, selon eux, dans la conduite des affaires du pays. Il est en outre difficile pour MM. Mauroy et Fabius de plaider à la fois qu'il n'y a pas eu de dysfonctionnement de l'Etat et qu'ils étaient en dehors du « coup » sans, par là même, « clarifier » M. Mitterrand, qui devient le seul maître d'œuvre possible.

● Les divisions de la droite et la déception de l'opinion.

La crise économique et financière a ouvert de nouvelles lésures dans l'édifice majoritaire. Quant à l'électorat, dimanche après dimanche, il donne aux socialistes, dans les élections cantonales partielles, de solides raisons d'espérer. Corollaire obligé de la déception suscitée dans l'opinion par la politique « libérale » du gouvernement : la valeur « socialiste » est en hausse dans les sondages.

● Les propositions du PS.

Les socialistes s'attachent à montrer que leurs propositions, si elles ne sont pas spectaculaires, sont porteuses d'avenir. Pourtant, même dans les rangs socialistes, l'épave des documents que viennent d'examiner les sections ne déclenche pas l'enthousiasme.

Les anciens néo-rocardiens du PS — qui ne peuvent être suspects d'extrémisme — écrivaient le mois dernier dans l'éditorial de leur bulletin *Idees pour l'auto-gestion* : « Critiquable sur la forme, le projet est-il acceptable au fond ? Qui si on aime

l'eau tiède. A la logique révolutionnaire a succédé le rétrograde réformisme. » Ces propositions, en fait, se prennent éventuellement de force que lorsque le candidat socialiste — surtout si c'est M. Mitterrand — les aura, au moins en partie, reprises à son compte.

● Les risques de divisions.

Où au débat d'idées, non aux divisions. Depuis toujours, les socialistes naviguent entre ces deux écueils. Ils vont avoir très vite une nouvelle occasion d'exercer leurs talents de navigateurs : M. Chevènement, qui veut appuyer sa candidature à la candidature (si M. Mitterrand renonce) sur un véritable « projet » pour la France, regrette toujours le manque de colonne vertébrale du texte en discussion dans le parti. S'il n'est pas certain que ses amis présentent un véritable « contre-projet », il est, en tout cas, acquis que l'ex-CERES va monter vigoureusement au créneau dès le prochain comité directeur (le 21 et le 22 novembre).

Du côté de l'autre candidat déclaré, M. Michel Rocard, on garde un silence remarqué sur l'affaire Luchaire. Lundi à TF1, M. Rocard s'est borné à déplorer le climat et à souligner « que l'on cure les maladies plutôt que de les traiter ». L'ancien ministre a préféré attaquer le gouvernement — qui donne l'impression qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion — à propos des privatisations.

Cette discrétion s'explique sans doute par quelques souvenirs. Le 17 août dernier, interrogé par *Libération* sur « morale et politique », M. Rocard avait affirmé notamment que la gauche avait commis au pouvoir des « fautes » et des « bavures » sur « lesquelles il faut se poser des questions car elles n'étaient nullement inévitables ». Ces déclarations avaient été vivement critiquées au PS.

Dans l'esprit de M. Rocard, il s'agit de couper court aux attaques sur le thème des « affaires », que la droite ne manquera pas de lancer contre lui pendant la campagne électorale.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) 57 % d'opinions positives, 32 % d'opinions négatives, selon le dernier baromètre SOFRES-Figaro-Matignon ; 40 % d'opinions positives, 45 % d'opinions négatives pour le RPR ; 40 % d'opinions positives, 45 % d'opinions négatives pour l'UDF.

M. Lajoinie met en garde les élus du PCF qui favoriseraient la candidature de M. Juquin

Invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, s'est prononcé contre le financement public des partis politiques, avant d'indiquer qu'il avait recueilli 6 des 40 millions de francs nécessaires à sa campagne (le PC a lancé une souscription totale de 80 millions).

« Nous ne sommes pas décidés à faire ce qui s'est passé en 1981 », a dit M. Lajoinie au sujet de l'entrée de quatre ministres communistes au gouvernement, et il a estimé que « le vote utile, c'est le vote Lajoinie » au premier tour de 1988. Rappelant une formule de M. Georges Marchais selon laquelle « aucune exclu-

ston ne se fera [du PCF] pour des motifs d'opinion politique », le président du groupe communiste de l'Assemblée a mis en garde les élus qui seraient tentés de donner leur signature à M. Pierre Juquin : « Ce n'est pas acceptable parce que c'est une violation ouverte de la démocratie du parti ».

M. Lajoinie a affirmé que, parmi les vingt maires qui soutiennent M. Juquin (lire ci-dessous), « la moitié n'ont jamais été membres du PC et d'autres ne sont plus membres du parti depuis longtemps ». Après M. Jean-Claude Gayssot (le Monde du 10 novembre), il estime que le PCF « ne s'est jamais aussi bien porté ».

En Haute-Vienne, la normalisation suit difficilement son cours. A Concarneau (Finistère), deux adjoints au maire ont démissionné du parti alors qu'un ancien membre du comité central, M. Paul Le Gall, s'est mis « en congé de parti ». A Besançon, le projet de résolution du 26 congrès n'a obtenu que 26 % des voix lors d'une récente réunion de section. Le mercredi 11 novembre, l'Institut de recherche marxiste (IRM) organise une réunion d'intellectuels communistes afin, selon un dirigeant, de « faire l'armistice sur les points de friction qui les opposent ».

En Haute-Vienne : « des bulldozers contre des brouettes »

LIMOGES de notre correspondant

Après la démission de la majorité de la direction communiste de la Haute-Vienne (le Monde des 6 et 7 novembre), la continuité est assurée par les cinq membres non démissionnaires du bureau fédéral (que quatorze membres ont quitté, et non quatre comme indiqué par erreur dans le Monde du 7 novembre) et par la moitié restante du comité fédéral (vingt-neuf démissions sur cinquante-huit).

Cette continuité est d'autant plus difficile que le PCF et en pleine période préparatoire de son congrès et que les trente-cinq sections du département doivent d'ici là discuter du projet de résolution, y apporter d'éventuels amendements et organiser leur participation à la conférence fédérale.

La conférence fédérale doit rassembler, en principe, deux cents délégués. Il n'est pas certain que les « orthodoxes » y parviennent. Les démissionnaires estiment que cette assemblée aura un caractère « déstabilisateur » et « fantôme », surtout si elle aboutit à désigner pour le congrès national une délégation unanime.

Quelques conférences de section ont déjà eu lieu : la plupart se tiennent le week-end prochain. Les « orthodoxes » ont fait appel au renfort de la direction nationale. Dix membres du comité central vont

donc « suivre » celles de ces assemblées qui s'annoncent les plus houleuses. Cette arrivée massive de dirigeants parisiens ne fait pas l'unanimité, loin s'en faut.

« Qui est-tu, toi ? »

La conférence de section de Niort, au nord de Limoges, qui s'est tenue le week-end dernier, fut fort mal passée. M. Pierre Bloin, le membre du bureau politique qui suit la fédération de la Haute-Vienne depuis la démission de M. Marcel Rigout du comité central, y est arrivé « sans avoir préalablement le bureau de section », précisent les responsables de la section, qui se disent « indignés et outragés ».

Lorsque M. Bloin a pris la parole, le maire de Niort, M. Jean Mahaut, l'a interrompu : « Qui est-tu, toi ? — Pierre Bloin, dit bureau politique. — Ça va, nous voilà sous haute surveillance ! » Quelques instants plus tard, le même Jean Mahaut, traité de « notable » par un « orthodoxe », a rendu son mandat et quitté la séance. D'autres ont fait de même au cours de la discussion. Un militant paysan a lancé : « Ils envoient des bulldozers contre nos brouettes ! ». Finalement, trois délégués ont été désignés par l'assemblée, alors que l'importance de la section de Niort lui donnerait droit à onze délégués.

La section de Pierre-Buffière, dans le canton de M. Rigout, a

décidé d'ajourner sa conférence et parle de boycotter la conférence fédérale. Certaines sections à Limoges et à Saint-Junien (la seconde ville de la Haute-Vienne, qui s'annonce d'être communiste depuis le congrès de Tours et de l'être toujours restée) s'annoncent particulièrement violentes. Les « orthodoxes » comptent, pour rétablir l'équilibre, sur des sections d'entreprises — cheminots, postiers, organismes sociaux, Renault-Véhicules industriels.

Conclusion d'un vieux militant : « C'est là-haut, à Paris, que le problème se pose et qu'il doit être réglé. Je retrouve l'affaire Barbed-Claire comme je l'avais vue dans ma jeunesse. Cette direction avait bien failli faire couler le parti, il avait fallu l'arrivée de Maurice Thorez pour remettre les choses droites (1). Ce qui me fait du souci maintenant, c'est que je ne vois nulle part un nouveau Thorez capable de nous tirer de ce cul-de-sac ».

GEORGES CHATAIN.

(1) L'Internationale communiste avait placé à la direction du PCF, à la fin des années 20, des dirigeants venus de la jeunesse communiste, pour appliquer la ligne « classe contre classe ». Elle avait ensuite démissionné contre ces dirigeants l'affaire Barbed-Claire, du nom de deux d'entre eux, afin de les remplacer par une nouvelle équipe autour de Maurice Thorez.

L'appel de vingt maires communistes

Vingt maires élus en 1983 sous l'étiquette communiste lancent un appel aux maires de France afin que ceux-ci accorde leur signature à M. Pierre Juquin pour l'élection présidentielle, a annoncé, le lundi 9 novembre à Grenoble (Isère), M. Alain Arvin-Bérod, chargé des élus au sein de la coordination nationale des renouvelateurs. Adjoint au maire d'Eschiroles et conseiller général, il a précisé que ces maires ne demandent pas à leurs collègues de s'engager à voter pour Pierre Juquin, mais simplement de permettre au candidat renouvelateur de participer à l'élection.

Invité de l'émission d'A 2 « l'heure de vérité », le 19 octobre, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, avait déclaré à propos des maires susceptibles de soutenir la candidature de M. Juquin : « Je dis qu'ils n'occupent pas les cinq doigts d'une main ».

Staline n'avait-il pas la majorité ?

« La non-transparence des organismes dirigeants ne vaut pas mieux, en définitive, que les combats de chefs de partis sociaux-démocrates. » Telle est l'opinion — critique — exposée par Robert Crémieux dans la tribune de discussion préparant le vingt-huitième congrès du PCF et publiée par l'Humanité (7 novembre).

« Certains s'interrogeront sans doute encore longtemps pour savoir pourquoi une réaction telle que celle de « renouveler » n'est pas devenue le drapeau de tout le parti », écrit le rédacteur en chef adjoint de l'Humanité, qui affirme « difficile de soutenir que le PCF n'est pas en situation d'avoir besoin d'un renouveau ».

Rappelant que ceux qui voulaient, avant l'heure, abandonner la notion de « dictature du prolé-

tarat » furent qualifiés de « révisionnistes » et voués aux gémonies, que ceux qui renient en cause le « rôle d'avant-garde » du Parti communiste d'URSS furent « mis au ban du parti » et que, « dans les années 60, les communistes adversaires du programme commun » n'avaient eu comme alternative que le silence ou le départ, Robert Crémieux ajoute : « Un débat démocratique n'est pas terminé parce que la majorité a tranché (...). A l'époque de ses plus crimes, Staline n'avait-il pas la majorité, voire l'unanimité du parti en sa faveur ? »

On indique dans l'entourage de Robert Crémieux que le titre de ce texte — « Se taire ou parler (extraits) ? » — n'est pas de l'auteur.

La situation en Nouvelle-Calédonie

Un appel de personnalités au ministre de la justice

Plusieurs personnalités, parmi lesquelles Pierre Vidal-Naques, Edgar Morin, Rony Brauman, Cornelius Castoriadis, Laurent Schwartz, Jean-Jacques de Felice, Jacques Derrida, Alain Finkielkraut, Olivier Sion, Hélène Cixous, Paul Thébaud, Madeleine Rebrioux, Jean Chesnoux, viennent de lancer, après l'acquiescement des auteurs de la fusillade meurtrière de Hienghène, un appel au ministre de la justice :

« Nous, un jury composé exclusivement de Caldoches vient d'innocenter les auteurs de l'embuscade de Hienghène, le 5 décembre 1984, où dix militants indépendants ont été tués. Il est évident que les conditions de cette décision

ne correspondent pas à une justice équitable : le jury n'était pas composé de citoyens impartiaux », de gens qui se sentaient proches des agresseurs. Ce jugement est inéquitable. Il ne peut que jeter les deux communautés dans la violence : les Caldoches parce que s'ils de leur impunité, les indépendantistes par défiance envers toute légalité.

C'est aussi l'utilisation parodique d'une institution démocratique : le jury populaire. Il est illégitime de ne pas tenir compte de la qualité calédonienne, de faire décider du sort des Mélanésiens par les seuls Caldoches.

« La pratique courante, quand une cour d'assises a à connaître d'un crime qui est lié à la situation locale, est de le faire juger en un autre lieu. Cette pratique qui s'applique aux Bretons, aux Basques ou aux Corse n'a pas été appliquée en Nouvelle-Calédonie.

C'est pourquoi nous demandons au garde des sceaux, qui suit en le pouvoir, de mettre en route une procédure de cassation dans l'intérêt de l'application de la loi, à l'encontre d'un jugement prononcé dans des conditions qui le rendent illégitime.

Les signatures sont reçues à la revue *Esprit*, 212, rue Saint-Martin, Paris-3^e ; tél. : 48-04-92-90.

garde
riseraient
Jaquin

En Haute-Vienne, la brigade
des sapeurs-pompiers est
chargée de surveiller les
caves et cellars des châteaux.
C'est une tâche délicate, car
il faut vérifier que les
propriétaires ne cachent pas
des armes ou des explosifs.
Les pompiers ont donc
mis au point un système
d'inspection très rigoureux.
Ils utilisent des chiens
spécialement entraînés
pour détecter les
objets dangereux.
Ce système a été
très efficace et a permis
de découvrir plusieurs
armes cachées dans
des caves.

bulldozers

Le bulldozer est une machine
à chenilles utilisée pour
déblayer les débris et
nivelier le terrain.
Il est très puissant et
peut pousser de très
grosses charges.
Il est souvent utilisé
dans les chantiers de
construction et pour
l'entretien des routes.
Le bulldozer est une
machine très utile et
très polyvalente.

avait-il pas
l'horité ?

Le ministre de la Justice
a déclaré que le
système de justice
français est très
efficace et qu'il
n'y a pas de problème
d'horité.

ministre de la just

Le ministre de la Justice
a déclaré que le
système de justice
français est très
efficace et qu'il
n'y a pas de problème
d'horité.

JÉRÔME DUHAMEL

100% FRANÇAIS

illustrations de **WOLINSKI**

belfond

79% DES FRANÇAIS ESTIMENT QUE LES HOMMES POLITIQUES NE DISENT PAS LA VÉRITÉ.

SI ON DIT LA VÉRITÉ, CE SERAIT LA RÉVOLUTION!

POUR UNE FOIS IL DIT LA VÉRITÉ!

21% DES CHIENS FRANÇAIS VIVENT EN APPARTEMENT.

LA CAMPAGNE ÇA ME CONSTIPE

67% DES FRANÇAIS NE SE LAVENT PAS TOUS LES JOURS.

55% DES ÉTUDIANTS SONT INQUIETS POUR LEUR AVENIR.

DEMAIN M'ANGOÏSSE ET C'EST CE SOIR, QU'EST-CE QUE VOUS FAITES?

65% DES FRANÇAIS ÉCRIVENT DES LETTRES D'AMOUR.

23% DES FRANÇAIS ONT PEUR DES ARAIGNÉES!

5% DES FRANÇAIS N'ONT JAMAIS EU DE RELATIONS SEXUELLES.

TU J'AIME PAS SA AURAIS PU LE DIRE AVANT DE M'ÉPOUSER!

17% DES FEMMES RÊVENT DE FAIRE L'AMOUR DANS UN ASCENSEUR.

T'EXCITE PAS, ON HABITE AU REZ-DE-CHAUSSEE

AU SEPTIÈME CIEL, S'IL VOUS PLAÎT?!

34% DES FRANÇAIS N'ONT PAS D'ÉCONOMIES.

49% DES IMMIGRÉS NE TROUVENT PAS LES FRANÇAIS RACISTES.

EN VÉRITÉ J'EN FRÉQUENTE TRÈS PEU...

73% DES FRANÇAIS POSSÈDENT UN VÉLO. C'EST MON SEUL SPORT

WOLINSKI

Société

L'affaire Luchaire

Le rapport Barba transmis à l'Élysée a été amputé de l'annexe relatant l'entretien avec M. Dubos

Le Figaro du 10 novembre publie l'annexe du rapport Barba sur les ventes d'armes illicites à l'Iran, dans laquelle le contrôleur général des armées rend compte d'un entretien qu'il a eu, le 19 juin 1986, avec M. Jean-François Dubos, qui avait été chargé de mission auprès du ministre de la défense, M. Charles Hernu.

M. Barba avait déposé ses conclusions le 6 juin 1986 sans avoir entendu M. Dubos (le

Monde du 10 novembre) et c'est à la demande de M. André Giraud, le ministre de la défense qui lui avait commandé ce rapport, que M. Barba a entendu M. Dubos trois jours après la remise de ses conclusions. A l'Élysée, on fait remarquer que le rapport Barba a été transmis au président de la République avec ses annexes, sauf celle relatant la déclaration de M. Dubos. On en lira ci-dessous la teneur.

« Il ne recevait pas systématiquement les fiches de renseignements établies par le bureau réservé ;

« Les conseillers techniques « armement » et « relations extérieures » parlaient souvent des problèmes d'exportations d'armes et munitions au ministre sans passer par son intermédiaire ; M. Hernu était particulièrement attentif à tout ce qui concernait les transferts de technologie ;

« Il n'a jamais eu à connaître de frais commerciaux extérieurs (FCE) ;

« a appelé mon attention sur le grand nombre d'affaires traitées par la CIEEMG et sur le rôle du secrétaire général de la défense nationale auquel incombe la responsabilité de signer les décisions d'autorisation CIEEMG ;

« s'est étonné que M. Dewavrin le mette en cause dans cette affaire et pense qu'il le fait pour atténuer sa propre responsabilité ; il se rappelle avoir reçu M. Dewavrin à peu près au milieu du mandat de M. Hernu ;

« Il n'assistait pas aux séances de la pré-CIEEMG (3) défense, ni a fortiori, à celles de la CIEEMG ;

M. Dewavrin sortait du bureau de M. Heisbourg (conseiller diplomatique de M. Hernu (NDLR)) qui l'accompagnait : des problèmes d'exportations vers divers pays ont été évoqués ; ses souvenirs ne sont pas très précis, mais il pense que M. Falcoz n'accompagnait pas M. Dewavrin ; M. Falcoz est un homme d'affaires ayant de nombreuses relations à Paris ; c'est un ami de M. Hernu... et de M. Chirac.

« a déploré que dans cette affaire, comme dans celle du Rainbow Warrior, certaines personnes essaient de lui imputer, sans aucune preuve, des responsabilités qu'il n'a pas eues.

Le contrôleur général des armées, BARBA.

(1) Direction générale de la protection et de la sécurité de la défense.

(2) Direction des affaires internationales.

(3) Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre.

Une lettre du chef du contrôle général des armées

Après la publication dans le Monde du 7 novembre de l'article relatant les doutes de certains contrôleurs des armées sur le fond et la forme du rapport Barba, nous avons reçu la lettre suivante du contrôleur général des armées Henri Blandin, chef du contrôle général des armées :

Pour effectuer l'enquête prescrite par le ministre en mai 1986, j'ai désigné le contrôleur général Barba, dont les éminentes qualités morales et professionnelles étaient connues de toutes les autorités du ministère : j'ai estimé, outre que M. Barba disposait à la fois de l'expérience et du recul nécessaires, pour mener à bien une mission difficile. Je n'ai entendu formuler à l'époque, au sein du contrôle, aucune critique sur ce choix ; le contraire m'eût surpris, car M. Barba bénéficie dans le corps de l'estime générale.

L'article du Monde est intitulé « La forme et le fond ». Chacun

peut désormais apprécier à sa guise la forme du rapport. Quant au fond, je ne peux accepter sans protester que l'objectivité de l'auteur soit mise en doute. Prenant grand soin de marquer les limites de son enquête en raison du court délai dont il disposait, le contrôleur général Barba a pu recueillir, auprès d'un nombre suffisant de personnes concernées, les éléments nécessaires pour évaluer sa conviction. Il ne lui était pas demandé de faire davantage. Un tel rapport ne vise qu'à éclairer rapidement le ministre qui, seul, peut décider des suites à lui donner. Si celles-ci comportent des prolongements disciplinaires ou judiciaires, les dispositifs statutaires et juridictionnels interviennent alors. Il n'est pas dans la mission du contrôle de se substituer à eux.

La divulgation de ce document est inadmissible puisqu'il comportait une classification « confidentiel ».

« De plus, en transformant substantiellement la nature et la portée du rapport, elle met en cause publiquement et indûment des personnes et porte atteinte aux règles de fonctionnement du contrôle général des armées, dont l'efficacité vis-à-vis du ministre repose, dans les travaux de cette nature, sur la rapidité et la discrétion de l'intervention. Je la condamne vigoureusement.

Cependant, je ne peux concevoir qu'un membre du contrôle général des armées puisse s'autoriser de cette situation pour, publiquement et anonymement, contester la compétence et l'honnêteté de l'un de ses pairs et s'attaquer nommément et de manière indigne à des personnalités entendues par l'auteur du rapport. Je condamne donc vigoureusement et déplore ces allégations irresponsables, exprimées en privé, dit-on, mais en fait à portée suffisante d'un journaliste pour qu'elles puissent trouver la plus large diffusion. J'ai pu m'assurer que je rejoins ainsi l'opinion générale du corps.

Le contrôle général des armées permet à chacun de ses membres d'exprimer librement son avis, et la critique mutuelle s'y exerce habituellement et de façon constructive. Mais le devoir de réserve s'y impose encore plus vigoureusement que dans les autres institutions militaires. Il me paraît donc particulièrement grave de l'enfreindre sans avoir utilisé les voies d'expression internes, en omettant de respecter les règles de déontologie dont on se prétend un ardent défenseur, en prétendant en outre à esquiver sa responsabilité personnelle et en prétendant engager tout ou partie de la collectivité à laquelle on appartient.

Pour ma part, j'entends faire en sorte que les droits et devoirs de chacun soient respectés et que le contrôle général des armées demeure une communauté militaire rassemblée dans sa diversité par un même dévouement discret et désintéressé au service de la défense de notre pays.

« Les textes en vigueur, qui limitent la liberté d'expression des militaires sous peine de sanction, contraignent la presse à ne pas révéler l'identité des cadres ou des appelés dont elle rapporte les propos. C'est la raison pour laquelle, depuis des décennies, le Monde, comme ses confrères, est obligé de leur garantir l'anonymat : en dehors de la voie syndicale, qui leur est interdite, c'est le seul moyen de protéger ces cadres. — J.L.J. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Le Monde
sur minitel

VVF : PARTIR DEMAIN

136 destinations pour vos loisirs

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis **VVF**

A Lyon

Le directeur régional de l'ASSEDIC inculpé et écroué

LYON

de notre bureau régional

Le directeur de l'Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce de la région de Lyon, M. Daniel Dumontier, quarante-cinq ans, a été inculpé le 5 novembre de « faux et usage de faux », ainsi que de « complicité d'escroquerie ». M. Dumontier a été placé sous mandat de dépôt et écroué à la prison Saint-Paul à Lyon.

Le conseil d'administration de l'ASSEDIC s'était prononcé le 1^{er} octobre dernier, au cours d'un vote à bulletin secret, pour l'ouverture d'une procédure de licenciement à l'égard de M. Dumontier, directeur depuis 1975. La majorité des membres du bureau reprochait à celui-ci d'avoir privilégié certains organismes de formation dans l'attribution des fonds gérés par l'association.

Au nombre de ces organismes figure notamment la Société interprofessionnelle de formation (SIF) qui a partagé un temps les locaux de l'ASSEDIC dans le neuvième arrondissement de Lyon. Le directeur de la SIF, M. Hervé Gaillon, ainsi que d'autres témoins ont été entendus, ou le seront, par les fonctionnaires du service régional de police judiciaire chargés de l'enquête. Au dire de M. Daniel Dumontier, dont le licenciement devait être définitivement arrêté jeudi 12 novembre, les sociétés n'auraient été privilégiées que pour la qualité des formations qu'elles dispensaient.

M. Barzach demande le remplacement du directeur général du CFES. — M. Michel Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, a demandé, le mardi 10 novembre, le renvoi du directeur général du Comité français d'éducation pour la santé, le docteur Bernard Serrou, et la désignation d'un remplaçant à la direction du CFES, à l'issue d'une enquête sur le fonctionnement du comité. M. Barzach avait demandé, en juin 1987, à l'inspection générale des affaires sociales de procéder à une enquête sur le fonctionnement du Comité français d'éducation pour la santé.

A la cour d'assises des Alpes-Maritimes

Réclusion criminelle à perpétuité pour « El Bandido »

La cour d'assises des Alpes-Maritimes, présidée par M. Antoine Pancrazi, a condamné, lundi 9 novembre, à la réclusion criminelle à perpétuité Fernando Alonso de Celada, matifaitier argentin de trente-trois ans, surnommé « El Bandido ». Par cet arrêt, la cour a déclaré Celada coupable de dix-huit des vingt-deux crimes et délits dont il était accusé. Elle a en outre prononcé contre lui la peine de sûreté de dix-huit ans, durée pendant laquelle il ne pourra bénéficier d'aucune remise de peine. L'avocat général, M. Jean-Luc Cabaussel, avait lui-même requis une condamnation à perpétuité, en regrettant de manière allusive l'abolition de la peine de mort. La défense a décidé de former un pourvoi en cassation.

NICE

de notre correspondant

C'est avec les métaphores les plus audacieuses que l'avocat général Cabaussel s'est chargé de présenter l'image d'Alonso de Celada. Auparavant, M. Jean-Pierre Andréani (Nice), l'un des avocats de la partie civile, avait qualifié l'Argentin de « chien enragé » ; dans son réquisitoire, M. Cabaussel avait, lui, traité successivement l'accusé de « salaud », d'« ennemi du genre humain » ou encore de « bête sauvage », en le comparant accessoirement à un « flibustier bourré de pistolets et de couteaux sautant à l'abordage de nos hôtels et de nos appartements » sans lui accorder le bénéfice de l'impunité, ni même d'une altération mentale.

La pente était d'autant plus difficile à remonter par la défense que les jurés n'avaient pas manqué d'être impressionnés par le brusque accès de rage auquel « El Bandido » avait cédé en pleine audience quatre jours auparavant (le Monde du 6 novembre). Avec sobriété, M. Angélique Misratta (Nice) allait s'attacher à montrer que son client, profondément marqué par son origine sud-américaine, « n'a connu de son pays que la dictature, la torture et la violence » et qu'il était surtout « en équilibre instable sur la corde de l'irresponsabilité et de la raison ».

Restaient les faits, décorés dans une plaidoirie en tous points remarquable de plus de deux heures

par M. Michel Cardix (Nice). Ce sont d'abord trois actions que l'accusé a toujours niées : le meurtre d'un veilleur de nuit à Lyon, l'attaque à main armée, également contre un veilleur de nuit, à Valence (Drôme) et le viol d'une jeune femme à Cavalaire (Var). C'est, ensuite, reconnu par Alonso de Celada, le meurtre d'un autre veilleur de nuit à Nice, mais commis, selon l'avocat, sans intention homicide avérée. « Celada, a insisté M. Cardix, n'est ni un tueur froid ni un voleur. C'est un psychopathe dont la responsabilité pénale, comme l'ont admis les psychiatres, doit être atténuée et qui a donc droit aux circonstances atténuantes permettant d'individualiser sa peine. »

La cour et les jurés ont partiellement suivi la défense, mais ont rejeté les circonstances atténuantes. Ils ont néanmoins prononcé quatre acquiescements, dont celui concernant le crime de viol.

GUY PORTE.

● Manifestation d'Amiens : couverture d'une information judiciaire. — Une information judiciaire a été ouverte, lundi 9 novembre, par le parquet d'Amiens pour déterminer les circonstances au cours desquelles un militant de la CGT et du PCF, M. Lucien Barbier, qui participait à une manifestation, vendredi 5 novembre, a été grièvement blessé, est dans un état critique. Sa famille a déposé plainte contre X auprès du procureur de la République.

Beau-Séjour-Bécot



SAINT-ÉMILION

ON NE FAIT DE BONS VINS QUE DANS DE BEAUX SITES...
(ÉMILE PEYNAUD)

« Et vous vous étonnez que BEAU-SÉJOUR-BÉCOT soit un vin de beauté ? », ajoute Pierre LUCIN.

« La notion de terroir est ici primordiale, il est impossible de créer un grand cru n'importe où. Il n'est possible de produire avec une certaine constance des vins de qualité que lorsque le sol atténue les excès climatiques. La régulation de l'alimentation en eau de la vigne repose essentiellement sur les caractéristiques morphologiques et les qualités physiques du sol », dit avec pertinence J. DUTEAU.

A BEAU-SÉJOUR-BÉCOT, il s'agit de facteurs naturels. Pas besoin de drainage : l'eau s'écoule toujours de haut en bas. C'est la raison pour laquelle la famille BÉCOT a sélectionné les plus hauts sites viticoles du prestigieux plateau ouest de Saint-Émilion. La nappe phréatique se situe à 12 mètres de profondeur. « La vigne ne se plaint que les pieds au sec. » Les Gallo-Romains — les premiers viticulteurs, nos ancêtres — le savaient déjà. Leur mode de culture s'inscrit toujours en des sillons creusés à même le roc, dans lesquels ils apportaient la terre nécessaire à la vigne.

BEAU-SÉJOUR-BÉCOT est un de ces hauts lieux où la qualité du site et celle de la vie se retrouvent encore dans le vin : pour votre bonheur et pour celui de tous ceux que nous convions à le partager !



33330
SAINT-ÉMILION

Visite des caves,
07-74-46-67 - 07-74-46-68 - 07-74-46-69

L'un des douze meilleurs vins du prestigieux terroir de Saint-Émilion
(Bernard Ginetier)

Meilleur sommelier du monde 1986 -

CHATEAU BEAU-SÉJOUR-BÉCOT 1986

Rouge intense, fruit mûr, souple et élégant. Belle bouteille.

1988

Fruits mûrs, épices (girofle), souple, élégant, ampleur. Vraiment bien.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR

FRANÇAISES et FRANCAIS
le 11 NOVEMBRE
ACHÉTEZ LE
BLEUET de FRANCE



Emblème de la Ville de Luxembourg
et de la Région de la Vallée
AU PROFIT des TRAVAILLEURS
et ASSOCIÉS

Justice

Soutenu par la Ligue des droits de l'homme

Un détenu condamné à quinze ans de réclusion réclame la révision de son procès

Dans la nuit, les policiers croient entendre deux claquemets, qu'ils prennent pour des coups de feu, avant de riposter. Depuis 20 kilomètres, ils poursuivent cette voiture volée. Elle est enfin bloquée dans un cul-de-sac, un petit chemin sans issue, vers la Vézère, près de Plan-du-Var. Deux hommes en sortent précipitamment, l'un fait signe, on voit mal. « Le Blanc » — le conducteur — se cache sous une pile de pont. « Le Noir », Max-Ernest Vandepuy, saute, court-il, dans des fourrés. Il tombe en réalité 5 mètres plus bas et s'estourbit sur des rochers. On finira par le tirer de la rivière où il cherchait à se laisser entraîner par le courant.

L'affaire est simple. C'est le 7 avril 1982 Vandepuy vient de sortir de prison. Condamné à neuf ans de réclusion, il en a purgé six et demi. Il est dans une voiture volée conduite par un ancien codétenu ; dans une sacoche, il transporte une vieille arme, deux cartes bancaires sont percées. Est-ce cela, les deux claquemets dans la nuit ?

● Nouvelle augmentation du nombre des détenus. — Avec 50 347 détenus (49 148 hommes et 2 198 femmes) dans les prisons de France (métropole) au 1^{er} novembre, le nombre des personnes incarcérées est de nouveau en hausse : il était de 49 796 au 1^{er} octobre et de 49 074 au 1^{er} septembre. Le nombre des prévenus, en attente d'un premier jugement ou d'un jugement définitif, est de 21 991 en novembre contre 20 874 en octobre. Il y a actuellement environ 32 500 places dans les prisons françaises.

● Grève des gardiens à la prison des Baumettes. — Les surveillants de la prison des Baumettes à Marseille ont entrepris, mardi matin 10 novembre, un mouvement de grève illimitée pour réclamer le renforcement, de leurs effectifs. Le mouvement lancé par l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), syndicat majoritaire, la CGT et la CFDT, se traduit par la suspension des devoirs et la suppression des patrouilles des avocats, et des extractions non médicales. Outre le manque d'effectifs, les gardiens réclament le paiement des heures supplémentaires effectuées lors des émeutes des 16 et 17 juillet et du 13 août.

Strenuement, pensent les jurés de la cour d'assises des Alpes-Maritimes qui, le 21 mai 1984, le condamnent à quinze années de réclusion criminelle pour tentative d'homicides sur agents de la force publique.

Aujourd'hui, Max-Ernest Vandepuy vient de fêter son trente-sixième anniversaire à la prison de Poissy. Il se dit innocent et, solennement épaulé par son comité de soutien et la Ligue des droits de l'homme, demande la révision de son procès et une suspension de peine, que sa santé réclame.

« Il donne l'impression de l'innocence », dit Claude Monnier, qui a été « frappé par un ton de vérité qui ne trompe pas », au cours d'un entretien que la chancellerie lui a ménagé avec le détenu Vandepuy. Dans les étroits locaux de la Ligue des droits de l'homme, sa compagnie est là qui, en détective amateur, depuis trois ans, gèle comme elle peut les éléments de l'innocence. Et son avocat aussi, Me Irène Turel, qui, au mois de mai dernier, déposait un recours en révision fort argumenté.

Cur, pour réviser, il faut démontrer des éléments nouveaux : si on l'on croit, il n'en manque point. Ainsi, le témoignage du conducteur de la voiture volée, Jean-Claude Le Coq, qui ne fut pas entendu au procès parce que l'administration pénitentiaire le déclarait intransférable, alors qu'il était, dit-on, guéri. Mais aussi un nouveau plan des lieux qui laisse penser que la distance entre poursuivis et poursuivants était bien trop importante pour qu'on puisse distinguer une arme dans la main de Vandepuy ou entendre des coups de feu qui n'auraient jamais été tirés.

Grâce à une expertise balistique, enfin, on établit que les policiers qui ont tiré se trouvaient bien plus loin qu'ils ne l'ont dit. Des brouilles, insuffisantes pour obtenir une révision ? Le ministère de la justice, où « l'on examine le dossier », le dira.

En attendant, les amis de Vandepuy contestent l'ensemble de l'enquête, de l'information judiciaire et du procès. « A aucun moment on n'a voulu croire ces hommes », dit Me Turel. Derrière des murs pour quinze ans, brisés par bribes, il s'acharne à se faire entendre.

AGATHE LOGEART.

A La Villette

M. Christian Marbach est nommé président de la Cité des sciences et de l'industrie

Le conseil des ministres du mardi 10 novembre a nommé à la présidence de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris, M. Christian Marbach, actuellement président directeur général de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche). La veille au soir, le conseil d'administration de l'établissement, en cours d'un vote, s'était mis d'accord sur le nom de son futur président.

Le nom de M. Marbach avait été souvent évoqué parmi les nombreux successeurs possibles de M. Maurice Lévy, qui a pris sa retraite le 7 septembre. L'hypothèse s'est transformée en quasi-certitude lorsque le *Journal officiel* du 5 novembre a publié la liste des nouveaux membres du conseil d'administration de l'établissement, qui désignait M. Marbach à la place qu'occupait M. Lévy (le *Monde* du 7 novembre) (1).

Depuis deux mois, l'Élysée d'un côté et le ministère de la recherche et de l'industrie de l'autre, avaient quelque mal à s'accorder sur le choix d'une personnalité pour ce poste tant convoité. La nomination de M. Marbach est de nature à calmer le jeu. Placé à la tête de l'ANVAR en 1979 par M. André Girard, alors ministre de l'Industrie, M. Marbach a résisté sous des gouvernements de diverses tendances et se positionne à la fois comme la voix mais sachant faire preuve de dynamisme et de fermeté, aux dires de certains de ses administrateurs, il a réussi à mener efficacement sa barque.

Il a fait de l'ANVAR, au départ simplement destinée à la valorisation de la recherche auprès du CNRS, un organisme aidant les entreprises à innover et à se moderniser. Nombreuses sont les firmes, petites et grandes, qui ont pu bénéficier des services de cette « banque pas comme les autres », qui s'est donnée comme slogan : « Semer la technologie et récolter l'industrie » (le *Monde* du 28 mars 1985). Et M. Marbach a su promouvoir cette politique malgré les aléas qu'a

récemment connus l'ANVAR — sa suppression a même été évoquée il y a quelques mois — malgré les coupes claires faites dans son budget. Une attitude qui a sans nul doute joué en faveur du PDG de l'ANVAR puisque le ministre de la recherche, M. Jacques Valade, a toujours dit vouloir « un gestionnaire » à la tête de la Cité, et avait souhaité que cette dernière renforce ses liens avec l'industrie.

A La Villette, cette nomination a reçu « un accueil plus que positif » et c'est à peine si l'on déplore « que le nouveau président ne soit pas un scientifique » comme le souhaitait son prédécesseur. Si M. Marbach est en effet plutôt un grand commis de l'Etat, il a fait de l'innovation le maître mot de sa carrière tout à la fois de financement SOFINOVA qu'à l'ANVAR, ou comme co-organisateur du premier Salon Innova, en 1973. Il a même publié un roman sur ce thème (2). Il faut souhaiter que dans ses nouvelles fonctions, il fasse lui aussi preuve d'innovation et qu'en manœuvrant entre les accueils des pesanteurs administratives, il parvienne à redorer l'image de cette imposante Cité tellement critiquée depuis son ouverture.

ELISABETH GORDON.

(Né le 9 octobre 1937 à Altkirch (Haut-Rhin), M. Christian Marbach est ingénieur général des Mines et ancien élève de l'Ecole polytechnique. Il a été chargé de mission auprès du directeur général de la politique industrielle au ministère de l'Industrie en 1968, puis directeur adjoint de la direction des études et programmes. Directeur général des sociétés de financement SOFINOVA, BATINNOVA puis SOFINDEX, il a été nommé directeur général de l'ANVAR en juillet 1979, puis président du conseil d'administration de l'Agence au mars 1985.)

(1) D'anciens membres du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie ont d'ailleurs appris qu'ils étaient désormais écartés de ce poste à la lecture du *Journal officiel*, ou, pour certains, à celle de nos colonnes.

(2) *L'Innovateur*, publié aux éditions Robert Laffont.

Sciences

A la conférence de La Haye

Un accord pour l'Europe spatiale

Réunis à La Haye (Pays-Bas), les ministres des treize pays membres de l'Agence spatiale européenne sont parvenus à un accord total mardi 10 novembre. Les programmes Ariane-5, Colombus, Hermès, DRS (satellite à haut débit) vont être lancés. Les ministres se sont aussi prononcés pour la poursuite de la coopération spatiale avec les Etats-Unis. La Grande-Bretagne reste en dehors de l'accord.

LA HAYE
de notre envoyé spécial

« Pour l'Europe, l'utilisation collective de l'espace constitue une occasion unique de se doter d'une identité commune ». En ouvrant, le lundi 9 novembre à La Haye, la conférence spatiale européenne, le prince Claus des Pays-Bas a donné le ton. « Vous vous trouvez en ce moment, a-t-il dit, devant un choix difficile. Ou vous décidez de libérer effectivement les capitaux nécessaires, ce qui n'est assurément pas chose facile en cette période de restrictions budgétaires, ou vous renoncez, du moins provisoirement, à l'autonomie européenne de l'espace. »

Les sommes en jeu sont en effet considérables : de l'ordre de 212 milliards de francs. Mais la réponse est à ce prix. « Si l'on ne veut pas, a dit le ministre français de l'Industrie, M. Alain Madelin, qu'à l'horizon 2000 nous soyons concurrencés dans un second rôle pour de la conquête spatiale ». Il a rappelé à cette occasion que l'effort financier demandé à chaque Européen pour les treize ans à venir correspond à quelque 55 F par an, dont 20 F seulement pour les trois programmes Ariane-5, Colombus et Hermès (le *Monde* du 10 novembre).

Des chiffres qui n'ont pas eu l'heur de plaire au ministre britannique du Commerce et de l'Industrie : M. Kenneth Clarke considérant qu'il est urgent d'attendre, arguant de ce

que les programmes de l'Agence spatiale européenne (ESA) sont « plutôt de nature à handicaper nos industries qu'à accroître leur compétitivité potentielle ». Cette attitude a conduit à une marginalisation des Britanniques. « Comme ils ne peuvent pas suivre le train, notait un observateur, ils prennent le parti de vouloir l'arrêter. »

Est-il imaginable de se passer de la Grande-Bretagne pour cette nouvelle aventure spatiale ? En fait, rien ne s'y oppose et, malgré des divergences parmi les autres délégations, le principe de l'autonomie spatiale de l'Europe et la volonté d'être présents dans les vols habités ne sont pas vraiment remis en cause.

Mieux : le tour de table fait lundi montre que les intentions des Etats membres — Grande-Bretagne exceptée — couvrent à 99 % les dépenses de développement d'Ariane-5, à 95 % celles de Colombus et à 109 % celles d'Hermès. Reste que, politiquement, une absence de la Grande-Bretagne serait regrettable.

Lundi soir, les douze autres membres de l'ESA paraissent donc avoir trouvé les voies d'un compromis sur les trois grands programmes qui leur ont été soumis. Maintenant, il paraît clair que l'Europe spatiale veut aller de l'avant et marquer sa présence dans les vols habités. Pas à n'importe quel prix ni à n'importe quelles conditions. M. Riesenhuber, ministre ouest-allemand de la recherche, qui préside la conférence, a en effet rappelé que l'ESA est invitée à réduire son train de vie, selon le vœu allemand, de 15 % à 20 % pour cette nouvelle étape de treize ans et que les Européens seront fermes dans leurs négociations avec les Américains sur la station spatiale.

« Le partenaire européen, a dit le ministre allemand, ne peut être un bon partenaire pour les Américains que s'il est un partenaire fort », laissant entendre que, en cas d'échec, l'Europe avait toujours la possibilité de réaliser ses propres structures spatiales habitables en réorientant le programme Colombus.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

600 PRIX
2.000.000 F A GAGNER

LE MONDE DU VIN

QUESTION N° 43

Un seul cépage est autorisé dans la production de jasnieres. S'agit-il du :

- pinéau d'Aunis ?
- sauvignon ?
- pinot beurot ? (*)
- chenin ?

(*) Il existe plusieurs graphies...

QUESTION N° 44

Au XVII^e siècle, une rumeur largement répandue disait que le vin d'Orléans était interdit à la table royale. Un médecin du roi, dans un traité de médecine et d'histoire médiévale paru en 1606, a largement nourri cette rumeur. Quel était son nom ?

POUR VOUS AIDER :
L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS
Le Monde

RIL

VIGNETTE

avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

Entre Deux Verres

UN NOUVEAU JEU DE SOCIÉTÉ

326 réponses pour vous aider à gagner le concours : « Le Monde du Vin »



En cadeau une bouteille de Châteaude Pardailhan (1985)

NOM	Prénom
Adresse	
Code	Ville
Tél.	

Je désire recevoir jeu (s) de l'ENTRE DEUX VERRES au prix de 550 F TTC (frais d'expédition inclus)

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire ou postal.

Signature :

Retourner à :
E.A.M.H., B.P. 1 SAINT-REMY-EN-L'EAU
60130 SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE

GOBBY GOURBER

En vente chez les détaillants, dans les grands magasins et caves spécialisées.

(Publicité)

PARIS EGALITE

Les Droits de l'homme et du citoyen ne se divisent pas.
Ils sont les droits de tous les hommes et de tous les citoyens ou ils ne sont pas.
C'est ce que la jeunesse de ce pays n'a cessé d'affirmer avec force ces dernières années.
Cette volonté se heurte à ceux qui prônent le racisme, l'exclusion et l'expulsion "des autres" comme toute politique pour demain.

Parce que le racisme n'est pas une fatalité.
Parce que nous refusons la logique du ghetto, de la violence et de la haine.
Parce que nous refusons une réforme du Code de la nationalité qui exclurait des jeunes de la société française.
Parce que nous refusons que l'on prive une partie des hommes et des femmes des droits qui sont communs à tous les hommes et à toutes les femmes.
Parce que l'espoir est du côté d'une France tolérante et fidèle aux Droits de l'homme.

Notre choix c'est l'intégration comme valeur essentielle de la vie commune, notre combat c'est l'égalité des droits.

Parce qu'aujourd'hui nous pensons qu'il faut non seulement défendre ces valeurs, mais aussi affirmer toute leur force, nous appelons tous et toutes à *manifestar dans la rue* :

- CONTRE LE RACISME ET LA XENOPHOBIE
- POUR L'INTEGRATION ET L'EGALITE DES DROITS
- POUR LA DEFENSE DES VALEURS DEMOCRATIQUES

DIMANCHE 29 NOVEMBRE, 11 HEURES A PARIS

Philippe DARRIULAT, Président de l'UNEF-ID; Harlem DESIR, Président de SOS Racisme; Michel BOUCHAREISSAS, Secrétaire général du CNAL; Yannick SIMBRON, Secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale; Guy LE NEOUANNIC, Secrétaire National de la FEN; Jean-Claude BARBARANT, Secrétaire général du SNI-PEGC; Emile GRACIA, Secrétaire national du SNI-PEGC; Jean-Pierre MAILLES, Président de la FCPE; Jean-Louis BOISANTE, Secrétaire général de la FCPE; Pierre DELFAUD, Président de la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente; Jean-Louis ROLLAT, Secrétaire général de la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente; René TEULADE, Président de la Fédération Nationale de la Mutualité Française; Edmond MAIRE, Secrétaire général de la CFDT; Alexandre ADLER, Journaliste; Pierre AIDENBAUM, Secrétaire général de la LICRA; Pierre-André ALBERTINI, enseignant; Sarah ALEXANDER, Artiste; Pierre ARDITI, Comédien; David ASSOULINE, Etudiant; Jean-Louis AUDUC, Syndicaliste, enseignant; Guy AURENCHÉ, Avocat à la cour; Docteur Jean AYME, Chef de service de psychiatrie; Isabelle BACLE-JEANTILS, Avocate à la cour; Pascal BEAU, Economiste; Guy BEDOS, Artiste; Pierre BERGE, Président-Directeur-Général d'Yves Saint Laurent; Gilles BERGEAS, SOS-Racisme Fédération de la Vienne; Louis BERTIGNAC et les VISITEURS; Adel BIBI, Association de Solidarité des Africains en France; Christiane BLANCO, SOS Racisme Paris; Jacques BOEUF, Président du Syndicat de la médecine générale; Richard BOHRINGER, Comédien; Jacques BORZEIX, Président de l'Université de Poitiers; Gérard BOULANGER, Avocat à Bordeaux, Président du Syndicat des Avocats de France; Jean-Michel BOUILLE, Secrétaire général du SGEN-CFDT; Evelyne BOUX, Comédienne; Pierre BOURDIEU, Sociologue; Patrick BRUEL, Chanteur; Daniel BUREN, Architecte; Professeur CAQUET; Philippe CARRION, Etudiant; Marie-France CASALIS, Bureau national du Mouvement Français du Planning Familial; Philippe CASIER, UNEF-ID Amiens; Agnès CHABOT, Attachée de presse; Guy CHEYMOL, Administrateur provisoire de l'Université d'Avignon; Jean-Louis CHISS, Linguiste; "Chrétiens pour le socialisme"; "Comité de soutien à Yacine ABDELHAK"; Hubert COUDANNE, Professeur d'Université; Cyril COUTARD; Claude DANREY, Président de "Prensa Libre"; Albert DAUM, Secrétaire national du SNES; Guy DELAUNAY, Psychanalyste; Christian DELORME, Prêtre, CMADE; Jean-François DELTEIL, Secrétaire général de l'Association des Etudiants Protestants de Paris; Djura DJURDURA, Artiste; Geneviève DOMENACH-CHICH, Secrétaire générale de la fédération LEO LAGRANGE; Philippe DUCAT, Porte-parole de "Plus Jamais Ça"; Annie DUPEYREY, Comédienne; Gérard DUPEYRAT, Universitaire; Maurice DUVAL, Président du Comité de soutien avec les familles des victimes des violences policières de novembre-décembre 86; Jean DUVIGNAUD, Sociologue, Professeur d'université; Lef FORSTER, Avocat; Pierre FOUGEYROLLAS, Sociologue Professeur d'université; Danièle GAIN, Attachée de presse; Claude GALIBERT, Mouvement Rural des Jeunes Chrétiennes; Joël GAUDELUS, Pédiatre; Isabelle GAUDIN, Attachée de presse; M. GAYRAUD, Président de l'Université Paul Valéry-Montpellier; Jacqueline GENET, Présidente de l'Université de CAEN; Bernard GIRAudeau, Comédien; Docteur GROLLEAU, Professeur de médecine; Olivier GUERIN, Magistrat; Jean GUIDONI, Chanteur; Roger HANIN, Comédien; Eliane HENRY, Présidente du Comité Départemental d'Action Laïque de Paris; Marc HENRY, Avocat honoraire; Frédéric HOCQUARD, Président de la FIDL; Dominique JAMET, Journaliste; "Jeunesse Ouvrière Chrétienne"; "Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine"; Marin KARMITZ, Producteur; Yvette LAMY, Présidente départementale des Eclaireurs de France; Claude LANZMANN; Brice LALONDE, Ecologiste; Catherine LARA, Chanteuse; Docteur LEDANDIS; Jean-Michel LE DAIN, Professeur; Michel LEIRIS, Ecrivain; Jean-Louis LLORCA, Secrétaire général de la Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires; Philippe LEMAIRE, Avocat; Yves LEMOINE, Magistrat; Gérard LENORMAN, Chanteur; Didier LESCHI, Vice-président de l'UNEF-ID; Enrico MACIAS, Chanteur; Jean-Luc MAINARDI, Médecin; Jean MAIRE, Président du CLAP; René MAJOR, Psychanalyste; Christophe MALAVOY, Comédien; Suzanne MARAS LE DAIN, Avocate; Charles MENARD, Secrétaire générale de l'Union Nationale des Etudiants Marocains; Geneviève MICHAUD, Présidente de "Accueil et Promotion Inter Service Migrants"; Yves MILON, Avocat à la cour; Alexandre MINKOWSKI, Professeur de médecine; Jean MOUNIER, Président de l'Université de Rennes II; Jean NAVARRO, Président de l'ASOLAT; M. OUACHEKRADI, Président de l'Association des Travailleurs Marocains en France; Jean-Jacques PAYAN, Professeur d'Université Grenoble I; Paul PELISSIER, Professeur d'université; Vincent PELISSIER, Médecin; Michel PICCOLI, Comédien; Samuel PISAR, Avocat; Bernard POUYET, Professeur d'université; Laurence QUENTIN, UNEF-ID Bordeaux; Moustapha RAMDAME, SOS Racisme Tours; Christophe RAMEAU, Bureau National de l'UNEF-ID; Jacques RIVELAYGUE, Universitaire; Ludo ROCHE, Equipe nationale de la JEC; Elisabeth ROUDINESCO, Psychanalyste; Sylvie SCHERRER, UNEF-ID Dijon; Jean-Marie SCHWARTZ, Chercheur; Yvonne SEE, Vice-présidente de la section Française de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté; Geneviève SERBIB, Avocate à la cour; Delphine SEYRIG, Comédienne; Stéphane SIEGER, Vice-président étudiant de l'Université de Poitiers; Jacques SOPPELSA, Président de l'Université de Paris I; Agnès SORAL, Comédienne; "SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE" (Adeline HAZAN, Présidente; Richard BONNETON, Jean-Marc HELLER, Georges MAMAN, Vice-Présidents; J.P. DESCHAMPS, Secrétaire général; Lionel BOUNAN, Secrétaire général adjoint); Philippe TAURISSON, Aiguilleur du ciel; Francis TEITGEN, Avocat à la cour; Janine TILLARD, Présidente de "la Mémoire Courte"; Pierre TIMSIT, SOS Racisme Toulouse; Kaïssa TITOUS, SOS Racisme; Pierre TOULAT, Commission française Justice et Paix; Dominique TRICARD, Avocat; M. TROGLIC, Secrétaire national de la CFDT; Ruben URRUTIA, Secrétaire Général du CNAFAL; Bruno de la VARDE, Avocat à la cour et au Conseil d'Etat; C. VERCOUTERE, Délégué général du CEMEA; Bénédicte VOISIN, Présidente de la JEC; Bruno WAGMAN, Journaliste AFP; Lambert WILSON, Comédien; Père Joseph WRESINSKI, Secrétaire général Aide Toute Détresse (ATD) Quart Monde.

Paris Egalité s'adresse à tous les élus et responsables politiques de France en vue d'une autre parution;
Participation financière : 500 francs ou plus

Pour toute correspondance Boîte Postale 234 - 75624 Paris cédex 13 - Chèques de soutien à l'ordre de "Paris Egalité"

مكتبة الشرح

PREP
Classe
Top-Job
PCs

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Commune _____

LE MAGAZINE DE LA RÉUSSITE



AU SOMMAIRE

- Quand, comment changer de job ?
- Comment racheter son entreprise ?
- Vent en poupe pour les as du marketing
- Les recettes de Michel Edouard Lederc
- 15 trucs pour rendre le téléphone efficace
- Comment changer de banque ?

كتاب النجاح

THEATRE

LES JUGES D

THEATRE

LES JUGES D

ON WE BAD

1500 000

LION D'OR

SÉLECTION

THÉÂTRE

« Barouf à Chioggia » de Carlo Goldoni

Le retour des pêcheurs

Un spectacle haut en couleur, plein de vie, de bagarres et de soleil. Ainsi le voulait Goldoni qu'une troupe venue du Nord sert à merveille.

La comédie de Goldoni, *Barouf à Chioggia*, est assez souvent jouée, chez nous comme ailleurs, parce que le public lui trouve un enchantement particulier. Ce n'est pas surprenant. Lorsque Goldoni écrit en peu de jours cette pièce, en 1762 (il est âgé de cinquante-cinq ans), il a décidé de quitter l'Italie, pour toujours. Son contrat est signé avec Paris. Il y arrivera dans deux mois et demi. Et il a écrit, avant de quitter à jamais Venise, sa ville natale, de donner quelque chose où il met tout son cœur, quelques souvenirs qui le hantent.

Chioggia, c'est une île de la lagune, à 20 kilomètres au sud de Venise à vol d'oiseau et à 40 kilomètres par la route. Elle est reliée à la terre ferme par un long pont de bois. Elle est habitée, dit Goldoni, par « des pêcheurs et des matelots, des femmes qui font de la dentelle, dont il y a là un commerce considérable, et il n'y a qu'un petit nombre de gens qui s'élèvent au-dessus du vulgaire ».

Quand Goldoni, à treize ans, était scolarisé à Rimini, son père, médecin, s'installa à Chioggia. Un jour Goldoni s'enfuit du collège avec une troupe de comédiens, et son père, à Chioggia, le garda près de lui, pour l'accompagner lors des visites aux malades. (« Les malades passaient même une partie de leur vie, constate Goldoni. C'est là sa pre-

mière approche du peuple de Chioggia »).

Deuxième approche : sept ans plus tard, Goldoni, par pistolet, décroche la place d'adjoint au substitut du lieutenant-criminel de Chioggia. A l'occasion des délits et crimes, petits ou moins petits, il participe à l'enquête, à l'instruction.

Et puis il y a les promenades que Goldoni, enfant, adolescent, fait sur le port, avec sa mère. Il l'aime beaucoup, elle est belle, elle boite un tout petit peu. Goldoni a tenu à nous dire qu'il ne l'a pas fait souffrir au moment de sa naissance, « révélant par là une nature pacifique qui ne s'est jamais démentie ».

Or la mère et l'enfant, lorsqu'ils se promènent dans ce petit port, font comme nous en vacances, ils se dirigent vers l'endroit qui a le plus de caractère, le plus de vie : le bout du quai, où viennent accoster les bateaux de pêche quand ils rentrent. Spectacle des poissons qui sautent encore dans les caisses de bois. Odeur des algues et de l'iodée. Plaintes des marins.

Difficultés et habitudes

Barouf à Chioggia, c'est cela, et la vente directe du poisson aux gens qui arrivent les grossistes, « ces voleurs ». Et, tout près, les femmes sont là, elles attendaient leurs bonshommes, elles font leurs dentelles dehors, il y a plus d'air que dans les maisons. Elles plaisaient aussi. Mais elles se crépèrent le chignon.

Pourquoi est-ce si beau, cette pièce ? Pourquoi cela surclasse-t-il de très haut le simple tableau de la vie ? Cela ne s'analyse pas. C'est que Goldoni est un très grand artiste et qu'il fait toucher, insensiblement, l'ensemble des difficultés et des

habitudes de ce peuple tout en nous donnant, car c'est là qu'il est proprement inimitable, des portraits personnels, particuliers, de plusieurs femmes et hommes. Jamais Goldoni ne présente un « type » traditionnel de comédie. Chacun de ses personnages est toujours quelque chose.

Jean-Louis Martin-Barbez, qui anime le Centre dramatique du Nord-Pas-de-Calais, domicilié à Béthune, est venu, en visiteur, montrer à Paris sa mise en scène (que partage Laurent Pelly) de *Barouf à Chioggia*. Elle est claire, sensible, colorée (Goldoni tenait beaucoup à la couleur de chaque chose, de chaque mot), et très dynamique, ce qui est bien normal s'agissant de cette pièce où les hommes se bagarrent au couteau et les femmes avec ce qui leur tombe sous la main ou au bout de la langue, avant l'embrassade générale.

Il est quatorze acteurs excellents, encadrés par Chantal Deraux, Monrad Manoury, Françoise Ulrich, Florence Pelly, Michèle Manet, et Martin-Barbez.

Ce spectacle mérite du monde, parce qu'il est beau et attachant, et aussi pour féter un peu Jean-Louis Martin-Barbez, l'exemple de l'artiste de grande dimension qui a accepté la responsabilité d'une maison dans une des provinces, qui accomplit une vraie mission de théâtre dans les villes, Béthune, Dunkerque, Lens, Seclin, Arras, Valenciennes, Brégy, Lezennes, Laon, Guise, et qui à cette fin s'est coupé de Paris, haut lieu des médias et des promotions et des lauriers. Or cette mission en scène de Goldoni surclasse bien des choses jouées à Paris, et que nous célébrons parce qu'elles sont là. C'est la vie.

MICHEL COURNOT.

★ Cité internationale universitaire, 20 h 30.

« Conversations conjugales », de Danièle Sallenave

Boulevard du couple

Cinq ans de la vie commune d'un jeune couple sous le scalpel de Danièle Sallenave, dont la seconde pièce est souvent, et seulement, drôle.

La sortie d'un roman de Danièle Sallenave chez Hachette est toujours un bon, un agréable moment. Depuis les *Portes de Gubbio* (prix Renaudot 1980) jusqu'à *La Vie funeste*, paru l'an passé, cet écrivain a conquis son public. Sa première pièce, présentée l'année dernière au Théâtre de l'Europe, avait été une corvée de confirmation de ses talents d'auteur. Voyage en émotion au travers du regard de deux petites filles interprétées par deux comédiennes d'âge mûr, *Regarde, regarde de tous tes yeux* était apparue comme une œuvre parfaitement bâtie, amusante, sensible, généreuse, sans concessions, superbement interprétée, superbement mise en scène par Brigitte Jaques.

On comprendra alors que *Conversations conjugales* était une attente, d'autant que cette pièce marquait l'ouverture de la saison de Théâtre ouvert (*lire l'article ci-dessus*). Son sujet, à peine moins vicié que le monde : le couple. Encore n'est-ce pas le sujet apparent. Ecrite par une femme, la pièce s'intéresse plutôt à la femme dans le couple, une femme qui s'interroge et interroge ; un homme qui, le plus souvent, se tait.

Le traitement esthétique de l'écriture de ce couple est réaliste : appartements du genre atelier reconvertis du quartier d'arrondissement, coin cuisine avec ses ustensiles, coin bureau-chambre stérile, coin salon-Matin de Paris, coin chambre-grand lit et couette. Les personnages de Danièle Sallenave sont donc bien d'aujourd'hui, plutôt branchés, plutôt à l'aise.

Leur vie de tous les jours rappelle la leur à beaucoup de gens. Les questions qu'ils se posent aussi : Et si on avait un chat ? Et si tu faisais les courses aujourd'hui ? Et si tu faisais des crêpes brouillées ? Et si tu fermais ton méchant roman pour que je puisse te prendre dans mes bras ? Bien d'autres encore qui laissent clairement voir que, si des mots sont échangés, ce ne sont pas ceux que les deux personnages voudraient prononcer. Plutôt des mots d'attente, des mots simples pour éviter de se dire le manque d'envie de l'autre, l'éclatement d'un amour d'où le désir a disparu.

La pièce est construite en vingt-sept scènes. Le metteur en scène Jean-Louis Jacopin leur donne un

rythme rapide, parfois haletant, crée des situations comiques, de rares moments de pause. Comme pour animer la vacuité des échanges de la femme (Nada Strancar) et de l'homme (Alain Libolt). Mais, le spectateur le ressent assez tôt. Jean-Louis Jacopin n'a pas trouvé de mots entre les mots, d'émotions entre celles que l'auteur avait consignées dans son texte.

Les gens de théâtre parlent très souvent de ce qu'ils appellent le « sous-texte », cette face de leur travail qui est la plus dure à apprivoiser et qui donne à une pièce sa véritable dimension. Danièle Sallenave avait paru maîtriser cette difficulté avec sa première pièce. A moins que Bri-

gitte Jaques ait su inventer ces moments de respiration, de silence qui notent un drame.

On ne retrouve dans *Conversations conjugales* ni la marque de fabrique de son auteur ni l'extrême finesse de la mise en scène. On a alors l'impression que les deux interprètes, dont le talent n'est pas en cause, s'échinent en vain à donner consistance à leurs personnages. Plus grave, le spectacle laisse un goût vague de « boulevard chic ».

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre ouvert au Jardin d'hiver, De mardi au samedi à 21 heures, sauf mercredi à 19 h 30. Jusqu'au 12 décembre. Tél. : 42-62-59-49.

Théâtre ouvert centre dramatique national de création

En avant comme avant

En 1988, Théâtre ouvert aura dix-sept ans. Et un nouveau statut de centre dramatique national de création, subventionné raisonnablement par l'Etat mais chichement par la Ville de Paris.

A dater du 1^{er} janvier 1988, Théâtre ouvert devient, comme promis en juin par le ministère de la culture, centre dramatique national de création. Un statut obtenu à l'arraché, à la suite de la très large mobilisation, qui, au printemps dernier, a suivi l'annonce de la fermeture imminente de ce centre de la création dramatique contemporaine créé en 1980 par Lucien et Micheline Anton sur une idée qu'ils avaient lancée en Avignon, il y a dix-sept ans.

Cette situation était due à Théâtre ouvert : situation créée notamment par la diminution des subventions de la Ville de Paris (200 000 francs en 1987, contre 400 000 francs en 1986). Depuis, la Ville est revenue sur sa décision, mais prévoit pour 1988 une simple reconduction des 400 000 francs de 1987. L'Etat, en revanche, assortit le nouveau statut de Théâtre ouvert d'une subvention de 4 millions de francs (+26 %).

En règle générale, les villes participent pour un tiers au budget des centres dramatiques nationaux installés sur leur territoire. Théâtre ouvert est donc loin du compte. « Nous cherchons 1,5 million de francs », annonce Lucien Atouan,

qui rappelle que Théâtre ouvert doit faire face à des charges très particulières pour un centre dramatique national, tel le loyer versé chaque mois à la Société du Moulin Rouge, propriétaire du Jardin d'hiver, où en 1980 s'inscrit le centre de création.

Sans omettre toutes les parties souterraines, et par essence non rentables des activités de Théâtre ouvert : location de pièces, diffusion des « tapuscrits », découverte et promotion d'auteurs, travail dont les retombées se concrétisent parfois — et c'est bien le but recherché — hors les murs : parmi les exemples les plus célèbres, bien sûr, la rencontre de Bernard-Marie Koltès, jeune auteur dramatique, et du metteur en scène Patrice Chéreau.

Doté tout de même de subventions de plus en plus conséquentes, Théâtre ouvert poursuit donc sa route. La saison n'est pas encore totalement bouclée. Mais, après *Conversations conjugales* de Danièle Sallenave, Théâtre ouvert coproduit *Une journée d'août*, de Dominique Doucet, créée le 10 novembre à Gennevilliers. Michel Dubois, directeur de la Comédie de Caen, mettra en scène, au mois de février, *l'Étalon d'or*, de Daniel Lamahieu. Et, au prochain Festival d'Avignon, un gros plan sur les pièces inédites de la romancière Marie Rodonnet.

D'autres projets sont en chantier : au janvier, une « carte blanche à la création ». Et le CREAS : Centre de recherches d'écriture des Arts du spectacle, atelier de rencontres, échanges, confrontations entre gens de théâtre, de radio et de cinéma.

ODILE QUIROT.

MUSIQUES

Svetlanov et l'Orchestre d'Etat de l'URSS

La tunique de Nessus

Emportés par l'autorité sans réplique du chef Evgueni Svetlanov, l'Orchestre d'Etat de l'URSS et la pianiste Loubov Timofeyeva, donnent un feu d'artifice de musique russe.

Invité par le Théâtre musical de Paris, l'Orchestre symphonique d'Etat de l'URSS s'est retrouvé dimanche à Pleyel, au raison des répétitions de *Porgy and Bess*. Formidable comme une armée rangée en bataille pour la célébration du 70^e anniversaire de la révolution d'Octobre, tel il nous est apparu, avant même de jouer, dans cette manière de s'accorder, d'une violence et d'une brève exceptionnelles. Un orchestre d'une discipline de fer, sûr de lui, gonflé de fierté, sous l'autorité sans réplique d'Evgueni Svetlanov, son chef depuis vingt-deux ans.

As piano, cette jeune femme à veste noire brodée de grosses fleurs de feu, c'est Loubov Timofeyeva, qui remporta le grand prix

Marguerite-Long en 1969. Elle plonge avec une sombre ardeur les doigts du 2^e Concerto de Rachmaninov pour l'interciter au chef d'orchestre Levchenko. Virtuosité électrisante, somptueuse, sous ces doigts aux sonorités de pierre, dans un concert de farouches lyrisme plus rare que nature.

L'*Adagio sostenuto* semble moins l'improviser, toucher passe-partout, expression banale, rebattu compliqué, mais que revivons au centre un mouvement animé et la cavale s'échappe, jure d'espace, accumulant avec bonheur les fulgurantes techniques qui vont se déchaîner dans le final, où l'orchestre torreniel se lui fait aucun cadeau. Quel spectacle !

Un peu de repos, bien nécessaire, avec le Poème op. 12, page de jeunesse d'Alexandre Ghezanov assez molle, mais aux si jolies couleurs à la Borodine, comme du miel sur les palettes idéales de ces instrumentistes, avant de plonger au plus noir de l'enfer dantesque, avec *Franziska da Rimini* de Tchaïkovski.

Svetlanov, avec sa bonne tête gris-sonnante de vieux loup de mer réus-

sent au vent debout, y est tout bonnement prodigieux. L'orchestre d'une précision absolue lui colle à la peau comme une tunique de Nessus. La baguette est pour lui un accessoire inutile. Toutes les lignes de cette partition tourmentée, passionnée, embrouillée, passent par ses mains, d'une indépendance extrême, qui démultiplient les signes expressifs, châtient d'infimes détails, soulèvent la pâte comme un levain, déchaînent de fantastiques crescendo voisins de l'orgasme, ordonnent avec une clarté aveuglante « l'Infernal tourbillon » qui emporte les amants maudits.

Un démontage au centre de l'univers en fusion.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Ce concert sera retransmis par France-Musique, jeudi 12 novembre, à 20 h 30.

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77
à partir du mardi 10 novembre

LES JUGES DU CIEL
comédie de Jean ROUGERIE livrée de Philippe BENOIT

THEATRE 71 MALAKOFF 46.55.43.45
14 OCTOBRE - 15 NOVEMBRE

ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
d'ALFRED DE MUSSET
Mise en scène VIVIANE THEOPHILIDES
Musique GIOVANNA MARINI

Nanterre Amateurs
3 WEEK-ENDS CINEMA
28 - 29 novembre • 5 - 6 décembre • 12 - 13 décembre

SEANCES:
LUC BONDY 14:30
TERRE ETRANGERE 21:15
LA MORTIFICATION 18:30
PATRICE CHEREAU HOTEL DE FRANCE 16:30

1 film : 35 F • 2 films : 50 F • 3 films : 60 F

Location par correspondance, renseignements : 47.21.88.1
THEATRE DES AMANDIERS
7, avenue Pablo Picasso 92009 Nanterre
Nouvelle entrée RER Nanterre-Université et Théâtre • Librairie • Restaurant sur place

LES PÊCHES de BAGNOLET
son et lumière d'intérieur

la Maison des Arts et la Comédie de Genève
présentent
du 6 novembre au 15 décembre 87

Don Juan
de Molière
Mise en scène de Benno Besson

CRETEL
Maison des Arts
48 99 18 88

1500 000 SPECTATEURS

Au revoir les enfants

LION D'OR VENISE
SÉLECTION OFFICIELLE OSCARS HOLLYWOOD

UN FILM DE LOUIS MALLE

Culture

PHOTOGRAPHIE

Trois Suisses à Lausanne

Pierre Keller, l'insoumis

Avec le Musée d'art brut de Michel Thévoz, les ballets de Béjart, et maintenant le musée de l'Elysée consacré à la photo, Lausanne s'affirme comme une capitale culturelle.

Installé dans un bel hôtel particulier du dix-huitième siècle, face au lac Léman, le musée de l'Elysée a réussi en deux ans, sous la férule de Charles-Henri Favrod, à acquiescer une cursive renommée nationale et à faire internationalement reconnaître la photographie suisse.

Celle-ci restait en effet méconnue dans le pays d'où sont pourtant issus Werner Bischoff et Robert Frank. Au vu de ces illustres aînés, la figure romanesque de Pierre Keller est plutôt dissidente. Professeur d'art et de dessin, ami intime de Keith Jarring et de Tinguely, voilà quinze ans que ce fils de bonne famille, connu du Tout-Lausanne, révélé à Paris par Farideh Cadot, promène sa joviale silhouette de provocateur joufflu dans les bas-fonds de New-York et de Rio.

Archéologue du désir, c'est en voyeur actif, occulte et solitaire qu'il traverse de nuit le miroir où s'éploie le monde clandestin des pratiques minoritaires. Premier cercle d'un enfer, les docks, saunas et zones interlopes, où les parias et pueuses des mégapoles se livrent à d'insoupçonnées rites sexuels que Keller, comme Wegge, traque au vol, au flash et à la dérobée avec son Polaroid.

Reporter indiscipliné, il épingle avec une brutalité complaisante l'élan furieux des extases masculines. Plus que le stérilisé décor où il se meut, le corps, animal et décadent, par l'équilibre avoué de ses formes — gorge ou verge, bouche et main — est

l'enjeu de cette quête qui mène le spectateur à son tour en voyeur.

Tirés au format géant, ces instantanés, aux tons moribonds et froids, conçus comme des tableaux, visent autant à conter un récit qu'à égarer la peinture. Soudain les eaux dormantes de l'interdit, Keller, l'insoumis, poursuit à Tokyo, Rome ou Bogota un rêve périlleux qui le rapproche de Bacon et d'un romancier Jack Thieusley. Au vu d'un aussi salubre voyage, l'hommage mérité rendu à Sabine Weiss par son pays natal en paraît décent.

D'une faculté d'étonnement voisine de Ronis et Doisneau, son humanisme et sa curiosité chaleureuse émerveillent quand, sur fond de cité décaite, elle capte *Ruede, porte de Vannes* (1953), avec une intensité égale à ses plus beaux portraits. Ce survol de la photographie suisse est complété par un reportage du Zurichois René Burri, sur les sites dévastés de la NASA, à travers les décombres des parcs à missiles. Il dresse en technicolor une ode peu flatteuse à l'utopie d'un siècle finissant.

PATRICK ROEGERS.

★ Pierre Keller, « Architectures du corps », jusqu'au 29 décembre. Sabine Weiss et René Burri, « Dans la familiarité de Corbe », et « Les ruines du jour », musée de l'Elysée, jusqu'au 6 décembre. A lire aussi : Pierre Keller, *Polaroid 60x50*, 66, Paris-Audiovisuel, « l'Hebdo », musée de l'Elysée.



Harry Meerson, « Samanthas », 1987.

Cas de figure

Harry Meerson préfère le titre d'illustrateur et d'artisan à celui de photographe. A soixante-deux ans, celui qui fonde sa carrière sur le concept « on n'a jamais plus de talent que son client » use de la carte blanche que lui offre l'Espace photographique de Paris (1) pour l'homme de couleurs microscopiques. Figures fantomatiques et années 80 ramènent à jour par le périlleux usage des techniques nouvelles apparaissant comme de ruisselants chromes enluminés. Entre Klimt et Beardsley, Enté et l'art égyptien, le triomphe marionnette d'un style exagérément sophistiqué où brille de mille feux l'absence de profondeur du faux.

P. R.

(1) Harry O. Meerson, « Transparences et Transparences », à l'Espace photographique de Paris, 4-6, grande galerie, Paris-1^{re}, jusqu'au 29 novembre. Catalogue présenté par Jean-Luc Montferrand et Michel Randon, 62 pages, 120 F.

JUSQU'AU 29 NOVEMBRE 21 H SAUF DIM 18 H

MARIVAUX

PHILIPPE ADRIEN

LES ACTEURS DE BONNE FOI LA MEPRISER

Quatre jeunes gens jouent l'innocence de leurs longues et furtives deux places en un acte deux heures zéphyrées...

LOC. AGENCES • FNAC • THEATRE

THEATRE DE PARIS

OFFENBACH

RIBES

Le Pont du Soupir

Decors et Costumes Patrick Dutreuil

Direction musicale John Burdick

Chorégraphie Jean Moussy

Location au Théâtre 15, rue Blanche - 75009 Paris

Mor Trinité - Par tel. 43.53.39.39

Par Minitel: 35.15 code MATIC

Dans les Agences et les 3 FNAC

Co-production Théâtre de Paris et Théâtre Français de l'Opéra

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THEATRE CHAMPEL Samedi 14 novembre 20 h 30 (Volontaire) Loc. 16, 47-20-36-37 ELISE DUBILLET 24, r. Ardennes (Dix. 15 sec. 171) (p.a. Kluge, J.A. Monod) SAVEAU Dimanche 15 novembre à 17 h 30 (p.a. Monod) SALLE REY Dimanche 15 novembre 17 h 45 (p.a. Volontaire)	THEATRE RENAUD-BARRAILL ex. Frédisse-Rousselle Lundi 16 novembre à 20 h 30 (p.a. Volontaire) Tél. 43-53-06-40 43-53-06-70	THEATRE ATHENEE L.-JOUVET Lundi 16 novembre à 20 h 30 (p.a. Volontaire) (Dix. 15 sec. 171)	CONCOURS INTERNATIONAL M. LONG-J. THIBAUD du 21 au 25 novembre FINALE REGAT VEN. 27 NOV. 17 h 30 FINALE CONCERTO SAMEDI 28 : 14 h, 20 h SOIRÉE DE GALA LUNDI 30 20 h 30 ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE dir. Pierre Dervaux	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mardi 23 novembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mardi 24 nov. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE NATIONAL DE L'OPERA Salle Favart Jeudi 18 novembre à 20 heures (p.a. Volontaire)	CONCERT MOZART Orchestre national de l'Opéra Dir. : Lorin ZAGROSEK Sol. : Gwendolyn BRADLEY soprano Benoit FROMANGE ténor Catherine MICHEL harpe Yves POURCEL Créé spécialement pour les commémorations musicales CONCERT ANNIVERSAIRE RAVEL Augustin DUMAY Jean-François HEISSER Sonate Piano-Violon Tzigane (version violon-piano) Tzigane (version violon-ténor) Présentation du festival reconstruit par Daniel Higney sur les plans de G. Clément Disparition de Jean-Marie GRENIER	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mercredi 24 novembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mercredi 24 nov. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Jeudi 25 novembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Jeudi 25 nov. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Vendredi 26 novembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Vendredi 26 nov. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Samedi 27 novembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Samedi 27 nov. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Dimanche 28 novembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Dimanche 28 nov. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Lundi 29 novembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Lundi 29 nov. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mardi 30 novembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mardi 30 nov. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mercredi 1 ^{er} décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mercredi 1 ^{er} déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Jeudi 2 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Jeudi 2 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Vendredi 3 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Vendredi 3 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Samedi 4 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Samedi 4 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Dimanche 5 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Dimanche 5 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Lundi 6 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Lundi 6 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mardi 7 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mardi 7 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mercredi 8 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mercredi 8 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Jeudi 9 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Jeudi 9 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Vendredi 10 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Vendredi 10 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Samedi 11 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Samedi 11 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Dimanche 12 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Dimanche 12 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Lundi 13 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Lundi 13 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mardi 14 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mardi 14 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mercredi 15 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mercredi 15 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Jeudi 16 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Jeudi 16 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Vendredi 17 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Vendredi 17 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Samedi 18 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Samedi 18 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Dimanche 19 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Dimanche 19 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Lundi 20 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Lundi 20 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mardi 21 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mardi 21 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mercredi 22 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mercredi 22 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Jeudi 23 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Jeudi 23 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Vendredi 24 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Vendredi 24 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Samedi 25 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Samedi 25 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Dimanche 26 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Dimanche 26 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Lundi 27 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Lundi 27 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mardi 28 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mardi 28 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mercredi 29 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mercredi 29 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Jeudi 30 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Jeudi 30 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Vendredi 31 ^e décembre 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Vendredi 31 ^e déc. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Samedi 1 ^{er} janvier 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Samedi 1 ^{er} jan. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Dimanche 2 ^e janvier 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Dimanche 2 ^e jan. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Lundi 3 ^e janvier 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Lundi 3 ^e jan. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mardi 4 ^e janvier 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mardi 4 ^e jan. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Mercredi 5 ^e janvier 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Mercredi 5 ^e jan. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Jeudi 6 ^e janvier 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Jeudi 6 ^e jan. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Vendredi 7 ^e janvier 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Vendredi 7 ^e jan. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	THEATRE DES CH-ÉLYSÉES Samedi 8 ^e janvier 20 h 30 (Volontaire) (p.a. O. et C.) GRAND AMBASSADE 47, r. École, 9 ^e Samedi 8 ^e jan. 20 h 45 (p.a. FNAC) ou STAN 67 40-40-06-86 Tél. 43-51-11-40 (p.a. Volontaire) Lampedu Concerto	
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et dimanche. Signification des symboles : **P** Programmé dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à vision **O** Ou peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef d'œuvre ou classique.

Mardi 10 novembre

TF 1
20.30 **Claf-ster** : l'été meurtrier **M** Film français de Jean Becker (1983). Avec Isabelle Adjani, Alain Souchon, Suzanne Flon, Michel Galabru, Jenny Clève. 23.00 **Claf-ster** (suite). De Michel Denner. Invités : Julie Delpy et Kim Basinger. 0.00 **Journal**. 0.12 **La Bourse**. 0.15 **Présentation de la semaine**. Emission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2
20.30 **Mardi cinéma** : *Viva la vie* **M** Film français de Claude Lelouch (1983). Avec Charlotte Rampling, Michel Piccoli, Jean-Louis Trintignant, Evelyn Boux. 22.20 **Les Jeux de Mardi** : *Le jeu de la vérité*. 23.30 **Information** : 24 h sur FA2. 0.00 **Série** : *Brigade criminelle*.

FR 3
20.30 **Cinéma** : *Voyage au bout de l'enfer* **M** Film américain de Michael Cimino (1978). Avec Robert de Niro, Christopher Walken, John Savage, Meryl Streep, John Cazale. 23.30 **Journal**. 0.05 **Magazine** : *Débats*. Emission présentée par Jean-Louis Jendry.

CANAL PLUS
20.30 **Football** : *Matra Racing-Lille OSC* (championnat de France). 22.30 **Flash d'information**. 23.30 **Cinéma** : *Alamo* **M** Film américain de John Ford (1957). Avec John Wayne, Ed Harris, Ho Nguyen, Donald Moffat, Truett V. Tran, Rudy Young. 0.10 **Cinéma** : *Le défilé* **M** Film français de Tony Gatlif (1986). Avec François Cluzet, Christine Boisson, Ann-Gisel Glas, Jean-Pierre Barri, Maurice Barrier. 1.00 **Cinéma** : *Secrète de Femmes*. Film français (classé X) de Michel Barry (1986).

LA 5
20.30 **Cinéma** : *Starface* (2^e partie) **O** Film américain de Brian De Palma (1984). Avec Al Pacino, Steven Bauer, Michelle Pfeiffer. 21.30 **Série** : *Spenser*. Une folie si discrète. 22.25 **Série** : *Baretta*. Le vieux pickpocket. 23.20 **Série** : *Max la menace* (rediff.). 23.50 **Série** : *Les chevaliers du ciel*. 0.20 **Feuilleton** : *Le temps des copains*. 0.50 **Les cinq dernières minutes. L'écluse du temple.**

M 6
20.30 **Cinéma** : *Le Président* **M** Film français d'Henri Verneuil (1961). Avec Jean Gabin, Bernard Blier, René Faure, Alfred Adam, Louis Seigner. 22.25 **Série** : *Malraux et valets*. Comptes de l'été (rediff.). 23.15 **Journal**. 23.25 **Météo**. 23.30 **Magazine** : *Club 6*. De Pierre Bouteiller. 0.15 **Magazine** : *Méditerranée*. Magazine de rock. 0.45 **Magazine** : *Revue des clips*. Spécial chanson française. 1.00 **Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE
20.30 **Archipel méditerranéen**. Les grands rendez-vous méditerranéens. 21.30 **Le CARAN**. Centre d'Accueil et de Recherche des Archives Nationales : des archives pour l'avenir. 22.30 **Nuits magiques**. Claude. 0.05 **De jour au lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Concert** (donné le 6 octobre au Grand Auditorium). *Carmina*. Musique de chambre. 21.30 **Concert**. *Le Mozart des années 30*. Les premiers enregistrements de Stravinski. L'actualité des rééditions.

Mercredi 11 novembre

TF 1
13.35 **Feuilleton** : *Haïne et passion*. 14.20 **Feuilleton** : *C'est déjà demain*. 14.45 **Cinéma** : *Am grand balcon* **M** Film français de Henri Decoin (1949). Avec Pierre Fresnay, Suzanne Delahaye, Georges Marchal, Fernand Oudart. 16.30 **Théâtre** : *Le grand jeu*. 16.40 **Variété** : *Du théâtre au Zénith*. 17.55 **Flash d'information**. 18.00 **Série** : *Maître*. 19.00 **Feuilleton** : *Santa Barbara*. 19.30 **Jeu** : *La roue de la fortune*. 19.55 **Tirage** du *Tao-tac*. 20.00 **Journal**. 20.25 **Météo**. 20.28 **Tapis vert** et *drage du Loto*. 20.30 **Variété** : *Spectacle*. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. 21.30 **Magazine** : *Le monde de la nuit*. 22.10 **Magazine** : *Super sexy*. Emission présentée par Bernard Bouchier et Christine Bymeric. *Casting* au Crazy Horse Saloon ; *Débat* : *L'amour et les enfants* ; *Portrait* d'une star-tessouze ; *Série* : *L'amour et les enfants* ; *L'agenda d'un homme pressé* ; *Sondages* ; *As-tu vu* ; *Interview* ; *Hard* ; *Laurent Voulzy*. 23.10 **Jeune de série**. 23.20 **La Bourse**. 23.25 **Présentation de la semaine**. De Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2
13.45 **Série** : *Les rues de San Francisco*. L'image brisée. 14.40 **Sports**. 15.00 **Rugby** : *France-Roumanie*, à Agen. 16.30 **Cinéma** : *Le Symphonie pourvu* **M** Film français de Jean Delannoy (1946). Avec Michèle Morgan, Pierre Brasseur, Lise Nelly, André Clément, Jean Desailly. 18.20 **Ma série** : *Le grand jeu*. Une vie de chien. 18.45 **Jeu** : *Des chiffres et des lettres*. D'Armand Jammot, présenté par Patrick Laffont. 19.10 **Donnée animée. Spécial *Bug's Bunny*. 19.35 **Série** : *Maigret*. L'homme de la famille. Avec René Varte, Jean-Marc Thibault, Marthe Villalonga. 20.00 **Jeu** : *Le jeu de la vérité*. 20.25 **La Bourse**. 20.30 **Présentation de la semaine**. 20.35 **La Bourse**. 20.40 **Présentation de la semaine**. 20.45 **La Bourse**. 20.50 **Présentation de la semaine**. 20.55 **La Bourse**. 21.00 **Présentation de la semaine**. 21.05 **La Bourse**. 21.10 **Présentation de la semaine**. 21.15 **La Bourse**. 21.20 **Présentation de la semaine**. 21.25 **La Bourse**. 21.30 **Présentation de la semaine**. 21.35 **La Bourse**. 21.40 **Présentation de la semaine**. 21.45 **La Bourse**. 21.50 **Présentation de la semaine**. 21.55 **La Bourse**. 22.00 **Présentation de la semaine**. 22.05 **La Bourse**. 22.10 **Présentation de la semaine**. 22.15 **La Bourse**. 22.20 **Présentation de la semaine**. 22.25 **La Bourse**. 22.30 **Présentation de la semaine**. 22.35 **La Bourse**. 22.40 **Présentation de la semaine**. 22.45 **La Bourse**. 22.50 **Présentation de la semaine**. 22.55 **La Bourse**. 23.00 **Présentation de la semaine**. 23.05 **La Bourse**. 23.10 **Présentation de la semaine**. 23.15 **La Bourse**. 23.20 **Présentation de la semaine**. 23.25 **La Bourse**. 23.30 **Présentation de la semaine**. 23.35 **La Bourse**. 23.40 **Présentation de la semaine**. 23.45 **La Bourse**. 23.50 **Présentation de la semaine**. 23.55 **La Bourse**. 0.00 **Présentation de la semaine**. 0.05 **La Bourse**. 0.10 **Présentation de la semaine**. 0.15 **La Bourse**. 0.20 **Présentation de la semaine**. 0.25 **La Bourse**. 0.30 **Présentation de la semaine**. 0.35 **La Bourse**. 0.40 **Présentation de la semaine**. 0.45 **La Bourse**. 0.50 **Présentation de la semaine**. 0.55 **La Bourse**. 1.00 **Présentation de la semaine**. 1.05 **La Bourse**. 1.10 **Présentation de la semaine**. 1.15 **La Bourse**. 1.20 **Présentation de la semaine**. 1.25 **La Bourse**. 1.30 **Présentation de la semaine**. 1.35 **La Bourse**. 1.40 **Présentation de la semaine**. 1.45 **La Bourse**. 1.50 **Présentation de la semaine**. 1.55 **La Bourse**. 2.00 **Présentation de la semaine**. 2.05 **La Bourse**. 2.10 **Présentation de la semaine**. 2.15 **La Bourse**. 2.20 **Présentation de la semaine**. 2.25 **La Bourse**. 2.30 **Présentation de la semaine**. 2.35 **La Bourse**. 2.40 **Présentation de la semaine**. 2.45 **La Bourse**. 2.50 **Présentation de la semaine**. 2.55 **La Bourse**. 3.00 **Présentation de la semaine**. 3.05 **La Bourse**. 3.10 **Présentation de la semaine**. 3.15 **La Bourse**. 3.20 **Présentation de la semaine**. 3.25 **La Bourse**. 3.30 **Présentation de la semaine**. 3.35 **La Bourse**. 3.40 **Présentation de la semaine**. 3.45 **La Bourse**. 3.50 **Présentation de la semaine**. 3.55 **La Bourse**. 4.00 **Présentation de la semaine**. 4.05 **La Bourse**. 4.10 **Présentation de la semaine**. 4.15 **La Bourse**. 4.20 **Présentation de la semaine**. 4.25 **La Bourse**. 4.30 **Présentation de la semaine**. 4.35 **La Bourse**. 4.40 **Présentation de la semaine**. 4.45 **La Bourse**. 4.50 **Présentation de la semaine**. 4.55 **La Bourse**. 5.00 **Présentation de la semaine**. 5.05 **La Bourse**. 5.10 **Présentation de la semaine**. 5.15 **La Bourse**. 5.20 **Présentation de la semaine**. 5.25 **La Bourse**. 5.30 **Présentation de la semaine**. 5.35 **La Bourse**. 5.40 **Présentation de la semaine**. 5.45 **La Bourse**. 5.50 **Présentation de la semaine**. 5.55 **La Bourse**. 6.00 **Présentation de la semaine**. 6.05 **La Bourse**. 6.10 **Présentation de la semaine**. 6.15 **La Bourse**. 6.20 **Présentation de la semaine**. 6.25 **La Bourse**. 6.30 **Présentation de la semaine**. 6.35 **La Bourse**. 6.40 **Présentation de la semaine**. 6.45 **La Bourse**. 6.50 **Présentation de la semaine**. 6.55 **La Bourse**. 7.00 **Présentation de la semaine**. 7.05 **La Bourse**. 7.10 **Présentation de la semaine**. 7.15 **La Bourse**. 7.20 **Présentation de la semaine**. 7.25 **La Bourse**. 7.30 **Présentation de la semaine**. 7.35 **La Bourse**. 7.40 **Présentation de la semaine**. 7.45 **La Bourse**. 7.50 **Présentation de la semaine**. 7.55 **La Bourse**. 8.00 **Présentation de la semaine**. 8.05 **La Bourse**. 8.10 **Présentation de la semaine**. 8.15 **La Bourse**. 8.20 **Présentation de la semaine**. 8.25 **La Bourse**. 8.30 **Présentation de la semaine**. 8.35 **La Bourse**. 8.40 **Présentation de la semaine**. 8.45 **La Bourse**. 8.50 **Présentation de la semaine**. 8.55 **La Bourse**. 9.00 **Présentation de la semaine**. 9.05 **La Bourse**. 9.10 **Présentation de la semaine**. 9.15 **La Bourse**. 9.20 **Présentation de la semaine**. 9.25 **La Bourse**. 9.30 **Présentation de la semaine**. 9.35 **La Bourse**. 9.40 **Présentation de la semaine**. 9.45 **La Bourse**. 9.50 **Présentation de la semaine**. 9.55 **La Bourse**. 10.00 **Présentation de la semaine**. 10.05 **La Bourse**. 10.10 **Présentation de la semaine**. 10.15 **La Bourse**. 10.20 **Présentation de la semaine**. 10.25 **La Bourse**. 10.30 **Présentation de la semaine**. 10.35 **La Bourse**. 10.40 **Présentation de la semaine**. 10.45 **La Bourse**. 10.50 **Présentation de la semaine**. 10.55 **La Bourse**. 11.00 **Présentation de la semaine**. 11.05 **La Bourse**. 11.10 **Présentation de la semaine**. 11.15 **La Bourse**. 11.20 **Présentation de la semaine**. 11.25 **La Bourse**. 11.30 **Présentation de la semaine**. 11.35 **La Bourse**. 11.40 **Présentation de la semaine**. 11.45 **La Bourse**. 11.50 **Présentation de la semaine**. 11.55 **La Bourse**. 12.00 **Présentation de la semaine**. 12.05 **La Bourse**. 12.10 **Présentation de la semaine**. 12.15 **La Bourse**. 12.20 **Présentation de la semaine**. 12.25 **La Bourse**. 12.30 **Présentation de la semaine**. 12.35 **La Bourse**. 12.40 **Présentation de la semaine**. 12.45 **La Bourse**. 12.50 **Présentation de la semaine**. 12.55 **La Bourse**. 13.00 **Présentation de la semaine**. 13.05 **La Bourse**. 13.10 **Présentation de la semaine**. 13.15 **La Bourse**. 13.20 **Présentation de la semaine**. 13.25 **La Bourse**. 13.30 **Présentation de la semaine**. 13.35 **La Bourse**. 13.40 **Présentation de la semaine**. 13.45 **La Bourse**. 13.50 **Présentation de la semaine**. 13.55 **La Bourse**. 14.00 **Présentation de la semaine**. 14.05 **La Bourse**. 14.10 **Présentation de la semaine**. 14.15 **La Bourse**. 14.20 **Présentation de la semaine**. 14.25 **La Bourse**. 14.30 **Présentation de la semaine**. 14.35 **La Bourse**. 14.40 **Présentation de la semaine**. 14.45 **La Bourse**. 14.50 **Présentation de la semaine**. 14.55 **La Bourse**. 15.00 **Présentation de la semaine**. 15.05 **La Bourse**. 15.10 **Présentation de la semaine**. 15.15 **La Bourse**. 15.20 **Présentation de la semaine**. 15.25 **La Bourse**. 15.30 **Présentation de la semaine**. 15.35 **La Bourse**. 15.40 **Présentation de la semaine**. 15.45 **La Bourse**. 15.50 **Présentation de la semaine**. 15.55 **La Bourse**. 16.00 **Présentation de la semaine**. 16.05 **La Bourse**. 16.10 **Présentation de la semaine**. 16.15 **La Bourse**. 16.20 **Présentation de la semaine**. 16.25 **La Bourse**. 16.30 **Présentation de la semaine**. 16.35 **La Bourse**. 16.40 **Présentation de la semaine**. 16.45 **La Bourse**. 16.50 **Présentation de la semaine**. 16.55 **La Bourse**. 17.00 **Présentation de la semaine**. 17.05 **La Bourse**. 17.10 **Présentation de la semaine**. 17.15 **La Bourse**. 17.20 **Présentation de la semaine**. 17.25 **La Bourse**. 17.30 **Présentation de la semaine**. 17.35 **La Bourse**. 17.40 **Présentation de la semaine**. 17.45 **La Bourse**. 17.50 **Présentation de la semaine**. 17.55 **La Bourse**. 18.00 **Présentation de la semaine**. 18.05 **La Bourse**. 18.10 **Présentation de la semaine**. 18.15 **La Bourse**. 18.20 **Présentation de la semaine**. 18.25 **La Bourse**. 18.30 **Présentation de la semaine**. 18.35 **La Bourse**. 18.40 **Présentation de la semaine**. 18.45 **La Bourse**. 18.50 **Présentation de la semaine**. 18.55 **La Bourse**. 19.00 **Présentation de la semaine**. 19.05 **La Bourse**. 19.10 **Présentation de la semaine**. 19.15 **La Bourse**. 19.20 **Présentation de la semaine**. 19.25 **La Bourse**. 19.30 **Présentation de la semaine**. 19.35 **La Bourse**. 19.40 **Présentation de la semaine**. 19.45 **La Bourse**. 19.50 **Présentation de la semaine**. 19.55 **La Bourse**. 20.00 **Présentation de la semaine**. 20.05 **La Bourse**. 20.10 **Présentation de la semaine**. 20.15 **La Bourse**. 20.20 **Présentation de la semaine**. 20.25 **La Bourse**. 20.30 **Présentation de la semaine**. 20.35 **La Bourse**. 20.40 **Présentation de la semaine**. 20.45 **La Bourse**. 20.50 **Présentation de la semaine**. 20.55 **La Bourse**. 21.00 **Présentation de la semaine**. 21.05 **La Bourse**. 21.10 **Présentation de la semaine**. 21.15 **La Bourse**. 21.20 **Présentation de la semaine**. 21.25 **La Bourse**. 21.30 **Présentation de la semaine**. 21.35 **La Bourse**. 21.40 **Présentation de la semaine**. 21.45 **La Bourse**. 21.50 **Présentation de la semaine**. 21.55 **La Bourse**. 22.00 **Présentation de la semaine**. 22.05 **La Bourse**. 22.10 **Présentation de la semaine**. 22.15 **La Bourse**. 22.20 **Présentation de la semaine**. 22.25 **La Bourse**. 22.30 **Présentation de la semaine**. 22.35 **La Bourse**. 22.40 **Présentation de la semaine**. 22.45 **La Bourse**. 22.50 **Présentation de la semaine**. 22.55 **La Bourse**. 23.00 **Présentation de la semaine**. 23.05 **La Bourse**. 23.10 **Présentation de la semaine**. 23.15 **La Bourse**. 23.20 **Présentation de la semaine**. 23.25 **La Bourse**. 23.30 **Présentation de la semaine**. 23.35 **La Bourse**. 23.40 **Présentation de la semaine**. 23.45 **La Bourse**. 23.50 **Présentation de la semaine**. 23.55 **La Bourse**. 0.00 **Présentation de la semaine**. 0.05 **La Bourse**. 0.10 **Présentation de la semaine**. 0.15 **La Bourse**. 0.20 **Présentation de la semaine**. 0.25 **La Bourse**. 0.30 **Présentation de la semaine**. 0.35 **La Bourse**. 0.40 **Présentation de la semaine**. 0.45 **La Bourse**. 0.50 **Présentation de la semaine**. 0.55 **La Bourse**. 1.00 **Présentation de la semaine**. 1.05 **La Bourse**. 1.10 **Présentation de la semaine**. 1.15 **La Bourse**. 1.20 **Présentation de la semaine**. 1.25 **La Bourse**. 1.30 **Présentation de la semaine**. 1.35 **La Bourse**. 1.40 **Présentation de la semaine**. 1.45 **La Bourse**. 1.50 **Présentation de la semaine**. 1.55 **La Bourse**. 2.00 **Présentation de la semaine**. 2.05 **La Bourse**. 2.10 **Présentation de la semaine**. 2.15 **La Bourse**. 2.20 **Présentation de la semaine**. 2.25 **La Bourse**. 2.30 **Présentation de la semaine**. 2.35 **La Bourse**. 2.40 **Présentation de la semaine**. 2.45 **La Bourse**. 2.50 **Présentation de la semaine**. 2.55 **La Bourse**. 3.00 **Présentation de la semaine**. 3.05 **La Bourse**. 3.10 **Présentation de la semaine**. 3.15 **La Bourse**. 3.20 **Présentation de la semaine**. 3.25 **La Bourse**. 3.30 **Présentation de la semaine**. 3.35 **La Bourse**. 3.40 **Présentation de la semaine**. 3.45 **La Bourse**. 3.50 **Présentation de la semaine**. 3.55 **La Bourse**. 4.00 **Présentation de la semaine**. 4.05 **La Bourse**. 4.10 **Présentation de la semaine**. 4.15 **La Bourse**. 4.20 **Présentation de la semaine**. 4.25 **La Bourse**. 4.30 **Présentation de la semaine**. 4.35 **La Bourse**. 4.40 **Présentation de la semaine**. 4.45 **La Bourse**. 4.50 **Présentation de la semaine**. 4.55 **La Bourse**. 5.00 **Présentation de la semaine**. 5.05 **La Bourse**. 5.10 **Présentation de la semaine**. 5.15 **La Bourse**. 5.20 **Présentation de la semaine**. 5.25 **La Bourse**. 5.30 **Présentation de la semaine**. 5.35 **La Bourse**. 5.40 **Présentation de la semaine**. 5.45 **La Bourse**. 5.50 **Présentation de la semaine**. 5.55 **La Bourse**. 6.00 **Présentation de la semaine**. 6.05 **La Bourse**. 6.10 **Présentation de la semaine**. 6.15 **La Bourse**. 6.20 **Présentation de la semaine**. 6.25 **La Bourse**. 6.30 **Présentation de la semaine**. 6.35 **La Bourse**. 6.40 **Présentation de la semaine**. 6.45 **La Bourse**. 6.50 **Présentation de la semaine**. 6.55 **La Bourse**. 7.00 **Présentation de la semaine**. 7.05 **La Bourse**. 7.10 **Présentation de la semaine**. 7.15 **La Bourse**. 7.20 **Présentation de la semaine**. 7.25 **La Bourse**. 7.30 **Présentation de la semaine**. 7.35 **La Bourse**. 7.40 **Présentation de la semaine**. 7.45 **La Bourse**. 7.50 **Présentation de la semaine**. 7.55 **La Bourse**. 8.00 **Présentation de la semaine**. 8.05 **La Bourse**. 8.10 **Présentation de la semaine**. 8.15 **La Bourse**. 8.20 **Présentation de la semaine**. 8.25 **La Bourse**. 8.30 **Présentation de la semaine**. 8.35 **La Bourse**. 8.40 **Présentation de la semaine**. 8.45 **La Bourse**. 8.50 **Présentation de la semaine**. 8.55 **La Bourse**. 9.00 **Présentation de la semaine**. 9.05 **La Bourse**. 9.10 **Présentation de la semaine**. 9.15 **La Bourse**. 9.20 **Présentation de la semaine**. 9.25 **La Bourse**. 9.30 **Présentation de la semaine**. 9.35 **La Bourse**. 9.40 **Présentation de la semaine**. 9.45 **La Bourse**. 9.50 **Présentation de la semaine**. 9.55 **La Bourse**. 10.00 **Présentation de la semaine**. 10.05 **La Bourse**. 10.10 **Présentation de la semaine**. 10.15 **La Bourse**. 10.20 **Présentation de la semaine**. 10.25 **La Bourse**. 10.30 **Présentation de la semaine**. 10.35 **La Bourse**. 10.40 **Présentation de la semaine**. 10.45 **La Bourse**. 10.50 **Présentation de la semaine**. 10.55 **La Bourse**. 11.00 **Présentation de la semaine**. 11.05 **La Bourse**. 11.10 **Présentation de la semaine**. 11.15 **La Bourse**. 11.20 **Présentation de la semaine**. 11.25 **La Bourse**. 11.30 **Présentation de la semaine**. 11.35 **La Bourse**. 11.40 **Présentation de la semaine**. 11.45 **La Bourse**. 11.50 **Présentation de la semaine**. 11.55 **La Bourse**. 12.00 **Présentation de la semaine**. 12.05 **La Bourse**. 12.10 **Présentation de la semaine**. 12.15 **La Bourse**. 12.20 **Présentation de la semaine**. 12.25 **La Bourse**. 12.30 **Présentation de la semaine**. 12.35 **La Bourse**. 12.40 **Présentation de la semaine**. 12.45 **La Bourse**. 12.50 **Présentation de la semaine**. 12.55 **La Bourse**. 13.00 **Présentation de la semaine**. 13.05 **La Bourse**. 13.10 **Présentation de la semaine**. 13.15 **La Bourse**. 13.20 **Présentation de la semaine**. 13.25 **La Bourse**. 13.30 **Présentation de la semaine**. 13.35 **La Bourse**. 13.40 **Présentation de la semaine**. 13.45 **La Bourse**. 13.50 **Présentation de la semaine**. 13.55 **La Bourse**. 14.00 **Présentation de la semaine**. 14.05 **La Bourse**. 14.10 **Présentation de la semaine**. 14.15 **La Bourse**. 14.20 **Présentation de la semaine**. 14.25 **La Bourse**. 14.30 **Présentation de la semaine**. 14.35 **La Bourse**. 14.40 **Présentation de la semaine**. 14.45 **La Bourse**. 14.50 **Présentation de la semaine**. 14.55 **La Bourse**. 15.00 **Présentation de la semaine**. 15.05 **La Bourse**. 15.10 **Présentation de la semaine**. 15.15 **La Bourse**. 15.20 **Présentation de la semaine**. 15.25 **La Bourse**. 15.30 **Présentation de la semaine**. 15.35 **La Bourse**. 15.40 **Présentation de la semaine**. 15.45 **La Bourse**. 15.50 **Présentation de la semaine**. 15.55 **La Bourse**. 16.00 **Présentation de la semaine**. 16.05 **La Bourse**. 16.10 **Présentation de la semaine**. 16.15 **La Bourse**. 16.20 **Présentation de la semaine**. 16.25 **La Bourse**. 16.30 **Présentation de la semaine**. 16.35 **La Bourse**. 16.40 **Présentation de la semaine**. 16.45 **La Bourse**. 16.50 **Présentation de la semaine**. 16.55 **La Bourse**. 17.00 **Présentation de la semaine**. 17.05 **La Bourse**. 17.10 **Présentation de la semaine**. 17.15 **La Bourse**. 17.20 **Présentation de la semaine**. 17.25 **La Bourse**. 17.30 **Présentation de la semaine**. 17.35 **La Bourse**. 17.40 **Présentation de la semaine**. 17.45 **La Bourse**. 17.50 **Présentation de la semaine**. 17.55 **La Bourse**. 18.00 **Présentation de la semaine**. 18.05 **La Bourse**. 18.10 **Présentation de la semaine**. 18.15 **La Bourse**. 18.20 **Présentation de la semaine**. 18.25 **La Bourse**. 18.30 **Présentation de la semaine**. 18.35 **La Bourse**. 18.40 **Présentation de la semaine**. 18.45 **La Bourse**. 18.50 **Présentation de la semaine**. 18.55 **La Bourse**. 19.00 **Présentation de la semaine**. 19.05 **La Bourse**. 19.10 **Présentation de la semaine**. 19.15 **La Bourse**. 19.20 **Présentation de la semaine**. 19.25 **La Bourse**. 19.30 **Présentation de la semaine**. 19.35 **La Bourse**. 19.40 **Présentation de la semaine**. 19.45 **La Bourse**. 19.50 **Présentation de la semaine**. 19.55 **La Bourse**. 20.00 **Présentation de la semaine**. 20.05 **La Bourse**. 20.10 **Présentation de la semaine**. 20.15 **La Bourse**. 20.20 **Présentation de la semaine**. 20.25 **La Bourse**. 20.30 **Présentation de la semaine**. 20.35 **La Bourse**. 20.40 **Présentation de la semaine**. 20.45 **La Bourse**. 20.50 **Présentation de la****

Religions

A l'assemblée de Lourdes

Les évêques français sont unanimes à défendre le catéchisme du mercredi

L'assemblée plénière des évêques devait prendre fin mardi matin 10 novembre à Lourdes, avec un discours de clôture du cardinal Decourtray, nouveau président de l'épiscopat. La veille, l'assemblée avait débattu du jour du catéchisme et de la solidarité des catholiques français avec le tiers-monde.

LOURDES
de notre envoyé spécial

Comparaison n'est pas raison : il n'y aura pas de « guerre du catéchisme » en France, analogue à celle de l'école privée qui, en 1984, avait fait descendre les évêques dans la rue. Le débat de Lourdes sur la nécessité d'un « temps réservé » dans la semaine scolaire, à l'enseignement religieux a cependant montré un épiscopat uni et résolu dans la défense de ce qu'il considère comme une liberté fondamentale.

Quelques chiffres lancés dans la discussion sont révélateurs : l'enfant du primaire passerait quelque neuf heures par semaine à l'école et à l'école et mille devant la télévision. Quant à la catéchèse du mercredi matin, elle ne représente pas plus de trente heures par an pour un élève de CM2. Or, déjà, ce temps d'enseignement religieux est menacé, selon les évêques, par l'extension de la semaine scolaire continue, qui supprime le congé du mercredi au profit du samedi. Selon des chiffres du secrétariat national de l'enseignement religieux, si moins de 2 % des établissements du primaire sont passés à la semaine continue, celle-ci serait déjà en pratique dans 36 % des collèges du public.

On sait que deux évêques ont engagé un recours administratif contre les autorités académiques de deux départements, le Cher et la Charente, qui, dans certains établissements, ont supprimé le congé du mercredi sans consulter les autorités religieuses, comme le prévoit une circulaire du ministère de l'éducation du 27 juin 1986. De façon usuelle, l'assemblée plénière de l'épiscopat leur a apporté son soutien sans réserve. Un pasteur est venu lui-même exprimer l'égale inquiétude sur ce point des Eglises protestantes. Depuis longtemps, les responsables de la communauté juive défendent aussi le principe du congé du mercredi.

45 % des enfants du primaire

La question est de savoir si l'enseignement religieux relève de la conscience privée ou doit être considéré comme un service public. L'épiscopat catholique penche invariablement pour la deuxième solution. Il n'ignore pas que le nombre des enfants catholiques, en diminution depuis plusieurs années déjà, s'amenuisera encore si l'enseignement religieux était reporté au samedi ou le soir après la classe. Faut-il être des « militants » ou des « héros », ont interrogé des évêques, pour envoyer aujourd'hui ses enfants au catéchisme ?

A ceux qui leur reprochent d'avoir une attitude défensive ou corporatiste, les évêques répondent qu'une éducation religieuse est encore suivie par 45 % des enfants scolarisés du primaire, et qu'il s'agit de l'exercice d'une liberté fondamentale. Archevêque de Bourges, Mgr Pierre Plateau, président de la Commission épiscopale de l'enseignement religieux, a fait monter la tension de l'assemblée en disant : « Nous refusons de nous laisser reléguer dans une semi-clandestinité, sous prétexte que les catholiques seraient devenus mino-

ritaires. Les minorités seraient-elles privées de droits civiques ? »

Lors de la dernière rentrée scolaire, le cardinal Lustiger avait déjà donné le signal de l'offensive et, après lui, plusieurs évêques ont répété à Lourdes que, à travers la défense d'un temps réservé à l'éveil religieux des enfants, ils entendent « protéger une certaine conception de l'homme, le patrimoine spirituel et la culture du pays ».

On s'étonnera cependant de voir que les évêques concentrent leur tir sur les seuls pouvoirs publics. L'un d'eux, à la même occasion, a comparé la situation de l'enseignement religieux en France à celle de la Yougoslavie. La responsabilité des parents, notamment, est passée sous silence, comme si l'épiscopat semblait désarmé face à une pression sociale et familiale qui pousse, d'une manière semblable à l'irréversible, à la semaine continue.

HENRI TINGO.

FAITS DIVERS

Le suicide méticuleux d'un couple à Caen Pour solde de toute vie

Marcelle et Raymond Ory avaient mis leur maison en vente au mois d'août. Ils s'étaient résignés, avaient expliqué à leurs voisins de Montmartin-sur-Mer (Manche), à aller vivre, à soixante-neuf et soixante-dix ans, en appartement. Ils habitaient près de Granville, dans une de leurs propriétés. Les voisins n'avaient pas été étonnés. Marcelle était atteinte de la maladie de Parkinson.

Instituteurs à la retraite, Marcelle et Raymond Ory s'étaient fait construire cette maison il y a quinze ans, à l'entrée du village. Ils n'avaient pas d'enfants, peu d'amis, et ne fréquentaient pas le club du troisième âge. Raymond avait planté des arbres dans le jardin. De temps en temps, il tirait en air avec un carabine pour faire peur aux oiseaux qui s'obstinaient à s'installer dans son verger.

Le nouveau propriétaire, avait-il été convenu, prendrait possession de la maison le 15 novembre. La semaine dernière, Raymond avait conduit la R-14 au garage : une vraie casse. « Comme d'habitude ? avait demandé le gars. Non, cette fois je suis pressé. J'ai un bon jeudi », avait répondu l'ancien instituteur.

Jean est arrivé le 5 novembre, Marcelle, qui avait fait la lessive la veille, a scandé le linge dans le jardin et rangé la maison. Puis l'heure est venue de poster les lettres : pour l'acheteur de la maison, la sœur de Raymond, les amis d'Avenches et le com-

mandant de Caen. Les instructions destinées au notaire sont restées sur la table, avec un peu d'argent pour payer les prochaines factures de téléphone et d'électricité. Après avoir fermé les portes, Marcelle et Raymond Ory sont partis avec la R-14. La voiture a pris la route de Caen, à une centaine de kilomètres du village.

Vendredi matin, après l'heure du courrier, les policiers de Caen se sont rendus, comme ils y étaient invités, sur le parking du centre hospitalier universitaire. Ils ont trouvé la R-14 rangée devant les bâtiments. Marcelle avait été dévotement la souffrance d'une balle dans la tête. Raymond était mort à ses côtés.

Ils tentaient à débrancher le moteur possible. Pour leur corps à la science, ils étaient venus mourir au pied de la médecine. On reconnaît, au CHU de Caen, qu'on aurait hérité devant le trajet à accomplir pour prendre possession de leur corps d'été. Ils étaient déçus de leur vie, dans la Manche.

Au nouveau propriétaire, Marcelle et Raymond ont indiqué l'endroit où il trouverait les clés de la maison. Ils lui ont précisé qu'il pouvait utiliser le linge sans crainte, la maladie de Marcelle n'ayant rien de contagieux. Dans leur lettre au notaire, M. et M^{me} Ory ont expliqué que, leurs héritiers collatéraux n'ayant besoin de rien, ils léguaient tous leurs biens à l'Institut Pasteur.

CORINE LESNES.

ÉCHECS



Onzième partie: ajournée Gaffe et contre-gaffe

Quelle que soit l'issue, la onzième partie, commencée le lundi 9 novembre, restera dans l'histoire du championnat du monde comme la partie des gaffes.

A tout seigneur, tout honneur : c'est le champion du monde qui commet la première erreur et se rend compte, à la fin de la partie, qu'il a joué une « gaffe » positionnelle. Karpov, qui n'est pas myope dans ce genre de position, vit immédiatement qu'après deux échecs (F5, T72) sa tour entrerait sur la sixième rangée. Une fois son roi recoté et son cavalier libéré de la garde du pion e4, l'affaire se présentait bien pour lui. Pour les grands maîtres Sosonko et Ljubojevic, les Noirs étaient dans une situation « critique », voire « misérable ».

Le « syndrome de la onzième partie » a-t-il alors frappé Karpov ? Dans son deuxième match contre Kasparov, il avait, toujours dans la onzième partie, gaffé et perdu. Bon cœur, s'il l'avait voulu offrir, lundi, un somptueux cadeau d'anniversaire à son rival, qui, il y a deux ans, jour pour jour, le samedi 9 novembre 1985, était sacré champion du monde à sa place ? Toujours est-il que, devenu soudain aveugle, il jouait l'impensable, l'horrible 35. Tq6. La contre-gaffe absolue qui lui coûtait sur-le-champ la qualité. Kasparov n'en revenait pas, gesticulant sur sa chaise, écarquillant les yeux,

hochant la tête mais jouant, bien sûr, l'évident : 35...Ca5.

Courageux, Karpov n'a pas abandonné. A l'ajournement décidé par Kasparov, sa position est maintenant jugée défensive, encore qu'il faille au champion du monde une solide technique pour gagner. La reprise de cette dramatique partie était prévue le mardi 10 novembre. Score avant la reprise : 5 partout.

B. de C.

Onzième partie

Noms : KARPPOV

Noms : KASPAROV

Défense Gruenfeld-Variante d'échange			
1. d4	Cf6	21. Td1 (13)	h5 (67)
2. e4	g6	22. Td2 (64)	Cd6 (69)
3. Cf3	h5	23. Cg3 (70)	Cd4 (70)
4. exd5	Cxd5	24. Cf1 (72)	Cd6 (70)
5. f4	Cc5	25. Tg2 (73)	Cd4 (65)
6. h4	Fg7	26. Cf3 (76)	Bd7 (122)
7. Fd3	Cf5	27. Cf1 (102)	Cd6 (122)
8. Cc2	Cd5	28. Cg3 (114)	Cd4 (125)
9. Ff3	Cd4	29. Bf1 (114)	Bd7 (125)
10. e4	Fg4	30. Fd4 (116)	Bd7 (125)
11. B	Cd5	31. Td2 (116)	Bd7 (125)
12. Fd7	Td7	32. Td2 (116)	Bd7 (125)
13. Fd4	Td7	33. Td2 (116)	Bd7 (125)
14. Rxd1	Dd6	34. Td6	Fd6
15. Rg1 (3)	Dd6 (3)	35. Td6 (124)	Cd5
16. Dd3 (11)	Dd6	36. Fd6	Cd5
17. Dxd4 (12)	Cd4	37. Fd7	Td7
18. Fd2	Cd4	38. Bd2	Td7
19. exd4	Cd5	39. Fd6 (127)	Td7 (141)
20. d5 (16)	Fd6 (16)	40. Fd5	Cd5
21. h4 (18)	Rd7 (18)	41. Cf1	Ajourné.
22. Td1 (40)	Fd6 (40)		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

Position à l'ajournement
BLANCS : Rg2, Fc5, Cf1, Pa2, d5, e4, g2, g5 et h4.
NOIRS : Rg7, Td7, Ca5, Pa7, b5, b5, g6 et h7.

Le Carnet du Monde

Décès

— Jan-Denis Bakker, son fils, Le docteur Marcelle Bakker, sa belle-fille, Marie-Claude, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Jan Albert BAKKER,

survécu le 4 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-septième année, à Arnhem (Pays-Bas).

— Antoine et Valérie BÉDIN, Marienne et Charles, ont la douleur d'annoncer le décès accidentel de leur fille et sœur

Justine,

rappelée à Dieu le 2 novembre 1987, à l'âge de six ans.

Une messe sera dite à son intention, le samedi 21 novembre, à 12 heures, en l'église Saint-Sulpice à Paris.

De la part des familles Bédin et Némollet :

273 Madison Road, Scarsdale, NY 10583, USA. 14, quai de la Mégalithie, 75001 Paris. 33, rue d'Amas, 75006 Paris.

— Le conseil d'administration de l'ALAS (Association des anciens du lycée Albert-Sarraut, de Hanot), ont la douleur de faire part du décès de leur président

BUI-XUAN-NHUAN, docteur en pharmacie, licencié en sciences, ancien professeur à l'École supérieure d'agronomie tropicale, ancien directeur de recherches à l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques,

à son domicile à Paris, le 8 novembre 1987.

Les obsèques auront lieu à Nice, dans la plus stricte intimité familiale. Une messe à son intention sera annoncée et célébrée ultérieurement.

L'ALAS, Lycée Albert-Sarraut.

— Lydia, Guy et Irène Stibon, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Yvonne DARRAS, veuve d'André Darras, ancien typographe au journal Le Monde.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Augustin.

Pièce Saint-Augustin, 75008 Paris.

— Dominique Johanne Franja, Björn Johanne Franja, Jacques et Marie-Laure Franja, Louis et Christiane Jouanno, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Georges FRANJU,

survécu le 5 novembre 1987.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue du Docteur Jacquemaître-Clementine, 75015 Paris. (Le Monde du 6 novembre.)

— Marianna Gajdos-Turk, son épouse, Madeleine et Jean-Louis Bonnet, Marc et Gabriela, Marianne, Christophe, Nicolas et Elizabeth, Florence et Claude-François Boitard, Mathilde, Julien, Philippe et Anne Gajdos, Benoit, Vincent, Thibault, Daniel, Ludovic, Hugues, ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

docteur Alfred GAJDOS,

survécu le 2 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Jouy-en-Josas, où il repose à côté de sa fille Catherine.

— M. et M^{me} Lucien Félix, M. et M^{me} François Grémont, M. et M^{me} Jacques Marie, M. et M^{me} Michel Grémont, M. et M^{me} Jean Alk et leurs enfants, font part du décès de

M. Bernard GRÉMONT,

ancien élève de l'École des Chartes.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité le 21 octobre 1987.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 14 novembre, à 19 heures, en la chapelle de l'abbaye Sainte-Marie de Paris, 3, rue de la Source, 75016 Paris.

Notre abonnée, bénéficiaire d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prie de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Jacqueline Ho Den et Jean-Marie Ho Den, son fils, Le docteur Marcelle Ho Den, sa belle-fille, Marie-Claude, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur HO DAC Quang,

survécu à Paris, le 6 novembre 1987. 182 bis, boulevard Pasteur, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Gilbert Mayer, son épouse, Le docteur et M^{me} Jean L'Hôte, M. et M^{me} Jean Mayer, Le docteur et M^{me} Henry Mayer, M. et M^{me} Jean-Marie Lagrot, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Rivière, sa sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-sixième année, de

M. Gilbert MAYER, recteur honoraire de l'Académie de Nancy, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur du Mérite de la République italienne, commandeur de la Couronne de chène du grand-duché de Luxembourg.

Cet avis tient lieu de faire-part. Le 7 novembre 1987.

Résidence Harmonie, 6, boulevard de Nogent, 92400 Courbevoie.

— M. et M^{me} François de Mourgues, Gilles de Mourgues, Isabelle et Françoise Bouillon, Serge, Angèle et Thierry, Huguette et Jacques Goulet de Rugy, Olivier, Camille et Nicolas, M. et M^{me} Odette de Mourgues, Anne et Bruno Machelart, Florence et Emile Chazotte, Marion et Jean-Philippe Tardieu, ont la douleur de faire part du décès de

docteur François de MOURGUES, professeur agrégé, stomatologiste des hôpitaux.

Selon sa volonté, les familles ont en lieu dans la plus stricte intimité familiale.

La Châtellaine, Châtillon-d'Azergues, 69380 Lissieu.

— M. et M^{me} Nguyen Van Dinh, née Tran Thi Huong, Pebble-Beach CA, M. et M^{me} Pham Quang Dan et leurs enfants, San-Francisco CA, Dr et M^{me} Van Tan Ich et leurs enfants, Pebble-Beach CA, Dr et M^{me} Nguyen Van Nghia et leur enfant, Chantonnay, France, Dr et M^{me} Tran Minh Man et leurs enfants, Atlanta GA, M. et M^{me} Roger Truong Van Nge et leur enfant, Nice, France, M. Nguyen Van Hien, Washington DC, M. Nguyen Van Binh, Saigon, Vietnam, M. et M^{me} Le Si Han et leurs enfants, Atlanta GA, M. Nguyen Van Chi, Washington DC, ont la douleur de faire part du décès de

M. NGUYEN VAN DINH, chevalier de l'Ordre national du Vietnam Bao Quoc Hien Chuong, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur civil de l'École des mines de Paris, ingénieur en chef des travaux publics du Vietnam, ancien directeur général de la direction générale des travaux publics du Vietnam, ancien secrétaire d'Etat aux transports, aux communications et aux travaux publics de la République du Vietnam (1963),

survécu dans sa quatre-vingt-troisième année, le 18 octobre 1987.

La cérémonie religieuse a eu lieu en la chapelle d'Ogishorpe à Atlanta, Georgia, et l'inhumation a eu lieu au cimetière El Cerrito à Pacific Grove, Californie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Hélène Signoret, M. et M^{me} Jean-Marie Magné et famille, M. et M^{me} Guy Mercier et leur fils, M. et M^{me} Jacques Vassero et leurs enfants, Tous les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté

M. et M^{me} Vassero VASSEROT, née Paulette Delaport-Clement, survenu à Nice, le 8 novembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-on ans.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 10 novembre 1987, à 8 h 45, au Temple protestant (21, bd Victor-Hugo).

Une cérémonie religieuse a eu lieu ce même jour à 16 heures, au Temple de Fontgallarde, commune de Molines-en-Queyras (05), où le corps a été transporté.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

« Le vent cessera et il se fit un grand calme », Marc IV, 39.

— Le 8 novembre 1987, s'est endormi dans la paix du Seigneur

Mgr Paul VIGNANCOUR, évêque de Valence (1957-1966), archevêque-coadjuteur de Bourges (1966-1969), archevêque de Bourges (1969-1984), archevêque émérite de Bourges (1984-1987), officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

appelé à Dieu dans la quatre-vingt-neuvième année de son âge, la cinquante-deuxième année de son sacerdoce, la trentième année de sa consécration épiscopale.

Monsieur Pierre Plateau, archevêque de Bourges, la famille épiscopale, Le chapitre de la primatiale, Le conseil des consultants et les prêtres du diocèse, Le bâtonnier Pierre Vignancour et Madame, son frère et sa belle-sœur, Les familles Apchira, Godemel, Vignancour, ses neveux et nièces, ses petits-neveux et petites-nièces, ses arrière-petits-neveux et petites-nièces, Et toute la famille,

invitent à la messe des obsèques, qui sera célébrée en la primatiale Saint-Etienne de Bourges, le vendredi 13 novembre, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité dans la crypte de la primatiale.

Ils recommandent à votre prière fidèle l'ancien pasteur du diocèse de Bourges.

Ni fleurs ni couronnes.

« Sicut unum » (« Qu'ils soient un »), Jean XVII, 21.

Archevêché de Bourges, 4, avenue du 96-de-Lège, 18002 Bourges Cedex. M. et M^{me} Vignancour et M^{me}, 45, cours Salbion, 63000 Clermont-Ferrand.

Remerciements

— M. et M^{me} Violette Henry, M. et M^{me} Françoise Boudi, M. et M^{me} Ivan Boudi, et leurs enfants, M. et M^{me} Gladys Smith, M. et M^{me} Jean Smith, La famille et ses amis, remercient de la sympathie témoignée lors du décès de

René BACCI.

— Eugène Enriquez, Ses enfants, petits-enfants, dans l'impossibilité de répondre personnellement aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçues lors du décès de

Micheline ENRIQUEZ,

et dont ils ont été profondément touchés, adressent leurs remerciements émus à tous ceux qui se sont associés à leur douleur.

31, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.

Anniversaires

— Anne JEANBRAU-GRAZIETTI,

Oran, déc. 1942 - Montpellier, nov. 1985.

« Dans l'achèvement d'une vie achevée... ».

Jeanbrau, Paris, Grazietti, Nice, Bordeaux.

— Le 11 novembre 1985 disparaissait :

Georges PETIT.

Son intelligence, sa bonté et son sens de l'humain restent dans les mémoires.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée à la mémoire de

M. Edouard MITAL,

disparu le 12 octobre 1987.

Cet office sera célébré le 13 novembre, jour de son quarante-sixième anniversaire, dans l'église des Saints-Anges-Gardiens, à Saint-Maurice (Val-de-Marne), à 11 heures.

De la part des familles Mital et Belay.

Communications diverses

— La fête du roi des Belges. — Le Te Deum sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides, le lundi 16 novembre, à 11 h 30, à l'occasion de la fête du roi des Belges.

EUROPE ECHES

MINITEL

CHAMPIONNAT DU MONDE EN DIRECT

TAPEZ 36-15 EE

EUROPE ECHES EN VENTE EN KIOSQUE CHAQUE 1^{er} DU MOIS

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

L'anxiété dans tous ses états

D'après une enquête nationale : les états anxieux sont plus fréquents que les dépressions

PLUS de quatre millions de diagnostics d'anxiété ont été posés en France en 1986, et les prescriptions de tranquillisants se chiffrent par dizaines de millions. Un citoyen sur dix en consomme, qui lui ont été prescrits la plupart du temps par un généraliste.

Ces diagnostics sont-ils exacts ? Répondent-ils aux critères, internationalement acceptés à présent, qui définissent un spectre de souffrances psychologiques allant de l'anxiété simple, invalidante, aux phobies, aux obsessions et aux grandes crises de panique et d'angoisse ? Ou n'y aurait-il pas une certaine déviation, dans cette orgie de tranquillisants, vers une médecine de bien-être, orientée vers la satisfaction des consommateurs plutôt que vers le soulagement de souffrances réelles ?

C'est pour en avoir le cœur net qu'a été lancée, sous l'égide de l'INSERM, une « enquête nationale sur l'anxiété » (ENNA), dont les tout premiers résultats ont été débattus à Bordeaux lors d'un symposium international qui réunissait des représentants de nombreux pays européens et des États-Unis.

Cent trente-neuf psychiatres français d'exercice libéral ont accepté de participer à cette enquête. Ils devaient y inclure les dix premiers nouveaux patients venus les consulter, pour quelque motif que ce soit, et pointer sur une liste de critères diagnostiques standardisés les symptômes observés.

L'étude des dossiers des 1 271 patients ainsi surveillés confirme la fréquence très grande des diverses manifestations de l'anxiété, qu'elles soient à l'état pur (chez 25 %) ou qu'elles accompagnent d'autres troubles psychologiques, notamment les dépressions névrotiques (21,5 %), réactionnelles (7,4 %), bipolaires ou psychoses maniaco-dépressives (2,2 %), ou la schizophrénie (3,1 %).

Parmi les névroses d'angoisse, les psychiatres ont relevé, une fois sur trois, la présence de troubles paniques et d'agoraphobie et, une fois sur quatre, une anxiété permanente généralisée. Dans un

névrose d'angoisse ou phobique (pour 27 %), d'hystérie (12 %) ou d'une névrose hypochondriaque (4,2 %), toutes accessibles à des moyens thérapeutiques qui sont très éloignés des divers médicaments ou soins minéraux administrés pour la « spasmophilie ».

Deux fois plus de femmes

Une enquête conduite dans le Vaucluse et présentée par le docteur Charles Pull indique la



tiers des cas également, des symptômes obsessionnels ou des troubles somatiques (cardiaques, digestifs, etc.) accompagnant ce syndrome.

Il n'est pas sans intérêt de noter que près d'un malade sur quatre (et plus de 26 % des femmes) avait été traité auparavant pour une « prédisposition à la spasmophilie ». Il s'agit, on le sait, d'un syndrome d'invention purement française qui repose sur des données que nul n'a jamais pu confirmer. Ces prétendus spasmophiles souffraient en réalité d'une dépression névrotique (pour 28 %), d'une

grande fréquence de troubles anxieux qui concernent 15,67 % du tout-venant de la population, chiffre recoupant les 15,09 % de l'enquête américaine et les 14 % de celle conduite en RFA.

Dans tous ces pays, ces troubles sont deux fois plus fréquents chez les femmes que chez les hommes ; ils ont débuté vers vingt-cinq à trente ans ; ils augmentent après quarante-cinq ans, et 62 % des sujets n'ont jamais bénéficié d'un traitement.

Certains troubles observés chez l'enfant, notamment les phobies scolaires et l'angoisse de sépara-

tion, que les psychiatres américains traitent avec des doses élevées d'imipramine — ce qui n'est pas sans inquiéter l'école française, — sont très souvent, sinon toujours, le prélude à des névroses d'angoisse ou à des attaques de panique survenant à l'âge adulte. Mais le fait que deux fois plus de garçons que de filles ont une phobie scolaire et (ou) une angoisse de séparation intrigue, dans la mesure où la névrose d'angoisse de l'âge adulte s'observe au

contraire deux fois plus souvent chez la femme que chez l'homme.

Est-ce parce que les femmes présenteraient, plus souvent que les hommes, des traits de caractères particuliers (en l'occurrence la dépendance et une personnalité obsessionnelle), dont le professeur Peter Tyrer (Grande-Bretagne) a démontré qu'ils constituaient un véritable terrain de vulnérabilité aux crises épisodiques d'anxiété ou de dépression ?

D'ESCOFFIER LAMBOTTE.
(Lire la suite page 22.)

LE COMBAT DES EPIC

LES EPIC seraient-ils une espèce en voie de disparition ? Ces établissements publics à caractère industriel et commercial semblent pour le moins avoir du plomb dans l'aile. Après le CESTA, chargé de la promotion des technologies avancées (Le Monde du 4 novembre), c'est maintenant au tour de l'IRCHA — Institut national de recherche chimique appliquée — à être promue à une prochaine privatisation. Ces deux organismes diffèrent par bien des points. D'abord par leur mission — celle du second étant de faire du pré-développement industriel pour le compte d'entreprises — mais aussi par leur « poids » respectif et par leur ministère de tutelle : recherche pour l'un, industrie pour l'autre. Mais les connaissances sont deux, l'inconfort d'un avenir incertain.

Certes, aucune menace de suppression ne semble peser sur l'IRCHA. Mais, en avril dernier, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, a clairement indiqué qu'il souhaitait « transformer le statut public en société anonyme » et qu'il jugeait « inflexible » la suppression de son financement public (36 % des quelque cent millions de francs du chiffre d'affaires de l'institut). Cette annonce s'est traduite, en septembre, par l'annonce de 99 licenciements, sur les 276 personnes que compte l'établissement. Le directeur général, M. Gérard Mavel, ne voit là qu'un « état de transition » vers une « restructuration » qui permettra à l'organisme, une fois privatisé, d'être « plus compétitif ». Le personnel, qui multiplie depuis plusieurs mois grèves et manifestations, s'insurge au

contraire contre ce « projet de liquidation ». « D'autant, souligne l'un de ses représentants, qu'aucune solution n'est actuellement proposée pour l'IRCHA. » Les négociations sont en effet actuellement en cours avec d'éventuels repreneurs, qui pourraient être « un groupe relevant du tertiaire », selon M. Mavel, ou plusieurs sociétés qui pourraient soit acquiescer l'ensemble des activités de l'organisme, soit se les partager, les uns reprenant la chimie, les autres l'environnement.

« L'IRCHA, isolé, n'a pas d'avenir sérieux », dit M. Mavel. Ce n'est pas l'avis du cabinet d'experts-comptables du comité d'entreprises de l'institut. Dans un rapport récent, la société Secaf-Alpha note en effet que « la préservation des missions de l'IRCHA suppose le maintien d'un financement public » et que « son statut d'EPIC, garant de son indépendance, constitue un étour supplémentaire pour l'obtention de certains financements publics et de contrats liés à la défense ».

Les personnels de l'établissement ont aussi trouvé le soutien d'un comité de scientifiques, mené par M. Hubert Coudane, président de l'université de Paris-Sud à Orsay, lequel se bat pour la « sauvegarde » de ce qu'il considère comme « la seule structure d'interface entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée ». Dans les problèmes de l'IRCHA, M. Coudane voit un nouveau signe du « bradage de la recherche publique française ». En ce temps de libéralisme, un tel combat est-il encore d'actualité ?

ELISABETH GORDON.

Hommes-outils de l'espace

La présence humaine nécessaire pour continuer la conquête de l'espace

EN 1980-1981, pour le Centre national d'études spatiales (CNES), tout l'avenir tenait dans un grand programme : réaliser avant la fin du siècle : Solaris. Il s'agissait de construire des laboratoires orbitaux et des vaisseaux automatiques pour les desservir. On envisageait un laboratoire en orbite équatoriale, pour tout ce qui touche à l'utilisation de l'espace (microgravité) à des fins physiologiques ou biologiques ; et un autre en orbite polaire, pour ce qui relève de l'observation de la Terre. Les vaisseaux de liaison devaient assurer l'approvisionnement des laboratoires, conçus pour rester quinze ans dans l'espace. En retour, ils rapporteraient au sol les résultats des expériences et les produits fabriqués en orbite.

L'homme n'était pas exclu de Solaris ; on envisageait, dans une phase ultérieure, l'envoi d'astronautes. Mais, dans un premier temps, sa présence n'était pas jugée indispensable ; et certains défenseurs du projet jugeaient même qu'il aurait été plus encombrant qu'utile. L'absence de pesantier permet, par exemple, l'isolement de molécules biologiques ou la création de nouveaux cristaux et alliages, et la présence d'un astronaute à bord, du seul

fait de ses mouvements, aurait créé des accélérations perturbatrices qui auraient fait perdre le bénéfice de l'apesantiment.

En 1982, on ne parle plus de Solaris. Peu après, l'accent est mis sur Hermès, projet dont les premières études remontent à 1976. Hermès est alors défini comme un avion spatial, qui pourra être lancé par les versions futures d'Ariane et reviendra se poser en vol plané. Certes, il peut voler sans équipage, mais Hermès est conçu pour être piloté par des astronautes.

On connaît la suite. Intégré en juillet 1983 au plan à moyen terme du CNES, le programme Hermès est présenté aux partenaires de la France dans l'Agence spatiale européenne, discuté, puis adopté comme projet européen en juin 1986. Des études sont financées. La décision de lancer ou non la construction devait être un des points chauds de la conférence de La Haye, les 9 et 10 novembre.

Il y a plusieurs raisons à ce « retour » de l'homme dans l'espace. La principale est que la plupart des spécialistes sont convaincus que la présence de l'homme en orbite sera tôt ou tard une nécessité. Mais, comme l'explique M. Yves Sillard, alors directeur général du CNES et

maintenant président de l'IFREMER, « avant qu'Ariane ait fait ses preuves, il aurait été ridicule de prétendre envoyer des hommes dans l'espace ».

« Ce qui nous a poussés à accélérer nos projets, ajoute-t-il, c'est que l'exploration ne peut pas s'automatiser. Solaris était destiné à la fabrication de matériaux, mais chaque station devait alors être spécialisée. Or les Américains et les Soviétiques allaient avoir des stations multi-missions, aux potentialités bien plus grandes. » Il fallait donc les suivre pour éviter un retard durable. D'autant plus que l'envoi des hommes dans l'espace est plus difficile à réaliser et que la recherche en sera d'autant plus stimulée. « Mon expérience à l'IFREMER me conduit aux mêmes conclusions », dit M. Sillard. On envoie des gens au fond des mers, on explore, on découvre. Ensuite, la robotique devient utile.

S'adapter aux situations

D'autres arguments ont joué. Le vol de Jean-Loup Chrétien à bord de Salout-7 a fait toucher du doigt combien l'homme peut s'adapter aux situations qu'il découvre. En sens inverse, on avait pris la mesure des difficultés de l'automatisation complète des processus complexes. Il faut rappeler les spectaculaires récupérations ou réparations de satellites faites en outre par les astronautes

des navettes américaines. Mais les très bons résultats des expériences d'isolement d'hormones par électrophorèse à bord des navettes ont sans doute pesé plus lourd pour la présence humaine, en montrant que les astronautes n'étaient pas gênés et en confirmant, d'autre part, l'intérêt des fabrications spatiales.

Or, si pour l'instant l'espace n'est utilisé que pour les télécommunications et l'observation de la Terre (qui se passent bien de la présence humaine), une troisième application viendra bientôt les compléter : la fabrication de produits en orbite, pour lequel il faudra des expérimentateurs, des metteurs au point, des réparateurs.

Tous les experts reconnaissent l'existence d'un marché pour ces produits, les discussions ne portent plus que sur l'importance de ce marché et la date à laquelle il s'ouvrira.

La question de l'utilité de l'homme dans l'espace paraît donc tranchée. Depuis 1961 et le vol de Gagarine, les Soviétiques n'ont jamais manifesté de doute à ce sujet. Les Américains sont aussi convaincus, et l'accident de Challenger, s'il a montré que ce n'était pas à l'astronaute de mettre en orbite les satellites — ni d'enseigner la science aux petits Américains, — n'a pas remis en cause la nécessité des vols habités. On saura après La Haye ce qu'en pensent vraiment les Européens.

MAURICE ARVONNY.

D'PIERRE DENIKER

de l'Académie de médecine

LA DÉPRESSION

Fin du tunnel

Aujourd'hui les dépressions sont rapidement curables.

Pourquoi ne le fait-on pas savoir davantage ?

Une personne sur cinq est menacée aujourd'hui.

Or, les spécialistes ont progressivement tout découvert : la nature, les origines et, surtout, le traitement de ces dérèglements. Aussitôt reconnus, ils relèvent d'une médication simple, efficace et sûre.

Pour la première fois, sans doute, un grand spécialiste, titulaire du service universitaire de Sainte-Anne, qui a participé aux recherches et soigné des milliers de patients de toutes origines raconte l'histoire de ces progrès étonnants et méconnus.

Plon

La dioxine innocentée

Dix ans après, aucun effet durable, aucun cancer induit, aucune malformation congénitale, n'a été relevé chez les victimes de la catastrophe de Seveso.

DIX JUILLET 1976, Seveso : l'émission dans l'atmosphère d'un nuage contenant environ 300 grammes de dioxine sème l'effroi parmi les populations, qui sont immédiatement évacuées ; les secours s'organisent pour parer aux effets dévastateurs de ce que certains ont appelé « la plus grande catastrophe écologique depuis Hiroshima ».

1983... 1986... 1987 : la découverte de fûts errants, contenant ce poison, les incendies de transformateurs à pyralène, substance isolante qui sous l'effet de hautes températures peut contenir de la dioxine, viennent régulièrement susciter les mêmes peurs et déclencher les mêmes plans d'évacuation et de secours, la télévision nous montrant à chaque fois les images inquiétantes des dépôts de déchets.

Des constatations rassurantes

Doit-on alors penser qu'après ces dix années les informations, fort peu nombreuses, disponibles à l'époque sur la toxicité de la dioxine pour certains animaux — qui étaient effectivement de nature à nourrir les plus vives appréhensions pour la santé de l'homme, — soient encore d'actualité ? Non, et heureusement non ! Il faut d'abord savoir que les agences de santé du monde entier, les organismes publics et privés, les médecins et les chercheurs ont investi plus de 1 milliard de dollars et lancé des programmes d'investigation cliniques et de recherches fondamentales, dont les résultats font poindre l'espoir de voir enfin se dissiper cette légende angoissante. Je dis heureusement non, car il apparaît, de plus en plus, que l'homme est moins sensible que d'autres espèces animales aux effets de la dioxine, cette moindre sensibilité ayant tout récemment trouvé un début d'explication au niveau moléculaire.

Dans un article publié en février 1986 dans la revue *Scientific American* (et résumé dans *Pour la science* en avril 1986), le professeur Fred Tschirley dresse le bilan du suivi médical des populations exposées à la dioxine lors d'accidents industriels ou après dispersion d'herbicides contaminés en Suède et au Vietnam. D'autres résultats concernant des prisonniers volontaires

ayant reçu sur la peau des doses contrôlées de dioxine. Dans tous les cas on a observé des effets à court terme (dont la chloracné) mais, sauf rares exceptions, réversibles. La mortalité observée n'est pas différente de la mortalité naturelle de la population générale. Aucun effet durable, aucun taux anormal de cancer, aucune malformation congénitale ou défaut chromosomique n'a pu être relevé, alors que le recul du temps était de dix ans pour les victimes de Seveso (37 000 personnes) et



ses effets sur la santé humaine par le docteur Renato Kimbrough (2), du centre de contrôle des maladies d'Atlanta, conduit à l'absence d'effets chroniques significatifs. Un appel fondamental à ces constatations rassurantes vient d'être apporté, au niveau moléculaire, par les travaux d'une équipe américano-canadienne dirigée par le professeur Allan Okey (Toronto), et qui ont été publiés dans le numéro daté du 15 septembre 1987 de la revue *Cancer Research*. On sait, depuis 1976, que la toxicité de la dioxine et d'autres composés halogénés comme ceux contenus dans le pyralène est contrôlée par un récepteur particulier sur lequel ils viennent, selon un mécanisme identique à celui d'une hormone, se fixer pour former un complexe stable et déclencher une suite d'événements biochimiques et toxicologiques. Or le récepteur humain vient d'être isolé, à partir du placenta, et caractérisé comme une protéine dont la capacité de fixation de la dioxine est nettement plus faible que celle des récepteurs d'animaux particulièrement sensibles à cette substance. Cette découverte, longtemps attendue, est certainement

de nature à stimuler les travaux qui aboutiront à élucider les derniers mystères qui entourent encore cette substance considérée jusqu'à présent, mais très probablement à tort, comme un poison terrifiant.

Dr PIERRE LESCA,
(Laboratoire de pharmacologie
et de toxicologie fondamentale,
Toulouse.)

(1) H.P. Shu et al. *Regulator Toxicol. and Pharmacol.*
(2) R. Kimbrough. *Ann. Rev. of Pharmacol. and Toxicol.*

BLOCAGES DE L'ANTIPSYCHIATRIE

ÉVÉNEMENT sans précédent dans le paysage psychiatrique français : un groupe de quatre cents médecins psychiatres des hôpitaux publics vient de lancer un appel pour tenter de sauver un établissement privé : la clinique de La Borde, située à Cour-Cheverny (Loir-et-Cher). Le Syndicat des psychiatres des hôpitaux et le Syndicat national des psychiatres privés viennent par ailleurs de s'adresser « solennellement » aux organismes de tutelle pour leur demander de trouver rapidement une solution aux difficultés de gestion que rencontre cette clinique.

Haut lieu de la psychiatrie française, établissement de renommée internationale, la clinique de La Borde — animée notamment par le docteur Jean Oury et par le psychanalyste Félix Guattari — voit aujourd'hui son existence compromise. Ces difficultés trouvent leur origine dans un prix de journée (inférieur à 400 F) incompatible avec le mode de fonctionnement de cet établissement.

Une situation d'autant plus regrettable et d'autant plus injuste que cet établissement a notablement aidé à l'évolution de la prise en charge des malades mentaux grâce à son important travail de recherche sur une forme de pratique psy-

chiatrice dite « psychiatrie institutionnelle ».

Évoqué publiquement à y a plusieurs mois (le *Monde* du 1^{er} avril), après des années de tractations aussi répétitives que stériles avec les organismes de tutelle, le dossier apparaît aujourd'hui totalement bloqué. Statut d'établissement expérimental ou de recherche ? Rélevement dérogatoire de son prix de journée ? Aucune des mesures simples qui permettraient à l'équipe de La Borde de continuer son action et son œuvre ne semble intéresser le secrétariat d'État à la sécurité sociale. Pourtant, le ministre de la santé assure aujourd'hui tout mettre en œuvre pour trouver une solution. Si celle-ci n'était pas rapidement adoptée, il est clair que cette institution phare se transformerait à court terme en un établissement de gardiennage pour malades mentaux, comme il en existe tant.

JEAN-YVES MAUL.

(Les personnes intéressées par l'évolution des idées et des pratiques en psychiatrie liront avec le plus grand intérêt le remarquable document de synthèse intitulé *La Nouvelle Psychiatrie* édité par le Centre de la recherche et de l'expérimentation du ministère des affaires sociales et distribué par la Documentation Française.)

L'anxiété dans tous ses états

(Suite de la page 21.)

Mais tous les « dépendants » et tous les « obsessionnels » ne font pas nécessairement une névrose d'angoisse, laquelle débute neuf fois sur dix par une véritable crise de panique. Pour le docteur J.-P. Boulenger (voir encadré), c'est la crainte de la répétition de ces crises, particulièrement angoissantes, qui constitue le lit des névroses d'angoisse, de l'agoraphobie, si invalidante, en particulier. Ces crises sont fréquentes parmi les consultants de généralistes (certains-ci les signalent chez 39 % de leurs patients) ou de psychiatres (42 %). Toutes ne deviennent pas chroniques ; l'âge d'apparition des premières crises se situe entre quinze et vingt ans, et les deux tiers de ces sujets sont des femmes.

LA CRISE DE PANIQUE

- Symptômes subjectifs : sensation de catastrophe imminente ; peur de mourir ou de perdre la raison ; sentiment de perte de contrôle, de malaise ; peur d'avoir une syncope, une crise cardiaque ; sentiment d'irréalité du monde extérieur ; dépersonnalisation.
- Symptômes somatiques : palpitations, tachycardie ; difficultés respiratoires ; sueurs, bouffées de chaleur ; tremblements ; vertiges ; fourmillements, paresthésie ; hypersensibilité au bruit et à la lumière.

L'agoraphobie (ou crainte des lieux publics), qui, à l'extrême, conduit à la claustration totale du sujet, est liée dans plus de 90 % des cas à la peur de voir se répéter ces manifestations signifiées qui font craindre une mort imminente. Il existe vraisemblablement un terrain génétique pour l'apparition de cette pathologie, mais le rôle des événements éprouvants (ou stress) de l'existence comme cofacteur déclenchant paraît certain.

Des progrès thérapeutiques

Bien que la compréhension des mécanismes psychopathologiques et biologiques qui sous-tendent les crises de panique et les grandes névroses d'angoisse reste très fragmentaire, des progrès théra-

peutiques ont été accomplis lorsqu'on a pu démontrer qu'elles obéissent à l'administration d'antidépresseurs spécifiques (tricycliques ou IMAO) à doses modérées.

Par ailleurs, les techniques de psychothérapie dites « cognitives » ou « comportementales » ont, elles aussi, des succès souvent remarquables. Il s'agit d'aider, chez le malade, des mécanismes d'attente anxiante, en lui faisant prendre conscience de l'innocuité de ses peurs insaisissables dont il ne peut définir l'objet. Des peurs qui surviennent la plupart du temps en fin d'après-midi, lorsque la température corporelle est la plus élevée, alors que les dépressifs ont un cycle biologique inverse : c'est en effet à l'aube, lorsque leur température est la plus basse, qu'ils connaissent l'acmé de leur dépression, laquelle s'atténue en fin de journée, lorsque la détresse des anxieux est, elle, à son comble.

Ces études sur les rythmes biologiques (docteur P. Lemoine, Lyon) apportent donc un outil diagnostique dans l'immédiat, une arme thérapeutique (la privation de sommeil des dépressifs durant la deuxième partie de la nuit est efficace) et, surtout, un thème important de recherches et de réflexion sur les liens entre la physiologie du sommeil, le cycle des hormones et les troubles de l'humeur ou de la sérénité.

Aux Pays-Bas, ce sont des mélanges particuliers que l'on fait inhaler aux anxieux, car ils sont sensibles au gaz carbonique, qui déclenche chez eux des crises signifiées, alors que l'oxygène et une ventilation pulmonaire accrue les soulagent.

Et surtout, partout dans le monde, les thérapeutes recourent aux fameux tranquillisants, dont il existe une famille déjà très nombreuse, laquelle s'enrichit depuis peu de nouvelles molécules, plus spécifiques, semble-t-il, que les benzodiazépines classiques et qui, surtout, sont dénuées d'action sédatrice, de synergie avec l'alcool et n'altèrent pas la vigilance.

En somme, des anxiolytiques (qui dissolvent l'anxiété) paraissent donc avoir des effets secondaires et qui ne devraient enlever aux anxieux ni leur créativité ni leur vigilance... Un pas en avant de plus pour la prise en charge des malades liés à l'anxiété et dont tous les psychiatres conviennent qu'elles sont plus fréquentes encore que les dépressions, alors qu'elles n'avaient, jusqu'à présent, rencontré ni le même intérêt ni la même attention.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

Demain

UN TÉMOIN AU TÉLÉPHONE

La facturation détaillée du téléphone est ressentie comme un besoin par de nombreux abonnés. Mais elle n'est pas partout disponible et ne renseigne qu'avec retard sur la consommation. Deux ingénieurs de l'École de physique et chimie de Paris, MM. Eric Canal et Dominique Trauv, ont conçu, avec l'aide du laboratoire de cette école, un compteur-enregistreur, le Témoin. L'appareil permet de faire apparaître sur l'écran d'un minitel des informations sur les 125 dernières communications telles que la date et l'heure de l'appel, le numéro appelé, le nombre d'unités qui seront facturées. Il est commercialisé 1 800 francs (TTC) par la société Inventel.

• Inventel, 10, rue de Bellevue, 92150 Sevrans.

OBSERVATIONS ASTRONOMIQUES A DISTANCE

Les astronomes de l'ESO peuvent, depuis peu, effectuer des observations astronomiques à distance, au moyen de liaisons informatiques transmettant pas satellite (1). L'ESO vient en effet de se doter d'un système de commande de télescope à distance, permettant à un observateur installé au siège de l'ESO, à Garching (RFA), d'observer les cieux sur l'un des télescopes de l'ESO, à La Silla, au Chili, à 22 000 kilomètres de là. L'astronome a ainsi la possibilité, depuis la salle de contrôle de Garching, de manœuvrer le télescope de La Silla et de se faire transmettre les images des objets célestes observés, images qui ont été préalablement numérisées. Il faut moins de quatre minutes pour transférer l'image directe d'un astre. De plus, des liaisons vocales et vidéo sont prévues entre Garching et l'observatoire de nuit au Chili, présent pour pallier d'éventuelles difficultés techniques.

(1) ESO : Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral.

LE MONDE diplomatique

Novembre 1987

SPÉCULATION

La débâcle de l'économie financière

En France, comme aux États-Unis, le contraste entre les médiocres performances de l'économie et l'envolée des activités financières a provoqué une grave crise. Le Monde diplomatique poursuit son analyse des effets pervers d'un système boursier qui assèche l'investissement productif. Il décrit également les pratiques délictueuses, les techniques des raiders et les dangers qu'elles représentent pour la santé des entreprises.

CULTURE ET POLITIQUE

Les impasses de la culture néolibérale

La logique économique du néolibéralisme tend à se constituer en modèle socioculturel. Claude Julien dénonce les perversions d'un tel système qui, sous couvert de liberté, renforce l'autoritarisme et les mécanismes d'exclusion, sans pour autant multiplier le marché des affaires.

Egalement au sommaire

● ÉTRANGER : Turquie : Les chances de la démocratie à la veille des élections anticipées. — Burkina-Faso : Après Thomas Sankara ? — Sri-Lanka : L'armée indienne face aux Tamouls. — Amérique centrale : Une analyse de la dynamique de paix.

UNIVERSITÉ

La crise larvée

Un an après les mouvements étudiants, les problèmes de fond de l'Université restent entiers : centralisme bureaucratique, pauvreté des moyens financiers, absence d'objectifs clairs, malaise des enseignants. Autant de maux auxquels les politiques n'ont su porter remède. Le Monde diplomatique propose une réflexion lucide sur une institution ébranlée.

NATIONS UNIES

Les organisations internationales sur la sellette

Les remous médiatiques autour de la succession de M. M'Bow ne font que dissimuler les causes d'un malaise plus profond des organisations internationales. Au-delà des difficultés financières, le véritable enjeu réside dans le débat Nord-Sud et dans la remise en cause de la coopération multilatérale.

● DÉFENSE : Les Deux Grands décideront-ils de la défense européenne ? Par Paul-Marie de La Gorce.
● LITTÉRATURE : Une nouvelle méthode du grand écrivain turc Yöğür Kemal, « Sur la route ».

En vente chez votre marchand de journaux

مكتبة الشارقة

SCIENCES

Parchemins par monts et par vaux

Aux archives nationales, l'histoire de la cartographie. Trois siècles d'espace français.

L'OCCASION de la réunion à Paris du douzième Congrès international d'histoire de la cartographie, les Archives nationales présentent l'exposition « Espace français ». Trois cents documents anciens y racontent l'évolution, sur plus de trois siècles, de la représentation des champs, des villes, des chemins, des fleuves et des provinces de notre pays.

Certes, l'Antiquité n'ignorait pas l'art de dresser des plans et des cartes. Mais le haut Moyen Âge l'oublia. La nécessité de retrouver cet art est venue des querelles entre propriétaires : les documents les plus anciens de l'exposition laissent peu de doutes à ce sujet. Les plans, dressés pour soutenir les revendications d'une des parties, montrent, selon les besoins, les diverses constructions, les cours d'eau, les chemins, les jardins, les prés et les champs qui étaient l'objet de litiges. Les représentations du seizième siècle sont naïves et amusantes, celles du dix-huitième siècle nettement plus précises.

Tous ces plans sont les ancêtres du cadastre. Mais il a fallu attendre Napoléon pour que soit promulguée la loi du 15 septembre 1807 créant les bases du cadastre moderne.

Outre la propriété — base des impositions — les cartes sont indispensables à la gestion d'un Etat. Ce qui suppose, obligatoirement, l'établissement d'une carte de base levée selon des méthodes scientifiques. L'Académie des sciences s'en préoccupa dès 1666 en faisant essayer les méthodes de triangulation les plus modernes de l'époque.

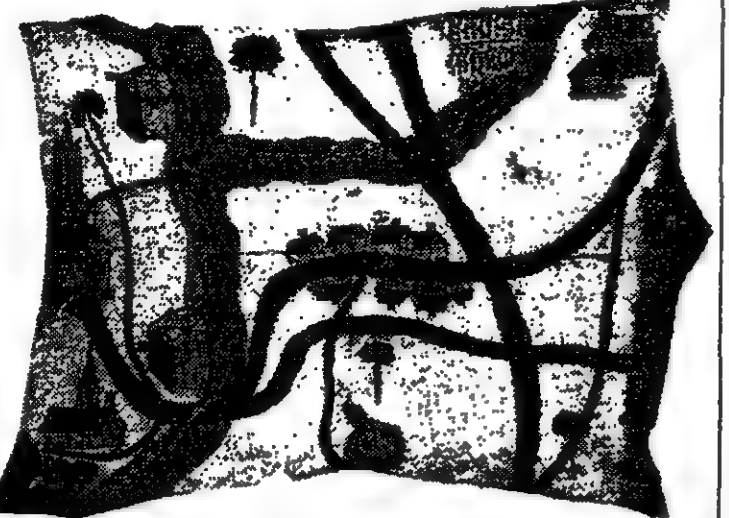
La première carte de France digne de ce nom est due aux travaux des trois Cassini, qui, de père en fils, dirigèrent les mesures et les calculs aboutissant à la réalisation des 173 feuilles au 1/86 400 (soit une ligne pour 100 toises) ancêtres de la carte du dix-neuvième siècle au 1/80 000.

Les militaires ont été de tout temps grands utilisateurs de cartes : d'où les atlas de fortifications confectionnés dès Henri IV, les plans-reliefs, les cartes des sièges et batailles célèbres.

La représentation des routes, des fleuves, des ponts, de l'urbanisme est arrivée assez tardivement. Mais elle a été l'occasion de dessins et de gravures d'une extraordinaire beauté. Parmi ces chefs-d'œuvre, une mention toute particulière revient aux « concours » rédigés au dix-huitième

(dite d'état-major) et de l'actuelle au 1/25 000.

Avant même la parution de l'œuvre remarquable de la dynastie Cassini, étaient apparues, pourtant, des cartes administratives où figuraient les généralités, les diocèses, les fermes ou les



Les plans fiscaux, ancêtres du cadastre, servent à assécher l'impôt : plan des dîmes de Champenay (Seine-et-Marne) au quinzième siècle.

siècle par les élèves de l'Ecole des ponts et chaussées. Villes, ports, châteaux, parcs, collines, lacs, paysages utopiques et même trompe-l'œil témoignent tous de l'extraordinaire virtuosité graphique et du sens artistique des candidats de cette époque.

Toute l'exposition est un enchantement pour l'œil. Tantôt la naïveté amuse, tantôt la beauté éblouit. On en vient presque à regretter la précision scientifique, la sécheresse objective et la perfection froide des cartes actuelles.

YVONNE REBEYROL.

* Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris 4. Tous les jours, sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 4 janvier.

SECTEURS DE POINTE

Un prototype texan

Près de Houston, un centre expérimental nourri par les universités.

HOUSTON
de notre envoyée spéciale

PARCOURIR cette route cheminant au cœur de la forêt, non loin de Houston, en plein Texas, à rouler longuement sans apercevoir la moindre construction, on ne s'attend pas à tomber soudain sur une aile dénommée Research Forest. Il est vrai que quelques centaines de mètres plus loin apparaît un centre de recherche ultramoderne, le Houston Area Research Center (HARC). Mais si ce dernier surprend d'abord par son environnement et par son architecture de briques et de verrières, il apparaît plus original encore lorsque l'on consulte ses objectifs : faire de la recherche appliquée en utilisant non seulement ses moyens propres mais aussi — et surtout — servir de centre fédérateur pour quatre grandes universités de la région.

Véritable rêve à l'américaine, la création de l'HARC doit tout à un milliardaire texan, M. George Mitchell. Fils d'un immigrant grec, ce dernier a connu les débuts difficiles de ceux qui ont dû travailler à la plume pour payer leurs études. Si son diplôme d'ingénieur de géologie en poche, il est engagé par une firme texane, mais très vite — et avec peu de fonds — il réalise d'astucieux investissements dans le pétrole et le gaz. Fort des succès qu'il remporte dans l'exploration souterraine, il s'intéresse alors au sol et à l'air, dans les années 50, des milliers d'hectares de terrain marécageux à une quarantaine de kilomètres de Houston, dont personne ne voulait. Exploitant au mieux la géologie et la configuration du terrain, il bâtit une ville de « troisième génération ». Les 20 000 habitants et les 300 entreprises des Woodlands disposent d'une superficie supérieure à celle de Manhattan et bénéficient, entre autres avantages, de trois golfes implantés pour le plaisir du jeu mais conçus aussi pour servir de réservoir en cas de trop violentes pluies.

Après le sous-sol et le sol, M. Mitchell décide d'investir dans les océans. Et ce fut la fondation de l'HARC, créé sur le papier en 1982 et mis en service il y a trois ans. A sa nouvelle coqueluche, le pétrolier texan a donné d'emblée une quarantaine d'hectares de terrain et 10 mil-

lions de dollars. Surtout, il a négocié avec les quatre principales universités de l'Etat : Rice, celles de Houston et d'Austin, et celle d'agriculture et de mécanique du Texas. L'HARC, établissement à but non lucratif, dispose donc d'équipes de chercheurs (une centaine de personnes) et d'un budget propre (10 millions de dollars par an, dont une partie fournie par M. Mitchell). Mais il peut à tout moment, lorsqu'il se lance dans un projet, y associer des professeurs et des chercheurs des universités partenaires et profiter du matériel dont ces derniers sont dotés. En contrepartie, le centre des Woodlands met à la disposition de ses associés son superordinateur japonais et son carnet d'adresses d'industriels.

Beaucoup à gagner

Grâce à cet accord de coopération, le Texas dispose, aujourd'hui, d'une force de frappe scientifique suffisamment crédible pour pouvoir se poser en concurrent ou en associé des plus grands centres de recherche américains. Ainsi le « consortium » a-t-il pu participer sans complexe au concours lancé pour la réalisation des aimants de l'anneau de collision géant (super-conducting super-collider) que les Américains projettent de construire. Avec un certain succès, puisque, si la technique proposée par l'HARC n'a finalement pas été retenue, il semble acquis que le centre texan sera associé à la poursuite du programme. Les chercheurs de l'HARC et leurs collègues universitaires ont d'autres ambitions. Ils se sont ainsi lancés dans la géologie, l'espace — le centre spatial de Houston n'est pas loin — les lasers, les matériaux et ils s'intéressent même à l'impact de la science sur la société.

Réussiront-ils à tout mener de front ? L'HARC, note un observateur, a engagé un pari : celui de réussir à faire collaborer des universités assez réputées pour être jalouses de leur indépendance. L'édifice tiendra tant que chacun y trouvera son compte et, même s'il y a déjà quelques frottements, les chercheurs universitaires ont pour l'instant beaucoup à gagner des relations de M. Mitchell, parmi les

quelles figure le président Reagan. « Il y a un an, lors de ma première visite ici, l'HARC ne me semblait pas très sérieux, note un universitaire français. Aujourd'hui, je me souviens plus sur sa réussite. »

M. Arthur Porter, le président du centre de recherche, est lui aussi très optimiste. Il compte sur une croissance rapide de l'établissement, dont le budget pourrait atteindre 200 millions de dollars dans dix ans. Et il verrait aussi d'un très bon œil la création d'un — ou de plusieurs — autres HARC hors des Etats-Unis, qui seraient autant de maillons d'un futur réseau international.

La recherche de partenaires européens susceptibles d'être intéressés par ce projet et les prises de contact ont été confiées à M. Luc Tissot, ex-président de la société horlogère suisse qui porte son nom et créateur, dans son pays, d'une fondation pour la promotion de l'économie. Soucieux d'établir « un réseau d'amis de l'HARC », ce dernier a organisé, en septembre dernier, un colloque à Neuchâtel, où il a invité non seulement des scientifiques et des industriels, mais aussi des personnalités politiques européennes. M. René Monory était présent, en tant que ministre de l'éducation nationale, mais peut-être aussi en tant que promoteur du Futuroscope de Poitiers, qui, à certains égards, « peut être considéré comme le pendant français de l'HARC », souligne M. Tissot. « Certes, le Futuroscope ne fait pas de recherche. Mais les objectifs qui lui ont été fixés, le souci de ses responsables d'intégrer les activités de production, de formation et de loisirs, font de lui un établissement original. »

Est-ce à dire que la future version européenne de l'HARC pourrait être implantée en France, et éventuellement associée au Futuroscope ? « Nous n'en avons pas encore discuté avec les pouvoirs publics français, précise M. Tissot. Tout dépendra des secteurs qui seront définis comme prioritaires pour cet établissement : s'il s'agit de l'espace par exemple, la France sera bien placée. Cela dépendra aussi de l'accueil que réserveront à ce projet les institutions européennes. » Bien des questions demeurent donc en suspens, mais rien ne presse. « L'HARC est encore jeune et il connaît des problèmes de croissance. Pour ne pas le surcharger, il faut veiller à concilier sa capacité d'absorption de nouveaux projets et sa volonté d'expansion internationale. »

E. G.

Point de vue

La déroute de la recherche civile

par FRANÇOIS KOURILSKY (*)

Le redressement de la recherche scientifique civile française a été programmé depuis 1982 par deux lois successives. L'ambitieuse loi d'orientation et de programmation de 1982 s'est terminée en 1985 sur des résultats positifs mais incomplets. Une loi votée en décembre de la même année, le « Plan triennal 1986-1988 », a corrigé certains objectifs et fixé des orientations : priorité à la recherche industrielle et fondamentale, programmation de l'emploi scientifique, évaluation. Le budget de 1988 boucle la dernière année de cette période triennale. Les objectifs ont-ils été atteints ?

Il ne le semble pas car, paradoxalement, ce plan destiné à préserver l'équilibre de la croissance des différentes composantes de la recherche fait la part belle aux activités militaires de recherche, aux grands programmes, et laisse les autres secteurs dans une relative stagnation. Il a d'ailleurs été constaté que, dès avril 1986, la recherche supportait 54 % d'annulations des autorisations de programme faites dans les budgets de l'Etat. Une nouvelle entité budgétaire (EBRD), englobant la forte hausse des crédits militaires, masquait cette année-là la déroute du budget civil de recherche. Sa croissance (4 %) était inversée (-4 %) et les priorités remises en question.

Quelle est la nouvelle stratégie du gouvernement ? La cohérence entre des objectifs non précisés et des moyens demandés au Parlement est-elle respectée ?

La relance de la recherche industrielle française est la plus urgente des priorités. Face à ses concurrents, la France est la lanterne rouge pour l'exécution et le

financement des recherches effectuées par ses entreprises. Elle a les capacités de se placer mieux. La recherche industrielle française, historiquement polarisée autour de grands programmes stratégiques tels l'électronique, l'électronique, l'électronique, l'espace... se limite trop à quelques secteurs d'activités ou branches industrielles. Les activités de recherche doivent rayonner dans l'ensemble du tissu des entreprises, notamment dans certains secteurs comme l'agro-alimentaire, le textile, la mécanique, la sidérurgie, etc., pour y favoriser l'innovation technologique et y accroître la compétitivité. L'incitation de l'Etat est ici déterminante.

Que nous indique le budget 1988 de la recherche ? Une incitation fiscale accrue, le crédit d'impôt recherche élargi et amélioré. Mais aussi des crédits directs aux entreprises à un niveau inférieur à celui de 1985 (en dehors des grands programmes). La différence est nette par rapport à d'autres pays libéraux comme les Etats-Unis et la RFA. Le Fonds de la recherche et de la technologie, amputé en 1986, ne retrouve toujours pas en 1988 (930 millions de francs) son niveau de 1985 (1 170 millions de francs). Le financement d'actions importantes (Eureka, SIDA, formation...) laisse peu de moyens à certains programmes nationaux de recherches technologiques industrielles dans l'agro-alimentaire, les biotechnologies, les matériaux... qui recevront en 1988 à peine la moitié du financement prévu pour 1986. D'autres sources de financement direct de la recherche

industrielle sont en décroissance depuis 1985. C'est le cas de l'ANVAR (910 millions de francs en 1985, 826 millions de francs en 1986) et de l'APME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie) (330 millions de francs en 1985, 180 millions de francs en 1986).

Paradoxalement, malgré les avertissements des experts français et étrangers, la part du budget consacrée aux grands programmes de développement technologique (PDT) continue à croître inéluctablement. A l'exception du programme électronique en stagnation prévisible, les programmes concernant l'espace (+ 8,8 %) (en l'attente de dépenses nouvelles concernant la navette Hermès et la station Columbus), l'aéronautique (+ 8,1 %), les télécommunications (+ 20 %), ont une croissance inébranlable.

De ce fait, la concentration traditionnelle des crédits sur certains secteurs de recherche industrielle, loin de se corriger, s'est accentuée au cours du plan triennal. Comment maintenant soutenir la diffusion de l'effort des entreprises dans les secteurs économiques sensibles ?

Le maintien de l'effort pour la recherche fondamentale, réservoir de connaissances, de savoir-faire, de formation et de culture, fait l'unanimité des industriels, des scientifiques et des hommes politiques. La recherche fondamentale est pratiquée essentiellement en France dans les universités et cer-

tains organismes de recherche comme le CNRS, l'INSERM ou l'INRA, qui souffrent à des degrés divers d'une insuffisance globale de crédits d'équipement et de fonctionnement par rapport à la masse salariale. De 1985 à 1988, l'accroissement de leur budget ne couvre pas l'inflation et marque une perte du pouvoir d'achat des laboratoires. Ainsi, de 1985 à 1988, le budget de l'INRA (dotations ordinaires + autorisations de programmes) passe de 2 084 millions de francs à 2 187 millions de francs, celui du CNRS de 8 254 millions de francs à 8 956 millions de francs, celui de l'INSERM de 1 487 millions de francs à 1 608 millions de francs. Pour la première fois dans l'histoire de la recherche française d'après-guerre, les effectifs des organismes de recherche ont été réduits en 1987 et en 1988. Malgré ces réductions, une croissance relative des postes de chercheurs a maintenu en 1987 un recrutement qui s'affaiblissait en 1988. La réduction nette des effectifs d'ingénieurs et de techniciens pose problème. Cette période triennale aura été funeste pour l'emploi scientifique.

Comment se porte la recherche scientifique française en cette période d'incertitude sur les orientations et de stagnation des budgets ? Nous manquons en France d'indicateurs précis. La loi stipule qu'un rapport annuel d'évaluation du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie doit être fourni au Parlement. Le sera-t-il en 1987 ? La politique scientifique française mérite la clarté. Sa transparence doit être retrouvée à travers une définition précise des objectifs et des moyens, vérifiable dans un budget limité.

(*) Directeur de recherche à l'INSERM, ancien vice-président du CSRT (1983-1987), ancien président de la commission recherche du Plan.

Le Monde

sur minitel

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

au MONDE et aux publications périodiques

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

CONCOURS LE MONDE DU VIN

COMMANDEZ VOS NUMÉROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N° 1 4,50 F ad. 17 oct.	N° 2 6,00 F ad. 18 oct.	N° 3 4,50 F ad. 20 oct.	N° 4 4,50 F ad. 21 oct.	N° 5 4,50 F ad. 22 oct.	N° 6 4,50 F ad. 23 oct.
N° 7 4,50 F ad. 24 oct.	N° 8 6,00 F ad. 25 oct.	N° 9 4,50 F ad. 27 oct.	N° 10 4,50 F ad. 28 oct.	N° 11 4,50 F ad. 29 oct.	N° 12 4,50 F ad. 30 oct.
N° 13 4,50 F ad. 31 oct.	N° 14 6,00 F ad. 1 nov.	N° 15 4,50 F ad. 3 nov.	N° 16 4,50 F ad. 4 nov.	N° 17 4,50 F ad. 5 nov.	N° 18 4,50 F ad. 6 nov.
N° 19 4,50 F ad. 7 nov.	N° 20 4,50 F ad. 8 nov.	N° 21 4,50 F ad. 9 nov.			

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

S'unir, c'est gagner

PROJETS "HAUTE FREQUENCE" SUR LA COTE D'AZUR

A Sophia Antipolis, le Département des Techniques Acoustiques Spécialisées de THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, leader mondial dans sa spécialité, conçoit et développe des dispositifs de traitement du signal en temps réel, composants clés des systèmes de Contre Mesures RADAR et TELECOMMUNICATIONS. Ces dispositifs font appel aux techniques analogiques, acoustiques et numériques les plus rapides.

Pour répondre à la forte croissance de la demande et relever le défi des années 90 (introduction de l'optique intégrée par exemple), nous recherchons des :

INGENIEURS ELECTRONICIENS SPECIALISES HAUTE FREQUENCE

Vous prendrez en charge la responsabilité des projets nouveaux, de l'étude à la réalisation finale, dans nos lignes de produits :

- transformateur de Fourier temps réel
- systèmes de compression d'impulsions
- oscillateurs.

Vous êtes ingénieur de formation (ESE, ENST...) et justifiez d'une première expérience en électronique analogique et/ou numérique rapide et en traitement du signal : saisissez l'opportunité de franchir une étape importante dans votre carrière.

Votre goût pour le management, votre capacité à innover, à faire évoluer votre environnement, votre connaissance de l'anglais nous permettront de réaliser vos ambitions.

Si vous aimez relever des défis dans un contexte de sévère concurrence internationale, adressez sans tarder votre candidature à Antoine GARCIA, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, Chemin des Travaux, BP 53, 06801 CAGNES SUR MER en précisant la référence T187/SH-F.

THOMSON-CSF

INVAS CONTACT

Chef de projet informatique

BANLIEUE SUD

Notre société spécialisée dans la vente et la réalisation de systèmes et de services automatisés livrés clés en mains offre les moyens et l'envergure d'un grand groupe et la flexibilité d'une organisation en petits centres de profit.

A la tête d'une équipe de 5 informaticiens, ce chef de projet prendra en charge l'aspect informatique (systèmes et applications) d'un gros projet pour l'un de nos clients. Sa responsabilité sera complète depuis l'analyse des besoins de l'utilisateur jusqu'à la réception effective du système.

Nos systèmes fonctionnent sur VAX sous VMS et différents logiciels DATAVIEW, RMS... (langage fortran).

Déjà chef de projet ou jeune informaticien à fort potentiel, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur et possédez une bonne pratique du temps réel.

De courts voyages sont à prévoir au Moyen-Orient, la pratique de l'anglais est donc nécessaire. La diversité des techniques de pointe présentes dans notre société vous garantit des perspectives d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. C/109/87/M à notre Conseil CRITERE - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.



Critère



LE CARBONE - LORRAINE

Groupe industriel français à vocation internationale : 1,4 milliards de F de CA, 39 établissements industriels dont 8 en France, 75% du CA réalisé à l'étranger recherche pour son DEPARTEMENT APPLICATIONS ELECTRIQUES (Gennevilliers)

RESPONSABLE PRODUIT VARIATEUR DE FREQUENCE INGENIEUR ELECTRICIEN OU GENERALISTE

- Le candidat possède une réelle expérience de la vente.
 - Après une période de formation à nos produits, il animera le développement des ventes d'une gamme performante de variateurs de fréquence en France et à l'étranger.
- La fonction intègre les aspects marketing, budgets, résultats, animation des vendeurs, relations avec la fabrication et le développement aussi bien que la vente directe et la négociation de marchés avec des partenaires industriels ou des revendeurs.
- Déplacements fréquents en France et à l'étranger.
 - Anglais indispensable.

Notre appartenance au groupe PECHINEY vous ouvre de larges perspectives de carrière. Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous réf. LCL 13 à PECHINEY Direction des Cadres, Service Recrutement : 23, Rue Balzac - 75008 PARIS.

PECHINEY



CONSEIL

Pharmacologue

Notre Centre de Recherche de Romainville (93) où travaillent plus de 1000 personnes, regroupe les principales disciplines de Recherche et Développement dans les axes Santé humaine et agrovétérinaire.

Au sein des Recherches Pharmaceutiques et en liaison directe avec le Directeur, vous encadrerez une équipe de chercheurs spécialisés en neurobiologie. Pharmacien ou Médecin, vous êtes spécialiste du Système Nerveux Central ; vous possédez une expérience en recherche industrielle d'environ 10 ans qui vous a amené à diriger une unité importante de pharmacologie.

Vous participerez à l'élaboration de la stratégie de recherche avec l'ensemble des chercheurs concernés par le domaine, en particulier les chimistes et les cliniciens.

Vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.) sous réf. 116/M à Claudine MAUSHART, Direction de l'Encadrement et de la Formation - 35, bd. des Invalides 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF



REGIONS PARIS - VALENCE - NORD - LYON

RESPONSABLES DE CENTRES DE PROFIT

A 30-40 ans environ, vous avez une formation Ingénieur Grande Ecole et une solide expérience dans les domaines des carrières, travaux publics et béton.

Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser votre savoir-faire en gestion technique et commerciale ainsi qu'en marketing industriel.

Grand groupe industriel français également implanté aux Etats-Unis, nous vous proposons un challenge à la mesure de vos ambitions : prendre à court terme la responsabilité d'un ou de plusieurs centres de profit.

A la fois gestionnaire, homme de développement et manager de tempérament, vous prendrez en charge les aspects gestion, commercial, technique et personnel.

Pour mener à bien votre mission, vos qualités de contact, votre dynamisme, votre goût d'entreprendre alliés à votre professionnalisme seront des atouts indispensables.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo récente), sous la réf. 9057/LM, à :

COMMUNIQUE 71, AV. VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, OLM TRANSMETTRA

LA CFAO

c'est notre domaine

Nous avons conçu et vendons dans le monde entier le système haut de gamme **LA CFAO**.

Nous recherchons pour notre agence de GARCHES (92).

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

25-30 ans environ, Ingénieur de formation, vous possédez une première expérience de la vente de produits mécaniques ou informatiques. Vous serez responsable de la prospection et de la vente du système CAO CAMX sur une importante région Nord et Ouest de la France.

Adressez votre dossier de candidature (lettre + CV) à :

FERRANTI Infographics

FERRANTI INFORMATIQUE, Z.A. La Bastide Blanche, Bat B, 13127 VITROLLES.

CAMX la solution intégrée CAO-FAO



L'informatique chez FIAT AUTO FRANCE c'est un environnement gros système IBM : deux 4381 ; un parc espace disque : 32 GIGA en ligne 3390 ; plus de 100 terminaux locaux, un matériel téléterminal et serveur vidéo. L'informatique chez FIAT, c'est aussi la qualité des relations humaines au sein de petites équipes très compétentes.

Analyste confirmé

Après un diplôme de l'enseignement supérieur (MAGE, DUT...) vous avez acquis une première expérience de développement d'application dans un environnement : MV/SP, COBOL/ANS, CICS, VSAM.

Vous êtes donc prêt à prendre en charge des projets de développement et de maintenance de nos différentes applications depuis l'analyse des besoins spécifiques avec les utilisateurs jusqu'à la mise en production.

La maîtrise des aspects méthodologiques (MERISE...), vos aptitudes à l'encadrement ainsi qu'un sens développé des relations utilisateurs vous permettront d'évoluer vers un poste de Chef de Projet à plus grandes responsabilités dans un environnement stimulant.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + CV, à notre Conseil, ARI Sélection, 16 rue de la Reine, 75002 PARIS.

FIAT



هكذا من الأول

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 11 novembre 1987 25

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieurs en organisation de production



Nous avons l'esprit, pour imaginer, concevoir, innover,
l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

Au sein d'une équipe intervenant dans tous les domaines d'activité de nos usines, vous serez chargé de missions pour optimiser et développer l'utilisation des concepts et techniques de JUST IN TIME, QUALITE TOTALE et GMP.

Nous souhaitons intégrer :

- Des jeunes ingénieurs généralistes : AM, ECL, ENI, INSA...
- Motivés par la vie en usine et les contacts humains.
- Ayant une bonne connaissance de l'anglais.

Ces postes peuvent déboucher sur des postes à responsabilité après une expérience concluante dans la fonction organisation. Une formation complémentaire est assurée.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo (réussite), sous réf. LIA/PO à :
3M FRANCE, Service Recrutement, Avenue Bouli, 92550 BEAUCHAMPEL.

3M

GESTIONNAIRE

M A T E R I E L

Notre parc installé est de 1 200 PC, notre budget annuel micro-informatique de 25 MF.

Nous vous proposons de gérer :

- nos achats ;
- notre parc installé.

De formation Ingénieur et/ou Ecole de Gestion, vous connaissez les produits micro-informatiques (PC, imprimantes, modems...) dont vous gérez les stocks et les approvisionnements.

Vous 30-35 ans vous donnez la maturité nécessaire aux négociations commerciales.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prêt, en précisant la réf. DESAM, à : STIME, Service du Personnel BP 71, bd Gallieni - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

INTERMARCHÉ
Les Mousquetaires de la Distribution

CONSULTANTS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous développons notre activité de conseil en réseaux de télécommunications (voix, données, images) auprès des grands utilisateurs.

Nous recherchons des ingénieurs consultants pour leur confier la responsabilité de missions dans les domaines suivants :

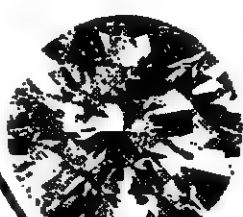
- Études stratégiques (marché, produits),
- Schémas directeurs,
- Conseil pour la mise en œuvre de projets.

Vous possédez de solides connaissances techniques, un sens aigu de la synthèse et de la communication et vous avez acquis une première expérience au sein d'un grand groupe ou d'un cabinet de conseil.

Rejoignez-nous pour valoriser ces atouts dans le cadre d'une activité de conseil à haut niveau.

SESA - Direction
des Ressources
Humaines
30, Quai de Dion
Bouzon 92806
Puteaux Cedex
Réf. : 58 LM

SESA



Le parfait simple.

SESA : Une entreprise en pleine expansion : plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1986, 1600 personnes, une implantation nationale et internationale.

Une entreprise leader dans le conseil et la réalisation de grands systèmes informatiques et de télécommunications.

LES NOUVEAUX ESPACES

Participez avec nous à la conquête de l'espace.

La réalisation d'un important programme de développement de systèmes propulsifs bi-liquides destinés à des applications militaires nous conduit à rechercher pour notre Centre de VILLAROCHE

INGENIEURS ETUDE - DEVELOPPEMENT

Vous avez une formation Grande Ecole (SUP'AERO, ENSTA ou équivalent...) et une expérience de cinq ans minimum acquise si possible dans le secteur aéronautique et spatial. Vous confierez la responsabilité de la conception et du développement d'équipements intégrés dans les systèmes propulsifs (moteurs ou organes).

La taille de notre entreprise et du Groupe peut permettre une évolution de carrière motivante.

Postes à pourvoir à Melun-Villaroche (45km Sud de Paris).

Vous voudrez bien adresser, lettre, CV et prétentions sous réf. NS7 à SNECMA, Département Encadrement, 2, bld Victor, 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE
SNECMA

LA PRODUCTIQUE : UNE VOCATION ET UNE REALITE

CHEFS DE PROJETS LOGICIEL

Regroupés des marques connues en France et à l'étranger pour leur technicité (ACMA, Mécanique de CASTRES, SEIV, SERI, SOFERMO, etc...), nous sommes aujourd'hui une entreprise autonome de 1800 personnes dotée d'une véritable synergie. A partir des équipements complexes que nous concevons et fabriquons (robots, XAO, machines spéciales, installations automatisées...), nous sommes en mesure de proposer à nos clients des solutions globales et des services adaptés à leurs besoins.

Afin de renforcer notre potentiel technique, nous recherchons des chefs de projets en informatique industrielle.

A la tête de petites équipes, ils seront responsables de projets de pilotage d'ateliers flexibles et de centres de production automatisés.

Vous êtes Ingénieur Logiciel temps réel : Centrale, Supélec, ou équivalent, ayant déjà réalisé des applications industrielles et conduit des projets, de préférence en société de service.

Nous vous offrons de participer à des projets motivants en bénéficiant d'une réelle autonomie.

La connaissance des matériels et logiciels VAX et du langage Pascal est souhaitée.

Les postes sont basés à FOUSTEY de Paris.

Merci d'adresser lettre, CV et rémunération actuelle sous réf. M 10 11 à :

RENAULT
Automation

Renault Automation - Direction du Personnel
Centre Parly 2 - BP 70 - 78152 LE CHESNAY Cedex

UN PRO D'UNIX, en région lyonnaise

Une grande affaire d'ingénierie informatique, dont les activités s'exercent principalement dans les milieux de la gestion, a axé son développement sur les techniques micros et accélère sa croissance en s'engageant résolument sur la voie du multiposte. Elle vous propose une mission claire et stratégique : concevoir, mettre en place et faire grandir son environnement sous UNIX.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis, en 2 à 3 ans, une solide pratique du langage C, d'UNIX et de ses outils associés et souhaitez, sans quitter la technique, changer de dimension.

Notre consultant, Mlle A. DANIEL, vous remercie de lui écrire (réf. 5089 LM) à "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

BASF Peintures + Encres

Notre Société : 1200 personnes, 5 sites de fabrication et de commercialisation en France, filiale d'un des premiers groupes chimiques mondiaux... prépare son expansion en s'attaquant à de nouveaux domaines d'activité et recherche :

CHEF DE LABORATOIRE

Dans le cadre de notre extension, vous créerez et développerez une équipe de laboratoire Mastics d'étanchéité et Revêtements pour Métaux.

Ingénieur chimiste, vous avez acquis une expérience dans l'un ou l'autre de ces domaines. Anglais indispensable.

réf. CL 1/87

CHEF DU LABORATOIRE D'ANALYSES

Dans le cadre du regroupement de nos laboratoires d'analyses, vous organiserez votre équipe et suivrez la mise au point de nouvelles méthodes d'analyses et de traitement des différentes demandes. Vous serez en liaison avec les autres laboratoires de notre société et du groupe en Europe. Anglais indispensable.

réf. CL 2/87

De formation universitaire ou Ingénieur, vous êtes un spécialiste des méthodes d'Analyse.

INGENIEURS CHIMISTES

Vous serez rattachés au laboratoire Développement/Assistance clientèle et pourrez donc évoluer dans l'une ou l'autre de ces filières en fonction de vos capacités et motivations.

Ingénieur chimiste, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans la formulation de colorants, peintures ou équivalent et êtes à même de prendre rapidement la responsabilité d'un petit groupe de chimistes.

L'Anglais est indispensable. L'Allemand souhaitable.

réf. IEE 4/87

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Johannes BIEHLER

BASF Peintures + Encres S.A. - Service du Personnel
BP 26 - 60602 Clermont de l'Oise Cedex

BASF

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio Télévision, le Monde des Affaires... la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne, un C.A. consolidé d'un milliard de F et des bénéfices démontrent la réussite du redressement du journal. Dans ce contexte de développement, nous avons repensé l'ensemble de nos systèmes de gestion et opérationnels. Pour remplacer le titulaire actuel appelé à d'autres fonctions, notre Direction Financière cherche un

Ingénieur-contrôleur de gestion motivé par la construction de systèmes

Rattaché à notre Directeur Financier, vous prendrez à terme la responsabilité générale d'aider les opérationnels à maîtriser leur gestion. Etablissement et animation du processus budgétaire, suivi des réalisations, mise en place du système de gestion de l'imprimerie, élaboration du tableau de bord de synthèse et du rapport mensuel de résultats, appréciation de la rentabilité des investissements... autant de missions à mener sans exclusion des études ponctuelles et l'évolution du système de gestion. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs possédant si possible une expérience industrielle dont au moins 3 à 5 ans en contrôle de gestion. Nous exigeons autant technicité en contrôle industriel, hauteur de vue, esprit de synthèse que sens de la pédagogie, capacité de réalisation et ténacité d'opérateur.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée 75008 PARIS, sous la réf. 354/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEURS GENERALISTES

environ 5 ans
d'expérience

REJOIGNEZ SGN SUR LES TERRES NEUVES DE LA TECHNOLOGIE

Nous sommes parmi les premières sociétés françaises d'ingénierie avec 1 500 collaborateurs (dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs) et un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs.

Nous mettons en œuvre des technologies nouvelles dans de nombreux secteurs industriels : aéronautique, verre, nucléaire, transports, agro-alimentaire.

Nous sommes intéressés par votre expérience acquise en ingénierie ou en production dans les domaines :

- génie chimique (procédés),
- génie mécanique (assemblage, maintenance, conception de systèmes),
- automatismes (systèmes de production continue et discontinue),
- informatique industrielle (conduite de procédés).

En fonction de vos compétences, il vous sera confié des responsabilités dans l'élaboration de procédés ou dans la conduite des projets (de la conception au suivi de réalisation).

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo et prétentions) à :

Hélène MONTANIER - Direction de la Gestion des Ressources Humaines

1, rue des Hérons - Montigny-Le Bretonneux - 78182 St-Quentin-en-Yvelines.



LA MAÎTRISE DE L'INGÉNIEURIE

Un ingénieur pour vendre nos panneaux à plasma

Appartenant à une société de premier plan dans le domaine des composants électroniques, nous fabriquons et commercialisons des panneaux de visualisation plats (dits à plasma) où nous sommes N° 1 en Europe pour les applications professionnelles.

L'essor rapide des panneaux à plasma, en France et à l'étranger, nous conduit à accentuer stratégiquement cette famille de produits qui s'adressent aux grands équipementiers militaires et civils. Vous serez responsable du Marketing et de la vente de ces produits (de l'évaluation du cahier des charges à la négociation finale).

Jeune ingénieur, vous connaissez à travers une première expérience (2 à 3 ans) le contexte de production de produits « high-tech ». Votre goût et vos talents relationnels vous font rechercher maintenant une fonction autonome où le contact est essentiel.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. A.124.87 M à notre Conseil CRITÈRE - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.



LE CARBONE - LORRAINE

Groupe Industriel français à vocation internationale, 1,4 milliards de F de CA, 39 établissements industriels dont 8 en France, 75 % du CA réalisé à l'étranger recherche pour son DÉPARTEMENT APPLICATIONS ÉLECTRIQUES (Gennevilliers)

INGENIEUR TECHNIQUE - COMMERCIAL

Le candidat susceptible de nous intéresser, INGENIEUR GENERALISTE ou ELECTRICIEN, possède une expérience d'environ 3 à 5 ans dans le développement et/ou l'industrialisation des produits de grandes séries pour l'électroménager, l'équipement automobile ou l'outillage portatif.

Après une période de formation à nos métiers et à nos méthodes de gestion, il se verra confier des responsabilités dans le marketing, la vente et la gestion en France et à l'étranger.

Anglais indispensable.

Notre appartenance au groupe PECHINEY vous ouvre de larges perspectives de carrière. Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous réf. LCI 12 à PECHINEY Direction des Cadres, Service Recrutement : 23, Rue Boizac - 75008 PARIS.



Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons au cours de plus de vingt ans acquis une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en maintenant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs « Bac + 2 » ou possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion « diplômés des obligations militaires » libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé - photo, sous réf. M 1011, à l'Agence Carré Turenne, 128, rue de Turenne 75005 Paris, qui transmettra.

chef de produit promoteur de produit

Avec des ressources impressionnantes : 2 000 personnes qui travaillent ensemble dans la recherche et le développement, la technologie des applications, la vente et le service, HAGGUND DENISON, filiale du Groupe ASEA est une nouvelle source puissante dans l'INDUSTRIE HYDRAULIQUE. Nous avons le matériel et le savoir-faire pour satisfaire les besoins les plus exigeants des marchés d'aujourd'hui. Pour l'avenir, nous avons l'ambition et le potentiel pour trouver les meilleures solutions.

CHEF DE PRODUIT EUROPE

A 30 ans environ, ingénieur de formation, vous avez, si possible, un diplôme d'Ecole de Commerce et une connaissance des produits hydrauliques. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais. L'allemand serait un plus.

Rattaché au Directeur Général, vous dirigerez tous les aspects commerciaux de notre ligne de produit et votre mission portera sur deux aspects essentiels :

Développer la stratégie commerciale : - vous visiterez les clients dans toute l'Europe afin d'avoir une connaissance et des contacts approfondis avec le marché - vous assurerez le lancement des nouveaux produits sur le plan stratégique, la présentation en clientèle en passant par toutes les étapes nécessaires : littérature, prévisions...

Assurer une pénétration et une rentabilité optimum sur le marché européen : - vous fournirez les prévisions de vente et prévoyez un niveau de stock suffisant et régulier - vous poursuivrez les efforts publicitaires et promotionnels - vous établirez la politique de prix.

(Réf. C.P.E.)

PROMOTEUR DE PRODUITS FRANCE

A 27 ans environ, ingénieur Arts et Métiers, vous avez une expérience qui vous a permis d'approfondir votre connaissance des systèmes et des circuits hydrauliques ainsi qu'une attirance certaine pour le marketing et une bonne maîtrise de l'anglais.

Rattaché au Directeur des ventes France et basé en région parisienne, vous apporterez votre assistance technique et commerciale auprès de notre réseau France : - vous établirez en commun avec le réseau, des objectifs et des stratégies locales - vous suivrez de façon approfondie les clients ciblés - vous élaborerez une politique de prix et un programme de formation pour la France.

(Réf. P.P.F.)

Pour ces deux types de poste, nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Direction Marketing.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la réf. du poste choisi à ASEA - Service du Personnel - B.P. 5 - 92340 PERSAN.



ASEA

Ingénieur

BUREAU DE CONTRÔLE ET
D'ASSISTANCE TECHNIQUE
(400 personnes - 4 agences)

CHARGE DU DEVELOPPEMENT DES PRODUITS NOUVEAUX dans le cadre d'une assistance technique auprès de sa clientèle industrielle.

Le candidat âgé de 30 à 35 ans environ, diplômé AM, INSA, ou Centrale Lyon justifiera d'une forte expérience ingénierie ou Bureau d'Etudes.

Une bonne connaissance de la production, de la maintenance et des nouveaux matériaux sera appréciée.

Le poste directement rattaché à la Direction Technique est basé à LILLE. Il comprendra la réalisation de missions opérationnelles en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, sous référence M 1700, CV, photo et prétentions à Véronique BARET - APAVE, Service Recrutement - 51, avenue de l'Architecte Cordantier - 59019 LILLE Cedex.



NORD - PICARDIE

Ingénieur d'Etudes au bord de la mer... et à 2 heures de Paris.

Hoechst High Chem

Notre société est l'une des leaders mondiales de la Chimie et de la pharmacie. Nous réalisons en France un CA de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués. Notre activité s'exerce au sein d'un centre de recherches et d'applications et de 4 usines.

Pour notre usine proche du Havre, nous intégrons à l'équipe « Travaux Neufs » un ingénieur ECP, Mines ou ENSAM.

Vous participerez à l'étude et à la réalisation d'une très importante unité de production de matières plastiques. Vous aurez bien-sûr acquis une expérience confirmée de ce type de poste.

La connaissance de l'allemand est indispensable.

Au terme de ce chantier, vous accèderez à d'autres responsabilités au sein des Services Techniques de notre Société.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence 805 M.

Société Française HOECHST, Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Hoechst, cedex 3, 92080 Paris La Défense.



La voie de l'innovation

COMBUSTION ET TECHNIQUES HAUTES TEMPERATURES

En pleine expansion, notre équipe de BAYONNE doit augmenter son effectif. Nous créons des postes d'

INGENIEURS

- Responsable de projets de modélisation de la combustion, vous aurez la charge des aspects technique et financier des contrats en cours.

Ingénieur Grande Ecole, vos connaissances en thermique et mécanique des fluides sont solides; une expérience en modélisation de phénomènes physiques sera appréciée.

(Réf. AMB - 52/4)

- Responsable de projets de développement de nouvelles technologies en combustion, vous aurez la charge - avec l'appui des agents techniques - de la conception, la réalisation et la mise au point de prototypes et de bancs d'essais.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez des connaissances en énergétique. Votre attirance pour la technologie et l'expérimentation se sont déjà confirmées lors d'une première expérience.

(Réf. AMB - 52/5)

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence choisie à.

Mme BRENOT - BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR CEDEX



مكتبة النجف

مكتبة المنهج

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 11 novembre 1987 27

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE SPÉCIALISÉE DANS LA CONCEPTION, L'ÉTUDE ET
LA RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
FAISANT APPEL À DES TECHNOLOGIES DE POINTE, recherche des

Ingénieurs grandes écoles

parlant anglais et acceptant des déplacements de courte ou moyenne durée.

Pour la Région Parisienne

DES INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS

Réf. 87-21
• Pour concevoir et réaliser des installations électriques mettant en œuvre des systèmes à base d'électronique de puissance rapide. Première expérience industrielle souhaitée.

Réf. 87-22
• Pour étudier et suivre la réalisation de réseaux électriques MT, HT et THT, (production et distribution). De formation électrotechnique, il aura une spécialisation en réseaux électriques et l'expérience du dimensionnement des sources de production et des réseaux.

UN INGENIEUR EN GENIE CHIMIQUE

Réf. 87-25
Il conduira des Essais de mise en service de circuits procédés dans le domaine nucléaire. Une bonne connaissance de la mécanique des fluides et du génie thermique est indispensable.

UN INGENIEUR D'ESSAIS SUR ENSEMBLES MECANIQUES

Réf. 87-26
A une formation de base en mécanique, devra s'ajouter une solide connaissance des automatismes industriels et de bonnes notions en mécanique des fluides et si possible en robotique.

UN INGENIEUR EN CONDUITE D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Réf. 87-28
Il conduira les essais d'installations de contrôle commande et de contrôle de radioprotection au sein d'ensembles industriels complexes dans le domaine nucléaire. Il devra avoir une formation de base en automatismes et en informatique industrielle.

UN INGENIEUR D'ESSAIS EN GENIE CLIMATIQUE

Réf. 87-50
Il conduira des Essais sur des installations de ventilation. Des connaissances en Génie Thermique seront appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 32122 en précisant la référence du poste choisi à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui vous garantit l'entière confidentialité.

INGENIERIE

TEMPS REEL

LOGICIEL DE BASE

TELECOM

PARIS - GRENOBLE - COTE D'AZUR

Concevoir et réaliser des logiciels, c'est notre métier et c'est dans ce domaine, l'informatique industrielle temps réel, que nous investissons.

Nous recherchons des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

• INGENIEURS LOGICIELS

Débutants ou première expérience (1 à 3 ans) connaissant langage C, 68000, UNIX, MSDOS.

• INGENIEURS CONCEPTEURS COMPLEXES

Télécommunication (modèle OSI). Système temps réel.

Vous évoluerez dans une ambiance humaine et technique high tech (formation, projets, clients). Votre rémunération sera attractive et votre poste évolutif.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à SILICONE Chemin des Prés - 38240 MEYLAN.

V

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Vous possédez une solide connaissance de l'informatique, une expérience des méthodes et techniques de développement de systèmes informatiques et des qualités pédagogiques et rédactionnelles.

Pour renforcer nos activités en :

- Génie logiciel,
- Assurance qualité,
- Formation technique,

et satisfaire les besoins internes de l'entreprise et de nos clients, nous recherchons : des Ingénieurs expérimentés, de formation Grandes Ecoles.

Venez rejoindre nos équipes et prendre rapidement des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1.600 personnes, plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1986, une implantation nationale et internationale.

SESA - Direction des Ressources Humaines
30, Quai de Dion
Bouzon 92806
Puteaux Cedex
Réf. 57 LM

SESA

Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels : chefs de projet, ingénieurs, techniciens, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise. Nous avons développé des technologies et un savoir-faire exceptionnels dans le

domaine des télécommunications, des réseaux télégraphiques et monétiques, des systèmes d'automatisation : annuaire électronique, pages de métro, systèmes de commandement pour les forces armées, Transpac... Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

ARTIFACT

Le Monde

Le succès et la progression du Monde aujourd'hui, nous les devons d'abord à une équipe avec une synergie et un dynamisme interne exemplaire. Notre développement repose également sur une politique volontariste d'investissements vers les nouvelles technologies. Dans le cadre de la mise en place de notre nouvelle imprimerie ultra moderne, nous recherchons un

Chef de projet talentueux

43 XX - CICS - DL1

Dans l'environnement d'un ambitieux projet d'optimisation de la distribution de notre support, vous participez à l'élaboration d'un très important logiciel.

Vous possédez une formation supérieure (École d'Ingénieur, MIAGE...). Votre trentaine, votre vécu en SSII et (ou) société vous permettent de maîtriser parfaitement la méthodologie MERISE avec une bonne connaissance COBOL sur matériels IBM.

Homme de conseil, d'écoute, vous saurez favoriser la meilleure coordination entre les différents interlocuteurs. Par la suite, d'autres projets vous attendent ! La rémunération est motivante...

Merci de nous adresser votre dossier (lettre, CV, photo) au 79/83 rue Baudin, 92300 Levallois Perret, sous référence TN1/106 (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe). Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

Institut de Recherche pharmaceutique situé en proche banlieue Sud-Ouest recrute :

INGENIEUR CHIMISTE ou équivalent

Possédant une bonne connaissance en synthèse organique. Une expérience dans un laboratoire de recherches est fortement souhaitée. Envoyer CV et lettre manuscrite sous réf. M 80322 à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais Royal 75001 PARIS qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ARTHUR ANDERSEN & CIE

conseils en organisation

Afin d'assurer notre important développement dans le domaine du Conseil auprès des GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, nous souhaitons recruter plusieurs :

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

2 à 5 ans d'expérience

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs :

X - CENTRALE - MINES - PONTS - SUPELEC - ENSTA

Vous avez une première expérience industrielle réussie de 2 à 5 ans, acquise au sein des fonctions suivantes : Etudes, Méthodes, Production, gestion de production, Achats, informatique industrielle.

Nous vous proposons :

- de pratiquer un métier passionnant, au service d'entreprises de secteurs très variés : aéronautique, automobile, construction mécanique, électronique, agro-alimentaire...
- de développer l'ensemble de vos compétences grâce à une formation continue, en France et aux Etats-Unis,
- de maîtriser les techniques modernes de gestion des entreprises industrielles,
- de bénéficier d'opportunités d'évolution de carrière motivantes : les candidats performants auront comme perspective d'accéder à des postes d'Ingénieurs en Chef, puis d'Associés du Cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence GUC 2 à :

Paula BOURY, ARTHUR ANDERSEN & CIE

Tour GAN, Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE 2.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEUR ET MANAGER



Le management industriel, c'est la voie que vous propose LEVER (détergents, 3 milliards de F. de CA, 1800 personnes), société française du groupe UNILEVER dans l'une des plus grandes unités de détergents d'Europe, située près de Lille.

ECP, ENSAM... ENSCP, ENSIC...

démarrez

au développement produits

(Réf. 22/87 DEP)

Intégré dans une équipe de développement, en relation étroite avec les départements marketing et fabrication, vous prendrez en charge la mise au point des produits nouveaux et l'amélioration des produits existants. Ce poste suppose de fréquents contacts avec les centres de recherche internationaux d'UNILEVER.

aux travaux neufs

(Réf. 22/87 TN)

Chef de projet, vous conduirez des actions d'ingénierie (conception et mise en œuvre de nouvelles installations de fabrication et de conditionnement) dans un contexte d'investissements très soutenus.

à la production

(Réf. 22/87 PRO)

Dans un département de fabrication, vous acquerrerez la maîtrise des paramètres opérationnels de production : animation des hommes, conduite d'opérations d'amélioration de productivité, démarrage de nouvelles installations industrielles.

Après cette première étape, vous prendrez des responsabilités croissantes dans l'encadrement d'équipes et de projets, à travers des expériences croisées travaux neufs - production, recherche - développement, nationales - internationales. Déterminés et ouverts, vous souhaitez progresser dans un environnement international jusqu'aux plus hauts niveaux de management.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à **UNILEVER FRANCE SERVICES** - Recrutement des cadres - 8, avenue Delcassé - 75384 PARIS CEDEX 08.

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Nous avons besoin de conseils...

Nous sommes leaders sur le marché des Banques, des Assurances et des Services depuis plusieurs années. En 1988, nous voulons doubler le volume de notre activité de Conseil auprès de ceux qui prennent les décisions. Vous, vous remplissez aujourd'hui, dans un cabinet international ou une grande SSI des missions de :

Consultant senior

en informatique stratégique, organisation, schémas directeurs, conception de systèmes complexes, audits. Vous pouvez nous aider et si vous nous rejoignez, nous sommes en mesure de vous donner en retour de fortes opportunités de développement personnel.

Ecrivez-moi, Catherine BOURSIER, CAP SOGETI TERTIAIRE, 26 rue de la Pépinière, 75008 Paris et nous en parlerons. Si vous êtes un expert des valeurs mobilières, des instruments financiers, de la gestion d'entreprises, des outils de communication, du transport, de la distribution, c'est encore mieux.

CAP SOGETI TERTIAIRE

PME SPÉCIALISÉE DANS LES ANTENNES PARABOLIQUES

(guidage et rayonnement)

RECHERCHE

1) PR SON SERV. ETUDES ET FABRIC. HYPERFREQUENCE

INGÉNIEUR OU TECHNICIEN CONFIRMÉ

Niveau DUT avec expérience de conduite de projets ou développement.

2) PR SON SERV. ETUDES ET FABRIC. CHAUDRON. DE PRÉCISION

un technicien

Niveau DUT ou BTS avec expérience de rédaction de documents techniques.

Envoyer C.V. et photo et présentations à l'attention de M. David, COTI, rue Baptiste-Marcel, 4870 TRIGNAC.

NIXDORF COMPUTER

NIXDORF développe pour l'ensemble de ses filiales un nouveau système intégré de gestion générale qui met en œuvre une base de données relationnelles et une architecture de réseaux.

Pour participer à la réalisation de ce projet au sein d'équipes de développements situées à l'étranger - et ce, pendant 6 mois/1 an - puis procéder en France à l'adaptation, à l'installation et au suivi de ces produits, nous recherchons :

INGÉNIEURS

pour travaux d'analyse et programmation avec langage de quatrième génération

Une première expérience réussie est demandée dans la réalisation d'applications de gestion du type stocks, facturation ou comptabilité. La connaissance d'un système de gestion de bases de données est souhaitée. Une excellente pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Une formation complémentaire de quelques semaines aux outils informatiques utilisés sera assurée.

Adresser C.V. détaillé et photo à :

NIXDORF COMPUTER
Direction des Relations Humaines
7-13, Boulevard de Courbevoie
92821 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX



1^{er} producteur mondial d'aluminium, nous recherchons un

INGENIEUR CHEF DE PRODUIT

qui sera chargé, au sein de notre filiale française ALCAN DIFFUSION, de la vente de nos produits fabriqués grâce à une technologie de pointe : les Alliages d'aluminium superplastiques, utilisés principalement dans l'aéronautique, les transports en général et l'électronique. Le niveau technologique des affaires traitées, leur importance, exigent les compétences d'un ingénieur A.M. - E.N.L. (ou formation équivalente) de 25 à 35/40 ans, très à l'aise avec la langue anglaise, et disponible pour des déplacements courts mais fréquents.

Ses aptitudes à la négociation, sa forte personnalité, feront le reste... car nous avons pour lui, à terme, de réels projets d'évolution de carrière, au sein du groupe ALCAN.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence LM/871117 à notre Conseil 24 Boulevard Chasles - 28000 CHARTRES.



FRANCE CONSEIL INDUSTRIE

Nous sommes une PMI de la Région Parisienne dont la performance permet une qualité de prestations telles que nous sommes l'un des fournisseurs privilégiés d'une clientèle très exigeante. Dans le cadre de notre développement nous offrons à un

Jeune Ingénieur passionné de belle mécanique

la possibilité d'intégrer notre Bureau d'Etudes où il réalisera des Etudes et des Développements de pièces mécaniques sophistiquées utilisant toutes les techniques de pointe (laser, F.E.).

Pour bien vous intégrer dans notre petite entreprise, nous vous souhaitons diplômé (AM, IDN, ICAM, ECAM...) et ayant acquis, si possible, une première expérience d'études, de préférence dans un contexte "assurance qualité". Une habilitation Secret Défense permettrait de gagner du temps. Compte tenu des relations que vous entretenez avec notre fabrication et nos clients vous devez au-delà de votre rigueur posséder de réelles qualités relationnelles. Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 413 M à

J. Parichon

38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. 45.63.03.10

X. MINES, ECP, A.M., GRANDE ECOLE EUROPÉENNE D'INGÉNIEURS + FORMATION DE TYPE ISA, INSEAD, CESMA...

STRATÉGIE INDUSTRIELLE POUR UN GRAND GROUPE AUTOMOBILE

Etudes de planification industrielle

Nos sites de fabrication (organes, composants, assemblages) et nos fournisseurs sont implantés dans le monde entier. Relié au Directeur de la stratégie industrielle, vous proposez la stratégie d'implantation de nos unités industrielles à long terme ainsi que la répartition de nos fabrications à moyen terme. Ce poste en relation avec la Direction de la planification, la Direction des fabrications et des achats, vous implique fortement dans la politique industrielle de l'entreprise. Réf. EPI

Gestion des programmes et des investissements

Relié au Directeur de la stratégie industrielle, vous suivez l'ensemble des programmes industriels et les développements technologiques dans l'entreprise. Vous préparez les grands dossiers technologiques et techniques pour la Direction Générale, vous en assurez la cohérence en analysant et synthétisant les plans d'investissements industriels (3 milliards annuels), en relation avec les Directions techniques. Réf. GPT

Vous avez déjà acquis, en entreprise, une première expérience des grands mécanismes industriels. Vos qualités d'analyse et votre sens de la négociation, dans un milieu très évolutif, vous permettent de réussir une mission qui vous ouvre de larges possibilités au niveau du management technologique ou financier de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, en mentionnant la réf. du poste choisi sur l'enveloppe.

Objectif : zéro panne matériel, zéro panne logiciel.

NOUS SOMMES L'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS EUROPÉENS. L'ATTEINTE DE NOS OBJECTIFS EN MATIÈRE DE PRODUCTIVITÉ ET DE RENTABILITÉ PASSE PAR LA MAÎTRISE DE NOS SYSTÈMES INFORMATIQUES.

Ingénieur système

Sur le site, vous dirigez une équipe de 3 personnes chargées d'installer et d'optimiser le bon fonctionnement des matériels suivants : • Calculateurs DEC VAX 8650 + VAX 8800 (VMS) + MICRO VAX en réseau LAVC • Périmétriques. • Une centaine de postes de travail graphique CAO. • Réseaux ETHERNET.

Hors site, vous apportez votre concours aux unités décentralisées dans l'implantation de leur système CAO. • Conception de l'architecture et installation des systèmes CAO. • Formation des responsables. • Assistance technique lors du démarrage de l'exploitation.

Vous assurez également la veille technologique en tenant à jour l'information sur les nouveaux matériels et logiciels : tests et essais. Ingénieur, vous avez déjà acquis une première expérience qui vous permet de maîtriser rapidement cette responsabilité et vous ouvre de larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. 896 mentionnée sur l'enveloppe.

مكتبة الشرق

مكتبة النور

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde • Mercredi 11 novembre 1987 29

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants.

Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, vous serez responsable de tout ou partie de projets où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A/115.87/M à notre conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.

 Critère

INGENIEUR DE GRANDE ENVERGURE

SUPELEC
CENTRALE

Généraliste de formation (Supélec Centrale), vos connaissances juridiques et de gestion vous ont permis de réussir pleinement votre première expérience professionnelle en entreprise (5 ans minimum).

Aujourd'hui, vous aspirez à d'autres fonctions.

Votre spécialisation en matière de fluides et votre savoir en génie civil vous mèneront tout naturellement à prendre en charge la conception et la mise en œuvre (création et aménagement) de nos implantations.

Vous devrez faire preuve de créativité et de sens pratique car sur place, et notamment à l'étranger, vous aurez à répondre rapidement, par des solutions adaptées, aux problèmes techniques

locaux. Vous dirigerez l'équipe avec laquelle vous travaillerez. Hiérarchiquement rattaché à la Direction des Travaux, ce poste basé à PARIS, vous amènera à vous déplacer en FRANCE et à l'étranger. Il nécessite donc une parfaite maîtrise de l'anglais.

Votre réussite à ce poste et votre formation polyvalente, vous ouvriront des perspectives intéressantes d'évolution de carrière au sein d'un Groupe de première importance dans son domaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4001 à RSCG CARRIERES 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

DOUX



1^{er} Groupe Européen de la filière avicole. Potentiel de production et d'élevage : 1 million de poulets par jour ; Filiales : production d'œufs et de poussins, d'aliments pour le bétail, produits dérivés, transport par route et par mer. CA : 2 milliards. 1 800 salariés.

Nous recherchons pour l'une de nos filiales, ELJO, notre

FUTUR RESPONSABLE DU SERVICE FORMULATION ET MATIERES PREMIERES

Débutant ou disposant d'une première expérience, vous avez entre 25 et 32 ans, une formation de type AGRO ou CHIMIE (ENSC - Paris, Lyon ou équivalent).

Naturellement, vous êtes passionné par la recherche appliquée et les fonctions où vous pouvez mesurer directement l'efficacité des formulations que vous aurez élaborées. Nous pouvons vous proposer un rôle à la mesure de vos potentialités. Poste basé dans le FINISTERE SUD.

Envoyer C.V. + lettre + photo sous réf. BB/87 à l'adresse suivante : Groupe DOUX - BP 22 29150 CHATEAULIN Cedex.

SCORE

Jeune société de services aux entreprises souhaite élargir le champ de ses prestations et recherche une collaboration avec un

CONSULTANT EN RECRUTEMENT SENIOR

Profil : 30 ans environ, formation supérieure, expérience terrain.

Cette proposition concerne plus particulièrement un candidat ambitieux, entrepreneur et autonome, ayant l'envergure de participer à la création d'un cabinet (prise de participation financière).

Adresser lettre de motivation avec C.V. et photo à P.GUINDI, 105 boulevard Muret 75016 Paris.

Société spécialisée dans la Production vidéo-broadcast et les nouvelles technologies de l'image recherche pour l'EST de la FRANCE son :

ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera chargé de la promotion et de la vente des applications des nouvelles technologies de l'image de la production et de la post-production vidéo dans les entreprises industrielles, commerciales et de communication.

Pour en savoir plus écrivez sous référence 824 ou téléphonez au 83.35.42.83 au

777,7 CABINET BLIQUE BP 3097 54013 NANCY CEDEX

Cabinet Claude Blique

JEUNE PROMOTEUR

Notre société, créée récemment, est intégrée à un Groupe International de promotion-construction immobilière. Elle intervient dans trois domaines : bureaux, appartements et résidences-services. Animée par une équipe très motivée, elle connaît une réussite exemplaire.

Pour faire face à cette expansion, nous recherchons pour la Direction du Logement, un JEUNE PROMOTEUR, chargé de la recherche foncière et du montage d'opérations.

Dans ce cadre, vous établirez tous les contacts nécessaires avec les interlocuteurs immobiliers, les administrations, vous assurerez leur suivi et ferez du repérage direct sur le terrain.

VOS ATOUTS : « vous avez entre 25 et 30 ans, une formation supérieure et une expérience foncière de 2 à 3 ans, « vous connaissez le marché immobilier de Paris et de sa banlieue et vous maîtrisez l'environnement juridique, technique et économique, « vous possédez un sens aigu des affaires.

Des qualités relationnelles indéniables alliées à un punch et une efficacité sans limite permettront de vous intégrer facilement à notre équipe et d'être opérationnel immédiatement.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. DR (C.V., lettre manuscrite et photo), à KAUFMAN & BROAD DEVELOPPEMENT - Service du Personnel 8, cours Michelet - 92084 PARIS LA-DEFENSE Cedex 92.

KAUFMAN & BROAD DEVELOPPEMENT

SECTEURS DE POINTE

A l'occasion de l'implantation de la Direction Médicale ROUSSEL-UCLAF dans notre centre de Recherche de Romainville (93) nous engageons des :

Biométriciens

Au sein d'un groupe international dont plus de 51 % de l'activité sont consacrés à la Santé, vous serez responsable de la coordination des missions biométriques relatives à la conduite d'essais cliniques, phase I - II - III.

Vous réaliserez donc l'appui méthodologique, stratégique et technique, à l'élaboration des protocoles et à la mise en place d'essais cliniques, selon les "Bonnes Pratiques Cliniques".

Dans ce secteur pluridisciplinaire, vous travaillerez avec les coordinateurs-produits chargés du suivi des essais cliniques, avec les biométriciens des filiales françaises et étrangères et ceux de Hoechst.

Pour mener à bien vos missions, vous aurez à animer et organiser une équipe composée de cadres, techniciens, secrétaires qui vous assisteront dans l'exploitation des informations (suivi, validation analyse statistique), la gestion de toutes les données et enfin la production de rapports rédigés selon les standards internationaux.

Biostatisticien niveau 3^{ème} cycle, éventuellement médecin, vous travaillerez depuis plusieurs années dans le domaine biopharmaceutique. La gestion de base de données et l'utilisation de logiciels statistiques (type SAS) ne sont plus un secret pour vous.

Votre expérience, votre sens des relations internationales, votre parfaite connaissance de l'anglais, et votre goût des contacts, vous permettront de contribuer efficacement à la décision de mise sur le marché de nos produits.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et C.V.) sous référence 106/M à Claudine MAUSHART, Direction de l'Encadrement et de la Formation - 35, bd. des Invalides - 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

CONSULTANTS EN RESSOURCES HUMAINES AVEC LA FIBRE COMMERCIALE

Vous pensez qu'il est impiquant mais passionnant de développer le conseil en R.H. au sein d'un cabinet qui a su s'imposer, plus par la qualité de ses prestations dans la recherche de cadres et dirigeants de haut niveau, que par sa taille.

Vous voulez en tant que consultants, participer à notre réflexion stratégique, à notre essor et devenir de futurs associés.

Venez d'horizons divers (psycho, Sup de Co, ingénieurs...) la trentaine, vous avez acquis une expérience des ressources humaines (en entreprise ou en cabinet) ou avez assuré des responsabilités opérationnelles à un niveau direction commerciale ou marketing en entreprise.

Partenaire de réflexion, venez rejoindre une équipe soudée qui s'investit véritablement pour la réussite.

Votre cursus, vos expériences professionnelles nous intéressent.

Faites-nous part des raisons qui déterminent aujourd'hui votre démarche envers notre cabinet, écrivez sous la réf. 7071, Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris qui transmettra.

Motivés associés.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Valorisez votre savoir-faire dans un secteur en pleine mutation

HCA (Havas Contact / Aum Publicité) est une agence du Groupe Eurocom.

Son secteur d'activité est celui de la Communication des Ressources Humaines actuellement en pleine évolution.

Aussi elle recherche un

Directeur de Clientèle Développement H/F.

Rattaché au directeur de l'agence il aura pour mission de l'assister dans l'encadrement des CP, notamment lors des consultations.

Sa solide expérience acquise en agence, son sens commercial, son goût du challenge, sa maturité, lui permettront de réussir et d'évoluer à ce poste.

Rémunération fixe + intéressement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence DC 2 à :

1, place du Palais Royal - 75001 PARIS

HCA

GROUPE MAURICE GENOYER

Pour compléter son développement international sur l'EUROPE (Espagne, Italie) et le MOYEN-ORIENT, recherche

CADRES COMMERCIAUX EXPORT

Après une période d'intégration et de formation à nos produits (matériel d'équipement pour industries pétrole, gaz, chimie, eau et électricité...) se verra confier progressivement des responsabilités opérationnelles nécessitant de fréquents voyages à l'étranger.

Évolution possible vers des fonctions déléguées à l'étranger, dans CANADA.

Anglais courant impératif + espagnol ou italien. Titulaire d'un diplôme de gestion ou d'une expérience professionnelle de 2 à 5 ans dans un domaine d'activité similaire.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo à : PHOCEME DE

MÉTALLURGIE, B.P. 61, 13742 VITROLLES CEDEX.

Importeur et distributeur

pour l'Afrique l'Europe

recherche

SECRÉTAIRE EXPÉRIMENTÉE

● MIN. NIVEAU BAC

● EXCEL. STENOGR.

● TYLO INDISP.

● MI-TPS APRES-M.

● GDE DIPS. NECESS.

Envoyer c.v., photo et présen-

tation à RSCG-PRESS.

Service du Personnel,

7, rue Montmaury, 75332

Paris Cedex 07, 45-55-01-71.

ORGANISATION

INTERNATIONALE

VÉTÉRINAIRE

(siège Paris)

organise concours

pour constituer une liste

de réserve de

TRAUCT. LIBÉRAUX

DE LANGUE MATER-

NELLE ESPAGNOLE

Diplômés de l'ESIT ou équiva-

lents ayant acquis une connais-

sance anglaise et/ou française et

expérience professionnelle

3 ans minimum. Traitement de

texte indispensable.

Écrire sous le n° 8153,

LE MONDE PUBLI-

CITÉ, 8, rue Montmaury, PARIS-7.

Pet. maison d'édition, Paris-6,

recherche pour poste à temps

complet, à partir du 4 janvier

1988, claviers expérimentés

pour saisir et mise en page

directe, sur matériel MCA

Comptabilité Power View 10.

Envoyer c.v. et références

n° 6 961 LE MONDE PUBLI-

CITÉ, 8, rue Montmaury,

PARIS-7.

Recherche pour

niveau entente

DIRECTEUR (TRICE)

ARTISTIQUE

Activité par le public

orienté en direction

supérieure.

Adresser candidature et CV

sous le n° 2531

A.C.P., 84, rue

Fénelon, 75008

PARIS qui transmettra.

Société d'économie mixte de la ville de Saint-Denis

Crée, dans le cadre de sa restructuration liée à son développement (constructions neuves, gestion du patrimoine, réhabilitation, aménagement, zone d'activités), un poste de :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Son titulaire, collaborateur direct du Directeur Général, sera plus particulièrement chargé de la gestion de la société, de la mise en œuvre de la politique financière et de la politique du personnel.

Candidature et CV à adresser à :

M. le Président de la SEM

LE LOGEMENT D'ORIENT

Hôtel-de-Ville, BP 269,

93205 SAINT-DENIS, CEDEX 01.

L'innovation en électronique et informatique

Filiale Groupe DIGITON spécialisée dans les logiciels pour applications techniques de l'industrie, recherche pour :

ALX EN PROVENCE et TOULON

DIGILOG

DIGITON

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

débutants ou possédant quelques années

d'expérience. Une formation initiale en électro-

nique, un goût pour le système et des résolu-

tions en matière de traitement du signal, trans-

mission ou synthèse d'images seront appréciées.

Merci d'envoyer C.V. et présentations à :

DIGILOG - 21, rue Frédéric Joliot - 2.1,

13765 LES MILLES Cedex.

Pierre Lefebvre

Société du Groupe Saint-Gobain

Leader sur l'Europe de machines haute technologie pour l'industrie du verre, recherche sur Paris

ingénieur commercial

Export USA

analyser et définir la politique marketing à suivre aux États-Unis et y développer les ventes.

Le candidat souhaité est âgé de 28 ans minimum, diplômé d'une école d'ingénieur et ayant une formation complémentaire aux US. Il a une expérience réussie dans la vente de biens d'équipement. Ce poste suppose une réelle mobilité géographique.

Envoyer Curriculum-Vitae et photo à :

SGCC - Service Personnel

58-60, avenue du vieux Chemin de Saint-Denis

92230 GENNEVILLIERS

POYER RÉADAPT. SOCIALE

pour adultes handicapés (département 93)

PROPOSE

postes échelonnés

à pers. diplômés et expérimentés (conv. collect. 51).

Tél. : 04-84-90-36, le matin.

NÉGOCE INTERNATIONAL

DE PRODUITS DE BASE

TRADER

CONFIRMÉ

● 10 ans minimum de pratique

des marchés physiques de pro-

duits agricoles tropicaux et des

céréales à terme.

● Bonne expérience de la gestion

administrative et financière

d'une unité indépendante de

région internationale.

● Langues : anglais et français.

● Age minimum 40 ans.

Envoyer lettre manuscrite avec détail

de carrière, références, photo et

attestation d'indépendance, sous réf.

21498 à CANTISSI, 20, av. de

l'Opéra, 75001 Paris.

Groupe français de taille internationale en expansion

ASSISTANT CONTROLEUR

Ce poste s'adresse à un candidat type école de commerce (ESCAE ou équivalent) de formation comptable (DECS ou équivalent), débutant ou ayant un maximum une expérience professionnelle de 2 ans, de préférence en cabinet d'expertise comptable.

Le titulaire du poste participera aux travaux de consolidation et de contrôle au niveau du groupe et assurera la coordination des opérations de consolidation effectuées par les filiales auxquelles il apportera son assistance si nécessaire.

Le poste, basé à Paris, est à pourvoir rapidement.

Envoyer sous le n° 8 152 LE MONDE PUBLI-

CITÉ, 8, rue Montmaury, 75007 PARIS.

Ctre optique mutualiste

REZERS (34)

Recherche

OPTICIEN DIRECTEUR

TECHNIQUE

EN UNION DES MUTUELLES

RUE JOSEPH-FABRE

34000 NÎMES.

Tél. : 67-31-53-53.

GROUPE DE PRESSE

PROFESSIONNELLE

recrute

JOURNALISTE

SPÉCIALISÉ(E)

membres actifs

du 11, rue de la

Librairie, 75001 Paris.

Envoyer lettre manuscrite, c.v.

et photo à Lutin E.A.,

84, rue E.-Maurice, PARIS-20.

Le Monde INTERNATIONAL

Vous qui souhaitez :

- Intégrer une équipe gagnante, jeune et motivante;
- et participer à la révolution électronique des 10 prochaines années.

Le spécialiste européen des circuits intégrés spécifiques (ASIC)

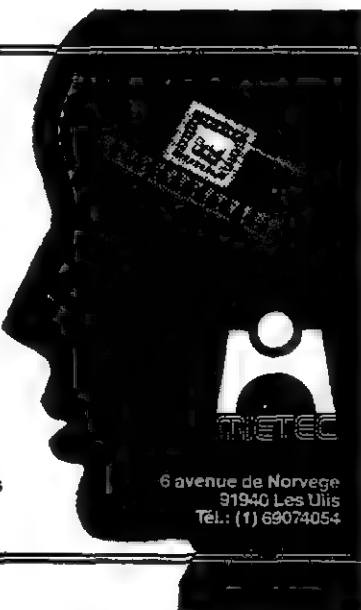
recherche des

Ingénieurs de ventes

- Vous êtes diplômé(e) avec 3 à 5 ans d'expérience de ventes auprès de grands-comptes.
- Vous possédez l'anglais.
- Vous souhaitez valoriser vos compétences au sein d'une société dynamique de taille humaine en pleine expansion.

Venez rejoindre MIETEC, le centre micro-électronique du groupe ALCATEL, le N°2 mondial des télécommunications.

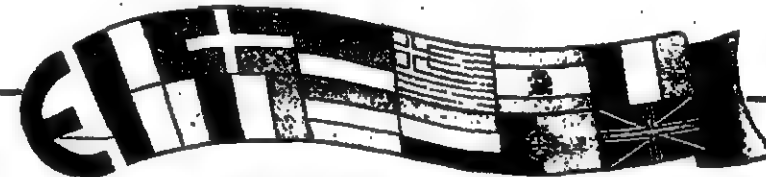
Adresser-nous votre dossier (cv et prétentions)



6 avenue de Norvège

91940 Les Ulis

Tél. : (1) 69074054



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

cherche

5 CADRES

(m/f)

à titre temporaire dans le domaine des

MARCHÉS PUBLICS

- ☐ universitaire droit/économie
- ☐ min. 5 ans expérience pertinente post-universitaire
- ☐ âge: 30/50 ans.

Renseignements et acte de candidature à remplir : C.C.E. Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles (Belgique).

Délai pour le dépôt des candidatures: 09.12.1987, le cachet de la poste faisant foi.

Référence à citer: 107/87 (également sur l'enveloppe).

LE SULTANAT D'OMAN

INGÉNIEUR DE DÉCOR INTÉRIEUR

Conditions :

- fournir des diplômes de haut et de formes ;
- expérience : pas moins de 15 ans dans le domaine ;
- parler et écrire parfaitement l'anglais ;
- salaire et primes très intéressants ;
- lieu de travail : Sultanat d'Oman.

Les demandes sont à envoyer à : Ambassade du Sultanat d'Oman, 50, avenue d'Iéna - 75016 Paris.

Pour tous renseignements, téléphoner au : 47-23-01-63, poste 769.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Nestlé

DÉVELOPPEMENT ALIMENTAIRE

Dans près de 60 pays Nestlé fabrique des produits alimentaires de haute qualité. Le maintien de son succès dépend largement des nouveaux articles créés par ses 19 centres de développement, dont chacun a la responsabilité de la mise au point d'une gamme de produits. Le LINOR, qui est situé, en Suisse, à Orbe, au pied du Jura vaudois, est le plus important. Il est chargé du développement dans le domaine du café, des céréales, des boissons chocolatées, des produits fermentés et des emballages.

SI VOUS AVEZ : de l'intérêt pour une activité dynamique et variée, quelques années de pratique comme ingénieur spécialisé en génie alimentaire, de préférence dans l'industrie laitière, la capacité d'organiser et de promouvoir votre travail de manière indépendante, un esprit créatif, environ 30 à 40 ans, alors vous avez des bonnes chances d'être !

INGÉNIEUR DE PROJETS

que nous cherchons pour renforcer notre section ENGINEERING, dans le domaine des produits fermentés en général.

VOS TÂCHES ESSENTIELLES SONT : la conception, la réalisation et l'adaptation d'équipements prototypes nécessaires aux essais et à l'industrialisation de nos procédés, l'interaction avec les technologues de produits, nos ateliers et les sous-traitants, le contact en anglais, allemand et français avec vos collègues et les fournisseurs de nationalités différentes.

VOUS TROUVEREZ CHEZ NOUS : des conditions de travail intéressantes, une ambiance internationale, un emploi stable, des possibilités de formation continue, une qualité de vie agréable. Si vous pensez correspondre au profil décrit, n'hésitez pas à nous faire parvenir votre curriculum vitae avec copies des diplômes et certificats ainsi qu'une photo.

NESTEC S.A.
LINOR, Centre de développement alimentaire
CH - 1559 ORBE.

ANNONCE DE PLACES VACANTES

Le CHUV, Centre hospitalier universitaire vaudois, situé à Lausanne (Suisse), au bord du lac Léman, est un hôpital de 1 200 lits.

Pour compléter ses équipes de soins dans les différents services des secteurs de

CHIRURGIE
MÉDECINE
GYNÉCOLOGIE & OBSTÉTRIQUE
CHIRURGIE PÉDIATRIQUE
PÉDIATRIE

SOUS-INTENSIF (jeunes et seniors)

Il cherche des

INFIRMIERS(ÈRES) D.I.

ou bacheliers d'un minimum de 6 mois d'expérience professionnelle

Si vous êtes :

- Désireux(e) d'élargir votre champ d'activités ;
- Attiré(e) par le changement et la nouveauté ;
- Disponible pour une année ;
- Agé(e) de moins de 30 ans (autorisation de séjour).

Vous trouverez dans nos services :

- Une activité variée centrée sur la personnalisation des soins ;
- Un travail en équipe ;
- Des possibilités de logement ;
- Un restaurant d'entreprise ;
- Un salaire minimum de 3 000 francs suisses brut par mois, adapté aux années d'expérience professionnelle.

Les engagements pourraient intervenir à partir de juillet 1988 jusqu'en octobre 1988.

RECRUTER À :

COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS

Monsieur Pélissier 14, CHUV, CH - 1011 LAUSANNE

en joignant : une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé, copies des diplômes et certificats d'employeurs.

Déclat de postulation : 30-11-1987 au plus tard.

Des entretiens de candidature seront organisés en France ; vous serez renseigné(e) individuellement.

Nous offrons à nos jeunes titulaires un poste au sein d'une société internationale en Suisse. Vous attendons l'aide au ménage et la responsabilité pour notre fils âgé de 2 ans. Possibilité d'apprendre l'allemand.

Date d'entrée : env. 15 janvier 1988.

Envoyez-nous avec photo : E.A. Schmid, Aarmurer, 261, CH-6712 Bülach a.See.

Économie

A Bâle

La réunion des gouverneurs des banques centrales n'a pas permis de rassurer les marchés

BALE
De notre envoyé spécial

La réunion mensuelle des gouverneurs des banques centrales du groupe des Dix à Bâle n'a pas donné lieu, en fin d'après-midi le lundi 9 novembre, qu'à un communiqué laconique où les responsables des instituts d'émission en appellent « aux gouvernements des grands pays industriels pour adopter des politiques fiscales destinées à réduire les déséquilibres des balances des paiements, promouvoir la stabilité des taux de change et soutenir une croissance non inflationniste ». Par la même occasion, ils se déclarent « prêts à soutenir ces objectifs par des politiques monétaires appropriées ». Enfin, ils indiquent avoir « accueilli avec satisfaction les récentes mesures prises par les banques centrales européennes qui reflètent le renforcement de leur coopération monétaire ».

Par cet appel du pied à peine voilé, les gouverneurs du groupe des Dix s'adressent d'abord aux États-Unis aux prises avec un énorme déficit budgétaire, mais aussi au Japon et à la RFA pour leurs substantiels excédents commerciaux. Mais, malgré la persistance des remous monétaires, aucune décision n'a été annoncée concernant le dollar. Personne ne s'attendait à des initiatives spectaculaires, les réunions mensuelles des gouverneurs, au siège de la Banque des règlements internationaux (BRI), ne s'y prêtant guère. Se tenant à huis clos, elles ne donnent généralement même pas lieu à un communiqué et encore moins à une conférence de presse. Néanmoins, dans la mesure où les représentants des instances monétaires des principaux pays industriels se

retrouvaient pour la première fois depuis le début de la tourmente financière, cette rencontre revêtait un caractère particulier. D'abord par la présence des gouverneurs en personne, comme le président du conseil d'administration de la Réserve fédérale des États-Unis, M. Alan Greenspan, ou du gouverneur de la Banque du Japon, M. Satoshi Sumita.

Alors qu'à la veille de la réunion le porte-parole de la BRI croyait encore pouvoir s'assurer que les habitudes seraient respectées, la publication d'un communiqué a

l'issue des entretiens est venue souligner l'importance du moment. Une fois n'est pas coutume, il a été précisé dans ce texte que les gouverneurs avaient « procédé à un échange de vues sur les récents développements sur les marchés monétaires des capitaux et de change et sont tombés d'accord sur l'analyse de la situation et sur les politiques nécessaires pour y faire face ». Mais presque rien n'a transpiré de la teneur de ces travaux, les participants se cantonnant généralement dans le mutisme le plus complet.

Parmi les rares participants qui ont consenti à dire quelque chose à la presse, le gouverneur de la Banque du Japon, M. Sumita, a déclaré, peu après un entretien avec son collègue américain, M. Greenspan, qu'ils avaient tous deux « la même position sur la nécessité de stabiliser les parités ». De son côté, le vice-gouverneur de la Banque d'Italie, M. Lamberto Dini, n'a pas dissimulé qu'il ne se faisait pas trop d'illusions sur l'efficacité d'une réunion, dans un proche avenir, du groupe des Sept.

JEAN-CLAUDE BUNIER

Nouvelle et forte chute à la Bourse de Paris

La baisse du dollar affaiblit le franc face au deutschemark

(Suite de la première page.)

Toujours selon les opérateurs, les milieux financiers allemands seraient réagissants à une nouvelle réévaluation du mark qui pourrait aller jusqu'à 6 % et même davantage. La semaine dernière, selon la publication confidentielle Plutow Brief, M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, aurait été partisan d'une telle réévaluation, limitée à 2 %, mais M. Gerhard Stoltenberg, le ministre des finances, s'y serait opposé pour ne pas pénaliser les agriculteurs allemands.

L'hypothèse est vraisemblable dans la mesure où la Bundesbank s'est toujours montrée favorable à toute réévaluation du mark, considérée comme vertueuse

puisque'elle contient l'inflation en abaissant le coût des importations, notamment aux matières premières. Quant aux exportations du pays, l'excédent record enregistré en septembre, et probablement pour toute l'année 1987, montre assez qu'elles ne sont pas touchées par les réévaluations en chaîne du mark. Ajoutons que la spéculation à la hausse de la monnaie allemande a repris mardi avec vigueur, tandis qu'à Paris les taux d'intérêt au jour le jour, utilisés comme une arme par les autorités monétaires, ont dépassé maintenant 9 % comme aux mauvais jours de la fin décembre 1986, avant l'ajustement du SME le 12 janvier 1987 : le même scénario se met en place, murmurent-ils à Paris et à Francfort.

Rélevons, enfin, que l'OPEP, lors de sa prochaine conférence, le 9 décembre à Vienne, pourrait décider de libérer les prix de son pétrole en un « panier » de monnaies, et non plus en dollars, comme elle l'a toujours fait. C'est ce qu'a déclaré, lundi, à Caracas, son président, le nigérian Rilwanu Lukman.

Il faut rappeler qu'au moment de la première chute du dollar, en 1978-1979, l'OPEP avait envisagé une telle solution, vite abandonnée lorsqu'au printemps 1980, le billet vert amorça une remontée de cinq ans. Cette fois-ci, les choses paraissent plus sérieuses.

FRANÇOIS RENARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DAFSA

M. Jean-Pierre Souvires nommé président.
M. Pierre Cabon nommé président d'honneur.

Réuni le 6 novembre, le conseil d'administration de Dafsa a pris les décisions suivantes :

Sur proposition de M. Alain Minc, administrateur-directeur général de Cerus, le conseil d'administration a :
- coopté M. Jean-Pierre Souvires, président-directeur général de Morgan Grenfell France, administrateur de Cerus et d'Olivetti-Logabax, ancien directeur général de l'Industrie, comme administrateur de Dafsa et l'a porté à la présidence de la société ;
- nommé M. Pierre Cabon, fondateur de Dafsa en 1959 et président de la société depuis l'origine, président d'honneur et conseiller de la société ;
- confirmé M. Yves Wilmet dans les fonctions de directeur général de la

société et du groupe, fonctions qu'il occupe depuis février 1985.

Le conseil d'administration, unanimement, a manifesté à M. Cabon ses remerciements et sa reconnaissance pour le travail qu'il a accompli pour Dafsa et lui a fait part de ses sentiments de vive amitié.

Le conseil a pris connaissance du résultat d'exploitation du groupe au 30 septembre qui permet de confirmer le très net redressement opéré au cours de l'exercice.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires est convoquée le 15 décembre. Il lui sera proposé que Cerus puisse souscrire à une augmentation du capital social d'un montant nominal et prime, de 50 millions de francs au prix de 300 F par action qui lui assurera le contrôle de 35 % du capital de Dafsa. Cette augmentation de capital sera effective au 31 décembre 1987.



EFICOOP-SICAV

Au cours de sa réunion du 6 octobre 1987, le conseil d'administration a décidé, pour faciliter la gestion de la trésorerie des souscripteurs, que les demandes de rachat, transmises avant 11 heures, seront exécutées sur la base de la valeur liquidative de l'action, calculée suivant les cours de Bourse de la veille.

Le conseil d'administration a également décidé de fixer à 0,35 % HT le montant maximum des frais annuels de gestion.

Ces modifications, qui ont reçu l'agrément de la commission des opérations de Bourse, prendront respectivement effet le lundi 16 novembre et le mardi 1^{er} décembre 1987.

SOVABAIL

Au 30 septembre 1987, le volume des engagements nouveaux de Sovabail, SICOMI du groupe Sovac, s'élevait à 83,3 millions de francs, contre 136,3 millions de francs à fin septembre 1986, qui se répartissent entre le crédit-bail pour 46,3 millions de francs et la location simple pour 37 millions de francs.

Le ralentissement de l'activité de crédit-bail traduit le souci de Sovabail de préserver la qualité et la rentabilité de ses opérations, dans un marché de plus en plus concurrentiel.

Elle a cherché en revanche à développer son patrimoine locatif et, dans ce domaine, la production de l'exercice 1987 devrait, compte tenu des opérations en cours de signature, être supérieure à celle de l'exercice 1986.

Le résultat net d'exploitation provisoire des neuf premiers mois de l'exercice ressort à 62,8 millions de francs, contre 63,5 millions de francs ; abstraction faite des plus-values sur cession, d'un montant de 1,6 million de francs contre 4,6 millions de francs. Il correspond, en rythme annuel, à 63 F-services par action.

SOCIAL

Accord entre les acconiers et le syndicat CGT

Les dockers de Marseille acceptent de faire un important effort de compétitivité

Après quarante jours de conflit, un accord a été signé, le 9 novembre, entre le patronat des entreprises de manutention à Marseille (les acconiers) et le Syndicat des dockers. Cet accord concerne quelque deux mille ouvriers des bassins et du port, ceux de Fos n'étant pas touchés par la nouvelle convention collective (valable pour deux ans) qui remplace des dispositions datant de 1947. Ces dispositions avaient été unilatéralement dénoncées par le patronat le 1^{er} juillet 1986. Un plan social coûteux, financé par l'Etat, le port, le patronat et les collectivités locales devrait permettre le départ de cinq cent trente à cinq cent cinquante dockers dans les six mois. En contrepartie, la CGT a accepté de revoir à la baisse le nombre d'ouvriers composant chaque équipe, ce qui devrait améliorer très sensiblement le coût de passage des marchandises et donc la compétitivité internationale de Marseille.

Reconquête

L'ÉVÉNEMENT qui vient de se produire dans la communauté portuaire de Marseille a une importance capitale, à la fois sur les plans social, économique et commercial. Alors que depuis de nombreux mois, à cause des grèves intenses de marins et de dockers, la réputation du premier port de France (et du second d'Europe) se ternissait de manière irréversible, l'accord conclu entre les dockers et leurs employeurs donne l'espoir de voir un jour Marseille redevenir le port maritime de l'Europe du Sud, mise à mal par la place grandissante que prennent dans le bassin méditerranéen Gênes et surtout Barcelone, dont l'étoile ne cesse de monter. D'un strict point de vue social, cet accord, qui intervient quelques mois après des arrangements comparables conclus partiellement et à prix d'or au Havre et à Dunkerque, est, toutes proportions gardées, d'une ampleur équivalente aux réductions d'effectifs qu'on a pu constater dans les secteurs de la sidérurgie, du charbon ou des chantiers navals.

Sur les deux mille dockers employés à Marseille même, c'est-à-dire sur les quais de Mourmoran et de la Joliette, plus du quart des effectifs va soit partir dans les six prochains mois en préretraite, soit, après avoir touché une « prime à la veille » d'au moins 200 000 F, tenter une nouvelle aventure professionnelle. Etat, patronat, port autonome, collectivités locales, n'auront pas légué sur les moyens financiers exceptionnels qui ont permis d'obtenir le « oui » des dockers. Ils ont apporté plus de 200 millions de francs en aidant des procédures législatives et réglementaires habituellement en vigueur. Dans l'entourage de M. Ambroise Guillel, secrétaire d'Etat à la mer, on souligne l'esprit de responsabilité dont a fait preuve la puissante fédération CGT des ports et docks pour inviter ses leaders provinciaux à ouvrir et à mener jusqu'à son terme une véritable négociation paritaire avec leurs employeurs.

Si les dockers ont obtenu des conditions de départ avantageuses et l'assurance en contrepartie de trouver davantage de travail sur les quais pour ceux qui restent en activité, les employeurs eux aussi peuvent s'estimer satisfaits. Afin de réduire le coût de passage des marchandises et donc améliorer la compétitivité de Marseille par rapport à ses concurrents, les ouvriers ont accepté de diminuer le nombre des personnes qui composent les équipes de chargement ou de déchargement des marchandises. Pour le trafic des navires porte-conteneurs par exemple, on passera de vingt-quatre à seize hommes. Dans certaines catégories de marchandises, l'économie réalisée pourra représenter 50 %, ce qui est considérable lorsque l'on sait que la manutention des coques représente jusqu'à un tiers du coût de passage total d'une marchandise par un port (alors que la douane représente 18 % ou les taxes portuaires proprement dites 28 %).

Économiquement, la position de Marseille ne peut, à l'avenir, que s'en trouver améliorée. Déjà, les pouvoirs publics et les autorités portuaires songent à la façon d'étendre à Fos (le grand terminal des navires transocéaniques, des pétroliers et des minéraliers) les bénéfices de l'accord de Marseille. A Fos, en effet, il serait souhaitable de réduire de trois cents l'effectif des dockers.

L'accord du 9 novembre était, enfin, une impétieuse nécessité pour que Marseille espère retrouver une part de sa grandeur passée et fasse pencher vers le sud une Europe commerciale et maritime dominée par la « ligne royale » Le Havre, Dunkerque, Anvers, Zeebrugge, Rotterdam et les prestigieux ports de la Hanse, qui trouvent leur préférence non seulement dans leur rôle de point de départ et d'arrivée des navires de toutes nationalités mais dans leur situation de plates-formes négociantes industrielles et commerciales pour l'Europe entière, y compris l'Europe de l'Est.

Aujourd'hui, en effet, aucun grand port européen ne peut compter sur un arrière-pays qui serait son tuteur exclusif. La zone d'attraction d'Anvers s'étend jusqu'à la vallée du Rhin, et par Trieste transite des millions de tonnes de pétrole pour l'Allemagne. Les quarante jours de grève auront coûté plus de 80 millions de francs à Marseille et le déroulement de plus de trois cents navires, et la perte de 400 000 tonnes de marchandises. Des tonnes qui n'auront pas été perdues pour tout le monde... Le page de la reconquête des trafics que les grands ports français n'auraient jamais dû laisser échapper reste à écrire.

FRANÇOIS GROSCHARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Comptes consolidés au 30 juin 1987

Au cours de sa séance du 4 novembre 1987, le conseil d'administration a examiné les états consolidés du groupe TOTAL au 30 juin 1987 dont les principaux chiffres, en millions de francs, sont les suivants :

	Année 1986	1 ^{er} sem. 1987
Chiffre d'affaires	95 722	44 452
Marge brute d'auto-financement	4 114	3 632
Effet de stock	- 7 500	860
MBA, hors effet de stock	111 614	2 772
Résultat de l'ensemble consolidé	- 1 246	1 177
Part revenant aux intérêts minoritaires	- 775	145
Résultat net (part de TCFP)	- 471	1 032

La remontée des prix du pétrole permet de retrouver des niveaux plus rémunérateurs pour la production pétrolière et gazière. Dans le secteur raffinage/distribution, cette remontée a dégagé un effet de stock positif qui a rendu légèrement bénéficiaire l'ensemble de ce secteur.

La cession en août de la filiale italienne de raffinage/distribution ne sera prise en compte qu'au deuxième trimestre. Elle se traduira par un bénéfice exceptionnel d'environ 1 000 MF.

Les investissements bruts ont été maintenus à un niveau élevé : 4 882 MF contre 5 999 MF pour l'ensemble de 1986.

Les prévisions établies pour l'ensemble de l'année 1987 four apparaissent que, sauf événement important, notamment dans le domaine des prix, le résultat de l'ensemble consolidé devrait être compris en 2 000 et 2 500 MF.

GROUPE TOTAL

CREDIT LYONNAIS

vient d'acquérir

ALEXANDERS LAING & CRUICKSHANK HOLDINGS LIMITED

Crédit Lyonnais a été conseillé par

BARING BROTHERS & CO., LIMITED



Économie

Revalorisation de 1 % à compter du 1^{er} mai

Les syndicats jugent insuffisant le rattrapage salarial annoncé par le gouvernement

A quelques nuances près, l'ensemble des organisations syndicales de fonctionnaires ont réagi dans le même sens après l'annonce par M. Hervé de Charette d'une revalorisation des salaires pour la fonction publique (nos dernières éditions du 10 novembre).

Les uns et les autres observent que le rattrapage en niveau, égal à une revalorisation de 2,1 % sur l'année, ne compensera pas l'évolution des

prix que l'on prévoit de 3,5 %. « On entérine les pertes de pouvoir d'achat », déclare la FEN tandis que la CFDT écrit que « la perte de pouvoir d'achat demeure considérable ». La CGT renouvelle sa revendication d'une augmentation de 5 % à dater du 1^{er} janvier 1987. Elle maintient d'ailleurs son mot d'ordre d'action pour le 12 novembre.

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a fait adopter par le conseil des ministres du mardi 10 novembre un projet de décret majorant de 1 % à compter, rétroactivement, du 1^{er} mai 1987 les traitements et pensions des fonctionnaires.

La majoration se substitue à la hausse de 0,6 % prévue pour le 1^{er} novembre dans le calendrier initial de M. de Charette, annoncé à la mi-février après l'échec des négociations salariales. Cela portera, pour l'ensemble de l'année, la hausse du niveau des traitements de 1,7 % à 2,1 % (pour une évolution prévue du glissement des prix en 1987 de 3,4 %). Concrètement, l'effet de cette mesure — qui coûtera 2,5 milliards de francs supplémentaires — jouera en deux fois. Au 1^{er} novembre, la hausse sera de 1 % et se traduira par une rallonge équivalente de la paie du même mois. A la fin décembre, les fonctionnaires touchent six mois de rattrapage (du fait du relèvement rétroactif de 1 % des salaires de mai, juin, juillet, août, septembre et octobre), soit « un versement complémentaire moyen de l'ordre de 500 francs », précise le ministre.

Cette mesure a l'avantage de s'appliquer intégralement aux retraités, touchant ainsi, avec les collectivités locales et les hôpitaux, huit millions de personnes. Telle est

la conclusion d'un long affrontement.

En effet, il y a un an, le 12 novembre 1986, M. Chirac adresse sa traditionnelle directive salariale pour le secteur public — qu'il ne devrait pas renouveler pour 1988 — en indiquant, dans un langage extrêmement strict, que la hausse de la masse des rémunérations devra être de 2 % en 1987, les entreprises ne pouvant aller jusqu'à 3 % que si elles dégagent des gains de productivité. Résultat : tous les accords seront calqués — conflits de fin d'année aidant — sur une évolution de 3 % en masse sans que les contreparties de productivité soient toujours dégagées. Dans la fonction publique, qui, au départ, se disait non concernée par la directive, M. de Charette négocie sur la base de 3 % d'évolution en masse, tout en y intégrant, comme dans les entreprises publi-

jusqu'à l'achèvement de la mensualisation des pensions.

Le 15 octobre dernier, toutes les fédérations de fonctionnaires, qui se plaignent de l'absence de dialogue avec le gouvernement, appellent à la grève. Celle-ci ne fait qu'à moitié recroquer et on parle de demi-échec. L'entourage du ministre assure alors que, lorsque le rattrapage sera annoncé pour les fonctionnaires, ceux-ci auront moins que les agents d'EDF, de la SNCF et de la RATP, entreprises où des accords salariaux ont été signés. Concrètement, EGF, la SNCF et la RATP ont accordé une rallonge en masse de 0,5 % (la prévision pour la moyenne des prix en 1987 étant de 3,3 %). Dans la fonction publique, dit-on, on mettra la barre plus basse : la rallonge sera de 0,3 %, voire de 0,4 %. Mais pas plus. Seule FO, lors de la consultation engagée par M. de Charette, se montre plus optimiste.

L'optimisme de FO était justifié : les mesures prises ce 10 novembre représentent, en effet, en masse 0,5 % — certains calculs conduisent même à un bonus de 0,56 %, — ce qui porte l'évolution de la masse salariale de 3 % à 3,5 %. La fonction publique, où il n'y a pas eu d'accord, est ainsi mise sur le même plan que les entreprises publiques où des contrats ont été signés.

M. N.

Une logique à géométrie variable

EN revalorisant d'une manière plus conséquente que prévu les revenus des fonctionnaires, M. de Charette se défend naturellement de tout électoralisme, ce qui pourrait convaincre si le gouvernement n'avait à plusieurs reprises chargé de tactique dans le domaine social. Celle-ci a été fluctuante, et les syndicats ont beau jeu de dire que la décision ministérielle est un « effet posté » de leur grève du 15 octobre. Pour M. de Charette, le gouvernement n'a pas voulu « sanctionner » les fonctionnaires, les « efforts » accomplis depuis deux ans en matière de productivité — et de réduction des effectifs — justifiant des compensations.

L'entourage de M. de Charette précise aussi que les mesures annoncées le sont pour « le compte », ce qui n'est pas le cas dans les entreprises publiques, où l'on doit se voir lorsque l'évolution réelle des prix en 1987 sera connue. D'ores et déjà, le traitement réservé aux fonctionnaires oblige le gouvernement à faire plus pour le secteur public. Ne va-t-il pas être débordé par cette logique salariale à géométrie variable ?

On peut certes donner acte à M. de Charette de ne pas avoir réintroduit pour le niveau des salaires une indexation *a posteriori* sur les prix. Le mélange de hausse en niveau et de modification rétro-

active de calendrier ne manque pas d'habileté technique. Mais on peut se demander comment le ministre — si soucieux de « renouer avec la politique contractuelle » — va négocier les salaires de 1988 avec les syndicats. Le gouvernement, toujours fidèle à la doctrine du maintien du pouvoir d'achat en moyenne, prévoit une progression de la moyenne des prix de 2,5 %, sur laquelle devra se céder l'évolution de la masse salariale. Or les fonctionnaires sont déjà à 3,11 % en masses. Où le ministre trouvera-t-il les moyens de négocier des augmentations générales ? Un vrai casse-tête en pleine période électorale.

MICHEL NOBLECOURT.

La réélection de M. Saouma à la tête de la FAO

Un Oriental « bizarre »

Réélu le 9 novembre à la direction générale de la FAO pour la troisième fois consécutive, M. Edouard Saouma a demandé au « principal contributeur » de l'organisation (les États-Unis) de s'acquitter de son dû, qui s'élève à 67 millions de dollars.

Arabes, des Européens et des Africains. Saouma, c'est le bordel !

En fait, beaucoup reprochent à M. Saouma de ne s'être pas fondu dans le moule anglo-saxon de la FAO. Au siège, la plupart des délégués ont conservé des horaires à l'américaine : arrivée à 8 heures, déjeuner entre 12 et 14 heures, départ massif à 17 heures.

Lui n'a jamais pris ce rythme. Il dîne en début d'après-midi, comme les Italiens, et reste tard à son bureau. Le matin, il lit *Libération* — pour savoir ce que fient ses filiales installées à Paris. — *le Monde*, auquel il reste attaché depuis ses études d'agronomie à

Saouma a surtout heurté les Anglo-Saxons par sa conception du multilatéralisme et du rôle de la FAO. Avec les programmes de coopération technique (PCT) qu'il a lancés en 1976, l'institution a mis la main à la pâte. Elle a multiplié sur le terrain les actions d'urgence contre la peste bovine, les inondations, les invasions de criquets ou tout simplement, la faim. Fin 1986, 3300 projets avaient été ainsi réalisés pour une valeur de 240 millions de dollars. Ils ont permis des interventions limitées mais concrètes, préparant le terrain à des actions de plus grande envergure menées ensuite par d'autres organisations internationales. Pour ce faire, Edouard Saouma a taillé dans le budget, veau d'or trop gras qui englobait à son arrivée 77 % du budget de la FAO, contre 54,5 % aujourd'hui.

A cette mission sur le « champ de bataille », M. Saouma a ajouté une vocation normative qui a fait grincer des dents parmi les grandes puissances créatrices du globe. C'est le cas du pacte mondial de sécurité alimentaire, en vertu duquel les États s'engagent à ne pas user de la nourriture comme d'une arme face aux pays pauvres.

Le directeur général a aussi fait adopter un texte sur la phyto-génétique, demandant aux signataires de communiquer des informations sur les semences améliorées. La Canada et les États-Unis n'ont pas adhéré à cette nouvelle règle du jeu. Quant au code de conduite sur l'usage des pesticides, il a indisposé tous les pays occidentaux producteurs, qui considéraient trop facilement le tiers-monde comme un champ d'expériences doublé d'un débouché commercial.

Polyglotte, il s'exprime aussi bien en français, en arabe et en espagnol, qu'en italien et en anglais, et, habile négociateur, M. Saouma passe pour être la plus forte personnalité du système onusien. Au fil des ans, il a réussi à imposer le principe d'une charta des paysans, de journées mondiales pour l'alimentation, d'études prospectives approfondies sur l'agriculture, « priorité des priorités » en matière de développement.

« Toute sa réflexion a été conduite en fonction de l'action qu'il veut mener », explique un responsable de la FAO. Son ambition n'est autre que de creuser le même sillon. « Il est très engagé personnellement », dit-on à Rome, comme pour l'exposer de son obstination.

ERIC FOTTORINO.



Edouard Saouma

Montpellier dans les années 50, et l'*International Herald Tribune* pour sa couverture internationale de l'actualité.

Il n'a pas pris de dispositions particulières pour recevoir la presse américaine. « C'est un bourgeois de travail ». En ce sens, c'est un Libanais « bizarre », remarque un de ses vieux collaborateurs. « A trente ans, il représentait son pays à la FAO. Il savait de mémoire les textes constitutifs lors des débats techniques ».

« Il n'a jamais donné aux grands bailleurs l'impression qu'il était leur employé », explique un de ses proches, même s'il reçoit plus souvent l'ambassadeur des États-Unis que celui du Cap-Vert.

A Rome, on l'appelle l'« Impérator ». Les opposants critiquent son autoritarisme et sa manière parfois brutale de traiter les délégués, s'il n'est pas agi comme il l'entendait. « A sobriété et un ans, il n'aime pas discuter longtemps quand il pense avoir raison », observent ceux qui le côtoient. Ses collaborateurs reconnaissent qu'il manque de diplomatie et aussi d'humour.

Mais il faut une main de fer pour diriger une organisation de cent cinquante-huit États, avec des

Une forte personnalité

Rien là de très croustillant pour les paparazzi qui ont voulu savoir de quel bois se chauffait ce prétendu « empereur ».

Personnage rugueux, mais facilement affable, voire enjôleur,



Madame, Monsieur, Voici quelques éléments de réponse aux questions que vous vous posez.

Les mouvements boursiers ne laissent à l'écart aucune place financière dans le monde et sur ces places, aucun titre. Dès le début de la crise, Paribas s'est efforcé d'apporter une première réponse aux préoccupations légitimes de ses actionnaires. Aujourd'hui en possession de ses comptes pour le premier semestre 1987, Paribas peut aller plus loin et donner à ses actionnaires les moyens de mieux apprécier la valeur réelle du Groupe et sa capacité bénéficiaire :

- Les résultats consolidés au 30 juin 1987 sont conformes aux prévisions. Le bénéfice net atteint 973 millions de francs, en progression de 15,8 % par rapport à la moitié de 1986.
- Avec 29 milliards de francs de fonds propres au 30 juin 1987 et plus de 33 milliards de francs après l'augmentation de capital du mois d'août, Paribas a encore renforcé les moyens de son expansion.

Madame, Monsieur,
Comment s'analysent maintenant les conséquences de la crise sur notre futur immédiat ?

- La valeur estimative de l'action Paribas qui s'élevait à 480 francs le 30 juin 1987, s'est établie à environ 440 francs à fin octobre marquant ainsi une baisse de 8 % bien inférieure à la chute des grands marchés boursiers.
- Toutes les entreprises présentes dans les activités de marché sont nécessairement affectées par la crise actuelle. Mais Paribas ne tire qu'une partie de ses revenus des opérations financières. En l'état actuel des choses, la diversité des métiers et des actifs de Paribas permet d'espérer que le résultat net consolidé de l'ensemble de l'année 1987 sera au moins égal à celui de l'année précédente.

Madame, Monsieur,
Paribas entend poursuivre l'expansion de ses activités et de ses résultats en se fondant sur la qualité de la situation financière du Groupe, sur la diversité de ses métiers et sur le professionnalisme de ses équipes. Cette perspective est renforcée par la fidélité et la confiance des actionnaires de Paribas qui sont aujourd'hui, comme il y a quelques semaines, près de 3 millions.

PARIBAS

Un document complet d'information sur les comptes au premier semestre 1987 est à votre disposition. Téléphonez ou écrivez à Paribas-Actionnaires, 3 rue d'Antip, 75002 PARIS - Tél. : (1) 42.98.17.88

Marchés financiers

BOURSE DU 10 NOVEMBRE

Compan- y	VALEURS	Cours préfid.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compan- y	VALEURS	Cours préfid.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compan- y	VALEURS	Cours préfid.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -
1812	A.S. 5% 1973 ..	1708	1680	1680	- 1.82	1780	London	1680	1401	1401	- 10 18	630	Stmoll	556	531	521	- 7.38
1100	C.M.E. 3% ..	2801	2800	2800	- 0.03	1780	London Intech.	850	850	835	- 0.78	630	S.A.T. s.	480	455	430	- 6.52
1129	B.N.P. T.P. ...	1060	1050	1050	- 0.93	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1107	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1115	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	1000	981	- 0.08	630	S.A.T. s.	1000	1000	1000	0.00
1146	C.C.F. T.P. ...	1060	1020	1008	- 4.90	1780	London Phel	1000	10								

Comptant (référation)

Obligations				VALEURS				Obligations				VALEURS				
	VALEURS	% du mont.	% de coupon		Coars préc.	Dernier cours		Coars préc.	Dernier cours		VALEURS	Coars préc.	Dernier cours		Coars préc.	Dernier cours
Exp. 12 1/2 87/88	8040			Contin. (Nyl)	180	.....	Leonor (Sul)	1001	1000		San Fin. 64-CP	252				
Exp. 8 1/2 77	123	4 138		Contin. (Nyl)	100	.....	Lorin	880	844		Stair	420				
8 1/2 75/80	89 80	3 287		Contin. (Nyl)	100	.....	Macdonell (Nyl)	420	420		Macdonell (Nyl)	120	118			
10 1/2 75/84	101	2 067		Contin. (Nyl)	128	.....	Magnolia (Nyl)	181	.....		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	380	448			
12 1/2 75/84	104 60	1 829		Contin. (Nyl)	228	.....	Magnolia (Nyl)	89 40	83		Tanaka-Anglo	38				

SICAV (reflection)

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 10/11	COURS DES BILLET	
			Achat	Vente
Etats-Unis (\$ 1)	5 687	5 625	5 400	5 500
ECU	9 687	7 610		
Allemagne (100 DM)	389 40	340 10	328 50	347 50
Autriche (100 S)	16 221	16 240	16 050	16 100
Pays Bas (100 f)	301 520	302 750	282	310
Danemark (100 kr)	87 360	85 290	84	87
Norvège (100 N)	89 860	85 240		
Canada (Canada \$ 1)	113 13	113 23	3 800	10 050
Suisse (100 Sfr)	4 318	4 327	4 300	4 310
France (100 franc)	4 697	4 613	4 250	4 251
Italie (100 L.)	412 150	415 300	401	421
Autriche (100 sch)	46	35 300	30	36
Suède (100 kron)	48 221	48 350	48 300	48 200
Portugal (100 esc)	5 043	5 005	4 800	5 000
Espagne (100 pes)	4 190	4 189	3 500	4 400
Compte (5 pes)	4 305	4 284	4 070	4 350

Marché libre de l'or

MORNAIRES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 10/11
Or fin (le m barre)	84800	84000
Or fin (le m lingot)	85000	84000
Pièces d'or (20 g)	555	559
Pièces françaises (10 g)	300	
Pièces suisses (20 g)	551	595
Pièces indus (20 g)	682	496
Sterling	638	642
Pièces de 10 dollars	2100	2110
Pièces de 10 dollars	1252	50
Pièces de 5 dollars	880	
Pièces de 50 pence	3435	3380
Pièces de 10 florins	526	520
Or Londres	463	458 78
Or Zurich	464	461 80
Or Hongkong	461 38	462 55

C.E.M.	184 50	184 50
Doctory	184 50	184 50
...

Colgate	110	110
C. Glod. Ferrelles	183	...
Copax	288	281
Dabols inc. (Can.)	755	725
Gelco	120	110-40
Hydro-Énergie	355	310
Hoogovens	250	...
Monocorrea (port)	35 20	32 80
Nicoxin	670	517
Paternullo R.D.	3400	...
Pelican	340	335
Reverco N.Y.	158 80	161 20
S.P.R.	505	384
Ulfuss	380	...
Union Transmar	125 50	...

Expenditures	1995-96	1996-97
Expenditure Changes
Expenditure Performance

Eurociv	9363 31	9221 1
Euro-Coinvest	486 82	482
Euroland	928 86	902
Euro-Gas	3888 48	3803
Euromax Oil&Gas	457 88	457
Financi Placement	60763 80	60651 8
Financi Valoisinvest	13225 83	12896
Financière (dts. par 10)	10018 08	10019
Fininvest	280 82	229
Finpro-Gas	4870 64	4746
Finpro-Gazette	275 76	275
Finpro-Investiss.	400 93	362
Finpro-Mat	121 57	120
Finpro-Oil&Gazette	428 11	421

Microcomputer	63252.08	63252.08	Techno-Star
Multi-Objections	421.00	472.57	Tellico

[illegible]

5513 04	5253 05
5202 90	5151 39
5513 04	5253 05

384 72	341 90
112 08	112 08
386 78	380 70
1034 19	1005 48
1308 40	1280 76
777 58	742 33
2679 61	2482 64
2301 12	2032 04
182 23	182 28
802 04	873 25
1481 37	1432 06
448 51	436 72
60571 50	59871 98
1539 29	1537 69
80888 11	80825 70

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ÉCONOMIE	CULTURE	SERVICES	MINTEL
3 La situation en Tunisie. 4 Le conflit cambodgien. 5 La course à l'investiture présidentielle aux États-Unis. 6 Le congrès du Parti chrétien-démocrate allemand hanté par l'affaire Barschel.	7 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. 8 Les partis politiques dans la campagne présidentielle. DÉBATS 2 « Contre la récession, un « New Deal » européen », par J.-P. Chevènement.	10 L'affaire Luchaire : le rapport Barba transmis à l'Élysée a été amputé de l'annexe relatant l'entretien avec M. Dubois. 13 Le PS présente un « plan d'urgence » pour l'école. 20 Les évêques et le catholicisme.	31 L'action Suez a chuté de 17,8 % pour sa première cotation. 32 La réunion des gouverneurs des Banques centrales à Bâle. 33 Le rattrapage salarial accordé aux fonctionnaires est jugé insuffisant par les syndicats.	15 Théâtre : Barouf à Chioggia, de Carlo Goldoni. 16 Photo : trois Suisses à Lausanne. 17 COMMUNICATION : après la suspension de l'instruction de l'affaire de Radio-Courtois.	Abonnements 2 Echecs 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Carnet 20 Radio-télévision 19 Annonces classées 24 à 31 Spectacles 18	● Bourse : la « catastrophe » en direct. BOURSE ● Les privatisées dans la tourmente. PRI ● Faut-il censurer le Front national ? COM Actualité, International, Sport, Abonnements, Culture, Jeux. 3615 Tapes LEMONDE

ITALIE : large victoire des « oui » aux référendums

Les électeurs se prononcent pour la responsabilité civile des juges et la révision du programme nucléaire

Les référendums par lesquels les Italiens étaient appelés, les dimanche 8 et lundi 9 novembre, à se prononcer sur la poursuite du programme nucléaire et la responsabilité civile des juges, ont donné une très large victoire des « oui ».

Selon les chiffres officiels annoncés mardi 10 novembre par le ministère de

l'Intérieur, les électeurs ont approuvé à 80,1 % l'instauration de la responsabilité civile des juges pour les erreurs judiciaires ; à 85,1 % le transfert au Parlement de certains pouvoirs de la commission d'enquête sur les délits commis par les ministres ; à 80,6 % le transfert au Parlement de la faculté de choisir les sites des

centrales nucléaires ; à 79,7 %, la suppression des aides aux communes accueillant les centrales et à 71,8 % l'interdiction de participer aux programmes nucléaires étrangers.

Cette victoire écrasante des « oui » est cependant tempérée par un très fort taux d'abstention.

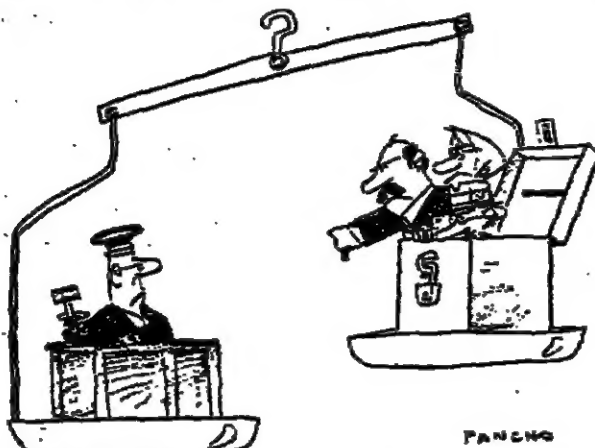
Intéressés sont encore députés ou sénateurs.

Les trois référendums sur le nucléaire ont été acquis à une majorité telle qu'on peut penser que même la seule centrale existante et les deux autres quasi achevées sont très menacées. La participation de l'Italie pour un tiers au surcoût du Superphénix sera certainement l'objet, elle aussi, d'une âpre mise en cause par les plus convaincus des vainqueurs des 8 et 9 novembre. Le titre du quotidien d'extrême gauche *il Manifesto* est de ce point de vue sans ambiguïté : « Divorce du nucléaire ».

Enfin, la question dite de « la responsabilité civile des juges » va se présenter aussi devant le Parlement : le président de la République est en effet autorisé à suspendre, cent vingt jours durant, la promulgation du résultat du référendum, afin de permettre aux députés et sénateurs de trouver des zones de remplacement à celles qui viennent d'être abrogées. Les plus farouches promoteurs de la consultation souhaitent que les juges soient appelés à payer de leurs propres deniers les torts faits aux citoyens (intoxications abusives, par exemple) en cas de « faute grave » des magistrats dans la conduite de l'enquête.

Ni la DC ni le PC dépendant (61 % des voix, 65 % des députés à eux deux) n'entendent voir punis pénalement « les juges qui se trompent » estimant qu'une telle sanction ferait planer une lourde menace sur leur indépendance. Ce pourrait être dès lors à l'État de fournir la réparation civile (pécuniaire), les juges ne répondant de leurs fautes que sur le plan disciplinaire. Le Parti socialiste a lui-même déjà annoncé, le 9 novembre, par la voix de son secrétaire, que « des accords équilibrés et efficaces pourrons rapidement être conclus ».

JEAN-PIERRE CLERIC.



PANCHE

camp des « non », peut être fier de s'en être tiré avec les honneurs de la guerre.

« Désinformation » ?

M. Craxi revendique cependant pour lui l'essentiel du prestige de la victoire, observant que les « non » et les abstentions s'expliquaient surtout par une action de « désinformation » et une « formidable campagne d'inclusion des citoyens à ne pas voter ». (La presse avait, dans sa majorité, exprimé son scepticisme sur l'efficacité des référendums.) La Démocratie chrétienne avait en outre appelé à voter « non » sur un des cinq textes, celui relatif à la participation de l'ENEL à des centrales nucléaires à l'étranger, mais elle n'a pas été suivie par les électeurs.

Quelles seront les conséquences pratiques de ces consultations ? L'abolition de « l'Inquirente » aura pour conséquence, en cas de situation pénale, de soumettre ministres et anciens ministres à la justice ordinaire — moyennant, comme dans les autres pays démocratiques, une autorisation du Parlement, si les

Ce bond en avant des abstentions contribue à relativiser la victoire des « oui » : cent-ci n'ont, en effet, reçu l'assentiment de 42 % des citoyens (en tenant compte des bulletins blancs et nuls, qui ont atteint eux aussi un pourcentage record : environ 13 % des suffrages exprimés). Or la somme des voix des partis qui avaient proposé les référendums (socialistes, libéraux et radicaux) pour les deux questions relatives à la justice ; radicaux, Démocratie prolétarienne et Verts pour le nucléaire) ont finalement annoncé leur ralliement au camp des « oui » (pour l'essentiel la DC et le PC ainsi que le MSI-droite nationale) représentant près de 95 % de l'électorat aux législatives de juin dernier — 85 %, si l'on tient compte, là aussi, des abstentions.

On est donc très loin du « dégoût » de « oui » provoqué par le secrétaire du Parti socialiste, M. Bettino Craxi, le défenseur le plus en vue de l'abrogation des cinq textes soumis à référendum. M. Giorgio La Malfa, secrétaire des républicains, champion du petit

camp des « non », peut être fier de s'en être tiré avec les honneurs de la guerre.

Les comptes de la Sécurité sociale

Un léger répit pour le régime général

Les satisfactions pour le présent ne l'empêchent pas de prévoir le pire : c'est le sentiment que suscitent les comptes provisoires du régime général portant sur les trois premiers trimestres de 1987, présentés le lundi 9 novembre.

La situation est certes meilleure cette année que le précédent pour le rapport de juillet dernier. Les recettes de cotisations dépassaient les prévisions de 0,6 milliard de francs fin septembre, de 1,6 milliard fin octobre (soit 0,3 % de la masse salariale). Un résultat dont les causes, pour l'instant, restent peu claires, mais que l'on attribue en général à un rattrapage des salaires après la hausse des prix.

Les dépenses, elles, ont été conformes aux prévisions en ce qui concerne les retraites (dont la croissance avait connu son apogée en 1986) et les prestations familiales : un peu plus élevées pour les allocations familiales proprement dites, mais moins pour les nouvelles prestations. En particulier on ne comptait que cent vingt-quatre mille bénéficiaires de la nouvelle allocation parentale d'éducation fin septembre pour le régime général ; le nombre ne devrait sans doute pas dépasser cent quarante mille à la fin de l'année.

Pour l'assurance-maladie, le plan Séguin, les campagnes de modernisation des caisses primaires et de la caisse nationale et la sensibilisation qui a accompagné les états généraux ont amené un net ralentissement des dépenses de médecine de ville : une chute de l'activité des généralistes (le nombre des consultations a baissé de 0,6 %, celui des visites de 6,3 %) et une baisse de 3,7 % des

remboursements de médicaments. Malgré une progression des versements aux hôpitaux (+ 7 % au lieu de + 6 % prévus sur l'ensemble de l'année), le total devrait être inférieur de plusieurs milliards au moins aux prévisions de juillet : la branche maladie serait donc en équilibre à la fin de l'année, comme la branche famille. Cela laisse prévoir, même si le rapport, limité au constat, ne l'évoque pas, un déficit global de l'ordre de 10 à 11 milliards de francs pour le régime général sur l'exercice 1987 au lieu des 13,8 prévus.

D'ores et déjà, la situation de trésorerie du régime général s'est améliorée, puisque les creux des 13 et 14 octobre n'ont atteint que 5,9 milliards de francs de découvert, alors qu'on craignait d'arriver à 10 milliards. Cette amélioration devrait se retrouver en décembre : le point le plus bas des 13-14 décembre n'atteint que 8,1 milliards de francs, selon les prévisions de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale ; on ne dépasserait donc pas le montant des avances de la Caisse des dépôts (8,5 milliards de francs) au lieu des 15 milliards redoutés en juillet.

Ces bonnes nouvelles risquent cependant de ne pas se prolonger en 1988. La commission des comptes ne disposera de prévisions qu'en décembre. Mais tout le monde se demande si l'inflexion des dépenses d'assurance-maladie sera durable. On peut aussi s'attendre à un accroissement des dépenses de prestations familiales et de retraite par suite du rattrapage de l'inflation. Mais l'incertitude la plus grave concerne les perspectives économiques : un ralentissement de l'activité entraînerait sans doute un nombre accru de chômeurs et aurait pour conséquence des recettes, au mieux, stagnantes.

G. H.

Le numéro du « Monde » daté 10 novembre 1987 a été tiré à 567 181 exemplaires.

A B C D E F G

Au conseil des ministres

Réforme du « 1 % logement »

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, a présenté au conseil des ministres, le mardi 10 novembre, un projet de loi tendant à créer une agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction, chargée de gérer le « 1 % logement ».

M. Méhaignerie — dont les propos ont été rapportés par M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement — a souligné que deux cent cinquante mille logements sont financés, chaque année, par cette participation des employeurs.

L'ensemble des partenaires sociaux ayant souhaité la réforme des institutions chargées de ce financement, M. Méhaignerie a indiqué

Deux nouveaux hauts commissaires nommés

à Nouméa et à Papete. Changement des hauts commissaires en poste en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française : M. Clément Bouhina, préfet des Pyrénées-Atlantiques, a été nommé, mardi 10 novembre, en conseil des ministres, délégué du gouvernement à Nouméa, en remplacement de M. Jean Mouppézat qui devient, pour sa part, haut commissaire à Papete, en remplacement de M. Pierre Angot, lequel réintégrera le Conseil d'Etat.

(Né le 2 février 1926, à Dunkerque, M. Clément Bouhina, débute dans la carrière administrative en 1945 comme contrôleur, puis comme chef de la direction générale des prix et des enquêtes. Elu de l'ENA de 1953 à 1955, il est, en 1956, chef de cabinet du préfet, à la disposition du gouverneur général de l'Algérie, puis chef du cabinet du préfet des Hauts-Pyrénées. Il occupe ensuite successivement les postes de sous-préfet de Brive-la-Gaillarde, de secrétaire général de la Préfecture de la Seine-Maritime en novembre 1973, avant de devenir préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon en 1979, puis préfet des Vosges en 1983. Il est préfet des Pyrénées-Atlantiques depuis le 31 juillet 1985.)

Sur le vif

Je suis pas la seule

Qu'est-ce que je suis venue, vous ne pouvez pas savoir. J'ose plus me montrer dans les couloirs. Faut que je vous dise : ça va faire trente-cinq ans que je suis dans la rue des Italiens, que j'essaie de les culpabiliser, de les épouvanter, de leur expliquer que je suis une « pas comme les autres », un cas unique, exceptionnel, toujours à trembler, à croire que j'ai tout loupé, la reine du complexe de l'échec, la Madone de l'andé, la « jûdeche Angst », l'angoisse juive incarnée.

J'arrête pas de les embêter, de les tirer par la manche, de leur demander s'ils m'aiment, si je ne suis pas trop moche, trop sapée, s'ils trouvent vraiment que mon talon du jour est encore meilleur que celui de la veille. Et quand ils m'envoient péter : Allez, dégage, tu nous casses les pieds, on n'a pas que toi à s'occuper, je me mets à chialer et je vais m'effondrer dans mon placard à balais en sanglotant bien fort pour leur filer des larmes. Ça marche neuf fois sur dix. Ils viennent, ils m'épouvent, ils m'essouffent, ils me ramènent : Allez, mouche toi nez, pleure pas, on n'est pas de la Pén, faut pas croire.

Et puis là, ce matin, à la conférence, l'humiliation suprême ! Au moment de faire le menu, le chef du service société annonce un énorme papier sur l'arrogance. Stupeur générale. Un papier sur Sarraute ? Non, pas du tout, un papier sur les quatre millions de cas diagnostiqués rien qu'en France l'an dernier. Non seulement c'est banal, courant, mais, on qui est encore plus rageant, c'est une histoire de bonnes femmes. Ça efface deux années pour un mec.

Et attendez, c'est pas fini, si on est toutes à s'angoisser, à se faire des idées, à trembler pour un rien, c'est parce que — lisez l'article, vous verrez — on a des traits de caractère particuliers : on est dépendantes et on a une personnalité obsessionnelle. Ils m'ont regardée, mouillée, rigolée : Après ça, tu diras plus qu'on est racistes. Non, sèches !

CLAUDE SARRAUTE.

Le gouvernement va céder ses participations bancaires minoritaires

L'Etat français va céder avant le 31 décembre prochain — à l'occasion des bilans de fin d'exercice — l'ensemble des participations minoritaires qu'il détient encore dans des groupes bancaires publics ou privés. Il a annoncé, le mardi 10 novembre, le ministre de l'économie, dans un communiqué : « Il s'agit des 49,7 % que l'Etat détient dans le capital du Crédit du Nord, filiale de Paribas, et 49 % qu'il contrôle dans l'Européenne de Banque, l'Union de Banque à Paris et la Banque Chaux, filiales du CCF, au travers du Consortium français de participations bancaires (CFPB) ».

Ce communiqué annonce, par ailleurs, que les relations financières qui existent entre l'Etat, le Groupe des assurances nationales (GAN) et le Groupe du Crédit industriel et commercial (CIC) seront restructurées avant la fin de l'année.

NIGER

Le président Kountché hospitalisé à Paris

Le colonel Ali Saibou, chef d'état-major des forces armées nationales au Niger, a été désigné pour assurer l'intérim de la présidence du Conseil militaire suprême « en raison de l'état de santé très préoccupant du chef de l'Etat », a annoncé le radio nationale nigérienne.

[Le président Kountché est, en effet, hospitalisé à Paris, pour la troisième fois en l'espace de quelques mois. Selon certaines sources, son état est jugé critique.]

A Gaza

Une jeune Palestinienne tuée dans une manifestation

Une jeune palestinienne, âgée de dix-sept ans, Imtissah Al Attar, a été tuée mardi 10 novembre par balles, lors d'une manifestation en faveur de l'OLP à Gaza, apprend-on de sources palestiniennes.

La victime a été vraisemblablement tuée par des colons israéliens qui ont ouvert le feu sur les manifestants qui lançaient des pierres. — (AFP.)

Ordinateurs
l'hebdomadaire informatique
au format NEWS
CETTE SEMAINE
EN SUPPLÉMENT
UN MAGAZINE PC

TRANCHE DU VENDREDI 13
GROS LOT
4 MILLIONS
DIXIÈME 10 F - ENTIER 92 F
TIRAGE LE 16 NOVEMBRE
loterie nationale

JAVICO 150